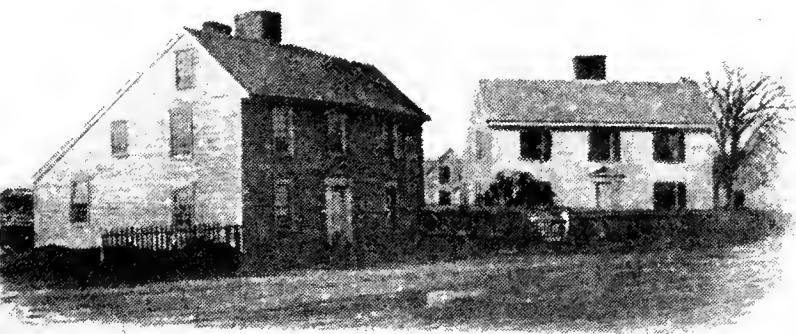


John Adams Library,



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o
ADAMS
192.4 v. 2

Adams 192.4 v.2

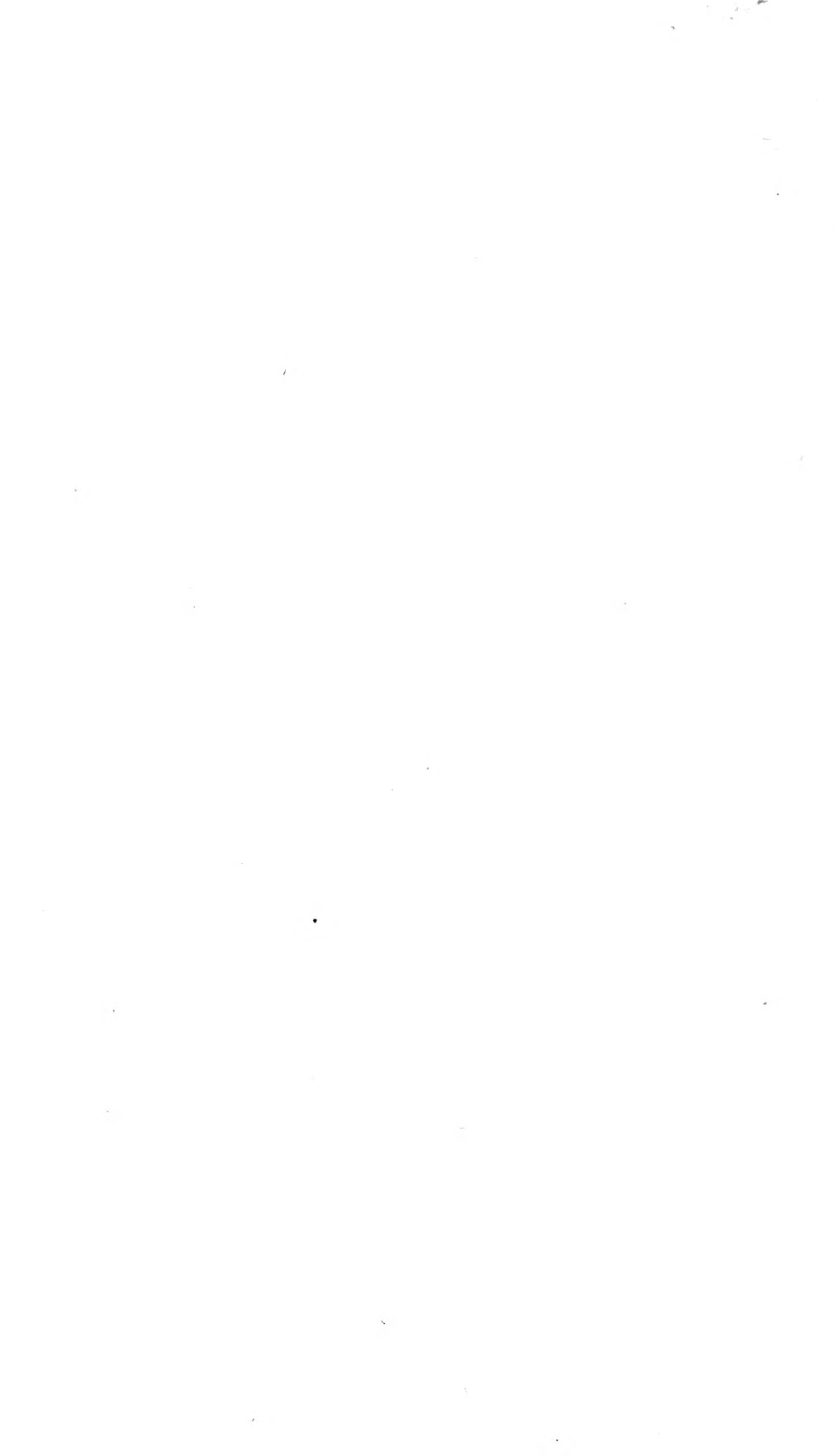
BPL1RB

39999046679773

Avaux, comte d', 1640-170
Négociations de Monsieur
le comte d'Avaux en Holla







N É G O C I A T I O N S

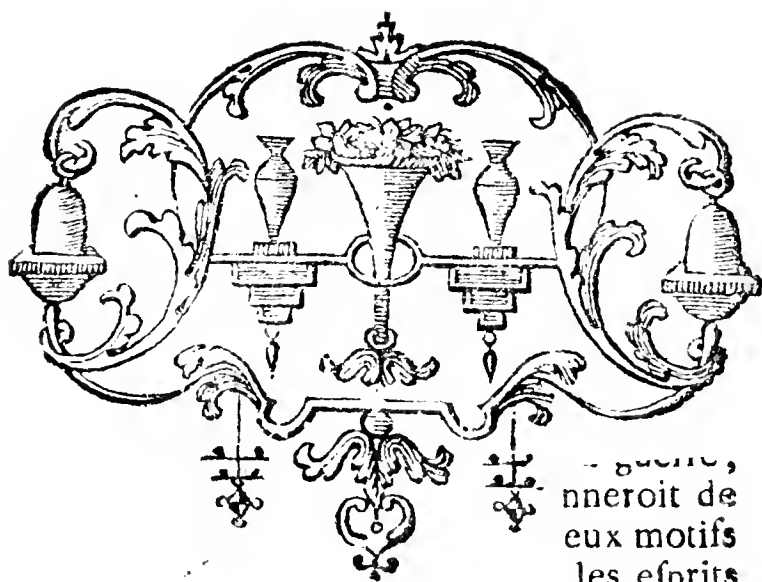
D E M O N S I E U R

LE C O M T E D ' A V A U X

E N H O L L A N D E ,

Depuis 1679, jusqu'en 1684.

L E T R O U V E M E N T



...guerre,
...neroit de
eux motifs
les esprits
etoient si
...A...

Chez { DURAND, Rue S. Jacques, au Griffon,
Pissot, Quai des Augustins, à la Sageffe.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

* ADAMS 192.4

22



N É G O C I A T I O N S

D E M O N S I E U R

LE COMTE D'AVAUX

E N H O L L A N D E ,

Depuis 1679 , jusqu'en 1684.

LE Mémoire de l'Envoyé d'Espagne ne fit que causer de l'indignation contre lui. Les Etats-Généraux ne pouvoient souffrir tant d'arrogance avec si peu de force : mais , si cet Envoyé ne me fit point de peine , celui d'Angleterre en recompense ne me fut d'aucun secours ; car , quoiqu'il allât enfin parler au Président de semaine des Etats-Généraux pour appuyer mon Mémoire du 29 d'Avril , tout ce qu'il dit fut très-inutile , puisque ne donnant rien par écrit , le Président des Etats ne rapportoit point à ses Maîtres ce qu'il lui disoit de bouche. Outre cela je mandai au Roi, que dans l'état où étoient les affaires , on ne devoit plus rien attendre que de la crainte qu'on auroit en Hollande d'entrer tout de bon en guerre , & de la facilité que Sa Majesté leur donneroit de pouvoir l'éviter ; qu'il n'y avoit que ces deux motifs qui étoient capables de remuer fortement les esprits des Hollandois , & que ces deux choses étoient si bien touchées dans le Mémoire du 29 d'Avril , qu'il n'y avoit rien à désirer.

La personne que j'avois envoyée à Amsterdam & en Frise , revint le 3 de Mai , & me rapporta qu'on y étoit fort persuadé des raisons que je leur avois fait alléguer , & très-satisfait du Mémoire que j'avois présenté le 29 d'Avril ; que Messieurs d'Amsterdam

4 Mai
1684.

avoient résolu d'accepter la proposition faite par Sa Majesté, & de faire ordonner avant toutes choses aux Troupes qui étoient dans les Pays-Bas de se retirer dans les Places fortes, & de défendre aux Officiers de les laisser sortir en campagne. Que les Provinces de Frise & de Groningue alloient prendre la même résolution, & qu'on y avoit convoqué des Assemblées extraordinaires pour ce sujet. Que Messieurs d'Amsterdam envoioient un Bourguemestre & deux Echevins à la Haye qui n'entreroient pas dans les Etats de Hollande ; mais, qui seroient plus à portée pour soutenir les deux Secrétaires qui assistoient de leur part à l'Assemblée de Hollande ; que le Roi ne pouvoit rien souhaiter de plus à cet égard.

4 Mai
1684.

MESSIEURS d'Amsterdam ne tardèrent pas longtemps à exécuter leur parole : la Province de Hollande s'étant assemblée le 4 de Mai, plusieurs Villes opinèrent à accepter les propositions que je leur avois offertes le 29 d'Avril : & les Secrétaires d'Amsterdam soutinrent fortement qu'il paroïssoit par ce Mémoire que le Roi n'avoit plus dessein de faire de Trêve avec l'Espagne, & qu'il vouloit la Paix aux conditions qui y étoient énoncées ; & qu'ainsi il falloit accepter ces conditions, & faire la Paix : mais, le Pensionnaire Fagel prétendit qu'on étoit encore en droit de choisir la Trêve, & mit en fait (comme je l'avois prévu) que cette Trêve se pouvoit faire aux conditions offertes le 17 Février ; parce que Sa Majesté déclarant qu'après quinze jours Elle ne prétendoit plus être tenue non-seulement à aucune des propositions qu'Elle avoit faites auparavant, mais aussi à celles qu'Elle faisoit encore à présent ; il s'ensuivoit de-là que Sa Majesté prétendoit donc être tenue pendant quinze jours & à ces nouvelles propositions, & à celles qu'Elle avoit faites auparavant. MM. d'Amsterdam & ceux qui leur adhéroient soutenoient que cet argument étoit une illusion ; que le Mémoire étoit clair & net ; & que ce Pensionnaire ne prenoit ce détour que pour éluder le bon effet que les

offres du Roi devoient produire. Fagel, qui vit que quand l'Avis de Messieurs d'Amsterdam ne prévau-
droit pas pour la Paix, il faudroit toujours se ré-
soudre à faire la Treve, se servit d'un artifice pour
tâcher d'éluder & la Paix & la Treve. Il mit en
en question si les Etats Généraux s'engageroient
seuls à obliger les Espagnols à accepter la Treve,
ou s'ils n'en demanderoient pas auparavant l'ap-
probation de leurs Alliés. Cette Proposition fut
discutée avec beaucoup de chaleur: mais, en-
fin douze des principales Villes déclarerent qu'il
ne falloit point demander l'Avis des Alliés, mais
seulement leur donner une simple Notification de
ce qui se feroit à la Haye, sans apporter pour ce-
la aucun retardement aux Résolutions de l'Etat.
Les Nobles se récrierent fort là-dessus, & les E-
tats se separerent sans rien conclurre pour se ras-
sembler l'après-dinee. Les contestations y recom-
mencerent & furent très vives; enforte que l'Assem-
blee dura jusques dans la nuit sans qu'on y pût
rien résoudre.

LES Etats de Hollande se rassemblerent le len 5 Mai
demain matin, & se trouverent partagés pour la 1684.
troisieme fois; plusieurs Villes vouloient la Paix:
les autres croyoient que le Roi consentiroit enco-
re à la Trêve. Les Secrétaires d'Amsterdam sou-
tenoient toujours que le Mémoire du 29 d'Avril
expliquoit nettement que le Roi ne prétendoit plus
être tenu ni à ses premieres offres, ni à la Trêve.
Et comme ils virent que le Pensionnaire Fagel s'o-
piniâtroit à soutenir le contraire, & qu'il entraî-
noit beaucoup de Villes, ils proposerent de me
faire une députation pour en avoir l'explication;
mais, ils n'en purent venir à bout. Ainsi ils furent
obligés de consentir que les Etats Généraux vien-
droient faire une tentative auprès de moi pour la
Trêve sans me parler de paix: mais, ils protesté-
rent qu'en cas que Sa Majeste voulût un Traité de
Paix, ils seroient toujours d'Avis qu'on en fît un.

ILs ne se rendirent pas si faciles sur la maniere

dont ils en devoient user avec leurs Alliés. Cette affaire étoit de plus de conséquence , & entraînoit la paix ou la guerre , puisque jamais les Alliés n'eussent consenti que les Etats-Généraux abandonnassent les Espagnols. Ils demeurèrent donc fermes avec onze des principales Villes de Hollande à vouloir obliger les Espagnols à accepter la Trêve , en donnant seulement une simple Notification de leur Résolution à leurs Alliés ; & les six autres , savoir Harlem dont le Pensionnaire qui la gouvernoit absolument étoit neveu de Fagel : Rotterdam où le Prince d'Orange avoit une puissante cabale , & quatre petites Villes , conclurent à n'accepter la Trêve que du consentement de leurs Alliés. Pour ce qui est des Nobles , qui avoient le Prince d'Orange à leur tête , & Fagel pour leur Pensionnaire , leur Avis fut de n'accepter ni Paix ni Trêve , mais de satisfaire absolument à l'obligation de leurs Traités avec les Espagnols.

LES affaires alloient bien mieux en Frise & à Groningue qu'en Hollande : j'en reçus une lettre ce même jour , par laquelle on me mandoit que ces deux Provinces étoient convenues de prendre une Résolution uniforme touchant le rappel de leurs Troupes ; que M. le Prince de Nassau avoit déjà fait mettre en arrêt à Lewarde tous les Officiers qui s'y étoient trouvés , dont les Compagnies étoient hors des Provinces de Frise & de Groningue , afin que par cet arrêt il ne leur fût rien imputé s'ils n'obéissoient pas aux ordres du Prince d'Orange ; & le lendemain j'eus un autre Avis que ces deux Provinces avoient pris une seconde Résolution uniforme d'obliger les Espagnols de faire la paix aux conditions offertes par le Roi le 29 d'Avril.

IL ne me fut pas difficile de faire voir au Roi , par le compte que je lui rendois de toutes ces choses , qu'on vouloit un accommodement à quelque prix que ce fût , & que j'avois eu raison de mander si souvent que quand les Hollandois veroient d'un côté une guerre assurée , & qu'on leur

offriroit de l'autre des moyens pour l'éviter, ils les embrasseroient bien vîte. Qu'on voyoit à cette heure que les Villes les plus soumises au Prince d'Orange s'étoient déterminées sans balancer dès qu'elles avoient reconnu qu'elles étoient sur le point d'entrer en guerre, malgré l'assurance qu'il leur avoit si souvent donnée que Sa Majesté n'en vouloit point; & que pourvu que les Etats-Généraux se montrassent disposés à assister puissamment les Espagnols, Elle leur accorderoit de meilleures conditions. Je ne perdis pas cette occasion de remontrer encore que le moindre relâchement que le Prince d'Orange pourroit obtenir de Sa Majesté, causeroit plus de préjudice que ne pourroit faire une augmentation à ses propositions, si on laissoit écouler inutilement le tems qu'Elle avoit donné.

IL arriva deux choses dans ce tems-là qui m'em- 8 Mai
barrasserent beaucoup. L'Envoyé de Cologne me 1684.
dit que l'Electeur son Maître lui avoit mandé qu'il
avoit vû par la communication que M. Tambon-
neau lui avoit donnée de mon Mémoire du 29 d'A-
vril que nonobstant le siège de Luxembourg, Sa
Majesté voudroit bien encore faire la Trêve avec 8 Mai
l'Espagne, & qu'elle se pouvoit faire sur le pié de 1684. à M.
mon Mémoire du 17 de Février: qu'ainsi il lui a- de Croissy.
voit ordonné de faire des offices auprès des Etats-
Généraux pour les porter à la Trêve à ces con-
ditions-là. Cet Envoyé me représenta que s'il y
avoit eu, nonobstant la prise de Luxembourg,
son Maître n'auroit pas douté que la Trêve n'au-
roit pû se faire sans laisser cette Place au Roi;
mais, qu'y ayant seulement nonobstant le siè-
ge, il croyoit que la Trêve pouvant être accep-
tée & conclue avant la prise de cette Place, el-
le se pouvoit faire sans que le Roi eut Luxem-
bourg; de sorte qu'il avoit résolu de demander
une conférence aux Etats-Généraux, pour les por-
ter à la Trêve sur ce pié-là. Je fus extrêmement
étonné de ce discours: je lui témoignai qu'il pou-
voit bien être que le Roi consentît à une Trêve,

quoique dans le Mémoire que Sa Majesté m'avoit envoyé, Elle n'eût parlé que d'un Traité de Paix; mais que je pouvois l'assurer que Paix ou Trêve, Sa Majesté n'en feroit point sans avoir Luxembourg: qu'ainsi étant Ministre d'un Prince allié de Sa Majesté, il ne devoit pas presser les Etats-Généraux de faire une chose à laquelle le Roi ne consentiroit jamais. Et pour ce qui étoit de les exhorter à la Trêve sans leur dire à quelles conditions il étoit inutile de faire des offices auprès d'eux pour cela, puisqu'ils y étoient assez portés. Il acquiesça à ce que je lui dis, & n'osa demander de conference; mais il ne laissa pas de traverser beaucoup ma Négociation; car, étant homme qui avoit de très-bonnes correspondances en Hollande, il leur insinua, que le Roi seroit content de faire la Trêve aux conditions portées par mon Mémoire du 17 Février: & cela fit de si fortes impressions, que j'eus bien de la peine à les effacer, d'autant plus que les Etats Généraux tiroient les mêmes inductions d'une lettre de leur Ambassadeur à Londres, de laquelle le Pensionnaire Fagel se servit inutilement dans l'Assemblée de Hollande; & c'est la seconde affaire qui me fit de la peine. M. Citters avoit mandé à ses Maîtres, que le Duc d'York & les Ministres du Roi d'Angleterre l'avoient exhorté de presser les Espagnols d'accepter la Trêve, sans parler de Luxembourg ni d'aucun changement aux Propositions du 17 Février. Cette lettre étoit du 28 d'Avril. On fut par le Sieur Chudley, que le Roi d'Angleterre & ses Ministres étoient alors informés des nouvelles Propositions de Sa Majesté: ainsi le Pensionnaire Fagel concluoit que le Duc d'York & les Ministres d'Angleterre savoient que les nouvelles Propositions de Sa Majesté, n'excluoient pas la Trêve proposée le 17 Février.

J'AUROIS bien voulu éclaircir les Etats Généraux sur ces difficultés: mais, plusieurs raisons m'en empêcherent. Il ne m'étoit pas permis d'entrer dans

ces contestations ; & il n'eût pas même été bien que j'eusse fait connoître que je les savois : d'ailleurs je voyois par la situation des affaires , & par la disposition des esprits , qu'une explication prématurée , donnée aux Etats sans en être requis , seroit plutôt un mauvais effet qu'un bon. Outre cela , je crus qu'il étoit à propos de voir quelles seroient leurs premières démarches , d'autant plus que s'ils avoient une fois pris la résolution de porter les Espagnols à accepter la Trêve , ce premier pas qu'ils n'auroient pû s'empêcher de faire par le desir universel qu'avoient toutes les Provinces d'éviter la guerre , seroit un acheminement à l'acceptation de la paix. Ainsi je projettoi de leur répondre d'une manière à laisser Sa Majesté dans la liberté de prendre tel parti qu'il lui plairoit. Enfin , ce qui m'empêchoit absolument de me déclarer sur la Paix ou sur la Trêve , c'est que je ne savois effectivement pas si le Roi se seroit contenté d'une Trêve après avoir pris Luxembourg , & que je me voyois en état de faire la Paix si on vouloit tenir ferme.

D'un autre côté , les Ministres des Alliés & le 8 Mai Pensionnaire Fagel ne s'endormoient pas ; ils a-^{1684.}voient été depuis le 4 de Mai jusqu'au 8 en de continuelles conférences ; ils en avoient eu des quatre & cinq par jour , quelquefois les Etats-Généraux & leurs Alliés séparément , & quelquefois tous ensemble. Les Ministres des Alliés assuroient les Etats-Généraux , que leurs Maîtres étoient en état de résister au Roi ; que l'Electeur de Baviere avoit quinze mille hommes , tant de ses Troupes , que de celles du Cercle de Baviere. Que l'Empereur y en joindroit cinq des siennes , sans compter celles du Cercle de Suabe que cet Electeur espéroit d'avoir. Que le Comte de Waldeck auroit une armée de dix-neuf mille hommes composée des Troupes des Cercles de Franconie & du haut-Rhin , des Ducs de Saxe-Gotha & Eysenach , des Comtes de Vettereau , & Westerwalt , sans

compter les Troupes de Hesse qui pourroient joindre celles-là ou celles de Lunebourg, selon la nécessité; & que toutes ces Troupes seroient prêtes à agir le 12 Mai. Que si on pouvoit empêcher l'Electeur de Brandebourg d'entrer en action, comme on n'en doutoit pas, la Maison de Lunebourg donneroît des secours considérables.

LE Pensionnaire Fagel, qui étoit chargé de faire le rapport de ces conférences aux Etats de Hollande, fit valoir tout cela autant qu'il lui fut possible. Il ajouta que leurs Alliés les menaçoient de les quitter, & de ne contracter jamais d'alliance avec eux, s'ils les abandonnoient dans certe occasion: mais, l'appréhension de la guerre avoit fait de si fortes impressions en Hollande, & y avoit donné un desir si vif de conserver le repos dans leur voisinage, qu'il ne lui fut pas possible de leur faire changer de sentiment; & tout ce qu'il put obtenir fut, comme je viens de dire, de les faire pancher du côté de la Trêve, plutôt que de la Paix. Ce n'est pas que Messieurs d'Amsterdam ne se fissent assurer tout de nouveau ce même jour, qu'ils persisteroient à faire faire la paix aux Espagnols, si le Roi ne vouloit plus d'Accommodement que sur ce pié là.

8 Mai
1684.

LES Etats Généraux ne perdirent pas un moment de tems à prendre une Résolution conforme à celle de la Province de Hollande touchant l'acceptation de la Treve aux conditions du 17 Février, & m'envoyèrent demander audience le même jour, quoique ce fut un Dimanche. Le Prince d'Orange n'avoit garde de s'opposer à ce torrent: au contraire il étoit bien aise que les Etats-Généraux entraissent promptement en conférence avec moi, pour tâcher par ce moyen de sauver Luxembourg, parce qu'il appréhendoit que s'il étoit une fois pris ils ne se rendissent plus faciles à consentir qu'il demeurât entre les mains de S. Maj. Le Pensionnaire Fagel avoit encore en cela une vûe plus maligne: car ayant eu l'adresse d'engager les E. G.

à choisir la Trêve aux conditions du 17 de Février, il étoit bien aise qu'ils me le vinssent déclarer; étant persuadé que ce n'étoit point du tout l'intention du Roi, & que le refus que je ferois de cette proposition pourroit lui donner lieu de faire entrer les Etats-Généraux en défiance de la bonne-foi de Sa Majesté,

LES Députés des Etats-Généraux étant venus chez moi me firent quelques Propositions peu intelligibles sur l'acceptation de la Trêve, & me donnerent une Résolution qui n'étoit gueres mieux digérée. Elle contenoit :

QU'ILS offroient (*) de faire déclarer aux Ministres de leurs Alliés qu'ils étoient d'Avis, qu'il étoit nécessaire de conseiller, persuader & induire le Roi d'Espagne à accepter la Trêve proposée par la France pour autant de tems que celle qui se feroit entre la France & l'Empire; que pour ce qui regardoit la possession des deux Couronnes durant la Trêve, ce point seroit réglé ou par un Traité, ou par l'Arbitrage de l'Angleterre, & que les Etats-Généraux prioient leurs Alliés d'y coopérer de même.

AVANT que de leur rendre aucune Réponse, je ^{8 Mai} voulus avoir une explication plus nette de leurs ^{1684.} intentions, pour pénétrer jusqu'où pourroit aller leur engagement. Je les priai de m'expliquer ce qu'ils entendoient lorsqu'ils parloient de conseiller, persuader, & induire le Roi d'Espagne à accepter la Trêve, & s'ils ne prétendoient pas s'engager par un Traité avec le Roi, à y obliger le Roi Catholique, & à l'abandonner en cas qu'il le refusât? Ils eurent peine à s'expliquer là-dessus: néanmoins après avoir biaiisé quelque-tems, ils me répondirent, enfin positivement, qu'ils se faisoient fort que le Roi d'Espagne accepteroit la Trêve, & que s'il ne le faisoit pas, ils donneroient à Sa Majesté toutes les assurances dont Elle s'étoit expliquée. Je

(*) Résolutions des Etats-Généraux du 6 Mai envoyées à Cour le 8 Mai 1684.

leur demandant ensuite, pourquoi ils ne fixoient d'autre terme à la Trêve qu'ils offroient de faire conclure, que celui de la Trêve que Sa Majesté feroit avec l'Empire? Ils me dirent, qu'ils n'avoient mis la durée de cette Trêve relativement à celle de l'Empire, que parce que Sa Majesté avoit elle-même marqué dans le Mémoire du 17 Février, qu'Elle vouloit bien accorder une Trêve à l'Espagne, pareille à celle de l'Empire: mais que cela ne feroit pas de difficulté, & que lorsque j'aurois déclaré si j'étois encore en état d'accepter la Trêve, cette condition seroit bien tôt réglée. A l'égard de ce qu'ils avoient mis, que s'il arrivoit des difficultés pour la possession de quelque Place, on s'en remettoit à l'arbitrage du Roi d'Angleterre, je leur dis seulement que la possession étoit si bien réglé qu'on n'avoit pas besoin d'Arbitres.

APRÈS leur avoir fait ces Demandes, je leur témoignai que j'étois surpris qu'ayant laissé écouler inutilement tant de tems sans répondre au Mémoire du 17 Février par lequel on leur avoit offert la Trêve à de certaines conditions, ils en parlaient à cette heure qu'il n'en étoit plus question, & que Sa Majesté en avoit fait faire de nouvelles. Ils me témoignèrent, qu'il n'y avoit pas un d'eux qui ne fût persuadé, que Sa Majesté deméuroit encore engagée à ses premières Propositions, puisque n'ayant pas limité le tems pour leur acceptation par le Mémoire du 17 de Février, Elle ne les avoit pas revoquées par celui du 29 d'Avril; que cela leur paroïssoit d'autant plus vrai, que Sa Majesté déclaroit à la fin du Mémoire du 29 d'Avril, que, passé le tems de quinze jours, Elle ne prétendoit pas être tenue, non-seulement à aucune des Propositions qu'Elle avoit ci-devant faites, mais aussi à celles qu'Elle faisoit encore à présent, & qu'il s'ensuivoit de-là, que Sa Majesté prétendoit être encore tenue pendant quinze jours, non-seulement aux dernières, mais aussi aux premières Propositions.

Je leur fis voir, que Sa Majesté ayant fait des of-

frés le 17 Février, qui n'avoient pas été acceptées, elles étoient caduques par la non acception, & révoquées par les nouvelles Propositions que je leur avois faites dans mon Mémoire du 29 d'Avril; que c'étoit à ce dernier Mémoire que Sa Majesté m'avoit ordonné de demander Réponse dans quinze jours, & point à celui du 17 Février; que cependant ils m'apportoient une Réponse au Mémoire du 17 de Février, & point à celui du 29 d'Avril. Je tâchai ensuite de leur faire connoître, que leurs raisons n'avoient ni fondement ni vraisemblance; & qu'ils devoient avouer que Sa Majesté s'expliquoit si nettement des conditions sur lesquelles Elle vouloit bien encore faire la Paix avec l'Espagne, qu'on n'en pouvoit douter à moins de vouloir s'aveugler de gaieté de cœur. Que Sa Majesté s'étant déclarée qu'Elle vouloit la Ville de Luxembourg pour l'équivalent de ses prétentions, & leur ayant fait savoir en même-tems qu'Elle alloit assiéger cette Place, il n'étoit pas possible de croire qu'Elle consentit de faire la Trêve aux conditions du 17 de Février, dans lesquelles il n'étoit fait aucune mention de Luxembourg: à quoi ils ne me répondirent autre chose, si-non que Luxembourg n'étoit pas encore pris. Nos contestations furent vives, & durèrent plus de deux heures. mais enfin ils me demanderent nettement & précisément si j'avois encore pouvoir ou si je ne l'avois plus d'accorder la Trêve. Je n'étois pas en doute que le Roi ne voulût plus ni Paix ni Trêve, qu'aux conditions du 29 d'Avril: mais je ne savois pas s'il consentiroit de faire une Trêve sur ces propositions-là; car le Mémoire m'avoit été envoyé tout dressé avec ordre de n'y changer aucun mot. Ainsi je crus ne pouvoir mieux faire que d'éluder de répondre sur la Paix ou sur la Trêve, & de ne parler que de l'acception des offres du 29 d'Avril. & cela par maniere de question.

Je leur dis que Sa Majesté m'avoit commandé

de leur présenter le Mémoire du 29 d'Avril ; qu'Elle ne leur offroit plus d'accommodement avec l'Espagne, qu'aux conditions qui y étoient portées : & je leur demandai s'ils les acceptoient ; que pour moi j'avois pouvoir de conclurre un Traité sur ces dernières Propositions , & que j'étois prêt à le signer. Je pris de-là occasion de leur expliquer les facilités que Sa Majesté m'avoit permis d'apporter en cas qu'ils prissent ce parti-là ; ne doutant pas que la connoissance , qu'ils en donneroient aux autres Membres de l'Etat , ne fît un très-bon effet ; & les priai de ne pas perdre le tems qui leur restoit , & de prévenir les malheurs qui arriveroient , sans doute , s'ils n'acceptoient pas les dernières offres de Sa Majesté avant l'expiration du terme qu'Elle leur avoit donné.

9 Mai
1684.

LES Députés des Etats Généraux eurent , au sortir de chez moi , une conférence avec l'Envoyé d'Angleterre , l'Envoyé & le Résident de Cologne , pour les exhorter à faire de bons offices auprès de leurs Maîtres & auprès de moi , afin que Sa Majesté pût être portée à accorder les conditions du 17 de Février. Ces Envoyés ne se chargerent pas positivement de cette commission ; mais ils ne la refusèrent pas : bien loin de cela , ils me vinrent trouver , me témoignèrent qu'ils voyoient les esprits dans une grande agitation sur le refus que je faisois de signer un accommodement aux conditions du 17 de Février , & me firent les mêmes instances que s'ils étoient venus de la part des Etats-Généraux. On peut juger du peu de secours que j'aurois tiré des offices que l'Envoyé d'Angleterre avoit faits auprès du Président des Etats Généraux , quand même celui-ci en auroit rendu compte à ses Maîtres, lorsqu'ils l'auroient vû me venir presser deux jours après de signer la Trêve aux conditions du 17 Février.

Idem.

LES Etats de Hollande s'assemblerent trois fois ce même jour 8 de Mai , & leur dernière séance dura jusqu'à deux heures après minuit :

après laquelle ils se séparèrent, pour aller prendre des instructions de leurs principaux sur ce qu'ils auroient à faire en cas qu'ils ne vissent point d'espérances d'obtenir une Trêve aux conditions proposées le 17 de Février.

JE reçus le 9 de Mai deux Lettres du Roi, l'une du 4, par laquelle il me mandoit, qu'il pourroit ^{Lettre du Roi du 4} bien arriver que le principal moyen, dont le Prince ^{Mai 1684} d'Orange & le Marquis de Grana se serviroient pour éloigner tout accommodement, seroit de faire entendre aux Etats-Généraux, que ce dernier n'avoit pas pouvoir du Roi son Maître de remettre à Sa Majesté la Ville de Luxembourg; que par conséquent il ne dépendoit pas des Etats-Généraux de l'y obliger; & que, quand ils auroient pris la Résolution d'accorder à Sa Majesté ce qu'Elle demandoit, il seroit impossible de l'exécuter. Que si je voyois qu'une semblable objection fût assez d'impression sur les Villes pour les engager à ce que le Prince d'Orange desiroit, ou même qu'elle pût faire un grand obstacle à l'acceptation des Propositions de Sa Majesté, Elle trouvoit bon après que je leur aurois témoigné qu'il y avoit lieu de croire que la confiance que le Roi Catholique prenoit ordinairement en la personne d'Es, Gouverneur des Pays-Bas, étoit assez grande pour lui permettre de céder une Place qu'il ne pouvoit plus défendre pour en sauver beaucoup d'autres: que je leur déclarasse que s'ils s'obligeoient avant le 20 de Mai par un Traité appuyé de la garantie du Roi d'Angleterre de ne donner aucune assistance aux Espagnols ni pour la défense de Luxembourg, ni pour faire le moindre acte d'hostilité contre les Troupes, Pays, Sujets, & Alliés de Sa Majesté, Elle promettrait aussi de se contenter de la Ville de Luxembourg avec les autres lieux que j'avois demandés par le Mémoire du 29 d'Avril, & de rendre aux Espagnols tous ceux que j'avois offerts par ce Mémoire, pourvû que l'Espagne approuvât dans un

mois ou six semaines lefdites cessions & renonciations.

QUE je pouvois encore promettre que, si non-obstant le refus du Roi Catholique, les Etats-Généraux s'obligeoient dans le 20 de Mai de demeurer dans les engagements énoncés ci-dessus Sa Majesté n'attaqueroit ni ne s'empareroit d'aucune Place en Flandre; se réservant la liberté de faire la guerre aux Espagnols en d'autres endroits jusqu'à ce qu'Elle les eût réduits dans la nécessité de faire la Paix.

Lettre du
Roi du 6
Mai 1684.

L'AUTRE Lettre étoit du 6, que Sa Majesté m'envoya en grande diligence. Elle me mandoit qu'ayant vû par mes Lettres du 4, que le Prince d'Orange & les Partisans d'Espagne pourroient bien prendre prétexte des dernières lignes du Mémoire du 22 d'Avril pour faire accroire aux Etats-Généraux qu'ils seroient encore reçus à accepter les offres que je leur avois faites le 17 de Février, son intention étoit que je fisse toute la diligence possible, pour ne pas laisser plus long-tems les Etats-Generaux dans une erreur qui leur seroit si préjudiciable, & qui leur seroit prendre de fausses mesures, qui les engageroient infailliblement dans la guerre qu'ils avoient tant d'intérêt d'éviter.

QUE je pouvois pour cet effet leur dire, que quoique mon Mémoire du 29 d'Avril leur expliquât les intentions de Sa Majesté, & leur fît connoître bien clairement qu'Elle ne prétendoit faire la Paix ni la Trêve avec l'Espagne qu'à condition que la Ville de Luxembourg seroit remise entre ses mains. J'étois encore obligé pour satisfaire à mes ordres de leur déclarer, que Sa Majesté vouloit bien convenir dès-à-présent d'un Paix ou d'une Trêve avec l'Espagne, pourvu que la Ville de Luxembourg lui fût donnée, & que c'étoit la condition sans laquelle il ne se pouvoit plus faire aucun Traité ni de Paix ni de Treve; mais que, comme les Espagnols faisoient assez connoître qu'ils étoient d'autant plus éloignés de faire remet-

tre cette Place à Sa Majesté par la voie d'accommodement, qu'ils espéroient que les Etats-Généraux ne pouvant satisfaire à cette condition, se verroient dans une nécessité indispensable d'entrer en guerre, Elle me répétoit les mêmes choses qu'Elle m'avoit ordonné par sa Lettre précédente de leur offrir, pour maintenir le repos dans leur voisinage; & afin de me mettre en état de signer un Traité, quelque sorte de Propositions qu'ils acceptassent, Elle m'envoya trois pouvoirs différens.

L'UN me donnoit pouvoir de conclurre & de signer avec les Etats-Généraux ou leurs Députés pareillement munis de pleins-pouvoirs, tels articles que je jugerois nécessaires pour parvenir à un prompt Accommodement avec l'Espagne.

L'AUTRE me donnoit pouvoir de conclurre & de signer avec les Ministres d'Espagne, les Etats-Généraux, & leurs Alliés conjointement munis de pleins pouvoirs, un Traité de Paix ou de Trêve, ou tels autres articles que je jugerois nécessaires.

LE troisieme me donnoit pouvoir de conclurre & de signer avec les Ministres du Roi Catholique, & ceux des Alliés de l'Espagne conjointement ou séparément, & pareillement munis de pleins-pouvoirs, un Traité de Paix ou Trêve.

COMME la Réponse, que j'avois rendue le 8 aux Députés des Etats-Généraux pouvoit être appliquée à ces derniers ordres de Sa Majesté, puisque ne m'étant pas expliqué sur la Paix ou sur la Trêve, je m'étois contenté de soutenir que le Roi ne prétendoit plus faire aucun Accommodement qu'aux conditions portées par le Mémoire du 29 d'Avril; j'envoyai sur le champ prier les Etats-Généraux de venir chez moi *. Je leur dis que je croyois leur avoir si bien fait connoître dans la dernière conférence que j'avois eue avec eux, le peu de fondement qu'ils avoient de vouloir inférer par quelques paroles du Mémoire du 29 d'Avril,

9 Mai
1684.

* Le Mémoire du 9 de Mai envoyé le 11. 1684.

que Sa Majesté étoit encore engagée à ses premières conditions, que je ne pensois pas qu'il leur restât aucun lieu de douter de cette vrité. Que le Roi ayant vû, que les Espagnols ne s'étoient servis des délais qu'il leur avoit accordés depuis long tems; que pour lui déclarer la guerre, & qu'ils avoient laissé écouler plus de trois mois sans être convenus d'aucuns des expédiens qu'ils leur avoit proposés le 17 Février. Il s'étoit trouvé obligé de se rendre à la tête de ses Armées pour s'ouvrir un chemin à la Paix par la force de ses Armes; qu'il avoit bien voulu néanmoins faire en même tems déclarer aux Etats - Généraux les dernières Conditions sur lesquelles la Paix se pouvoit encore conclurre, sans plus faire mention de Trêve; que cela m'avoit obligé, parce que j'avois toujours reconnu que les Etats - Généraux panchoient plus volontiers à l'acceptation de la Trêve que de la Paix, de supplier le Roi de me mettre en état de leur donner satisfaction s'ils jugeoient plus à propos des terminer par une Trêve les différends qui étoient entre Sa Majesté & le Roi d'Espagne. Que Sa Majesté qui avoit toujours prevenu les bonnes dispositions des Etats - Généraux par tous les expédiens qu'Elle avoit cru les plus propres pour rétablir le repos de l'Europe, vouloit bien leur en donner encore une nouvelle marque en cette occasion, en me permettant de leur donner le choix de conclure la Paix ou la Trêve sur les propositions contenues dans le Mémoire du 29 d'Avil; & que j'étois suffisamment autorisé pour signer la Trêve à ces Conditions-là: que je leur protestois en même tems qu'ils ne devoient attendre aucun relâchement de la part de Sa Majesté, ni aucun autre changement; & que les conditions de la Trêve aussi-bien que celles de la Paix devoient être réglées sur ce Mémoire; les suppliant instamment de ne pas laisser écouler le tems qui restoit sans me faire une Réponse telle que Sa Majesté l'attendoit à la tête de ses Armées. Je leur
donnai

donnai par écrit la substance de ce que je leur venois de dire.

Je rendis compte aussitôt au Roi de l'effet que 11 Mai
1684. cette explication avoit produit ; & je lui mandai qu'elle n'avoit pas apaisé le bruit que faisoient les Créatures du Prince d'Orange ; parce qu'il étoit également blessé de la Treve ou de la Paix , tant que la Ville de Luxembourg demeureroit au pouvoir de Sa Majesté. Qu'il soutenoit, qu'il y avoit de la mauvaise-foi dans le procédé de la France ; que le Roi avoit marqué les conditions auxquelles il vouloit bien faire un accommodement ; que les Etats-Généraux , après avoir eu beaucoup de peine à en convenir entr'eux , avoient travaillé auprès de leurs Alliés pour les leur faire agréer ; & qu'aussitôt qu'ils les avoient disposés à les accepter , Sa Majesté ne les vouloit plus accorder , quoiqu'Elle ne les eût jamais revoquées. Ce Prince agissoit avec tant de passion , que voyant que les Etats Généraux n'entroient pas tout-à-fait dans ses sentimens , il leur déclara qu'ils pouvoient rappeler leurs Troupes, ou leur ordonner de se renfermer dans les Places fortes d'Espagne ; qu'ils pouvoient abandonner Luxembourg , & faire tout ce qu'ils voudroient ; mais que pour lui il perdroit plutôt la vie, que de laisser prendre Luxembourg, & qu'il aimoit mieux aller perir devant cette Place, que de consentir qu'on l'abandonnât. Aussi j'étois persuadé de plus en plus, que comme son honneur & ses intérêts l'obligeoient à ne pas souffrir que Luxembourg tombât au pouvoir du Roi , il falloit s'attendre qu'il feroit ses derniers efforts pour empêcher que les Etats Généraux n'acceptassent les dernières propositions.

Pour ce qui étoit de MM. d'Amsterdam & des 11 Mai
1684. bien-intentionnés , ils auroient mieux aimé la Paix que la Treve , parce qu'ils auroient cru le repos plus solidement établi ; & j'assurai le Roi que s'il avoit trouvé bon que j'eusse persillé à vouloir un Traité de Paix , je n'aurois pas eu plus de peine

à y porter les Etats-Généraux, que j'en aurois à les obliger de contenter que Luxembourg demeurât par une Treve entre les mains de Sa Majesté.

II Mai
1684.

D'AILLEURS les intrigues du Résident de l'Electeur de Cologne m'embarassèrent fort, car il donna lieu à plusieurs personnes d'entrer dans le sentiment de la Treve aux conditions du 17 Février, parce qu'il s'étoit mis en tête que j'avois pouvoir de l'accorder à la dernière extrémité. Et lorsque les Etats-Généraux le prièrent dans la conférence que je viens de marquer qu'ils eurent avec lui, avec les Envoyés de Cologne & d'Angleterre, d'employer ses bons offices auprès de moi & auprès de son Maître pour porter Sa Majesté à accepter la Treve aux conditions du 17 Février; il leur répondit, que l'Electeur de Cologne apprendroit avec bien du déplaisir que le Roi avoit changé ses propositions: que son Altesse Electorale avoit toujours été portée pour la Treve du 17 de Février, & lui avoit ordonné d'en presser la conclusion. Mais comme j'avois reçu la Lettre du Roi du 6 de Mai, lorsque ces Ministres vinrent me parler, je la leur communiquai, & je les priai d'appuyer la déclaration que je venois de faire aux Etats-Généraux, que Sa Majesté vouloit bien une Treve, mais aux conditions du 29 d'Avril. L'Envoyé d'Angleterre y consentit, & l'Envoyé de Cologne y auroit aussi donné les mains: mais ce Résident de Cologne l'ayant refusé, l'Envoyé d'Angleterre n'en voulut rien faire. Je ne pus m'empêcher de faire des reproches quelque jours après au Résident de Cologne de sa conduite. Il me dit que les ordres que l'Envoyé extraordinaire de Cologne & lui avoient de leur Maître étoient de parler pour la Treve sans parler de Luxembourg; & enfin il fut contraint de me dire, que l'intérêt des Princes de l'Empire n'étoit pas que le Roi fût maître de Luxembourg, & qu'ainsi ils avoient raison de faire tout leur possible pour tâcher que les affaires s'accom-

modassent sans que Sa Majesté eût cette Place. Je lui fis connoître, que sa conduite n'empêcheroit pas que Sa Majesté n'eût Luxembourg; mais qu'elle pourroit bien empêcher qu'on ne fît la paix.

On peut juger par tout ce que j'ai marqué ci-dessus de la situation où je me trouvai durant tout le cours de cette négociation. J'avois contre moi le Prince d'Orange, le Pensionnaire Fagel, & ceux des Etats qui leur étoient dévoués, & tous les Ministres des Alliés des Etats-Généraux, qui avoient un commerce libre & ouvert avec Eux, qui leur donnoit moyen d'y former des cabales. Je ne pouvois attendre de secours que des Alliés du Roi, qui étoient le Danemark & Cologne, ou de l'Angleterre qui devoit faire l'office de médiateur. Pour ce qui est de l'Angleterre, on a vû qu'il en venoit tous les jours des avis qui étoient capables de renverser tout ce que je croyois avoir établi sans que jamais le Roi de la Grande-Bretagne les ait voulu désavouer: & l'Envoyé qu'il avoit à la Haye n'a fait qu'une seule fois des offices pour l'accommodement, mais d'une manière qui ne fut d'aucun effet, puisqu'il ne voulut rien delivrer par écrit. Le Résident de Cologne bien loin de m'aider me suscita des traverses. On verra dans la suite que l'Ambassadeur de Danemark auroit bien souhaité que son Maître eût profité d'une conjoncture qu'il croyoit lui être favorable pour entrer en guerre: mais il n'apporta d'obstacles à la conclusion de la conclusion de la Treve, que très-finement & avec beaucoup de retenue.

CEPENDANT les Etats des Provinces de Frise & de Groningue alloient toujours leur chemin. Ceux de Groningue avoient déjà mis à exécution la Résolution qu'ils avoient prise de concert de rappeler leurs Troupes: ils écrivirent à tous les Officiers de leur répartition qui étoient dans les Pays-Bas Espagnols ou dans les Garnisons des Etats-Généraux, qu'ils eussent à se rendre incessamment avec leurs Régimens & leurs Compagnies dans la

Province de Groningue. Le Prince d'Orange, en ayant été informé, alla au Conseil d'Etat, où il fit des plaintes de ce procédé, qu'il dit être contre les loix de l'Union. Il n'avoit pas tout-à-fait tort en cela, puisque les Troupes des Etats Généraux sont soumises au Capitaine Général, lorsqu'elles sont hors de leurs Provinces: aussi est-ce sur fondement qu'il temoigna qu'il avoit droit comme Capitaine Général de remédier à ce désordre, mais qu'il souhaitoit que le Conseil d'Etat en ordonnât, afin que cela fît plus d'impression: ainsi il fit résoudre que les Officiers qui obéiroient aux ordres de la Province de Groningue seroient traités comme déserteurs. On lui remontra, qu'il y avoit déjà beaucoup qui étoient en arrêt dans la Province, & par conséquent hors d'état de lui obéir. Il répondit, que le nom de ceux-là seroit aussi bien au gibet que celui des autres qui quitteroient leurs garnisons. Il est aisé de juger que tous ces procédés aigrissoient fort les esprits les uns contre les autres, & mettoient le Prince d'Orange hors d'état de pouvoir se servir d'une partie des Troupes de la République.

II Mai
1684.

COMME ce Prince faisoit ses efforts pour persuader à tous les Membres des Etats, que le Roi n'en usoit pas à leur égard avec la bonne-foi qu'ils s'étoient imaginés; j'envoyai à Amsterdam pour sonder si cela ne leur avoit pas fait d'impression, & pour faire expliquer les Bourguemestres de cette Ville. Ils me firent assurer, qu'ils ne changeroient point de sentiment, qu'ils souhaitoient seulement que le Roi voulût bien leur tenir aussi constamment ce qu'il avoit eu la bonté de leur promettre; qu'ils seroient inébranlables à faire accepter aux Espagnols la Paix ou la Trêve aux conditions que Sa Majesté souhaitoit.

Lettre du
Roi du 7
Mars 1684.

LE Roi m'écrivit encore le 7 de Mai, & après m'avoir réitéré les ordres qu'il m'avoit déjà donnés, & m'avoir averti de prendre garde à ne le pas engager à retirer ses Troupes des Pays-Bas avant que

les ratifications du Traité signé avec le Ministre d'Espagne fussent échangées, il me dit qu'il vouloit bien pour empêcher que les différends qu'il avoit avec les Princes d'Allemagne ne pussent faire d'obstacle à la conclusion du Traité, que je promisse en son nom que du jour qu'il seroit signé, il donneroit encore un mois à la Diète de Ratisbonne pour l'acceptation de la Treve aux conditions qu'il avoit offertes.

Sa Majesté ajouta à cela, que comme l'intérêt de ses Alliés ne lui étoit pas moins cher que celui de sa Couronne, je devois stipuler en leur faveur les mêmes engagements de la part des Etats-Généraux que je demanderois pour Elle; & que s'il y avoit une Treve avec l'Espagne ou avec l'Empire, ou avec tous les deux, elle fût commune à ses Alliés au cas qu'ils s'en voulussent servir, en sorte qu'ils ne pourroient être troubles ni inquiétés non plus que Sa Majesté dans la possession où ils étoient au premier d'Août 1681.

Que je ne devois pas néanmoins m'expliquer si clairement du tems qu'on regleroit la possession, à moins que je n'y fusse obligé par les Etats-Généraux, à la sollicitation de ceux qui avoient intérêt que la Couronne de Danemark n'occupât point pendant une si longue Treve les quartiers dont elle jouïssoit.

Je mandai au Roi, que les Etats de Hollande al- II Mai
loient se rassembler, que je serois informé au sortir 1684.
de chaque séance de ce qui s'y seroit passé, & que j'en rendrois un compte exact à Sa Majesté par les Couriers que j'avois à la Haye. Que les choses étoient disposées de maniere que le Prince d'Orange n'étoit plus en état d'empêcher les Etats-Généraux de me rendre réponse, comme il avoit fait jusques-là, ou de me dire qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de contraindre les Espagnols à s'accommoder; qu'ainsi ils ne pouvoient plus prendre qu'une des trois résolutions suivantes, ou d'accepter la Paix aux conditions du 29 d'Avril, ou la Treve

aux mêmes conditions, ou bien ils s'obstineroient à vouloir la Treve aux conditions offertes le 17 de Février.

QUE j'avois peine à croire, que n'y ayant que la Ville d'Amsterdam, & deux ou trois autres dans la Hollande, d'avis d'accepter la paix, on pût avoir l'unanimité ni peut-être même la pluralité en faveur de la paix; qu'on devoit s'attendre au contraire qu'Amsterdam voyant que le Roi vouloit bien faire une Treve, elle se rangeroit à cet avis, non parce qu'il étoit plus avantageux à l'Espagne, mais parce qu'il leroit plus aisé de le faire accepter par toutes les autres Villes. Et je ne doutois pas que les Etats-Généraux ne résolussent de faire cette Treve aux conditions du 29 d'Avril, s'ils apprenoient la reddition de Luxembourg: mais comme c'étoit une chose qu'on ne devoit pas espérer si-tôt, de la force dont étoit cette Place, j'appréhendois que le Prince d'Orange ne me suscitât encore bien des traverses; car il avoit envoyé le Pensionnaire Fagel dans la plupart des Villes de Hollande, pour leur remontrer que le Mémoire du 29 d'Avril ne dérogeoit pas à celui du 17 Février, & par conséquent qu'on manquoit à ce qu'on leur avoit promis en refusant de conclurre la Treve sans avoir Luxembourg. Et comme il savoit qu'il n'y avoit rien qui pût émouvoir davantage les esprits que de leur faire concevoir de la défiance de intentions de S. M., il n'omit rien pour imposer là-dessus au Public.

IL fit si bien que les Etats-Généraux vinrent m'apporter le 12 de Mai une résolution en Réponse du Mémoire que je leur avois délivré le 9. Cette résolution portoit, qu'ayant examiné les Mémoires que j'avois présentés aux Etats-Généraux, & particulièrement ceux du 29 d'Avril & 9 de Mai, ils avoient été fort surpris de voir que Sa Majesté avoit changé les conditions de la Trêve proposées le 17 de Février, confirmées le 13 d'Avril suivant, & dont on ne s'étoit pas dégagé par le Mémoire du 29 du même mois; & cela dans un tems que les

Etats-Généraux s'étoient avancés jusques à déclarer qu'ils vouloient induire Sa Majesté Catholique à accepter la Trêve, & avoient requis pour cet effet la coopération de leurs Alliés. Que Sa Majesté comprendroit facilement, qu'eux & leurs Alliés n'ayant pu jusques-là porter l'Espagne à accepter les conditions de la Trêve proposées le 17 de Février, il leur étoit absolument impossible d'obliger cette Couronne à céder Luxembourg, puisqu'Elle n'y pourroit être engagée par aucune persuasion, & qu'on ne pouvoit desirer des Etats-Généraux de l'y contraindre par des voies de fait. Qu'ainsi ils étoient obligés de déclarer encore, que s'étant expliqués aussi nettement au sujet de la Trêve qu'ils avoient fait par la dernière résolution, & dans la conférence qu'ils avoient eue depuis avec moi; ils ne pouvoient attendre autre chose, si-non qu'ils se trouveroient secondés dans le zèle qu'ils avoient pour la Paix par Sa Majesté, qui accorderoit la Trêve aux conditions du 17 de Février; & que faute de cela ils seroient contraints de témoigner que c'étoit avec beaucoup de regret qu'ils voyoient que les différends n'étoient point terminés sur le pié que Sa Majesté avoit jugé auparavant être équitable, & même encore le 13 d'Avril précédent; & qu'ils auroient au moins cette satisfaction que les Rois & les Princes qui aimoient la paix seroient persuadés que les Etats-Généraux avoient contribué tout ce qu'ils avoient pû pour finir les affaires à l'amiable, & qu'il n'avoit pas tenu à eux que l'accommodement ne se fût fait sur pié que Sa Majesté l'avoit proposé Elle même.

LES Députés des Etats-Généraux me parlèrent ce jour-là avec beaucoup plus de force qu'ils n'avoient encore fait. Cela venoit de ce que j'avois déclaré que Sa Majesté consentoit de faire une Trêve, après avoir proposé un Traité de Paix; tant il est vrai que le moindre relâchement étoit dangereux. Ils me déclarèrent nettement, qu'ils ne pouvoient con-

sentir à laisser Luxembourg au Roi, soit par un Traité de Paix, soit par un Traité de Trêve; que leur honneur, leur intérêt, & leur propre sûreté y répugnoit; que par-dessus cela tous leurs Alliés étoient d'avis que les Espagnols ne le devoient point céder, & qu'ils ne pouvoient après cela les y contraindre.

ILs me prièrent de leur dire si je n'avois pas encore eu Réponse de Sa Majesté sur les offres qu'ils m'avoient faites le 7 de Mai, & qu'ils étoient persuadés qu'Elle les trouveroit si raisonnables qu'Elle y acquiesceroit. Je leur dis que je ne m'étois point donné l'honneur d'en écrire à Sa Majesté comme d'une chose à laquelle j'attendisse de Réponse, & que je n'en aurois point d'autre que celle que Sa Majesté m'avoit envoyée par avance, & que j'avois mise dans mon Mémoire du 9 de Mai; que je les conjurois de ne point perdre le tems dans lequel ils pouvoient conclurre un accommodement avec Sa Majesté, & que je les pouvois assurer qu'Elle m'avoit encore ordonné par sa dernière dépêche de leur déclarer positivement, qu'il n'y avoit, ni relâchement à attendre, ni changement à espérer sur ces dernières conditions.

ILs me demanderent aussi si je n'envoyerois point à Sa Majesté la résolution qu'ils m'apportoient; je leur témoignai que cette résolution ne contenant que les mêmes choses que portoit celle qu'ils m'avoient donnée le 7 il étoit inutile de l'envoyer.

ENFIN, ils firent semblant de ne pas bien savoir quel tems ils avoient encore pour pouvoir conclurre un accommodement. Je leur dis que Sa Majesté avoit marqué, qu'il falloit que le Traité fut conclu dans le 20 de Mai; que passé ce jour-là Elle m'avoit révoqué le pouvoir de signer, & que lorsqu'elle m'avoit ordonné de demander aux Etats-Généraux une Réponse dans quinze jours; c'étoit parce qu'elle vouloit savoir dans ce tems-là la résolution des Etats, afin de prendre ses mesures; & qu'ils

jugeoient assez qu'on avoit besoin au moins de deux ou trois jours pour arrêter les conditions de la Paix ou de la Trêve; qu'ainsi, pour signer le Traité dans le 20, ils ne devoient pas perdre de tems à me rendre une réponse définitive: que je devois dépêcher dans deux jours un Courier à Sa Majesté pour lui rendre compte de l'état où se trouveroient les affaires de Hollande; & que j'appréhendois beaucoup si Sa Majesté n'apprenoit point qu'on s'y disposât à prendre les résolutions sur lesquelles seules on pouvoit conclurre la Paix ou la Trêve.

LES Etats de Hollande étoient assemblés pendant que les Etats-Généraux étoient chez moi: ils ne vouloient pas se séparer sans savoir ma réponse: & j'espérois qu'elle y feroit un bon effet, puisqu'il y avoit eu ce matin là beaucoup de Villes de Hollande d'Avis de faire l'accommodement aux conditions du 26 d'Avril; que je ne pourrois néanmoins en informer Sa Majesté que l'ordinaire suivant; mais, que j'avois à lui mander une chose de plus de conséquence & plus surprenante que tout ce que j'avois eu l'honneur de lui écrire jusqu'alors. Que le Conseil de Ville d'Amsterdam avoit pris une résolution secrète conjointement avec les Provinces de Frise & de Groningue, qu'en cas que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Hagel fussent assez puissans pour engager les Etats-Généraux dans la guerre, les Provinces de Frise & de Groningue aussi-bien que la Ville d'Amsterdam n'y entrenteroient point, & fermeroient leurs comptoirs. Que Sa Majesté jugeroit aisément, que les autres Provinces ne feroient pas deux mois sans être abysmées, & le Prince d'Orange perdu sans ressource: que je ne pouvois répondre absolument si la Ville d'Amsterdam & ces deux Provinces demeureroient fermes dans une résolution qui rompoit l'union de la République, y ayant tant de têtes qui entroient dans ces Conseils: mais, que je pouvois assurer positivement Sa

Majesté, que la résolution étoit prise après de mûres délibérations, & qu'il y avoit grande apparence qu'elle s'exécuteroit, s'ils voyoient par la suite, ainsi qu'ils l'avoient reconnu jusqu'à ce tems-là, que Sa Majesté vouloit la paix, & que ce n'étoit que la mauvaise volonté du Prince d'Orange qui les engageoit dans la guerre.

J'ENVOYAI ce même jour au Roi un nouveau Mémoire que l'Envoyé * d'Espagne avoit présenté aux Etats-Généraux, qui contenoit qu'il avoit balancé quelque tems sans savoir s'il devoit encore assister aux conférences des Alliés, puisqu'il voyoit que les Etats-Généraux n'avoient aucun égard, ni à la dignité du Roi son Maître, ni aux intérêts de sa Couronne; que cependant les bons sentimens qu'il avoit reconnus dans les Ministres des Alliés l'avoient empêché de s'en absenter & d'éviter la mortification qu'il avoit eue d'y entendre lire par les Députés des Etats-Généraux le Mémoire de l'Ambassadeur de France, qui portoit qu'en Hollande on penchoit plus à l'acceptation d'une Trêve qu'à celle d'une Paix, & que si les Etats Généraux jugeoient plus à propos d'accepter la Trêve que la Paix, Sa Majesté Très-Christienne leur donnoit le choix de conclurre la Paix ou la Trêve aux conditions qu'Elle leur avoit fait proposer le 29 d'Avril

LA DESSUS l'Envoyé d'Espagne disoit, qu'il sembloit à entendre parler la France, que ce fut aux Etats-Généraux & non à l'Espagne qu'Elle faisoit la guerre, ou que les Etats Généraux eussent un plein pouvoir de l'Espagne pour faire un accommodement de ses différends avec la France. Qu'il voudroit bien savoir si les Etats-Généraux étoient les maîtres de Luxembourg, & de toutes les autres Places, lieux & pays que la France prétendoit retenir, ou si c'étoit le Roi Catholique, & si la France s'imaginait que le choix qu'Elle don-

* Mémoire de l'Envoyé d'Espagne du 9 Mai 1684. Envoyé à la Cour le 12.

noit aux Etats-Généraux de la Paix ou de la Trêve, pût induire ou contraindre Sa Majesté Catholique à y consentir. Que les Etats devoient considérer, que le Roi d'Espagne n'étoit pas leur pupille, mais leur ami & leur Allié; que s'ils continuoient à traiter ainsi leurs Allies, ils s'en trouveroient abandonnés au besoin, & que le Roi son Maître avoit en main de quoi les faire repentir de leur conduite, puisqu'en accordant à la France toutes ses demandes, leur Etat seroit infailliblement perdu sans ressource. Il finissoit son Mémoire par un parallèle du siège de Luxembourg avec celui de Vienne, & prioit les Etats-Généraux, au nom du même Dieu qui avoit délivré Vienne, de ne pas négliger la conservation d'une Place dont ne dépendoit pas moins que de Vienne, le sort de toute la Chrétienté.

Le Roi m'écrivit le 11 de Mai en réponse de ma lettre du 7, que quoique j'eusse dit aux Députés des Etats-Généraux toutes les raisons qui les devoient persuader que la remise Luxembourg entre ses mains étoit la condition sans laquelle Sa Majesté ne pouvoit plus consentir à aucun Traité de Paix ou de Trêve, & que le Memoire du 29 d'Avril qu'il m'avoit envoyé ne pouvoit point permettre l'interprétation captieuse qu'on lui vouloit donner; néanmoins il auroit été encore à souhaiter que je ne me fusse point relâché sur la fin des conférences que j'avois eues avec les Etats-Généraux, ni parle avec tant de douceur; & Sa Majesté me reitèra tous les differens ordres qu'Elle m'avoit déjà donnés sur ce sujet, & que j'ai marqués ci-dessus. Ce qu'Elle y ajouta de particulier fut qu'à l'égard de la proposition qu'on m'avoit faite de remettre à l'arbitrage du Roi d'Angleterre les difficultés qui se pourroient rencontrer pour régler la possession dans laquelle la Couronne & celle d'Espagne devoient demeurer, Elle me permettoit (pourvu que l'on convint que cette possession demeureroit de part & d'autre au même état qu'elle avoit été lors de la levée du blocus

Lettre du
Roi du 11
Mai 1684.

de Luxembourg) de consentir, que s'il y avoit quelque lieu dont la possession fut disputée, la décision en fut remise au Roi d'Angleterre.

Sa Majesté me commanda aussi de presser les Etats-Généraux par de vives instances de me donner une reponse précise dans le tems qu'Elle avoit marquée, & de leur déclarer, qu'Elle vouloit savoir à quoi s'en tenir à leur égard.

15 Mai
1684.

Je suppliai le Roi de me permettre de lui dire que j'avois cru qu'il étoit du bien de son service (pouvû que je n'acceptasse pas les offres des Etats-Généraux) que j'adoucisse en quelque façon le refus que j'en ferois, par deux raisons: la premiere, parce que je prevoyois que le Prince d'Orange & ses Creatures ne manqueroient pas de se servir d'un refus absolu comme d'un moyen propre à cabrer les esprits, & qu'ils tâcheroient de le faire passer pour une preuve évidente du peu de sincérité qu'il y avoit dans les offres de Sa Majesté. La seconde raison étoit, que cette résolution des Etats-Généraux, étoit le premier pas effectif qu'ils eussent encore fait pour arriver à la Paix, & qu'en me venant déclarer positivement qu'ils vouloient abandonner les Espagnols, s'ils n'acceptoient pas cette Trêve, ils s'engageoient d'une manière à ne pouvoir plus reculer; de sorte que l'adoucissement que j'avois apporté à ce refus ne donnant aux Etats-Généraux aucune espérance de relâchement de la part de Sa Majesté, j'avois espéré qu'il feroit plus de bien que de mal, ayant du surplus assuré toujours les Etats-Généraux qu'Elle n'étoit plus tenue à ses premieres propositions, & que les dernieres annuloient absolument les precedentes.

Je me plaignis dans cette même lettre au Roi du préjudice que les Ministres de Cologne avoient apporté à l'acceptation des dernieres offres de Sa Majesté; que leur en ayant fait des reproches tout de nouveau, ils m'avoient assuré que depuis que l'Electeur leur Maître avoit sù les propositions du 29 d'Avril, il leur avoit envoyé

ordre d'appuyer celles du 17 de Février selon leurs premières instructions , & que les Alliés des Etats-Généraux à qui les Ministres de Cologne s'expliquoient de leurs ordres , se flattoient que cet Electeur ne souffriroit pas que Sa Majesté demeurât maître de Luxembourg : qu'Elle jugeoit mieux que moi quel effet devoit produire une telle conduite des Ministres d'un de ses principaux Alliés.

QUELQUE serment qu'ils appellent de Secre-tesse , que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel eussent exigé des Etats de Hollande , je découvris qu'ils avoient pris dès le 5 de Mai la résolution de ne me faire aucune autre proposition pendant les quinze jours que Sa Majesté leur avoit donnés que celle de l'acceptation de la Treve aux conditions du 17 de Février. Cependant quand ils virent que toutes les tentatives , & particulièrement la dernière que les Etats-Généraux m'avoient faite le 12 de Mai n'avoient pas réussi , & que la fin du terme approchoit , ils commencèrent à avoir peur , & s'assemblerent deux fois le lendemain , & leur seconde séance dura jusqu'à dix heures du soir , dans laquelle les Villes les moins dévouées au Prince d'Orange déclarerent qu'elles ne donneroient plus de secours aux Espagnols s'ils s'opiniâtroient à ne pas accepter les propositions de Sa Majesté.

LES Deputes d'Amsterdam profiterent de l'état où ils virent la Province de Hollande , & après avoir engagé les principales Villes à se ranger à leur avis , ils n'eurent pas de peine à y faire venir les autres ; de sorte qu'ils sommerent le Pensionnaire Fagel de former une conclusion : mais , il n'en voulut rien faire & quelque instance qu'on lui en fît , il s'opiniâtra à le refuser. Les Villes deputerent au Prince d'Orange (qui ne se trouvoit plus à l'Assemblée) pour se plaindre de ce que ce Pensionnaire agissoit directement contre les lois du Gouvernement , en refusant de former une conclusion lorsqu'elles étoient toutes d'un même avis :

mais , il ne leur rendit d'autre réponse que celle qu'il avoit faite quelques jours auparavant aux Députés des Etats - Généraux : encore celle-ci étoit plus dénigrante ; car , il leur dit , qu'il aimoit mieux périr en Flandre à la tête de vingt mille hommes , que de se promener à la Haye avec Eux , & leur tourna le dos. Ainsi l'Assemblée se sépara sans rien conclurre , & les Députés des Villes se trouverent obligés d'envoyer leurs Pensionnaires à leurs Principaux pour savoir de quelle maniere ils devoient se conduire dans une si importante & si pressante conjoncture.

Seconde
Lettre du
15 Mai
1684.

LE bruit s'étoit répandu dès le 12 de Mai, que le Prince d'Orange alloit en Flandre , & bien que ce bruit se fût aussi tôt évanoui , & qu'il n'y eût pas une personne raisonnable qui ne le traitât de chimérique , je ne laissai pas de faire tenir toutes les nuits des gens au guet auprès des écuries pour être averti de ce qui se passeroit. Enfin , on me vint dire à minuit du 14 au 15 qu'on atteloit six chevaux à sa caleche , & qu'on selloit tous ses chevaux. J'appris une heure après , que ses charriots de bagage partoient , & à cinq heures du matin on m'avertit qu'on l'avoit vû monter dans sa caleche , & on m'assûra ce même matin-là qu'il avoit fait partir le jour précédent un de ses Valets de-Chambre avec ses Armes.

IL ne me fut pas possible de deviner le dessein du Prince d'Orange , s'il alloit se mettre à la tête des Troupes pour entreprendre quelque chose en désespère , ou s'il ne s'éloignoit de la Haye que pour ne pas être présent aux résolutions qu'il craignoit peut être qu'on pourroit prendre malgré lui. Ce qu'il y avoit de certain est qu'il s'en alloit sans ordre & sans permission de l'Etat , ce qui étoit contre son serment. Il avoit seulement prié M. Dickfeld , qui étoit Président des Etats - Généraux cette semaine-là , de leur dire de sa part qu'il étoit allé voir les Troupes , & qu'il seroit de retour dans quatre ou cinq jours.

LE Roi m'écrivit deux Lettres le 13 de Mai : Lettre du Roi du 13 Mai 1684. par la première, il me réitéra ses ordres de présenter les Etats-Généraux de me rendre au plutôt une réponse positive, & me manda de leur déclarer qu'il vouloit savoir dans le tems qu'il avoit marqué à quoi il s'en devoit tenir. Il me donna part du bombardement de Genes, & me commanda de faire savoir aux Etats-Généraux qu'il n'avoit pas dessein de s'emparer d'aucune Place de ce côté-là.

DANS la seconde, Sa Majesté me dit qu'elle Seconde Lettre du Roi du 13 Mai 1684. venoit de recevoir ma lettre du 11 Mai, avec le Mémoire que j'avois présente aux Etats-Généraux le 9, qui lui avoit paru un peu trop radouci, & ne pas déclarer assez nettement que la condition de Treve ou de Paix que Sa Majesté avoit proposée par le Mémoire du 29 d'Avril, & sans laquelle on ne pouvoit espérer aucun accommodement, étoit qu'Elle eût entre ses mains Luxembourg; & que comme Elle étoit en état de s'en rendre maître par la force de ses armes. Elle prétendoit aussi être informée au plutôt de la résolution que les Etats-Généraux auroient prise sur ses offres, voulant savoir à quoi s'en tenir à leur égard.

QU'ELLE s'assuroit qu'avant que sa Lettre me fût rendue, les Etats m'auroient donné leur dernière résolution, & que si elle étoit conforme à ce que Sa Majesté m'avoit fait connoître de ses intentions, je n'avois qu'à le lui faire savoir par un Courier exprès, & cependant dresser le Traité en la manière qu'Elle me l'avoit expliqué; mais, que si je n'avois point encore eu de réponse ou qu'elle ne fût pas telle qu'Elle la demandoit, son intention étoit que je leur déclarasse qu'Elle m'ordonnoit de retourner auprès d'Elle, si on laissoit écouler le 20 du mois sans prendre aucun des partis qu'elle avoit proposés par mon Mémoire du 29 d'Avril, & que je me disposasse effectivement à revenir peu de jours après. Qu'elle laissoit néanmoins à ma

prudence de ne me mettre en chemin que lorsque je verrois que les Etats-Généraux seroient entièrement d'accord avec le Prince d'Orange de refuser ses dernières propositions , & que les Provinces-Unies auroient laissé à ceux qui commandoient leurs Troupes la liberté d'agir en campagne contre celles de Sa Majesté

QU'ELLE vouloit bien même que si je jugeois que l'intérêt qu'avoient les Espagnols & le Prince d'Orange de ne plus voir de Ministre de la part de Sa Majesté à la Haye qui fût capable de maintenir les Villes & les Provinces bien-intentionnées dans leurs bonnes résolutions , pût trouver assez d'appui dans les Etats-Généraux pour les empêcher de faire aucune démarche pour me retenir , ni pour contenter Sa Majesté ; je m'abstinsse en ce cas-là de déclarer que j'avois ordre de partir , & que j'attendisse de nouveaux ordres de S. Maj. en conséquence de ce que je lui écrirais après le 20 de Mai.

Je jugeai bien que les nouvelles & pressantes instances que le Roi m'ordonnoit par ses deux Lettres de faire , ne produiroient pas un bon effet. Les Etats-Généraux savoient assez , que le terme que Sa Majesté leur avoit donné expiroit le 20 de Mai , & tant de semonces réitérées l'une après l'autre , ne pouvoient faire autre chose que de leur faire croire que le Roi vouloit trop la paix , & appréhendoit plus qu'Eux que le 20 de Mai n'arrivât sans qu'ils eussent conclu aucun Traité.

16 Mai
1784.

Je n'osai néanmoins me dispenser d'aller porter un Memoire au Président des Etats-Généraux , par lequel je déclarois que Sa Majesté m'avoit témoigné par ses Lettres du 13 qu'Elle attendoit que les Etats-Généraux ne laisseroient pas écouler les quinze jours dans lesquels Elle leur avoit demandé une réponse à ses propositions ; & que comme Elle étoit en état de se rendre maître par la force de ses armes de Luxembourg , Elle vouloit aussi être informée au plutôt de la résolution qu'ils auroient prise sur ses offres , voulant savoir à quoi s'en tenir à leur égard.

QUE

QUE comme Sa Majesté s'assuroit que j'aurois reçu une réponse positive dans le 15, Elle seroit fort surprise de voir par le Courier que je lui avois dépêché ce même jour-là, qu'ils n'auroient point encore répondu au Mémoire du 29 d'Avril; c'est pourquoi je me trouvois obligé de leur réitérer les mêmes déclarations que je leur avois déjà faites trois fois, parce que Sa Majesté me reitéroit les mêmes ordres, savoir qu'Elle ne me donnoit pouvoir de signer que jusqu'au 20 du mois inclusivement, en sorte que si dans le 20 du même mois le Traité n'étoit pas signé, je n'aurois plus aucun pouvoir, & Sa Majesté prendroit d'autres mesures.

Je mandai en même-tems au Roi, que je venois de donner le Memoire que Sa Majesté m'avoit ordonné de délivrer aux Etats Généraux; que si j'avois mis dans celui que j'avois présenté le 9 de Mai de certains termes qu'Elle avoit trouvés trop radoucis, je ne l'avois fait qu'en exécution d'un ordre precedent qu'Elle m'avoit donné de me régler selon l'avis de certaines personnes; & que j'avois cru aussi bien qu'Eux, que si de plus fortes expressions avoient accompagné le refus que je faisois de signer la Trêve aux conditions offertes le 17 de Février, j'aurois révolté tous les esprits, & je les aurois jettés dans un désespoir capable de les réunir à M. le Prince d'Orange; que j'avois cru que Sa Majesté seroit satisfaite, pourvu que je ne donnasse aucune espérance, ni de relâchement de sa part, ni de changement aux conditions du 29 d'Avril, ni de délai au delà du 20 de Mai.

Je pris aussi la liberté de dire à Sa Majesté, qu'Elle pourroit juger du bon effet de cette conduite, si M. Tambonneau lui avoit fait savoir, que les Envoyés de Cologne avoient écrit à leur Maître, que depuis le refus que j'avois fait le 7 de Mai de consentir à la Trêve que j'avois proposée le 17 de Février, tous les amis de la France avoient changé, & que les bien-intentionnés ne parloient plus que de guerre: qu'il étoit vrai que

cela avoit paru ainsi au-dehors pendant deux jours, & qu'un changement effectif eut été à craindre si on n'eut fait revenir tout doucement les esprits jusqu'au point où je mandois à Sa Majesté qu'ils étoient.

J'AJOUTAI à cela, que je ne croyois pas, dans la disposition où je voyois les choses en Hollande, qu'il fût du bien de son service, que je déclarasse que j'avois ordre de me rendre auprès d'Elle en cas que les Etats-Généraux laissent écouler le 20 du mois sans prendre aucun des partis que je leur avois proposé par mon Mémoire du 29 Avril; que cela mettroit au desespoir les bien-intentionnés qui avoient tenu bon jusqu'à cette heure-là; que je n'osois me flatter qu'ils fussent assez forts pour porter les Etats-Généraux à faire aucune démarche publique pour me retenir, & que le Prince d'Orange se trouveroit bien relevé aussi-bien que tout son parti, s'il n'y avoit plus personne en Hollande de la part de Sa Majesté; & que comme Elle me marquoit aussi de ne me mettre en chemin que quand je verrois que les Etats-Généraux seroient d'accord avec le Prince d'Orange de refuser les dernières propositions de Sa Majesté, & qu'ils étoient bien éloignés de le faire, il se trouveroit encore que j'aurois fait une menace que je ne devrois pas exécuter dans la suite; qu'ainsi j'avois cru qu'il étoit plus à propos d'attendre encore de nouveaux ordres de Sa Majesté, & en tout cas de voir auparavant ce qui se devoit conclure ce jour-là dans l'Assemblée de Hollande dont je ne pouvois être informé avant quatre heures & demie que la Poste devoit partir. Que j'étois bien assuré, que le Prince d'Orange ne seroit jamais assez puissant pour y faire prendre la résolution de refuser les propositions de Sa Majesté; que tout ce que j'appréhendois étoit que le Pensionnaire Fagel ne fît en sorte par les chicanes des formalités, qu'il n'y eût rien de signé le 20 du mois: mais, que j'espérois que Sa Majesté trouveroit bon que files

Etats-Généraux venoient me déclarer le 20 qu'ils acceptoient les propositions du 29 d'Avril, & qu'ils me demandassent un délai de deux ou trois jours pour régler les articles du Traité, je ne les refusasse pas.

LE Roi me fit réponse quelques jours après à cette Lettre, qu'il étoit bien aisé que j'eusse différé l'ordre qu'il m'avoit donné de déclarer aux Etats-Généraux qu'il me commandoit de revenir incessamment auprès de lui, s'ils avoient laissé passer le 20 du mois sans donner à Sa Majesté une réponse qui la pût satisfaire; & que comme je pouvois bien connoître sur les lieux l'effet que pouvoient produire les ouvertures qu'Elle me donnoit, Elle remettoit aussi à ma prudence de ne m'en servir qu'en la maniere que je jugerois être la plus convenable au bien de son service

CEPENDANT, les Troupes des Etats-Généraux étoient diminués en Flandre de plus de 6000 hommes, soit par les désertions soit par le départ ceux qui étoient revenus dans les Provinces de Frise & de Groningue, ou même de misere, car ils se plaignoient fort du mauvais traitement qu'ils souffroient dans les Pays Bas Espagnols.

J'ÉCRIVIS le 18 au Roi, qu'il n'y avoit point d'obstacle ni de chicane dont on se pût aviser, que le Pensionnaire Fagel ne mît en usage pour empêcher que les Etats de Hollande ne prissent une résolution conforme aux intentions de Sa Majesté. Qu'un des moyens dont il se servoit le plus étoit de ne résoudre aucun point sans faire consulter les Ministres de leurs Alliés, afin que ce qu'ils diroient dans les conférences fût de l'impression sur ceux du Gouvernement de l'Etat. Que ces Ministres avoient bien fait du bruit sur la cession de Luxembourg; qu'ils avoient déclaré, qu'il falloit plutôt tout hasarder que de céder cette Place; que celui de Suede s'étoit signalé dans cette occasion; que celui d'Hanover n'en avoit pas moins fait; &

que j'avois appris par un des Membres de l'Assemblée de Hollande, que les Etats auroient déjà pris une résolution définitive conforme aux offres de Sa Majesté, sans l'opposition qu'y faisoient les Ministres de leurs Alliés.

Que MM. d'Amsterdam de leur côté avoient fait tout leur possible pour faire prendre dans la Province de Hollande la résolution de signer un Traité avec Sa Majesté, & que malgré tous les artifices du Pensionnaire Fagel & tout ce qu'il avoit pratiqué dans le dedans au Gouvernement, il n'avoit pû empêcher que les plus considérables Villes de Hollande n'eussent persisté dans la résolution d'abandonner les Espagnols s'ils ne vouloient pas s'accommoder avec Sa Majesté; que celles de Dort, de Delft, & de Leyde s'étoient signalées & avoient parlé avec beaucoup de force; que nous avions porté les choses jusqu'à ce point-là que les Villes, ayant été informées du refus que le Pensionnaire Fagel avoit fait de former une conclusion dans l'Assemblée de Hollande, avoient résolu que l'on feroit conclurre l'acceptation des propositions du Roi par le Pensionnaire de la première Ville, & en l'absence de celui-là consécutivement par tous les autres selon leur rang, si le Pensionnaire Fagel refusoit de le faire, ce qui étoit une chose de grande conséquence, & qui n'avoit pas d'exemple. On avoit été même le 16 sur le point d'exécuter cette résolution; & le Pensionnaire Fagel ayant refusé de former une conclusion, on lui alloit ordonner de sortir des Etats de Hollande, si deux Députés de deux petites Villes n'avoient pas changé d'avis sans ordre de leurs Supérieurs.

22 Mai
1684.

19 Mai
1684.

CE Pensionnaire ne put néanmoins empêcher que les Etats de Hollande ne prissent ce même jour 16 une résolution assez considérable, qui fut de régler l'action de leurs Troupes conformément à ce que le Roi avoit souhaité, & de leur défendre de commettre aucun acte d'hostilité contre celle de

S. M. Le Pensionnaire Fagel donna avis de cette résolution au Prince d'Orange par un Courier, & cependant il trouva divers pretextes pour ne la pas porter aux États-Généraux avant le retour du Prince d'Orange, qui devoit arriver le 20 à la Haye.

C'EST tout l'avantage que ceux qui vouloient la Paix purent remporter ce jour-là, & comme cette résolution fut confirmée le 21 par les États-Généraux, les bien intentionnés crurent avoir poussé les choses bien loin d'avoir engagé les États malgré l'autorité du Prince d'Orange : & les cabales du Pensionnaire Fagel, à souffrir patiemment que le Roi s'emparât de Luxembourg, & de leur avoir fait prendre la résolution de ne donner aucun secours aux Espagnols, & de défendre à leurs Troupes de faire aucun acte d'hostilité contre celles de Sa Majesté. 19 Mai 1684.

LES choses étant en cet état en Hollande, je fus encore plus confirmé dans mon sentiment, que je ne devois pas déclarer que le Roi m'avoit ordonné de partir le 20 de Mai, s'il n'y avoit rien de conclu ce jour-là : mais, voyant d'un autre côté, que tous les bons desseins des bien intentionnés seroient inutiles si on n'intimidoit pas assez les autres pour les obliger de se joindre à eux, je crus qu'il les falloit presser, mais d'une maniere qui ne les révoltât point, & qui fît autant & même plus d'effet, que la déclaration que Sa Majesté me donnoit la liberté de leur faire. 22 Mai 1684.

DANS cette vûe, je fis confidence le 16 après-dîné à une personne sort de mes amis de l'ordre que j'avois reçu le matin de me retirer après le 20 si dans ce tems-là il n'y avoit rien de conclu. Il l'alla tout aussi tôt dire à Messieurs d'Amsterdam, non comme une chose que je lui eusse déclarée, mais comme s'il l'avoit pénétré, & la rapporta avec tant d'apparence de vérité, qu'ils n'en doutèrent point. Ce bruit, qui n'engageoit point Sa Majesté, se répandit aussi tôt dans la Haye, & donna beaucoup plus d'alarme que si j'en avois fait

moi-même la déclaration, qu'on auroit cru feinte.

COMME je vis le lendemain 17 cette inquiétude répandue, je demandai une conférence aux Députés des Etats - Généraux, dans laquelle je mêlai certains termes qu'ils pouvoient attribuer à l'ordre que j'avois de me retirer, & que je pouvois cependant interpréter tout autrement quand je le voudrois.

JE leur dis après leur avoir fait une récapitulation de toutes mes instances précédentes qu'ils devoient se souvenir, que je leur avois demandé de la part du Roi une réponse positive à mon Mémoire du 29 d'Avril dans quinze jours, & un Traité signé dans le 20 de Mai; que sur le peu d'apparence que Sa Majesté avoit vû d'une prompte réponse, Elle avoit déjà fait avancer son Armée trois lieues plus avant dans le Pays Espagnol; qu'ils se trompoient absolument, s'ils croyoient pouvoir attendre jusqu'au 20 pour accepter les offres de Sa Majesté, sans se donner le tems de signer le Traité dans ce jour là: que s'ils ne me déclaroient pas assez-tôt qu'ils les acceptoient pour pouvoir signer le Traité le 20, il n'y avoit point d'acceptation qui me pût faire changer mes ordres; que passé le 20 je savois ce que j'avois à faire, & que le 21 je me trouverois fort éloigné d'être en état de pouvoir signer.

CETTE Déclaration les obligea de convoquer sur le champ une Assemblée extraordinaire des Etats de Hollande, où quatorze Villes se trouverent d'avis d'obliger les Espagnols de s'accommoder avec Sa Majesté de quelque maniere que ce fût. Le Pensionnaire Pagel, voyant que cette affaire alloit être emportée, proposa à l'Assemblée de se séparer pour quelques heures, & de remettre la conclusion de cet avis à une autre séance, qui fut marquée à huit heures du soir, & qui dura jusqu'à une heure après minuit.

IL y porta une Lettre de leur Ambassadeur en Angleterre, qui contenoit que le Roi de la Grande-

Bretagne l'avoit assuré que Sa Majesté n'avoit assié- gé Luxembourg , que pour obliger les Espagnols à la Paix ; qu'il pouvoit répondre qu'Elle s'entien- droit-là , & qu'il avoit pris des mesures pour em- pêcher qu'Elle n'assiégeât d'autres Places. Là-des- sus il leur temoigna qu'il étoit inutile qu'ils se pro- fittaissent inutilement , & qu'ils forçassent les Espa- gnols à céder Luxembourg pour sauver le reste des Pays-Bas , ou pour se mettre à couvert eux- mêmes des armes de Sa Majesté , puisqu'ils n'a- voient à craindre ni l'un ni l'autre ; que cela étant il valoit mieux que les Espagnols perdissent Luxem- bourg par la force des armes de Sa Majesté , que de les obliger à le céder , ou de les abandonner hon- teusement. Ce raisonnement soutenu de la lettre du Sieur Citters fit changer une Ville , & fut cause que quatre autres déclarerent qu'elles attendroient de nouveaux ordres ; ainsi il ne demeura plus que neuf Villes de même sentiment , & par conséquent on ne fut pas en droit de presser le Pensionnaire Fa- gel de conclurre.

CELA me donna lieu d'écrire au Roi ce que je ^{18 Mai} n'avois osé lui mander , que je ne croyois pas à ^{1684.} propos de presser davantage les Etats-Généraux ; qu'ils étoient suffisamment informés des intentions de Sa Majesté ; & que le Pensionnaire Fagel feroit un mauvais usage des nouvelles instances que je ferois après toutes celles que j'avois faites ; qu'il ne manqueroit pas de dire (comme il avoit déjà as- sez fait entendre) qu'on ne devoit point appré- hender que la guerre continuât ; que Sa Majesté n'avoit pas dessein de faire aucune autre entrepri- se ; qu'au contraire Elle craignoit plus qu'ils ne fai- soient eux-mêmes que le terme ne s'écoulât sans qu'on eut conclu le Traité de Paix.

JE fis aussi savoir à Sa Majesté , que les Députés des Villes bien-intentionnées avoient fait de fortes instances auprès de Messieurs d'Amsterdam pour les exhorter à envoyer leurs Députés à l'Assemblée , parce que leur présence pourroit beaucoup servir

pour soutenir ceux qui étoient dans de bons sentimens ; que ces remontrances les avoient obliges d'envoyer le Pensionnaire Hop , qui s'étoit trouve ce matin là 18 de Mai a l'Assemblée de Hollande , où il avoit parle fortement , & qu'ils devoient y envoyer le lendemain quelques-uns de leurs Bourguemestres , voulant bien pour l'avancement de la Paix passer par-dessus la résolution qu'ils a oient prise de ne plus paroître dans les Etats de Hollande jusqu'à ce qu'on leur eut fait la satisfaction qu'ils prétendoient.

Seconde
Lettre du
16 Mai
1684.

J'ÉCRIVIS le même jour une seconde Lettre au Roi , par laquelle je l'informai de ce qui venoit de se passer dans l'Assemblée de Hollande , qui avoit duré jusqu'à quatre heures après midi.

QUE la Lettre de M. Citters avoit entierement ruine les esperances qu'on avoit en Hollande de voir bien tôt conclurre un accommodement , que tout ce que Sa Majesté m'avoit ordonné de dire avoit tellement intimidé tout le monde sans avoir révolté personne , que le Prince d'Orange s'étoit trouvé presque abandonné , & n'avoit eu que quatre Villes dans les Etats de Hollande qui avoient soutenu ses sentimens. Mais , que cette crainte étoit dissipée , & qu'on ne faisoit plus d'attention à ce que je pouvois dire , puisque le Roi d'Angleterre avoit chargé le Sieurs Citters de déclarer de sa part aux Etats-Généraux , que Sa Majesté ne vouloit point attaquer d'autre Place que Luxembourg , & que si Elle en assiegeoit d'autres , ou si Elle faisoit attaquer les Pays-Bas Espagnols par ses Alliés , il joindroit ses forces à celles de la République pour s'y opposer.

Que le Pensionnaire d'Amsterdam , & les Secrétaires avoient assuré , qu'il ne falloit ajouter aucune foi à cette lettre , & que si on continuoît à en user de la sorte , Sa Majesté témoigneroit son ressentiment & aux Espagnols & aux Etats-Généraux : mais , quoiqu'ils parlassent avec beaucoup de force , cette lettre avoit si fort rassuré plusieurs Députés , qu'ils se joigni-

rent à ceux qui étoient le plus attachés au Prince d'Orange.

QUE le Pensionnaire Fagel leur avoit remontré, que le Roi, & le Roi d'Angleterre, ne leur demandoient autre chose, finon que les Troupes des Etats-Généraux ne fissent aucun acte d'hostilité; que Sa Majesté seroit satisfaite, puique les Troupes des Etats ne devoient pas aller au secours de Luxembourg; & comme Elle ne devoit faire aucun siège après celui de Luxembourg, les Etats-Généraux n'avoient rien à craindre, ni par conséquent aucunes mesures à prendre; qu'on verroit bien-tôt que le Prince d'Orange avoit eu raison de ne s'être jamais laissé intimider par les menaces de la France, & que Messieurs d'Amsterdam avoient été prêts à perdre le Pays par la peur qu'ils avoient eue & qu'ils avoient inspirée aux autres.

J'AJOUTAI, que l'apprehension qu'on avoit eue de voir une grande division dans l'Etat, commençoit aussi à se dissiper par l'espérance du repos que l'on auroit au dehors, puique la Ville d'Amsterdam, & les Provinces de Frise & de Groningue n'auroient plus sujet d'exécuter les déclarations qu'elles avoient faites de fermer leurs comptoirs, si la mauvaise conduite qu'on avoit en Hollande engageoit les Etats-Généraux dans la guerre.

LE Roi me fit réponse à cette lettre, qu'il n'y avoit aucune apparence, que le Roi d'Angleterre eût chargé l'Ambassadeur des Etats-Généraux de faire une pareille déclaration de sa part; & qu'il ne doutoit pas que Sa Majesté Britannique ne désabusât bien-tôt le public. Neanmoins, le Roi de la Grande Bretagne n'en fit rien: aussi n'a-t'il jamais désavoué une seule lettre de toutes celles où M. Citters lui attribuoit des sentimens si contraires à ceux que l'on prétendoit en France que ce Prince avoit

Lettre du
Roi du 22
Mai 1684.

QUOIQUE le Pensionnaire Fagel eût empêché par le moyen de la lettre de l'Ambassadeur des Etats à Londres qu'on ne prît aucune conclusion dans les

19 Mai
1684.

Etats de Hollande ; Messieurs d'Amsterdam me firent dire le 19 que si Sa Majesté vouloit bien user envers l'Etat de sa générosité ordinaire , ils espéroient que cela leur donneroit le moyen de ramener toutes les autres Villes dans leurs sentimens. Que si le Roi , voyant que les Etats - Généraux ne s'intéressoient pas en la défense de Luxembourg , quelque instance qu'en eussent faite les Espagnols , & qu'ils avoient défendu à leurs Troupes de commettre aucun acte d'hostilité ; & connoissant d'ailleurs que si l'on n'avoit pas pris en Hollande des résolutions entierement conformes à ses intentions , ce n'étoit point la faute de la plus grande & de la plus saine partie de la République ; il vouloit bien en cette considération , & par un effet de la grandeur de son ame , déclarer après la prise de Luxembourg , qu'il se tenoit encore aux mêmes conditions qu'il avoit fait proposer le 29 d'Avril , quand ce ne seroit que pour le terme de dix jours , il gagneroit les cœurs des Hollandois , & feroit voir sa bonne foi & la sincérité de ses intentions pour la paix & pour le bien de l'Etat ; que moyennant cela Messieurs d'Amsterdam se promettoient de pouvoir faire revenir ceux qui s'étoient laissé aller aux persuasions du Pensionnaire Fagel : autrement il étoit indubitable que si Sa Majesté augmentoit ses propositions après le 20 de Mai , ou qu'elle attaquât une Place après la prise de Luxembourg , quoiqu'elle le pût faire avec justice , cela feroit un très-mauvais effet , même parmi les plus gens de bien.

SUR quoi je me donnai l'honneur d'écrire au Roi , que je voyois assez par la connoissance que j'avois du dedans de la République , qu'autant qu'un délai donné sans sujet , ou sans que Sa Majesté en tirât quelque avantage eût préjudicié à ses intérêts & au bien de la paix , autant lui seroit-il avantageux d'en donner un de huit ou dix jours après la prise de Luxembourg , quand même en accordant ce délai , elle imposeroit de dures conditions , en cas qu'on le laissât écouler

sans en profiter. De plus , que j'étois persuadé que si Sa Majesté augmentoit ses propositions après le 20 de Mai , & qu'elle obtint tout ce qu'elle demanderoit , cela ne lui seroit jamais d'un si grand avantage , que l'affection des peuples de Hollande qu'elle gagneroit , si Elle vouloit bien s'en tenir encore durant dix jours après la prise de Luxembourg aux mêmes conditions ; que cette conduite le rendroit maître des cœurs de toute la République ; & qu'assûrément il arriveroit en ce cas de deux choses l'une , ou que ceux d'Amsterdam trouveroient moyen d'en profiter pour porter toutes les Villes à accepter les propositions de Sa Majesté , (à quoi je voyois toute sorte d'apparence) ou s'ils ne le pouvoient faire , le Roi pourroit après ce délai expiré , attaquer des Places , & augmenter ses propositions , sans que cela fût un aussi mauvais effet qu'il produiroit s'il le faisoit immédiatement après le 20 de Mai. Je suppliai Sa Majesté de vouloir bien croire que les ordres qu'Elle me donneroit là-dessus contribueroient beaucoup à la rétablir.

J'AJOUTAI à cela , que comme j'avois eu l'honneur de rendre compte la veille à Sa Majesté de l'état des affaires de Hollande sans l'informer de cette priere de Messieurs d'Amsterdam , qui ne m'avoit été faite qu'après le départ de la Poste , je croyois qu'Elle agréeroit que je n'exécutasse pas les ordres que je pourrois recevoir sur ma lettre du jour précédent , à moins qu'Elle ne me les confirmât après la lecture de cette seconde lettre.

MESSIEURS d'Amsterdam me firent donner avis ^{19 Mai} ce même jour 19 au soir , qu'une des petites Vil- ^{1684.} les de Nort-Hollande ayant changé de sentiment , & deux autres s'étant excusées de dire leur avis , ils s'étoient trouvés dans l'Assemblée qu'on avoit tenue cette après-dînée-là neuf Villes contre sept , & les Nobles qui sont huit ; de sorte qu'avec cette voix de plus on auroit pu prendre une résolution si le Pensionnaire Fagel n'avoit trouvé d'assez

fortes raisons pour remettre la conclusion au lendemain 20.

22 Mai
1684.

LE Prince d'Orange arriva de Bruxelles ce jour-là 20 de Mai au soir. Outre les raisons que j'ai marqué ci dessus qu'on supçonnoit avoir obligé ce Prince à aller en Flandre, on en allégua encore deux autres, l'une pour faire voir aux Espagnols qu'il étoit prêt d'aller à la tête de l'Armée des Etats-Généraux secourir Luxembourg, mais que les Alliés n'ayant pas envoyé leurs troupes, & les forces des Etats Généraux seules n'étant pas suffisantes, on ne se devoit pas prendre à lui de la perte de Luxembourg.

L'AUTRE raison avoit été la désertion presque générale des Troupes de Frise & de Groningue; elle étoit telle que de deux Régimens il n'étoit resté que trente hommes, les autres étant retournés en Frise ou à Groningue sur les ordres de ces Provinces.

ON attrapa sept de ces soldats Frisons, qui s'en retournoient chez eux: le Prince d'Orange les voulut faire prendre conformément au Décret du Conseil d'Etat; mais les Députés de Frise lui déclarèrent, qu'ils feroient prendre autant de Marchands Hollandois des Villes qui étoient contraires à l'avis d'Amsterdam, qui se trouveroient dans la Province de Frise. Cette déclaration arrêta le Prince d'Orange.

21 Mai
1684.

J'ÉCRIVIS au Roi le 21 de Mai, le lendemain du terme fatal que Sa Majesté avoit prescrit pour l'acceptation de ses offres, que l'Assemblée de Hollande du 20 avoit dure jusqu'à quatre heures après-midi sans qu'on y fût convenu du parti qu'on avoit à prendre pour terminer les différends qui étoient entre Sa Majesté & le Roi d'Espagne; que Messieurs d'Amsterdam y avoient fait tous leurs efforts pour faire accepter la Trêve aux conditions du 29 d'Avril, & que le Pensionnaire Fagel avec les Créatures du Prince d'Orange n'en avoient pas

22 Mai
1684.

moins fait pour l'empêcher; qu'il avoit parlé avec un emportement extraordinaire, & avoit déclaré que s'ils prenoient une pareille résolution, les Etats-Généraux ne trouveroient plus d'Alliés à l'avenir, qu'il falloit qu'ils y renonçaissent, & qu'ils se jettassent aveuglement entre les bras de Sa Majesté, pour ne plus agir dorénavant que sous son bon plaisir. Les Ministres des Alliés avoient fait les mêmes menaces à tous les Députés des Villes: mais cela ne fit pas tant d'effet que des sommes considérables que le Pensionnaire Fagel avoit fait toucher aux Députés de quelques petites Villes qui demeurèrent fidelement attachés à lui; que nonobstant cela Messieurs d'Amsterdam qui avoient onze ²¹ Mai des principales Villes de leur avis, avoient pressé ¹⁶⁸⁴ ce Pensionnaire de former une conclusion de l'Assemblée de Hollande; que l'ayant refusé ils avoient voulu obliger le Pensionnaire de Dort premiere Ville de Hollande, de conclurre; mais celui-ci, qui étoit au Prince d'Orange avoit trouvé moyen de l'éluder par la raison que cette affaire ne pouvoit être résolue que par un consentement unanime; que les Députés d'Amsterdam en avoient été fort irrités, & qu'ils avoient parlé d'une telle force, qu'ils avoient étonné les autres Villes, particulièrement lorsqu'ils avoient lû leurs protestations, qui portoient entr'autres choses, qu'ils protestoient de n'être point coupables de tous les malheurs qui arriveroient infailliblement si les Etats Généraux n'acceptoient pas les offres de Sa Majesté; qu'ils ne prétendoient point par conséquent être tenus des frais de la guerre qui s'alloit allumer; que pour cet effet ils fermeroient leurs Comptoirs, & que si c'étoit là se séparer de l'Union, ils étoient résolus de le faire plutôt que de se laisser engager dans la guerre. Ils demanderent dans cette même séance ^{Idem.} que l'on me donnât au moins pour Réponse la résolution secrète des Etats de Hollande dont j'ai fait mention ci dessus, qui défendoit à leurs Troupes de commettre aucun acte d'hostilité contre celles

22 Mai
1684.

de Sa Majesté : mais , le Pensionnaire Fagel s'y opposa formellement , & ne voulut pas qu'on me donnât communication d'une résolution qui mettoit les Etats-Généraux dans un engagement trop solennel. Il leur répéta ce qu'il leur avoit déjà dit cent fois , que dans le fonds les Etats faisoient tout ce que Sa Majesté avoit désiré d'Eux , en empêchant leurs Troupes de commettre aucun Acte d'hostilité contre les siennes ; qu'il suffisoit de l'avoir ordonné , & que Sa Majesté le reconnût par les effets sans qu'il fût besoin de se déshonorer par une déclaration publique qui les perdrait auprès de leurs Alliés : que le pis qui pouvoit arriver étoit que Luxembourg fût pris , qu'ils n'avoient rien à craindre de plus , puisque le Roi d'Angleterre les faisoit assurer que Sa Majesté n'entreprendroit rien davantage dans les Pays Bas.

TOUTES ces considérations rendirent inutiles les efforts de Messieurs d'Amsterdam , qui me firent renouveler les instances dont j'avois rendu compte à Sa Majesté le jour précédent , espérant que cet acte d'une générosité extraordinaire après la prise de Luxembourg les mettroit en état de surmonter les obstacles qu'ils n'avoient encore pu vaincre , & que s'ils n'étoient pas assez heureux pour en venir à bout , Sa Majesté auroit après cela d'autant plus de sujet de porter ses prétentions plus loin.

21 Mai
1684.

LES Envoyés de Cologne voulurent entamer une négociation , qui auroit ruiné tout ce que j'avois fait jusqu'alors , si je ne les en avois détourné : Le Cardinal de Furstemberg ayant appris les dispositions de Frise , de Groningue , & de la Ville d'Amsterdam , avoit ordonné à ces Envoyés de la part de l'Electeur leur Maître de demander à la Ville d'Amsterdam , & à ces deux Provinces si elles voudroient se détacher des autres pour faire un Traité de neutralité avec le Roi & avec M. l'Electeur de Cologne. Il n'en falloit pas davantage pour réunir les bien-intentionnés à M. le Prince d'Orange : j'en écrivis au Roi , & à M. de Strasbourg , & priaï

ces Députés d'attendre que j'eusse eu Réponse avant que de rien proposer. Je mandai au Roi, que quelque chagrin que ces Provinces & cette Ville eussent contre le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, elles n'entreroient pas de sang froid dans de pareilles propositions; qu'il falloit une espèce de désespoir pour les y obliger; & que si elles étoient réduites à prendre ce parti-là, comme elles avoient témoigné y avoir quelque penchant, elles y viendroient bien plutôt d'elles mêmes lorsque par la conduite différente de Sa Majesté & du Prince d'Orange, elles verroient que Sa Majesté n'agissoit que pour maintenir leurs liberté, & le repos dans leur voisinage, & que le Prince d'Orange n'avoit d'autre but que d'opprimer leur liberté en les engageant dans la guerre.

Je mandai au Roi le 25 de Mai, que les Etats de Hollande n'avoient rien conclu depuis le 23; ^{25 Mai} 1684. qu'ils s'étoient même séparés le 24 pour huit jours; qu'ainsi ils s'en tiendroient à la résolution qu'ils avoient prise de ne point secourir les Espagnols, & qu'ils attendroient apparemment ce que le Roi voudroit faire après la prise de Luxembourg.

Je lui représentai, que puisqu'on étoit assuré en Hollande qu'il ne feroit plus de siège après celui de Luxembourg, on pourroit m'objecter que la déclaration que M. d'Amsterdam le supplioient de m'ordonner de faire après la réduction de cette Place, ne seroit pas d'un grand effet, & qu'on ne devoit pas être extrêmement touché de la promesse qu'il feroit de ne point attaquer de dix jours l'autre Place dans les Pays-Bas Espagnols, puisqu'on le croyoit engagé avec le Roi d'Angleterre à n'y en point attaquer du tout; mais que je pourrois répondre, que les personnes les plus éclairées du Gouvernement étoient persuadées que leur Ambassadeur à Londres ajoûtoit beaucoup aux moindres choses que le Roi d'Angleterre lui disoit, & que le Pensionnaire Fagel mettoit en-

core davantage du sien dans le commentaire qu'il faisoit des lettres de cet Ambassadeur; d'ailleurs que quand Luxembourg seroit pris, les Etats-Généraux verroient les choses tout autrement qu'ils ne les concevoient à présent, que le desir sincere que Sa Majesté marqueroit de procurer la Paix en n'augmentant pas les propositions, après un si grand avantage, paroîtroit de telle sorte que personne n'en pourroit plus douter; qu'il y avoit même toute apparence, que les Etats-Généraux, qui n'avoient pas voulu obliger le Roi d'Espagne à ceder une Place dont il étoit en possession, n'auroient pas le même scrupule lorsqu'elle seroit entre les mains de Sa Majesté sans aucune esperance de l'en pouvoir retirer; qu'ainsi cette déclaration de Sa Majesté, quelque interpretation qu'on lui pût donner, me paroissoit très-nécessaire pour l'avancement de la Paix; que j'étois persuadé que si Messieurs d'Amsterdam ne s'en pouvoient servir aussi utilement qu'ils le pretendoient, & que je l'espérois, pour faire accepter les propositions de Sa Majesté par les Etats Généraux, Elle ne laisseroit pas d'en tirer un très grand avantage, en ce qu'Elle seroit connoître à Messieurs d'Amsterdam qu'Elle n'avoit rien omis de tout ce qu'ils avoient souhaité d'Elle pour le retablissement de la paix, & les engageroit d'autant plus par là à demeurer inébranlables dans leurs sentimens & dans les résolutions qu'ils avoient prises

QUE Sa Majesté voyoit ce qu'avoient produit dans l'esprit des Régens d'Amsterdam, & dans les Provinces de Frise & de Groningue, les égards qu'Elle avoit bien voulu avoir pour ce qu'ils avoient témoigné être convenable & utile au succès de leurs bonnes intentions; qu'ils croyoient même que ce n'étoit pas peu que dans le tems que Sa Majesté assiégeoit Luxembourg, les Députés d'Amsterdam ne se contentoient pas d'empêcher qu'on ne prît aucune résolution de le se-

mais qu'ils déclaroient encore , qu'il le falloit céder à Sa Majesté , & que si faute de le faire , la guerre s'en ensuivoit , leur Ville fermeroit ses Comptoirs , & se sépareroit plutôt de l'Union , que d'entrer en guerre contre Sa Majesté.

COMME les Régens d'Amsterdam avoient pris une entière confiance en la bonté de Sa Majesté , ils m'avoient fait communiquer la substance d'un Mémoire tel qu'ils croyoient à peu près qu'on le devoit présenter si Elle vouloit bien , après la prise de Luxembourg , s'en tenir à ses dernières propositions. Je l'envoyai au Roi sans y rien changer , pour faire mieux connoître à Sa Majesté les sentimens de Messieurs d'Amsterdam dans leur naturel. Ce projet contenoit que , non obstant que le Roi eût été obligé d'employer ses armes pour prendre Luxembourg , qu'il pût raisonnablement augmenter ses prétentions contre les Espagnols , & qu'il fût en état de faire encore mieux valoir ses armes par des conquêtes assez considérables dans les Pays-Bas Espagnols , Elle avoit bien voulu faire voir qu'Elle demeureroit toujours dans la sincere intention de procurer le bien général de la Chrétienté , en proposant tous les moyens possibles pour lui donner le repos , faisant savoir aux Etats-Généraux qu'elle se vouloit encore contenter de la Ville de Luxembourg avec les Villages & Hameaux qui en dépendent , Beaumont , Bouvines , Chimay , &c. & de rendre aux Espagnols les Villes de Courtray , Dixmude , &c. moyennant que les Etats Généraux employeroient de leur côté tous les bons offices pour obliger les Espagnols à accepter la Paix ou la Treve aux conditions proposées dans le Mémoire du 29 d'Avril : & au cas où les Espagnols se voudroient encore opiniâtrer à ne point accepter les justes offres que Sa Majesté faisoit par le présent Mémoire , Elle se vouloit bien tenir avec les Etats-Généraux aux conditions proposées par le Mémoire du 29 Avril , à condition pourtant qu'ils se

déclareroient en quinze jours , parce que s'ils laissoient encore écouler le tems de quinze jours sans donner leur réponse positive , Sa Majesté auroit sujet de ne garder plus aucune mesure avec Eux , & les considéreroit comme ses formels ennemis , & comme ceux qui fomentoient l'opiniâtreté des Espagnols , & de se servir dorénavant , sans aucune réserve , des moyens que Dieu lui avoit mis en main pour faire valoir ses droits , & la justice de ses armes.

LE Roi d'Angleterre, & l'Electeur de Brandebourg, sollicitèrent tous deux dans ce tems-là le Prince d'Orange de se raccommoder avec le Roi , & lui offrirent leur entremise : il refusa l'un & l'autre. Je n'ai pas sù en quels termes il s'expliqua à l'Envoyé d'Angleterre, qui me fit mystere de sa négociation : celui de Brandebourg me communiqua la sienne , & me dit que le Prince d'Orange ne lui avoit répondu qu'en termes généraux , & qu'il avoit même détourné le discours toutes les fois qu'il le remettoit sur cette matiere , ayant seulement réitéré plusieurs fois qu'il périroit avec les malheureux s'il le falloit , mais qu'on ne devoit se prendre de toutes les pertes qui arriveroient qu'à Messieurs d'Amsterdam , & aux autres Membres de la République, qui avoient empêché les Etats-Généraux de se mettre mieux en état de résister au Roi.

LE Pensionnaire d'Amsterdam réitéra alors ses instances , & donna un Mémoire aux Etats de Hollande en termes très-forts contre le Corps des Nobles , & principalement contre le Pensionnaire Fagel , par lequel il demandoit au nom de la Ville d'Amsterdam qu'on lui rendît ses Papiers.

Lettre du Roi du 22 Mai 1684. SA Majesté me manda , qu'Elle approuvoit fort la conduite que j'avois tenue dans l'exécution de ses derniers ordres ; que cependant si les Etats-Généraux convenoient dans la fin du mois de Mai des propositions que je leur avois faites , & offroient d'en signer le Traité de la maniere qu'Elle me l'a-

voit expliqué, Elle me permettoit de le signer, & de me charger de le lui faire agréer.

JE fis réponse, que je ne pensois pas que les Etats ^{26 Mai} de Hollande prissent aucune résolution jusqu'à ce ^{1684.} qu'on fût la prise de Luxembourg; que tout le monde, excepté les plus zélés Partisans du Prince d'Orange, souhaitoit fort d'apprendre la réduction de cette Place à l'obéissance de Sa Majesté.

QUE si Elle approuvoit la proposition que j'avois pris la liberté de lui faire d'accorder encore dix jours après la prise de Luxembourg pour signer le Traité aux mêmes conditions; je la suppliois très-humblement de me permettre de lui représenter, que bien que Messieurs d'Amsterdam m'assuraient qu'ils seroient assez forts moyennant cela pour obliger les Etats de Hollande à accepter ces propositions malgré le Prince d'Orange, il pourroit arriver, quoique contre toute sorte d'apparence, que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel seroient encore assez puissans pour empêcher que les Etats-Généraux ne prissent aucune résolution. C'est pourquoi je croyois qu'il étoit nécessaire que le même jour que je présenterois un Mémoire aux Etats-Généraux, j'eusse permission de témoigner aux Régens d'Amsterdam que Sa Majesté rebutée de la conduite qu'on tenoit en Hollande, avoit résolu d'attaquer les Pays Bas, & qu'Elle avoit bien voulu différer encore de quelques jours à leur prière & à leur considération; mais, qu'il n'étoit ni juste, ni de sa dignité, en cas que les Etats-Généraux ne profitassent point de cette bonté de Sa Majesté, qu'Elle ne se fît pas faire raison par la force de ses Armes: qu'ainsi je les priois de n'être pas surpris si après ce délai inutilement écoulé, Elle faisoit assiéger une Place des Pays Bas.

QUE je ne répondois pas que Messieurs d'Amsterdam entraissent là-dessus en aucun engagement formel avec moi, que je l'espérois toutefois; mais, que je pouvois au moins assurer Sa Majesté, que je

ferois enforte qu'ils regarderoient auffi tranquillement la prise d'un autre Place dans les Pays-Bas ; qu'ils voyoient le fiége de Luxembourg ; que je supposois toujous que Sa Majesté vouloit faire agir ses Troupes en Flandre après l'expiration de ce nouveau delai , comme je le croyois très-nécessaire si les Etats-Généraux ne lui faisoient pas donner dans ce tems là la satisfaction qui lui étoit dûe.

26 Mai
1684.

DOM Carnero apporta à la Haye quelques remises pour le Landgrave de Hesse. Et le Comte de Waldeck dépêcha de Baviere un Courier aux Etats-Généraux , pour leur faire savoir que les Alliés les prioient de faire marcher leurs Troupes au secours de Luxembourg ; & qu'en ce cas l'Electeur de Baviere & les autres Associés lui donneroient plus de trente mille hommes , avec lesquels il viendrait joindre auprès de Luxembourg l'Armée des Etats-Généraux.

J'INFORMAI le Roi & M. de Barillon que le Duc de Montmouth avoit fait assidûment sa Cour au Prince d'Orange dans le voyage que celui-ci venoit de faire en Brabant ; & qu'il lui avoit rendu tant de respect , que le Prince d'Orange étant à cheval , & ayant laissé tomber sa canne , le Duc de Montmouth se jetta à bas de son cheval pour la ramasser , & la présenta au Prince d'Orange qui demeura immobile sur le sien ; & qu'on parloit plus que jamais de faire M. de Montmouth Général de la Cavalerie à la place du Prince de Vaudemont. Que le Prince d'Orange n'avoit pas témoigné seulement par les bons traitemens qu'il avoit faits au Duc de Montmouth , son manque de respect pour le Roi d'Angleterre , & pour M. le Duc d'York ; mais qu'il l'avoit marqué bien davantage par les caresses excessives qu'il avoit faites contre son ordinaire à Mylord Brandon. Que ce Mylord étoit arrivé le 24 Mai au soir à la Haye ; que M. Benting l'étoit allé voir aussi-tôt , lui qui ne rendoit aucune visite , bien loin de faire la premiere ; qu'il lui avoit fait mille amitiés ; que le Pr. d'Oran-

ge ne lui en avoit pas moins témoigné le lendemain, & que la Princesse d'Orange étant à Onsdick, où elle devoit demeurer quelques jours, on l'avoit invité d'y aller saluer cette Princesse.

LE Roi m'écrivit le 24 de Mai, que puisque ceux Lettre du
Roi du 24
Mai 1684. qui avoient contribué à faire prendre la résolution dans la Province de Hollande d'empêcher que les troupes des Etats-Generaux n'agissent directement ni indirectement contre les siennes, demandoient qu'il fût déclaré aux Etats-Généraux qu'il voulût bien encore dix jours après la prise de Luxembourg conclurre la Paix aux conditions proposées le 29 d'Avril, & que j'espérois obliger par-là l'Espagne à accepter les offres de Sa Majesté, ou porter les Etats-Généraux à conclurre le Traité que je leur avois proposé; il consentoit que je témoignasse aux Etats-Généraux par un Mémoire, que quoique le succès qu'avoit le siège de Luxembourg le dût assurer que cette Place seroit dans peu reduite à son obéissance, & qu'il pourroit songer à de nouvelles conquêtes, & prétendre de plus grands dédommagemens sans se tenir aux offres qu'il avoit faites le 29 d'Avril; cependant le désir que la plus grande partie des Villes de Hollande avoient témoigné pour le rétablissement de la Paix, & la résolution qu'elles avoient prise d'empêcher que leurs troupes n'agissent contre celles de Sa Majesté l'avoient portée à donner en leur considération un délai de dix jours après la prise de Luxembourg, leur protestant que si on laissoit passer encore inutilement ces dix jours, on ne devoit plus espérer de nouveaux délais, & qu'il ne régleroit plus ses demandes que selon le succès que Dieu donneroit à ses armes.

LE Roi laissa à mon choix de faire cette Déclaration incontinent après que j'aurois reçu ses ordres, ou de différer jusqu'à ce que la Ville de Luxembourg fût à la dernière extrémité; mais, qu'en tout cas je ne laissasse point passer le premier jour de Juin sans donner le Mémoire aux Etats-Généraux.

SA Majesté me donna ordre aussi d'assurer Messieurs d'Amsterdam de sa part que le Traité ne seroit pas si-tôt fait que leur Ville connoîtroit par les bons traitemens qu'elle recevroit, tant pour son commerce, que dans tout ce qui pouvoit regarder ses avantages particuliers, combien Elle étoit satisfaite de la bonne conduite qu'elle avoit tenue, & qu'elle pouvoit dorénavant faire un fondement certain sur sa protection & sur ses promesses.

29 Mai
1684.

JE mandai au Roi, que je communiquerois à Messieurs d'Amsterdam la permission qu'il me donnoit d'assurer les Etats-Généraux par un Mémoire, qu'il vouloit bien être encore tenu dix jours après la prise de Luxembourg aux conditions du 29 d'Avril; que je ne doutois pas qu'ils ne reçussent avec tout le respect & toute la reconnoissance qu'ils devoient cette nouvelle marque de sa bonté pour les Républicains; mais, que je ne doutois pas non plus, qu'ils ne fussent d'avis que je différasse le plus que je pourrois à donner ce Mémoire, parce que les Créatures du Prince d'Orange ayant persuadé plusieurs Députés que Luxembourg ne seroit pas pris, on ne feroit pas en Hollande toute la réflexion qu'on devoit sur la grace que Sa Maj. leur accordoit; & que lorsqu'on viendrait ensuite à apprendre la prise de Luxembourg, l'offre antérieure de Sa Majesté n'auroit plus la même force, parce qu'elle auroit manqué de produire d'abord son effet.

QUE les Régens d'Amsterdam seroient aussi extrêmement touchés de l'assurance que je leur donneroie des bons traitemens qu'ils recevroient après la Paix pour tout ce qui les regardoit, & particulièrement dans leur commerce, puisqu'ils envisageoient principalement dans la conclusion de la Paix une parfaite intelligence entre le Roi & la Républiquain, l'un ne pouvant se faire sans l'autre; qu'aussi on pouvoit dire qu'il ne s'agissoit pas seulement de la paix ou de la guerre, mais de voir qui seroit le Maître, du Prince d'Orange ou des

Républicains, & à qui la République seroit dorénavant liée d'intérêt à la France ou à l'Angleterre.

J'INFORMAI aussitôt celui par qui j'entretenois commerce avec Messieurs d'Amsterdam du délai ^{30 Mai} 1684. de dix jours que Sa Majesté vouloit bien accorder après la prise de Luxembourg; il m'en témoigna une extrême joie, & fut entièrement de mon avis, que si je donnois un Mémoire avant que Luxembourg fût pris, il ne seroit pas l'effet qu'on s'en étoit promis.

IL me rapporta le lendemain la réponse de ^{1 Juin} 1684. Messieurs d'Amsterdam, qui me firent témoigner qu'ils ne pouvoient rien apprendre de plus agréable. Qu'ils alloient faire leurs derniers efforts, & qu'ils espéroient pouvoir surmonter toutes les difficultés que le Pensionnaire Fagel formoit continuellement à l'acceptation des propositions de Sa Majesté; mais, que si je délivrois ce Mémoire avant que Luxembourg se fût rendu il ne seroit d'aucune utilité, dans la fausse, mais cependant forte, impression où l'on étoit que cette Place tiendrait encore tout le mois de Juin, & seroit peut-être secourue par les Allemands.

CELA m'obligea de mander au Roi le premier de Juin, que bien que le jour fût arrivé auquel il m'avoit ordonné de délivrer un Mémoire, j'espérois qu'il ne désapprouveroit pas que j'attendisse jusqu'au lendemain que je devois recevoir réponse aux Lettres par lesquelles j'avois eu l'honneur de lui mander que Messieurs d'Amsterdam le supplioient de faire faire cette déclaration après la prise de Luxembourg, que je voulois aussi savoir leurs sentimens sur un projet de Mémoire que je leur avois communiqué, & que j'avois dressé le plus conforme que j'avois pu à ce que Sa Majesté m'avoit écrit le 24 de Mai.

QUE je pouvois l'assurer, que j'avois si bien fait comprendre à Messieurs d'Amsterdam la né-

cessité qu'il y avoit que Sa Majesté assiégeât une Place dans les Pays-Bas Espagnols, si les Etats-Généraux laissoient passer inutilement ce nouveau délai; que je les avois fait tomber d'accord qu'ils ne pouvoient plus exiger de Sa Majesté qu'Elle ne fît point d'entreprise, & qu'ils connoissent la nécessité qu'il y avoit, & pour le service du Roi, & pour le maintien des bons Republicains, qu'Elle attaquât une Place des Pays Bas pour faire connoître aux Etats - Généraux l'erreur dans laquelle le Prince d'Orange les avoit jettés.

JE mandai aussi, que ce Prince étoit persuadé que ceux qui lui étoient opposés avoient projeté de faire trois choses aussi-tôt que la Paix seroit faite par où ils diminueroient beaucoup son credit dans les délibérations de l'Etat, & abaisseroient entierement son autorité. L'une étoit de casser vingt ou vingt cinq mille hommes, & de faire eux-mêmes cette réforme, de peur qu'il ne cassât que les Holandois comme il avoit fait après la Paix de Nimegue. L'autre étoit de faire rétablir l'ancien usage dans l'Election de ceux qui composent les Gouvernemens des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, qui sont à la nomination du Prince d'Orange depuis l'année 1673. ce qui le rend le Maître de ces trois Provinces. La troisieme étoit de lui demander le compte des contributions qui avoient été tirées pendant la dernière guerre, & sur-tout de celles qui avoient été levées dans le pays de Liege, qui montoient à plus de deux millions, & qui avoient dû être employées selon les constitutions de l'Etat à l'entretien de leurs armées. Il est vrai que le dessein qu'on avoit de faire ces choses-là après la Paix étoit devenu si public aussi-bien que celui de chasser le Pensionnaire Fagel, qu'une des Créatures des plus affidées du Prince d'Orange ne put s'empêcher de s'en expliquer assez ouvertement avec un Ministre étranger.

J'EUS avis ce même jour là que la Province de Frise irritée de la résolution que le Prince d'Orange^{29 Mai 1684.} avoit fait prendre dans le Conseil d'Etat , & que les Etats-Généraux avoient confirmée contre les Officiers d'Armée qui obéiront aux ordres de cette Province , avoit fermé ses Comptoirs , & avoit pris une résolution si vigoureuse & d'une si grande importance , que j'en envoyai sur le champ une copie à Sa Majesté , que j'avois reçue par une voie extraordinaire , avant qu'elle eût été signée des quatre quartiers de cette Province-la comme elle doit l'être envoyée aux Députés de Frise aux Etats Généraux. Cette résolution portoit * : Qu'ayant vû celle du Conseil d'Etat du 8 Mai , que les Etats Généraux avoient confirmée qui enjoignoit à tous Gouverneurs de ne laisser sortir aucun Officier ni Soldat de leurs garnisons , & par laquelle on étoit convenu qu'on écrirait à ceux qui s'en étoient déjà enfuis , qu'ils eussent à revenir au plutôt , & qu'on traiteroit ceux qui ne reviendroient pas comme des déserteurs ; les Etats de Frise déclaroient d'un consentement unanime , que ces deux Résolutions du Conseil d'Etat & des Etats-Généraux leur avoient paru si extraordinaires qu'ils avoient résolu de casser leurs troupes , d'en prendre de nouvelles conformément à ce qui avoit été fait en plusieurs tems , & particulièrement en 1674. par les Etats de Hollande , qui cassèrent plusieurs Régimens de leur répartition , & prirent en leur place des troupes Angloises & Ecoissoises , sans la connoissance , & sans le consentement de l'Union.

QU'ILS s'étoient attendus , que l'on feroit les Réflexions que méritoit la déclaration qu'ils avoient fait faire aux Etats - Généraux & au Prince d'Orange ; mais , qu'ils apprénoient au contraire avec beaucoup d'étonnement , qu'au lieu d'avoir quelque déférence pour des remontrances aussi sérieuses & aussi solem-

* Résolution de la Province de Frise du 26 Mai , envoyée à la Cour le 29 Mai 1684.

nelles , on dirigeoit cette affaire , enforte qu'on anéantissoit le droit indisputable de souveraineté de la Province de Frise.

QU'ILS persisteroient dans leur résolution , & faisoient défense expresse à leurs Officiers & Soldats d'obéir , ni à ces résolutions , ni aux écrits des Gouverneurs , ou de qui que ce pût être , puisqu'ils étoient plus obligés d'obéir aux ordres des Etats de Frise , qu'à ceux du Conseil d'Etat ; que tant s'en falloit que le serment que la Milice faisoit au Conseil l'Etat , & la commission qu'elle recevoit des Etats de Frise , rendît ces deux Puissances tellement égales qu'il n'y eut point de différence entr'Elles , qu'au contraire le Conseil d'Etat étoit tenu par le 18 & par le 27 article de son établissement d'obliger la milice par serment à être obéissante & fidele en particulier à la Province par qui elle doit être payée ; de sorte que par ce serment & par la commission que la Milice recevoit du Conseil d'Etat , on ne pouvoit exiger aucune chose contre la supériorité que ceux qui la payent avoient sur elle.

Et en cas que le Conseil d'Etat continuât de faire procéder au désavantage de la Milice de Frise , les Etats de Frise s'engageoient de la garantir & dédommager de toutes les incommodités , souffrances , honte , deshonneur , & de tous autres inconvéniens qui pourroient lui survenir , étant résolu de traiter dans toutes les occasions ceux qui auroient donné Sentence dans quelque Conseil de Guerre que ce fût , contre des Officiers & des Soldats de Frise , de la maniere que leur Milice auroit été traitée par eux , & de prendre ces affronts comme faits directement aux Etats Souverains de Frise ; déclarant que par cette résolution ou autres de cette nature qu'ils avoient déjà prises , ou qu'ils prendroient dans la suite , ils ne faisoient rien au désavantage de l'Union ; mais que la conduite qu'on avoit tenue depuis quelque-tems dans les Etats-Généraux étoit directement & en plu-

siieurs manieres contraire à l'Union ; comme d'avoir autorisé M. le Prince d'Orange à envoyer plus de secours qu'on ne devoit aux Pays-Bas , non-seulement sans connoissance & communication , mais encore contre la volonté & malgré les protestations expressees de deux Provinces considérables ; de s'être servi de la pluralité de voix dans une affaire où elle ne pouvoit avoir lieu , & d'avoir tâché par-là de réduire les Provinces de Frise & de Groningue dans un état de vassales & de sujettes , ne leur laissant plus la disposition de leur propre Milice , ce qui est le véritable & le plus puissant droit de la Souveraineté ; & que les Etats de Frise n'étant pas d'avis de le souffrir , ils avoient voulu faire savoir leurs sentimens aux Etats-Généraux , au Conseil d'Etat , aux Etats particuliers des Provinces , & à M. le Prince d'Orange ; les priant de vouloir se désister de telles procédures sous une protestation réitérée comme ci-dessus , ordonnant à leurs Députés de délivrer incessamment leur Résolution aux Etats-Généraux , & d'employer les plus puissans devoirs afin que l'intention des Etats de Frise fût accomplie.

LA Province de Groningue prit une pareille Résolution.

L'HOMME, qui étoit de la part du Prince de Nassau & des Etats de Frise à Amsterdam , que j'en-¹⁶⁸⁴ voyai chercher , m'apprit que les Provinces de Frise & de Groningue ne s'étoient pas contentées de prendre cette Résolution , & de fermer leurs Comptoirs ; mais qu'elles avoient résolu outre cela d'envoyer des Députés dans toutes les Provinces de la République , pour leur représenter que le Prince d'Orange avoit directement agi contre l'Union , en envoyant des Troupes dans les Pays-Bas Espagnols , malgré l'opposition de ces deux Provinces , & pour les exhorter à suivre leur exemple comme le seul moyen par où l'on pût remédier à ces infractions de l'Union , & aussi pour les porter à accepter les conditions proposées par Sa Majesté le 29 d'Avril.

TOUTES ces démarches me paroïssent de grande conséquence , & j'étois persuadé qu'une pareille Députation , dont on avoit peu d'exemples depuis la Paix de Munster , seroit d'un grand éclat , & ne pouvoit faire qu'un très-bon effet pour l'avancement de la Paix , & que c'étoit le droit chemin qu'il leur falloit laisser prendre pour se détacher des autres Provinces , en cas qu'elles ne fussent pas de même sentiment.

CETTE même personne m'apprit , que le Prince d'Orange croyant tromper MM. d'Amsterdam leur avoit fait témoigner quelques jours auparavant , qu'il étoit très fâché de voir l'état où se trouvoit la République & au dehors & au dedans , qu'il les prioit de lui donner leur avis , & de lui dire ce qu'ils croyoient qu'on pût faire pour y remédier ; que ces Messieurs lui avoient fait répondre , que pour rétablir le calme dans la République & le repos dans son voisinage , il étoit nécessaire qu'il reconnût le tort qu'il avoit d'agir contre les loix de la République , & qu'il remît les choses au même état qu'elles étoient auparavant : qu'on chassât le Pensionnaire Fagel de l'Etat , ou au moins qu'on le démît de ses Charges , & qu'on acceptât les conditions que Sa Majesté avoit offertes.

LE Prince de Waldeck écrivit aux Etats-Généraux , qu'il y auroit à Coblentz avant le 10 de Juin un grand Corps de Troupes prêtes à y passer le Rhin pour le secours de Luxembourg ; qu'il n'avoit tenu qu'à eux que ces Troupes n'eussent été prêtes un mois auparavant. Les Ministres des Alliés , qui tâchoient par toute sorte de moyens d'appuyer ces suppositions , tinrent le 2 de Juin une longue conférence , dans laquelle ils dressèrent l'état des Troupes qui pouvoient être vers le 10 devant Luxembourg , qu'ils faisoient monter à cinquante mille hommes , & demandèrent aux Etats-Généraux ce qu'ils étoient en intention de faire de leur côté : mais , on ne leur répondit que par un compliment. Messieurs d'Amsterdam fatigués

de toutes ces lettres du Prince de Waldeck qui faisoit monter les Troupes qu'il commandoit au Camp de Wezlar à plus de trente mille hommes, & des fausses listes que les Ministres des Alliés leur en donnoient, prièrent un de leurs amis de Francfort d'aller visiter ce Camp tant vanté de Wezlar, & de leur mander fidelement la quantité de Troupes qu'il y avoit. Ils sûrent par lui, qu'il n'y avoit que quatre mille cinq cents hommes, & firent voir cette lettre dans les Etats de Hollande le 14 de Juin. Le Pensionnaire Fagel en fut si confus, qu'il ne reparla plus des lettres du Comte de Waldeck, ni des Troupes des Alliés.

LE Roi approuva fort le projet de Mémoire que je lui avois envoyé de la part de Messieurs d'Amsterdam, & me permit de donner douze jours de délai après la prise de Luxembourg. Il m'ordonna d'assûrer les Regens d'Amsterdam, qu'ils ne devoient jamais avoir aucune inquiétude d'un accommodement particulier entre Sa Majesté & le Prince d'Orange; & que je ne pouvois trop les assûrer que non-seulement la conduite qu'il avoit tenue jusqu'alors ne lui devoit laisser aucune espérance de recevoir jamais le moindre appui de sa part dans tout ce qui pouvoit regarder ses intérêts & sa satisfaction particuliere, mais même que rien ne seroit capable de lui faire abandonner ceux d'Amsterdam, tant qu'ils se conduiroient aussi sagement qu'ils avoient fait jusques-là, & qu'ils auroient assez de fermeté pour résister à tout ce qui pouvoit ruiner leur commerce & leur liberté.

JE mandai au Roi, que j'insererois à la fin de mon Mémoire les menaces qui seroient jugées les plus propres à porter les Etats-Généraux à la Paix; mais quoiqu'il souhaitât que je ne perdisse point de tems à le présenter, les Régens d'Amsterdam me prioient instamment de ne le pas faire que Luxembourg ne fût pris, & m'assurèrent toujours que si j'offrois un délai avant que cette Place se fut rendue, ou qu'elle fût en état d'être prise in-

Lettre du
Roi du 30
Mai 1684.

2 Juin
1684.

cessamment, on n'y auroit point d'égard, quelque avantageuses qu'en pussent être les conditions.

1^{er} Juin
1684.

JE mandai le lendemain 3 de Juin, au Roi, que je n'aurois osé différer plus long-tems à délivrer le Mémoire qu'il m'avoit ordonné de présenter, sans lui rendre un compte encore plus particulier que je n'avois fait la veille, des raisons qui me retenoient; que Messieurs d'Amsterdam m'avoient fait dire, que tous les Membres de l'Assemblée de Hollande étoient portés la veille à me faire une Députation pour savoir de moi à quelles conditions Sa Majesté vouloit bien encore entendre à la paix, & que le Pensionnaire Fagel n'avoit empêché que cela ne fût résolu, que parce qu'il avoit assuré que je présenterois un Mémoire, & qu'il étoit inutile de me demander une chose que je devois offrir. Messieurs d'Amsterdam repliquèrent, qu'il ne falloit pas se reposer sur ces suppositions qui les perdroient sans ressource. & protestèrent qu'ils ne prendroient aucune part à la guerre qui s'ensuivroit infailliblement si les Etats-Généraux ne prenoient promptement de meilleures mesures. Je n'eus point de peine à pénétrer par où le Pensionnaire Fagel avoit su l'ordre que j'avois d'accorder un délai de dix jours après la prise de Luxembourg, lorsque j'appris le lendemain, que l'Envoyé d'Angleterre en avoit été informé par le Roi son Maître. Je m'en plaignis au Roi, & lui représentai combien il étoit difficile de finir heureusement cette négociation, lorsque le secret n'étoit pas gardé, & qu'il ne pouvoit l'être, tant que le Conseil du Roi d'Angleterre en auroit connoissance. puisque le Prince d'Orange savoit tout ce qui s'y passoit de plus secret.

3 Juin
1684.

LES Régens d'Amsterdam me firent donc représenter, que si j'avois donné ce matin-là un Mémoire, j'aurois autorisé la conduite du Pensionnaire Fagel, justifié ce qu'il avoit avancé. & décredité Messieurs d'Amsterdam; qu'ils ne desespéroient pas

encore de porter les autres Villes à faire refondre cette Députation ; mais que quand bien même ils n'en viendroient pas à bout , il étoit inutile que je donnasse un Mémoire avant qu'on fût à la Haye la prise de Luxembourg. Qu'il n'en seroit pas de même lorsque cette Place seroit réduite à l'obéissance de Sa Majesté ; qu'on seroit fort étonné en Hollande d'avoir laissé passer tant de tems inutilement , & que les propositions que je ferois alors seroient reçues à bras ouverts.

JE fus pendant les quatre premiers jours de Juin dans une peine extrême , car d'un côté j'avois des ordres du Roi très-précis & réitérés de ne pas laisser à quelque prix que ce fut passer le premier jour de Juin sans donner un Mémoire : mais , d'un autre côté , quand je considérois que Sa Majesté n'accordoit ce nouveau délai qu'à la priere de Messieurs d'Amsterdam , qui m'assuroient que si je le déclarois avant la prise de Luxembourg , bien loin qu'ils en pussent faire un bon usage , on s'en serviroit contre Eux , & que j'étois en mon particulier plus persuadé qu'ils n'étoient eux-mêmes de cette vérité , je me déterminai à ne point délivrer de Mémoire , & je mandai à Sa Majesté , que quoique je visse clairement par la connoissance que j'avois du dedans du Pays , qu'un Mémoire présenté avant la prise de Luxembourg ne seroit d'aucun effet , je n'aurois eu garde de différer d'un quart d'heure l'exécution de ses ordres sur mes sentimens particuliers ; mais , que j'espérois être disculpé envers Elle , après les pressantes instances que me faisoient Messieurs d'Amsterdam , si je ne faisois pas une chose que je savois bien ne devoir pas réussir , & dont ils rejetteroient toute la faute sur moi , après les avis qu'ils m'en avoient fait donner.

J'AJOUTERAI , que j'avois parlé à quelques - autres des bien-intentionnés , qui ne faisoient nul doute que Messieurs d'Amsterdam ne vinssent à bout , moyennant mon Mémoire , de faire conclurre la

Paix ou la Treve aux conditions proposées le 29 d'Avril, mais qu'ils étoient absolument de mon avis, qu'il étoit très-nécessaire que Sa Majesté effectuât ses menaces, si le malheur vouloit que contre toute apparence, Messieurs d'Amsterdam ne réussissent pas. Qu'autrement on n'auroit travaillé qu'à la perte de tous les Républiquains, & à l'élévation du Prince d'Orange, qui ne faisoit que publier que quoi qu'on fît il n'y avoit rien à craindre, & que le Roi n'entreprendroit aucune chose. Qu'il y auroit bien de la témérité à moi de répondre de l'événement d'une affaire dans une République où je voyois que les Villes changeoient tous les jours de sentimens; mais, qu'autant qu'on en pouvoit juger, il étoit moralement certain que si le Pr d'Orange pouvoit encore empêcher que les Etats-Généraux ne me fissent point de Reponse, & que Sa Majesté attaquât une Place dans les Pays-Bas, quand ce ne seroit que Charleroy pour le démolir, on verroit une terrible confusion en Hollande, & les Etats-Généraux loin de songer à le secourir s'empresseroient bien vîte à offrir à S. M. de plus avantageuses propositions que celles qu'ils auroient négligées.

5 Juin
1684.

CELA étoit toujours fondé sur le même principe, que la peur étoit seule capable de faire agir les Etats malgré le Prince d'Orange & ses Créatures: aussi avoit-on vû, que quand la nouvelle se répandit en Hollande, que le Roi faisoit passer des Troupes à Cologne pour s'approcher de Rhinberg, les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, furent prêtes à se soulever, & le peuple sur le point de se jeter sur les Magistrats; de sorte que je ne doutois pas que les moindres démarches qui tiendroient à quelque nouvelle entreprise, après le délai de douze jours inutilement expiré, seroient capables de porter les choses où S. M. les souhaitoit.

LA nouvelle étant arrivée à la Haye le 4 de Juin, à quatre heures après-midi, que la Ville de Luxembourg s'étoit rendue le premier du mois, le Prince

ce d'Orange partit dès le même soir pour s'aller mettre à la tête de l'armée des Etats-Généraux qui furent fort offensés de ce qu'il s'en étoit allé sans leur en donner communication. Pour moi, qui reçus cette nouvelle par un Courier de M. le Maréchal de Créquy, je presentai le lendemain matin 5, un Mémoire aux Etats-Généraux par lequel je leur déclarai, qu'ayant appris que la Ville de Luxembourg avoit été réduite le premier du mois à l'obéissance du Roi, je n'avois pas voulu différer de leur faire savoir quelles étoient ses intentions, après la prise de cette Place. Que Sa Majesté avoit eu sujet de se promettre, qu'après tous les expédiens qu'Elle leur avoit fait proposer depuis le 29 d'Avril pour rétablir promptement la Paix avec l'Espagne, ou du moins pour conserver leur barrière, & pour maintenir une bonne correspondance entre le Roi & les Etats-Généraux, ils feroient une réponse qui ne laisseroit plus à Sa Majesté aucun lieu de douter de leurs bonnes intentions; mais que, comme ils avoient laissé écouler inutilement tous les délais qu'Elle leur avoit accordez, & qu'Elle avoit été obligée d'employer la force de ses armes pour se mettre en possession de Luxembourg, Elle se trouvoit en état de faire de nouvelles & de plus considérables Conquêtes, & d'augmenter ses prétentions contre les Espagnols, sans se tenir davantage aux offres qu'Elle avoit faites le 29 d'Avril dernier.

Que néanmoins Sa Majesté, pour faire voir qu'Elle demeureroit toujours dans la sincère intention de procurer le bien général de la Chrétienté en proposant tous les moyens possibles pour lui donner le repos, m'avoit commandé de leur faire savoir, que nonobstant, les grands avantages qu'Elle se devoit promettre de la prospérité de ses armes, Elle vouloit bien demeurer encore obligée pendant douze jours, à compter du jour de la prise de Luxembourg, aux mêmes offres qu'Elle avoit fait faire par mes Mémoires du 29 d'Avril & du 9

de Mai derniers, & à tous les expédiens que j'avois proposés dans les conférences que j'avois eues au sujet de ces Mémoires pour la conservation de la Barriere, & pour le rétablissement du repos dans les Pays-Bas.

QUE Sa Majesté s'étoit portée d'autant plus volontiers à donner cette nouvelle preuve de sa modération, qu'Elle avoit été bien aise de seconder les bonnes intentions de ceux qui souhaitant le bien de leur Patrie en particulier, & en général celui de la Chrétienté, avoient fait paroître un véritable desir de procurer un prompt rétablissement de la Paix, & d'entretenir une bonne correspondance avec Sa Majesté : de sorte que, comme l'envoi de leurs Troupes dans les Pays-Bas Espagnols avoit déterminé Sa Majesté à se mettre à la tête de ses armées pour poursuivre la juste satisfaction qui lui étoit dûe; de même la connoissance que Sa Majesté avoit eue que les Etats avoient empêché leurs Troupes de commettre aucun acte d'hostilité contre les siennes, l'avoit portée à donner encore en leur considération ce delai de douze jours après la prise de Luxembourg.

QUE Sa Majesté espéroit, que les Etat-Généraux ne profiteroient, soit pour conclurre & signer conjointement avec les Ministres d'Espagne le Traité qu'Elle avoit proposé, soit pour le conclurre & le signer Eux seuls, aux conditions qu'Elle leur avoit ci-devant offertes pour la conservation de la Barriere, & pour le rétablissement du repos des Pays Bas; & qu'ils se declareroient nettement dans ledit terme de douze jours après la prise de Luxembourg, parce que Sa Majesté vouloit savoir précisément à quoi s'en tenir avec Eux; leur protestant, que s'ils laissoient écouler ce tems sans donner aucune réponse positive, Sa Majesté ne s'arrêteroit plus à aucune considération, & ne régleroit dorénavant ses demandes & ses prétentions, que selon le succès qu'il plairoit à Dieu de donner à la justice de ses armes.

JE ne me servis pas des mêmes termes que les bien intentionnés avoient mis à la fin de leur projet, parce qu'ils paroissent n'y être insérés que pour faire peur, & que ces Messieurs avoient eux-mêmes trouvé que ces expressions-ci avoient plus de dignité, & qu'elles auroient plus d'effet, puisque sans faire aucune menace en particulier aux Etats-Généraux, elles leur laissoient tout à appréhender.

LE Roi me manda, que comme je devois avoir appris par un Courier du Maréchal de Crequy la nouvelle de la prise de Luxembourg, il s'assuroit que je n'aurois pas perdu un moment de tems à présenter un Mémoire, & qu'il eût été même à desirer que je l'eusse fait plutôt.

QUE je devois sur toutes choses bien faire connoître aux Députés des Etats-Généraux, qu'ils n'avoient plus de tems à perdre, s'ils vouloient maintenir la bonne correspondance entre la Couronne & les Provinces-Unies; & qu'après tant de délais accordés de sa part pour parvenir au rétablissement de la Paix, ils pouvoient bien juger qu'il n'étoit pas de sa prudence de laisser plus long tems ses armes inutiles, à moins que ses offres ne fussent promptement acceptées. Cependant Il me manda, que comme Il étoit persuadé qu'ils en profiteroient, Il retournoit à Versailles, & laissoit ses ordres au Maréchal de Crequy pour exécuter ses projets.

CE départ du Roi me fit appréhender que les Etats-Généraux n'eussent pas aussi vivement peur qu'ils devoient l'avoir pour faire la Paix, d'autant plus que j'avois été informé la veille par l'Envoyé de Holstein, qui étoit fort bien averti, étant Frere du Député du Cercle de Franconie, que ce n'étoit pas seulement par les lettres de l'Ambassadeur des Etats-Généraux à Londres, mais par le Roi d'Angleterre même, que le Prince d'Orange étoit assuré que Sa Majesté avoit promis à Sa Majesté Britannique, qu'il n'attaqueroit aucune Place dans les Pays-Bas après la prise de Luxembourg; que

6 Juin
1684.

ce Prince s'en étoit fait fort auprès des Alliés , sans compter ce que le Pensionnaire Fagel en avoit déclaré le 20 de Mai aux Etats de Hollande ; & que bien que j'eusse représenté à M. de Barillon par trois lettres consécutives , de quelle importance il étoit que l'Envoyé d'Angleterre détrompât les Etats-Généraux & leurs Alliés de ces impressions qui pouvoient empêcher la Paix , & qu'il m'eût écrit que cet Envoyé avoit reçu cet ordre ; Chudley m'avoit assuré qu'on ne lui en avoit rien mandé , & qu'on lui avoit simplement écrit d'exhorter les Etats Généraux à profiter du délai de dix jours que le Roi leur devoit donner après la prise de Luxembourg. C'est pourquoi j'appréhendois beaucoup que le Pensionnaire Fagel ne rassurât les esprits lorsqu'il apprendroit le prompt retour du Roi à Versailles , & qu'il ne leur donnât à entendre , que c'étoit l'effet de la convention secrète , qui étoit entre Sa Majesté & le Roi d'Angleterre ; car on étoit trop accoutumé à voir que le Roi vouloit lui-même animer les Troupes par sa présence , pour croire qu'elles dussent entreprendre quelque chose de considérable quand Il n'y seroit pas. Que je ne doutois pas que les bien intentionnés ne fussent fort en peine , lorsqu'ils apprendroient le départ du Roi , avant que la Province de Hollande eût délibéré ; car ils savoient la terreur que sa présence imprimoit en Hollande , & que c'étoit-là le plus fort argument par où l'on auroit appuyé ses menaces , & le plus puissant moyen qui auroit porté les Etats Généraux à accepter ses offres.

JE n'avois pas encore achevé ma Lettre , que les Etats-Généraux m'apportèrent la Résolution qu'ils avoient prise ce matin-là , qui contenoit :

QUE le délai de douze jours que Sa Majesté leur accordoit étoit si court , qu'il n'étoit pas possible qu'on pût dans le tems limité faire aucune délibération dans les Provinces des Etats-Généraux , & moins encore avec les Ministres de Sa Majesté Ca-

tholique , & de leurs autres Alliés : qu'ainsi ils demandoient un tems suffisant pour donner connoissance de ces dernières offres à leurs Provinces , & à leurs Alliés , & en avoir réponse.

ILS disoient de plus , qu'ils croyoient que l'intention de Sa Majesté étoit que l'accommodement qui se devoit faire fût universel , & s'étendît à tous ceux qui étoient leurs Alliés ; & qu'aussi tous les différends qui s'étoient mus en quelque quartier du Monde que ce put être , soit au Nord , soit au Sud , vinssent à cesser.

JE répondis sur le premier point , qu'il étoit inutile de donner un plus long délai à l'Espagne des intérêts de qui il s'agissoit principalement. Que le Marquis de Grana avoit des pouvoirs suffisans , & qu'en tout cas le Roi avoit prevenu cet inconvénient par les facilités qu'il avoit apportées , en offrant de demeurer obligé pendant six semaines aux conditions qui auroient été réglées à la Haye dans un Traité , pourvu que l'Espagne le ratifiât en bonne & due forme dans six semaines. A l'égard des Etats-Généraux , que le terme de douze jours suffisoit , & qu'ils en auroient treize si Luxembourg ne s'étoit rendu que le 3. Et comme je savois qu'il étoit effectivement très difficile d'avoir réponse en douze jours des Provinces éloignées , je leur dis que s'ils demandoient des délais pour en abuser , le Roi seroit aussi éloigné de le faire , qu'il auroit d'indulgence lorsqu'il n'y auroit que la forme de leur gouvernement qui empêcheroit qu'ils ne me donnassent une Résolution de toutes les Provinces : comme par exemple , si au bout de huit jours qui leur restoit , les Provinces de Hollande , de Gueldres , d'Utrecht , de Frise , & d'Overissel me venoient déclarer qu'elles avoient accepté les propositions , & qu'il ne fût besoin que d'un jour ou deux pour recevoir les Résolutions de Zelande & Groningue , je supplerois le Roi d'avoir agréable que je signasse le Traité un jour plus tard ; mais que si les Provinces qui pouvoient délibérer dans

huit jours ne l'avoient pas fait , ils devoient compter que bien loin de leur donner un quart d'heure de délai , Sa Majesté employeroit ses armes pour se faire rendre la juste satisfaction qui lui étoit dûe. Cette Déclaration ne m'engageoit à rien ; car je savois que lorsque la Province de Hollande , qui n'avoit pas besoin de huit jours , auroit résolu cette affaire , on la pouvoit compter infailliblement faite. Cependant , cela leur faisoit voir qu'on ne prétendoit pas leur imposer des conditions qu'ils ne pouvoient accomplir , & qu'on y procédoit de bonne-foi.

A l'égard du second point , je leur répondis , que l'intention du Roi étoit de procurer le repos à toute la Chrétienté , & qu'il étoit certain qu'aussi-tôt que les Etats-Généraux auroient accepté les propositions de Sa Majesté , tous les autres différends seroient bien-tôt terminés. Et comme ils me parlèrent de ceux qui étoient entre le Roi de Danemark & le Duc de Holstein , je leur témoignai que c'étoient des choses qui ne regardoient pas ce qui se traitoit à la Haye ; outre que le Roi avoit offert & offroit encore , que s'il y avoit une Treve avec l'Empire , ou avec l'Espagne , ou avec tous les deux , elle fût commune à ses Alliés , en cas qu'ils s'en voulussent servir ; en sorte qu'ils ne pourroient être troublés ni inquiétés dans la possession où ils étoient.

8 Juin
1684.

J'INFORMAI l'Ambassadeur de Danemark au sortir de cette conférence de la réponse que j'avois rendue aux Etats - Généraux , qui m'en témoigna être fort content. Nous convînmes lui & moi qu'il se plaindrait qu'on m'eût parlé des affaires qui regardoient le Roi son maître , & qu'on ne se fût pas adressé à lui. Mais le Sieur Dickfeld , qui avoit entamé cette matiere chez moi , lui répondit que j'en avois parlé le premier , & les Etats lui enverroient leur Résolution pour faire voir qu'il n'en étoit pas fait mention. Nous ne fûmes point fâchés lui & moi de cette réponse , & ce désaveu nous fit croire que ces Messieurs n'en avoient parlé que

pour sonder mes sentimens, sans vouloir entrer tout de bon dans ces sortes d'affaires

MESSIEURS d'Amsterdam ne furent pas moins satisfaits des éclaircissemens que j'avois donnés aux Etats Généraux. Ils me firent dire qu'ils seroient d'une grande utilité pour detromper ceux à qui l'on vouloit faire accroire que le Roi leur demandoit des choses qui ne dépendoient pas d'eux, ou qui étoient impossibles; mais qu'il étoit nécessaire après avoir donné ces explications, que ceux qui croyoient les Pays Bas en sûreté, (quand même on ne prendroit aucune résolution dans les Etats-Généraux) vissent des préparatifs qui les persuadassent du contraire; & que cependant je ne leur fisse aucune menace, parce qu'ils s'imagineroient qu'on n'avoit d'autre dessein que de les intimider. Ainsi je résolus de ne point agir, & je crus qu'il étoit du bien du service du Roi, qu'après leur avoir exposé ce que Sa Majesté leur offroit, ce qu'Elle souhaitoit d'Eux, & les suites que leur refus ou leur négligence leur pouvoit attirer, je parusse fort indifférent; puisque cela les feroit plus penser à Eux que tout ce que je leur pourrois dire, pourvû qu'ils apprissent que les Troupes du Roi se disposoient à agir après le terme expiré.

L'ENVOYÉ d'Hanover me vint voir le lendemain de cette conference, & me représenta beaucoup plus vivement que les Etats-Généraux n'avoient fait, l'injuste possession dans laquelle le Roi de Danemark étoit du Holstein, les contributions qu'il tiroit sans aucun droit du Pays de Mekelbourg, & les desseins qu'il avoit sur la Ville de Hambourg. Je m'en tins avec lui aux mêmes réponses que j'avois faites aux Etats-Généraux: que toutes ces choses-là n'étoient ni de ma connoissance ni de mon ministère; qu'il suffisoit que je promisse au nom du Roi aux Etats-Généraux, que du jour que le Traité seroit signé à la Haye, Sa Majesté donneroit encore au mois à la Diete de Ratis-

bonne pour l'acceptation de la Treve aux conditions qu'Elle avoit offertes; & que s'il y avoit quelque chose de plus à régler, cela le feroit à la Diète de Ratisbonne.

CEPENDANT, je mandai au Roi, que si les Etats-Généraux me pressoient encore là-dessus, je me regleroie selon les ordres dont il m'avoit honoré le 7 de Mai; mais que je me trouverois bien plus embarrassé, s'ils s'avissoient de me dire qu'il n'étoit pas juste de stipuler par un Traité qu'ils ne donneroient aucun secours contre les Alliés de Sa Majesté, en même tems qu'Elle conservoit la liberté d'agir contre les Alliés des Etats-Généraux; que s'il n'étoit question que des intérêts de l'Espagne, cette clause se pourroit mettre comme Sa Majesté l'avoit marqué; mais qu'il y avoit des Princes en Allemagne, sans compter le Roi de Suede, avec qui ils avoient des alliances; que si ces Princes-là avoient des démêlés avec la Couronne de Danemarck, il n'étoit pas juste qu'ils les abandonnassent, & que le Roi assistât le Danemark. Que je ne doutois pas que le Pensionnaire Fagel ne formât cette difficulté; car pour ce qui regardoit les Etats-Généraux, je ne voyois aucune apparence, qu'après qu'ils n'avoient pas voulu entrer en guerre contre Sa Majesté pour la conservation de Luxembourg, ils voulussent s'y engager pour les intérêts de la Suede.

Mrs. d'Amsterdam demanderent le 7 de Juin par un Mémoire, qu'on leur rendît leurs Papiers: mais ils ne purent l'obtenir.

L'Envoyé d'Espagne présenta le même jour un Mémoire aux Etats-Généraux, qui contenoit qu'il n'avoit aucun avis que Luxembourg se fut rendu le premier de Juin; mais que quand il seroit pris, il déclaroit encore ce qu'il avoit dit tant de fois, que le Roi son maître n'accepteroit jamais les injustes & imparticables propositions de la France, & ne feroit ni Paix ni Treve sans avoir Luxem-

bourg, puisqu'il lui étoit impossible sans cette Place, de conserver le reste des Pays-Bas, principalement à cause de la séparation qu'il y avoit entre l'Allemagne & les Pays-Bas. Que tous leurs Alliés avoient toujours si bien compris l'importance de Luxembourg, tant pour la défense du reste des Pays-Bas, que pour la sûreté & la liberté de l'Empire & des Provinces-Unies, qu'ils avoient été d'avis qu'il falloit tout hasarder pour sa conservation, qui faisoit aussi celle du Cercle de Bourgogne. Que la France ne se contentoit pas d'avoir semé de la division dans la République de Hollande, qu'Elle vouloit encore par ses nouveaux artifices désunir cette République d'avec ses Alliés, en assurant que les Etats-Généraux avoient empêché les Troupes qu'ils avoient envoyées en Flandre pour la défense des Pays Bas Espagnols, de commettre aucun acte d'hostilité contre celles de Sa Majesté Très Chrétienne. Qu'il avoit déclaré & déclaroit encore, qu'il n'avoit aucun pouvoir, & qu'il n'en recevrait point pour signer les propositions de la France; & qu'il n'y avoit point de puissance en Europe qui pût jamais faire agréer ces propositions au Roi d'Espagne; qu'ainsi il espéroit que les Etats-Généraux & les autres Alliés de l'Espagne feroient en sorte, ou par les Traités, ou par la force des armes, que Luxembourg seroit remis entre les mains de Sa Majesté Catholique.

CE Mémoire fut confirmé par les Lettres qu'on reçut ce jour-là 7 à la Haye: elles apprirent que Luxembourg n'étoit pas encore rendu le 3. Il n'en fallut pas davantage pour suspendre toutes les délibérations qu'on avoit commencées sur mon Mémoire du 5; tant il est vrai que ces gens là ne se conduisoient que par la peur, & qu'un Mémoire, présenté avant la reddition de Luxembourg, étoit une chose inutile. Mais la nouvelle de la prise de cette Place étant arrivée le 8, & le Pensionnaire Fagel se voyant à bout de toutes ses finesses, voulut rompre l'Assemblée de Hollande:

mais Messieurs d'Amsterdam déclarerent que si la Province se séparoit sans avoir pris une Résolution sur mon Memoire, ils prendroient leurs mesures en leur particulier, & ne fourniroient plus rien à l'Etat. Le Pensionnaire Fagel fut frappe de cette Declaration; & pâlit extrêmement, Il ne lui fut pas possible, quelque effort qu'il fit de séparer l'Assemblée, qu'on n'eut pris auparavant une Résolution sur les offres du Roi. On mit l'affaire sur le tapis, & tous les Députés conclurent unanimement de presser l'Espagne de s'accommoder, & qu'il falloit avoir pour cet effet ce matin-là une conférence avec les Ministres des Alliés. Onze des premières Villes furent absolument d'avis de signer un Traité avec le Roi, ou du consentement de l'Espagne, ou sans son contentement; mais les autres n'ayant point d'instruction là-dessus, il fut résolu qu'on parleroit à l'Envoyé d'Espagne, & qu'ensuite de sa réponse, on verroit ce qu'on auroit à faire.

9 Juin
1684.

ON porta sur le champ cette Résolution aux Etats-Généraux qui s'y conformerent. Les Députés de Frise & de Groningue s'expliquerent en cette occasion-là, selon leur coutume, en termes très forts touchant la nécessité d'un prompt accommodement, & donnerent par écrit les Protestations qu'ils avoient préparées depuis long-tems, déclarant que si faute d'accepter dans le tems les propositions que le Roi faisoit offrir pour faire la Paix ou la Trêve, les Etats se trouvoient engagés dans la guerre; ils ne prétendoient pas d'y entrer en quelque façon que ce pût être, & qu'ils se sépareroient plutôt des autres Provinces, qui par leur mauvaise conduite auroient jetté les Etats-Généraux dans ce précipice.

9 Juin
1684.

LES Députés des Etats Généraux eurent le lendemain 9 la conférence avec l'Envoyé d'Espagne qui avoit été résolue, & le presserent aussi fortement qu'il se pouvoit. Il ne leur répondit que par des emportemens & des extravagances &

outrées, que les Envoyés de Suède & de Luxembourg n'osèrent les appuyer: mais ils tâchèrent indirectement d'accrocher les affaires sous le nom spécieux d'un accommodement général. Sur le rapport que le Député de la Province de Hollande aux Etats-Généraux fit de cette conférence aux Etats de Hollande, ils se séparèrent pour aller consulter leurs Supérieurs; à condition qu'ils seroient de retour le 13 du même mois pour s'assembler le 14 au matin, à peine d'une grosse amende. Messieurs d'Amsterdam me firent avertir que le Pensionnaire Fagel avoit porté dans cette Assemblée quatre principaux points, qu'il disoit avoir été proposés par les Alliés, sur lesquels les Députés eurent ordre de savoir l'avis de leurs Villes, en même-tems qu'ils le demanderoient sur mon Mémoire.

LE premier point étoit, que pendant la Trêve, le Prince d'Orange ne fut pas obligé de prêter foi & hommage au Roi des Terres de Wianden, S. Witt, & des autres qu'il a dans le Luxembourg.

LE second, que ce Prince fut rétabli dans la paisible possession d'Orange comme il étoit par le passé.

LE troisième regardoit le décret de ses biens que la Princesse d'Ilenguien poursuivoit.

LE quatrième étoit que le Roi consentît de ne se pas mêler des affaires qui étoient entre le Roi de Danemark & le Duc de Holstein.

LES Etats-Généraux eurent ce même jour une longue conférence avec les Envoyés d'Angleterre & de Brandebourg touchant ces mêmes affaires du Holstein, & les intérêts du Prince d'Orange. J'en fus averti par mes amis, car ces deux Envoyés ne m'en parlèrent point jusqu'à ce que les lettres pour l'Angleterre & pour Berlin fussent parties. Celui de Brandebourg me vint dire le premier qu'on vouloit demander une Déclaration à Sa Majesté qu'Elle ne se mêleroit pas des démêlés que le Roi de Danemark avoit avec le Duc de Holstein.

QUE pour ce qui regardoit le Prince d'Orange , on n'insistoit pas qu'il ne fût pas foi & hommage au Roi , mais seulement qu'il ne fût pas obligé de le rendre en personne ; qu'il ne s'étoit pas engagé d'en faire aucun office auprès de moi , ni auprès du Roi , mais seulement auprès de M. l'Electeur de Brandebourg , & qu'il en avoit dit la raison aux Etats-Généraux , qui étoit que M. l'Electeur l'avoit seulement chargé de parler au Prince d'Orange pour le raccommo-der avec Sa Majesté , & que si ce Prince avoit voulu répondre favorablement aux avances qu'il lui avoit faites , il avoit ordre de dépêcher aussi tôt un Courier à l'Envoyé que l'Electeur son Maître avoit en France ; mais que le Prince d'Orange l'ayant éconduit , il n'avoit rien à dire là-dessus. Ces sortes d'avances de l'Electeur de Brandebourg pour le Prince d'Orange n'accordoient pas les affaires générales ; & toutes les assurances que je pouvois donner ne remettoient pas les esprits quand on leur faisoit entendre qu'il ne tenoit qu'au Prince d'Orange de rentrer dans les bonnes grâces du Roi ; d'autant plus que cet Envoyé avoit déjà fait confidence à Messieurs d'Amsterdam que le Roi avoit assuré M. l'Electeur de Brandebourg que si le Prince d'Orange faisoit un pas , Il en feroit dix ; & que c'étoit là-dessus que M. l'Electeur pressoit le Prince d'Orange de se raccommo-der.

IL est certain que l'Envoyé de Brandebourg vouloit profiter de cette occasion pour se mettre bien auprès du Prince d'Orange ; & pour y parvenir , il tâchoit de le tirer avant que la Paix se fût de l'embaras où il étoit , & d'où il appréhendoit que ce Prince ne sortît pas aisément , quand les affaires seroient conclues. C'est dans cette vue , qu'il vouloit se rendre médiateur entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam , disant que l'Electeur son Maître lui avoit ordonné de réunir la République.

Je récapitulai dans une lettre que j'écrivis le 10 de Juin au Roi tout ce qui s'étoit passé jusques-

là, & je fis un plan de l'état où étoit ma négociation, où je marquai que le Pensionnaire Fagel, les Envoyés de Suede & de Lunebourg voyant qu'ils ne pouvoient plus s'opposer directement à la Paix, tâchoient d'en traverser la conclusion par toute sorte d'incidens qu'ils faisoient naître des intérêts du Prince d'Orange, & des démêlés d'entre le Roi de Danemark & le Duc de Holstein. Je fis ensuite un détail des difficultés que j'avois pénétré que ces Envoyés vouloient former & des reponses que j'avois résolu d'y faire si les Etats Généraux m'en parloient avant que je pusse être honore des ordres de Sa Majesté.

QUE ce qui regardoit le Prince d'Orange étoit divisé en trois points. Qu'il ne fût pas tenu pendant la Trêve de faire foi & hommage au Roi des Terres qu'il possédoit dans le Luxembourg. Qu'on le rétablît dans la Principauté d'Orange comme il y étoit autrefois; & qu'on arrêtât les poursuites que la Princesse d'Isenghien faisoit faire sur ses biens.

J'ASSURAI Sa Majesté, que je ne souffrirois pas qu'il fut rien mis de ces sortes de choses dans le Traité, comme n'y appartenant pas. Que je dirois à l'égard du premier point, que ce n'étoit pas laisser Sa Majesté en possession de ce dont Elle jouïssoit, que de la priver des foi & hommage qui lui étoient dûs, & que cela impliquoit contradiction.

POUR ce qui étoit de la Principauté d'Orange, que ce Prince y étoit rétabli conformément à ce qui avoit été réglé par le Traité de Nîmegue; & qu'ainsi il n'y avoit rien à stipuler là dessus. Que l'assignation, qui lui avoit été donnée, étoit la suite d'un procès qui duroit depuis que la Maison de Nassau étoit en possession de cette Principauté, & que le Roi laissoit dans son Royaume un libre cours à la justice.

QUE c'étoit à peu près la même réponse que je ferois sur le Décret que la Princesse d'Isenghien faisoit faire des biens du Prince d'Orange.

L'ENVOYÉ de Lunebourg ne s'arrêtoit pas seule-

ment à la discussion des démêlés du Roi de Danemark & du Duc de Holstein : mais il prétendoit qu'il n'étoit pas juste que le Roi de Danemark demeurât en possession du Duché de Holstein , du pays de Mekelbourg , de Jever , & des autres lieux qu'il occupoit , ni qu'il en tirât pendant une Trêve de vingt années des contributions. Il ajoûtoit à cela que le Roi de Danemark avoit résolu d'assiéger Hambourg. Que la Maison de Lunebourg se laisseroit plutôt réduire à la dernière extrémité que de le souffrir jamais : que le Roi de Suede s'y opposeroit aussi de toutes ses forces. Que si le Roi secouroit le Roi de Danemark , & que les Etats-Généraux assistassent le Roi de Suede , & la Maison de Lunebourg , on n'auroit fait que transporter le siège de la guerre. Et il concluoit de tout cela , que si le Roi vouloit que stipuler les Etats ne feroient aucun acte d'hostilité contre ses Alliés , ils ne pouvoient sans perdre leur honneur ne pas demander que Sa Majesté n'agît pas non plus contre leurs Alliés.

QUE pour ce qui regardoit les démêlés du Roi de Danemark avec le Duc de Holstein , je me défendrois autant que je pourrois d'entrer dans ces questions-là , & que je les renvoyerois à la Diète de Ratisbonne ; mais , que si je voyois qu'elles arrêtaient la signature de la Paix , j'exécuterois les ordres du Roi , qui vouloit que la Trêve qui se feroit à la Haye fût commune à ses Alliés , en sorte qu'ils ne pussent être troublés ni inquiétés non plus que Sa Majesté dans la possession où ils étoient le premier d'Août 1681.

QUE pour ce qui étoit du siège de Hambourg , je témoignerois aux Etats-Généraux que je n'en avois nulle connoissance ; qu'ils ne devoient pas douter que quand le Roi feroit son Traité avec l'Empire , tous les autres démêlés ne fussent bien-tôt apaisés ; mais , qu'il n'étoit pas question d'en traiter à la Haye , où il ne s'agissoit que des affaires d'Espagne.

QUE je serois plus embarrassé sur la clause que

Le Roi vouloit que j'inferasse, que les Etats Généraux n'agiroient pas contre ses Alliés; car sans doute ils me diroient que le Roi ne faisant avec eux que le Traité qui régarde l'Espagne, il ne pouvoit exiger autre chose des Etats-Généraux sinon qu'ils ne fissent aucune acte d'hostilité contre les Alliés de Sa Majesté en faveur des Espagnols; mais, que les différends que Sa Majesté avoit avec quelques Princes de l'Empire n'étant pas terminés, les alliances subsistoient de part & d'autre, & la faculté reciproque d'assister ses Alliés demouroit toujours. Qu'il n'en étoit pas de même au Traité de Nimegue, dans lequel le Roi rendant beaucoup de Places aux Alliés de l'Etat, il falloit, ou que les Etats-Généraux en fissent pareillement restituer aux Alliés de Sa Majesté, ou qu'ils souffrissent qu'Elle les reprit.

QUE je ne devois pas omettre, qu'on pouvoit m'objecter, que le Roi demandoit la ratification de l'Espagne des cessions & renonciations, &c. mais que ne se faisant à la Haye qu'un Traité de Trêve, l'Espagne ne devoit, ni céder ni renoncer, & qu'il suffisoit qu'elle ratifiât dans six semaines en bonne & dûe forme le Traité de Trêve qui seroit conclu à la Haye. Sa Majesté en convint, & m'écrivit qu'Elle ne demandoit autre chose.

J'ENVOYAI dans cette même dépêche un Mémoire de l'Envoyé d'Espagne, présenté aux Etats-Généraux le 9 de juin, par lequel il leur remontrait qu'après les déclarations précises qu'il leur avoit faites le 7. qu'il n'avoit aucun pouvoir de signer les injustes propositions de la France, & que le Roi son Maître ne les agréeroit jamais, il étoit surpris de voir dans un de mes Mémoires qu'ils m'eussent représenté que le délai de douze jours étoit trop court pour pouvoir faire des délibérations avec les Ministres de S. M. Catholique. Qu'ils n'avoient rien à délibérer sur les propositions de la France, & sur ses délais, ni avec lui, ni avec le Gouverneur des Pays Bas, ni avec quelque Ministre d'Espagne que ce

fût ; que tout ce que les Etats-Généraux avoient à délibérer entre Eux , étoit s'ils vouloient renoncer à l'amitié & aux Traités qu'ils avoient avec le Roi d'Espagne ; s'ils vouloient abandonner les Pays-Bas , & manquer à l'obligation d'assister Sa Majesté Catholique en quelque endroit du monde qu'on lui fassé la guerre , & s'ils vouloient se séparer de tous leurs autres Alliés.

QUE la France n'avoit travaillé depuis la paix de Nimegue qu'à engager les Etats Généraux à ne se pas mêler de la defense des Pays-Bas ; mais que quand les Etats les abandonneroient , tant que le Roi d'Espagne y auroit un Soldat , il ne s'abstien-droit point d'y faire la guerre à la France. En un mot , que le Roi son Maître ni l'Empereur ne vou-loient ni Paix ni Treve , que par un Traité général & commun , résolu , conclu , & signé en même-tems avec inclusion de tous leurs Alliés ,

LES Créatures du Prince d'Orange , & les Mini-
stre Autrichiens , crurent que ces déclarations de
l'Envoyé d'Espagne , la discussion des démêlés qui
étoient entre le Roi de Danemark & le Duc de
Holstein , les affaires de Meklembourg , & les in-
térêts du Prince d'Orange , n'étoient pas capables
de traverser la conclusion du Traité. Ils résolurent
de faire présenter de nouveaux Mémoires le 12
de Juin par tous les Alliés , afin que cela fit plus
d'impression dans les Villes où on délibéroit ac-
tuellement sur mes propositions.

LE Mémoire de l'Envoyé d'Espagne parut le
premier. Il leur déclara que quoiqu'il eût fait con-
noître dans la dernière conférence qu'il avoit eue
la veille avec Eux , l'importance & la nécessité
que l'accommodement des différends survenus en-
tre la Couronne de France & la République de Ge-
nes fût une partie de l'accommodement général ;
néanmoins comme il avoit reçu ce même jour
des ordres d'Espagne , il se trouvoit obligé de leur
déclarer au nom & de la part du Roi son Maître ,
que le sort de la République de Gènes étoient
insépa-

13 Juin
1684.

inséparable des intérêts de Sa Majesté Catholique ; non-seulement à cause de la convenance du maintien de la République de Genes pour la conservation de la liberté de toute l'Italie, & du libre Commerce du Levant, mais aussi à cause du point d'honneur où le Roi d'Espagne se trouvoit engagé, puisque la République de Genes, se voyant réduite en cendres, n'avoit pas voulu se détacher de l'honneur de l'amitié de Sa Majesté Catholique, à quoi la France l'avoit voulu obliger. Ainsi le Roi d'Espagne en reconnaissance d'une action si noble, si ferme, & si héroïque, avoit résolu de ne faire ni Paix ni Treve avec la France, qu'avec l'inclusion & la satisfaction de la République de Genes, la considérant comme un de ses plus fideles Alliés.

Ce Mémoire de l'Envoyé d'Espagne fut suivi de ceux du Résident de l'Empereur, de l'Envoyé de Holstein, & de l'Envoyé de Lorraine. L'Envoyé de Holstein déclara aux Députés d'Amsterdam qui étoient aux Etats-Généraux qu'il ne prétendoit pas que l'intérêt de son Maître arrêtât les affaires générales; qu'il prioit seulement les Etats-Généraux comme garans du Traité de Roschild; de s'employer auprès de Sa Majesté qui avoit bien voulu garantir le Traité de Fontainebleau pour faire rétablir son Maître dans ses Etats.

Les Députés des Villes de Hollande revinrent le 13 Juin au soir; ceux d'Amsterdam me firent dire qu'ils devoient demander la levée du scellé qui étoit sur leurs Papiers; mais d'une manière à les vouloir absolument avoir: qu'ils étoient huit Députés pour soutenir leurs sentimens avec plus de force: qu'ils avoient résolu d'obliger le Pensionnaire Fagel de former une conclusion à la pluralité de voix; & que s'il le refusoit, ils le feroient sortir de l'Assemblée de Hollande, & feroient conclurre par le Pensionnaire de Dort, ou par celui de quelqu'une des Villes suivantes.

QUE s'il arrivoit que Fagel, soit par raisonne-

mens , séductions , menaces ou autrement empê-
 chât que la pluralité des voix dans les Etats de
 Hollande n'allât à faire la Treve aux conditions
 du 29 d'Avril , ils avoient apporté de fortes Pro-
 testations qu'ils donneroient par écrit . avec une
 Déclaration précise qu'ils se séparoient des autres
 Membres de l'Etat

ILs avoient même déjà commencé à exécuter
 la déclaration qu'ils avoient faite de ne vouloir
 rien contribuer à l'Etat ; car ils avoient défendu
 au Receveur Général de payer aucune chose en
 leur nom de l'argent qui pouvoit être dans la
 caisse commune , à laquelle ils ne fournissoient plus
 rien . Et deux jours après ils fermerent leurs
 Comptoirs , & déclarerent aux Etats de Hollande
 qu'ils les tiendroient fermés jusqu'à ce qu'on leur
 eût fait satisfaction sur la restitution de leurs Pa-
 piers.

COMME je leur avois fait connoître que l'inclu-
 sion des affaires du Nord , & ces intérêts du Prin-
 ce d'Orange apporteroient des obstacles à la paix ,
 ils me manderent par la même voie qu'ils avoient
 résolu dans leur Ville de ne pas arrêter le Traité
 à aucune de ces deux affaires ; qu'ils se contente-
 roient à l'égard de celles du Prince d'Orange , que
 je me chargeasse d'en écrire à Sa Majesté , ce qu'ils
 faisoient pour ne point paroître animés personnel-
 lement contre ce Prince . Que pour celles du Nord ,
 il n'y insisteroient pas après une legere tentative.

Je mandai au Roi que les affaires ne pouvoient
 être en meilleur état , puisque le sentiment de cet-
 te Ville-là entraînoit ordinairement celui de plu-
 sieurs autres Membres des Etats Généraux.

Que si le Prince d'Orange avoit assez d'autori-
 té pour empêcher que l'avis de Messieurs d'Am-
 sterдам ne fût suivi , une partie des Etats - Géné-
 raux s'alloit engager dans une guerre qu'ils ne pour-
 roient soutenir trois mois , & qu'il ne dépendroit
 que du Roi de la finir par une paix qui rétablirait

16 Juin
 1684.

hautement le parti Républicain; que c'étoit l'effet de la bonté que Sa Majesté avoit eu de ne pas augmenter ses prétentions après la prise de Luxembourg qui avoit établi une si entière confiance en sa parole, qu'il n'y avoit personne excepté les Partisans du Prince d'Orange, qui n'avoüât que Sa Majesté aimoit la République, & qu'Elle vouloit sérieusement lui procurer la paix.

Qu'au contraire les démarches du Prince d'Orange faisoient voir qu'il ne songeoit qu'à les jeter dans une funeste guerre: & le campement qu'il faisoit alors à Notre-Dame de Halle, sans l'ordre des Etats-Généraux & contre leur intention, fut une des choses qui marqua plus ses intentions, & qui lui fit plus de tort.

LES Etats-Généraux me vinrent trouver le 14^e 15^e Juin de Juin sur les sept heures du soir, & m'apportèrent la Résolution qu'ils avoient prise ce jour-là, 1684. qui contenoit, qu'après avoir examiné le Mémoire que je leur avois donné le 7 du même mois, & le rapport que leurs Députés leur avoient fait de la conférence qu'ils avoient eue avec moi au sujet de ce Mémoire, ils avoient jugé à propos de ne représenter, qu'ils inclinoient à persuader le Roi d'Espagne d'accepter la Treve aux conditions que je leur avois proposées le 29 d'Avril, & le 1^{er} de Mai, à condition que l'accommodement fût universel, tant pour l'Empire, qu'au regard du Nord, & qu'ils souhaiteroient volontiers d'examiner avec moi quels seroient les moyens les plus propres pour traiter cette affaire, & de savoir quelle sûreté on pourroit se donner réciproquement, me priant pour cet effet de leur accorder un plus long délai.

Je leur répondis que le Roi vouloit certainement la paix; que je n'avois pas besoin d'en alléguer d'autres preuves que celles que Sa Majesté en vouloit bien donner Elle-même, lorsqu'Elle se tenoit encore après la prise de Luxembourg aux mêmes conditions qu'Elle avoit offertes auparavant, &

qu'Elle consentoit outre cela de demeurer obligée pendant un mois , à compter du jour de la signature du Traité qui se feroit à la Haye , aux mêmes conditions qu'Elle avoit proposées à l'Empire ; que c'étoit - là tout ce qui dépendoit de Sa Majesté ; tout ce qu'Elle leur avoit offert ; & tout ce qu'ils pouvoient raisonnablement lui demander. Que s'il y avoit dans la suite quelque-chose qui leur causât une légitime inquiétude , Sa Majesté leur avoit donné trop de preuves du soin qu'Elle avoit de leur repos , pour croire qu'elle le laissât troubler par d'autres endroits ; & que si l'on vouloit finir à la Haye les affaires entre la France & l'Espagne , ils ne devoient pas douter que Sa Majesté ne s'employât fort volontiers à leur procurer tout ce qui seroit de leur satisfaction. Mais qu'il n'étoit ni juste ni raisonnable de me vouloir obliger à entrer là-dessus dans aucune convention , soit par des articles qui seroient inférés dans le Traité entre la France & l'Espagne , soit par des articles séparés , puisque si l'on en usoit ainsi , on tomberoit insensiblement sous prétexte des affaires du Nord & de celles du Sud dans le labyrinthe d'un Traité général ; que c'étoit - là ce qu'avoient tenté depuis trois ans ceux qui avoient souhaité d'envelopper toute l'Europe dans une guerre générale sous prétexte d'un accommodement général ; que c'étoit ce qu'ils tentoient encore à cette heure sous d'autres termes & d'une autre maniere. Que cette Proposition vague des démêlés du Nord , faisoit assez voir que quelque couleur apparente qu'on lui pût donner , elle n'étoit cependant suscitée que par ceux qui n'osant s'opposer directement à la paix , tâchoient d'y faire naître tant d'obstacles que les Etats-Generaux seroient obligés de laisser passer sans rien conclurre le tems dans lequel Sa Majesté consentoit de demeurer obligée à ses Propositions ; & pour le redire encore une fois , qu'on ne me pouvoit rien demander de plus , sinon que je traitasse à la Haye les affaires de l'Espagne aux conditions proposées par Sa Majesté ;

qu'on renvoyât à Ratisbonne celles qui regardoient l'Empire ; & afin qu'on les y pût conclurre , que Sa Majesté demeurât obligée pendant un mois aux mêmes conditions qu'Elle y avoit offertes. Que ceux qui composoient cette Diète étoient sages & éclairés ; qu'ils avoient les intérêts de l'Empire à cœur , & qu'ils sauroient bien travailler à établir son repos. Enfin , que si la Résolution des Etats-Généraux étoit de ne consentir ni à Paix ni à Trêve entre la France & l'Espagne , & de refuser les offres que Sa Majesté leur faisoit pour la tranquillité des Pays-Bas & pour la sûreté de la Barrière , à moins que je ne m'engageasse de concerter avec eux des articles sur des choses qui n'étoient ni de mon Ministère , ni de ma connoissance ; ce seroit un grand malheur pour la Chrétienté , & sur lequel le Roi n'ayant rien à se reprocher , j'espérois que Dieu continueroit toujours de bénir ses armes. Mais si au contraire ils étoient satisfaits qu'on leur offrît de terminer par un prompt accommodement les démêlés qui étoient entre la France & l'Espagne , qu'on remît le calme dans leur voisinage , qu'on pourvût à la sûreté de leur Barrière , & qu'on rétablît le repos dans l'Empire par une Trêve de vingt années , je leur réitérois qu'en ce cas j'étois prêt de signer incessamment le Traité , & de passer en même-tems auprès du Roi mon Maître les offices dont il leur plairoit de me charger.

QUE pour ce qui étoit de la prorogation du délai , & de la demande qu'ils me faisoient de quel terme de douze jours avoit commencé , je pouvois leur répondre , que le Gouverneur de Luxembourg avoit signé le 4 du mois de Juin la capitulation en vertu de laquelle la Place étoit passée dans la possession de Sa Majesté , & qu'ainsi on devoit compter cette Ville au Roi de ce jour-là ; mais , que quelques uns de leurs Députés ayant objecté , que les troupes du Roi n'avoient été mises en possession d'une des Portes de la Ville que le 6 au

matin, je leur avois répété ce que je leur avois déjà déclaré dans ma réponse du 7 du même mois; c'est-à-dire, que je ne m'arrêteroïs pas à ces deux jours-là, & que je consentirois de commencer à compter les douze jours du 6 lorsqu'il ne seroit plus besoin que d'avoir du tems pour l'employer utilement; mais, que comme je leur avois déjà dit que je me régleroïs selon que je verrois qu'ils travailleroient sérieusement à la Paix, & qu'ils ne seroient arrêtés que par la forme de leur Gouvernement, j'étois obligé de leur dire que je voyois avec déplaisir que ce n'étoit point cela qui les retenoit; que c'étoient des difficultés qui étoient hors de l'affaire, & des conditions qu'ils vouloient imposer aux offres de Sa Majesté, qui détruisoient l'acceptation qu'ils témoignoit en vouloir faire. C'est pourquoi je leur avois dit que s'ils vouloient la Paix générale aussi sérieusement qu'ils le protestoient, il n'y avoit ni de plus prompt ni de plus sûr expédient que de convenir nettement & sans restriction des offres de Sa Majesté, ce que je les priois de faire avant l'expiration du terme (en cas que ce fût leur intention) n'étant pas en mon pouvoir d'accorder aucun délai, & eux jugeant assez d'eux-mêmes qu'il n'étoit pas de la prudence du Roi de perdre en de nouveaux délais les avantages que lui donnoit la saison, & qu'il devoit attendre du bon état de ses armées.

Je mandai au Roi que j'avois trouvé moyen dans cette conférence de faire expliquer les Créatures du Prince d'Orange qui y étoient, de leur dessein secret qui n'étoit autre que de m'engager dans des négociations qui ne pouvant être achevées de plusieurs mois, jetteroient inévitablement toute l'Europe dans la guerre; que j'avois tiré d'eux par diverses questions, qu'ils desiroient seulement de savoir si Sa Majesté vouloit pacifier les affaires du Nord; que quand Elle m'auroit fait savoir qu'Elle le vouloit bien, on seroit une convention parti-

culiere entre Sa Majesté & les Etats-Généraux, par laquelle on regleroît les affaires du Nord : dans ces affaires on mettroit les intérêts du Duc de Holstein, ceux de Meklembourg, ceux de Jever, ceux de Grœttil, ceux de la Ville de Dockster, ceux de la Maison de Lunebourg, les plaintes que le Roi de Suede faisoit que Sa Majesté n'avoit pas voulu souffrir qu'il fît passer des Troupes en Allemagne. Enfin, on vouloit ramasser tout ce qu'on pouvoit imaginer pour ne sortir jamais d'affaire : que je soupçonnois même qu'on vouloit faire quelque chose de plus, & que dès que je me serois relâché seulement à dire que Sa Majesté vouloit bien pacifier le Nord, on n'arrêteroît pas seulement par là tout court la conclusion du Traité d'Espagne, mais on le romproit entierement, en l'attachant à une convention à laquelle on voyoit si peu de possibilité.

Qu'on m'avoit insinué que ce n'étoit pas la première fois que des Princes s'étoient accordés ensemble, pour empêcher que d'autres n'entraissent en action ; qu'on pourroit de même prendre des mesures entre Sa Majesté & les Etats-Généraux par lesquelles on conviendroît de certaines conditions sur lesquelles on regleroît tous les démêlés que ces Princes pourroient avoir, & que l'on conviendroît en même-tems que l'on n'assisteroit pas ceux qui n'y voudroient pas déferer. Enfin, on me représenta qu'il n'étoit pas juste que la Paix ne se faisant point dans le Nord, Sa Majesté y pût assister ses Alliés, & que les Etats-Généraux fussent obligés d'abandonner les leurs. Je répondis sur cet article tout ce que j'ai marqué ci-dessus.

LES Députés des Etats-Généraux ne me parlerent pas des affaires d'Orange. A l'égard de celles de M. de Lorraine, ils ne s'étoient engagés à autre chose envers son Envoÿe qu'à passer des offices auprès de Sa Majesté.

LES Etats-Généraux ayant fait informer les Etats

de Hollande des Réponses que je leur avois rendues, ceux-ci mirent l'affaire en délibération, & résolurent tout d'une voix le 14 au soir de presser les Espagnols d'accepter les offres de Sa Majesté.

LES Etats de Hollande se rassemblèrent encore le lendemain 15 pour lire ma Réponse, que j'avois mise par écrit. Ils confirmèrent leur Résolution du jour précédent, & en conséquence les Députés aux Etats-Généraux, qui avoient ordre de leur Province de se conformer à l'avis de la Hollande, résolurent d'avoir l'après-dînée une conférence avec leurs Alliés pour les convier de presser les Espagnols d'accepter les offres de Sa Majesté; & les Etats de Hollande résolurent, que si le Ministre d'Espagne les refusoit, ils se rassembleroient le lendemain 16 pour prendre une Conclusion définitive.

QUE je ne pouvois dire quelle seroit cette Conclusion: que je savois seulement, que les Nobles étoient toujours formellement opposés à l'acceptation des offres du Roi; mais, que des dix-huit Villes de Hollande, il y en avoit déjà seize qui étoient d'avis de les recevoir malgré l'Espagne. Que Rotterdam étoit une des deux qui y étoient encore contraires; que comme elle étoit puissante, & que le Magistrat étoit au Prince d'Orange, on ne pouvoit s'assurer de la faire changer, à moins que la populace ne l'y obligéât. Que l'autre étoit Medenblick petite Ville de Nort-Hollande, à laquelle on ne faisoit pas d'attention.

QUE les Régens d'Amsterdam & tous les bien-intentionnés avoient été satisfaits de ma Réponse; qu'ils avoient fort approuvé que je les eusse assurés de la disposition où étoit Sa Majesté de détourner tout ce qui pourroit engager les Etats-Généraux dans la guerre, parce qu'il falloit ôter aux Créatures du Prince d'Orange le prétexte qu'ils prenoient d'intimider les esprits foibles, en leur faisant accroire, que le Roi leur vouloit faire la guerre indirectement par le Roi de Danemark, & par l'Elec-

teur de Cologne. D'ailleurs, qu'ils avoient été fort aises que je n'eusse rien avancé dont le Pensionnaire Fagel eût pû prendre prétexte de dire, qu'il falloit aller consulter les Villes, & consumer ainsi le tems qui restoit du délai.

JE ne manquai pas d'informer l'Ambassadeur de Danemark de ce qui m'avoit été dit dans cette conférence qui regardoit le Roi son Maître. Il me vint apporter le 15 un Mémoire qu'il vouloit présenter aux Etats-Généraux, dans lequel il avoit mis que Jever étoit un Fief en contestation entre le Roi & le Roi d'Espagne. J'appréhendai qu'on ne conclût delà, que cette affaire regardoit l'Espagne, & par conséquent devoit être traitée à la Haye : c'est pourquoi je lui fis changer cet article.

LE Roi m'écrivit le 12, qu'il étoit satisfait de ce que j'avois répondu sur la brieveté du délai de douze jours, & sur ce qui regardoit les différends du Roi de Danemark avec le Duc de Holstein, à l'égard duquel je pouvois ajouter que c'étoit une affaire de famille qui devoit être ajustée entre ces Princes, & dont Sa Majesté ne prétendoit pas se mêler. Qu'Elle étoit bien aisé de me faire encore observer, que l'intérêt de ses Alliés ne devoit entrer que dans le Traité qu'Elle feroit avec l'Empire, & que les offres qu'Elle avoit faites à Ratisbonne d'une Trêve de vingt années devoient laisser toutes choses de part & d'autre au même état qu'elles étoient au premier Août 1681. Qu'elle ne pouvoit rien stipuler de plus en faveur de sesdits Alliés, soit qu'ils desirassent être compris dans le Traité que je signerois, soit qu'ils se contentassent d'être mis dans celui de l'Empire ; & qu'en l'un & en l'autre cas la possession du premier Août 1681. devoit régler provisionnellement toute sorte de différends, à l'exception de ce qui regardoit Strasbourg & ses dépendances.

QU'ELLE m'avoit fait connoître par sa dépêche du 6 de Juin tout ce que je devois faire entendre

Lettre du
Roi du 12
Juin 1684.

aux bien-intentionnés , & par eux aux principales Villes de Hollande , & aux Provinces les plus considérables . pour les désabuser de l'espérance que le Prince d'Orange leur vouloit donner que Sa Maj. n'entreprendroit plus rien le reste de la campagne ; & que comme ils n'auroient pas plutôt laissé écouler inutilement le tems qu'Elle leur avoit donné , qu'ils verroient agir ses Armées avec la même vigueur que si elles étoient animées de sa présence, ils ne devoient pas s'imaginer que leurs troupes se rencontrant dans les Places qui seroient attaquées par les siennes , ils pussent garder avec Sa Majesté la même neutralité qu'ils prétendoient , ni qu'Elle s'engageât à ne point attaquer la Barriere , s'ils ne lui donnoient par un bon Traité toutes les sûretés que je leur avois demandées de sa part , en sorte qu'Elle pût employer ailleurs les troupes qu'Elle avoit pour lors en Flandre.

Qu'ELLE ne doutoit pas que la clause que les Etats avoient mise à la fin de leur Réponse en ces termes (*qu'ainsi de même cessèrent tous les différends qui sont mis en quelque quartier du Monde qu'ils puissent être , tant au regard du Nord que du Sud*) n'eût son rapport à ce que son Armée Navale venoit de faire devant Gènes ; qu'Elle vouloit bien si cette affaire arrêtoit la conclusion du Traité que je promissse en son nom dans un article du Traité, qu'Elle ne pourroit s'emparer de Gènes , ni d'aucune Place ou pays qui en dépendoient , soit par la force de ses armes , ou par telle autre voie que ce pût être ; mais , que si cette Ville continuoit à lui donner des sujets de mécontentement Elle ne vouloit point s'ôter la liberté de la châtier de la manière qu'Elle avoit fait par le moyen de ses Vaisseaux.

SA Majesté ajoûta dans cette Lettre qu'Elle s'assûroit que l'Envoyé d'Angleterre auroit reçu des ordres bien précis de déromper les Etats - Généraux de l'opinion qu'on leur avoit voulu donner

qu'Elle se fût engagée envers le Roi de la Grande-Bretagne à ne plus attaquer de Places dans les Pays-Bas; mais, quoiqu'il en fût, qu'ils seroient bien-tôt persuadés du contraire par l'action de ses armées. Cependant Elle consentoit que je ne fisse plus aucune Proposition de sa part, & me permit seulement au cas que celles que j'avois faites en son nom fussent acceptées, d'en signer le Traité jusqu'à ce qu'Elle eût expressément révoqué le pouvoir qu'Elle m'en avoit donné, ou qu'Elle eut fait de nouvelles demandes. Mais que je me gardasse bien de m'expliquer de cette permission même aux bien-intentionnés, avant qu'on eut effectivement accepté ses offres.

Je répondis sur cette Lettre que je m'étois con- ^{16 Juin}
duit dans les conférences que j'avois eues avec les ^{1684.}
Etats-Généraux, selon le principe que Sa Majesté me donnoit; à savoir, que l'interêt de ses Alliés ne devoit entrer que dans le Traité qu'Elle feroit avec l'Empire; qu'ainsi j'avois toujours soutenu qu'il falloit renvoyer le tout à Ratisbonne. Que les Etats-Généraux n'avoient point encore formé de difficulté sur ce que Sa Majesté ne vouloit pas qu'ils donnassent des secours contre ses Alliés, & qu'il n'y avoit eu jusques-là que les Ministres de leurs Alliés qui avoient relevé cette affaire; mais que si les Etats-Généraux s'arrêtoient à cela, je ne hasarderois pas de rompre le Traité pour faire insérer cette clause de la maniere que l'Ambassadeur de Danemark prétendoit qu'elle se devoit entendre; car il m'avoit déjà dit que le Roi de Danemark seroit fort à plaindre si après s'être attiré bien des ennemis sur les bras, Sa Majesté n'exigeoit pas indefiniment des Etats-Généraux qu'ils ne donneroient aucun secours contre ses Alliés; & que je suivrois l'intention de Sa Majesté, qui étoit nettement marquée dans le Mémoire du 17 Février, & dans sa Lettre du 20 d'Avril dernier, qui portoit que les Etats-Généraux ne pourroient donner aucun secours en

quelque endroit que ce fût, ni contre Sa Majesté ni contre ses Alliés en faveur des Espagnols.

L'AMBASSADEUR de Danemark étoit un homme de beaucoup d'esprit, mais fort fin, qui ne pouvoit néanmoins s'empêcher de faire paroître quelquefois qu'il voyoit à regret les mesures que je prenois avec les Etats-Généraux pour la Paix ; & qu'il auroit bien voulu que le Roi son Maître profitât de cette occasion de faire une guerre avantageuse.

CEPENDANT, tout étoit à la Haye, dans une agitation qui ne se peut exprimer. Les Etats-Généraux avoient pressé le 15 l'Envoyé d'Espagne d'accepter les offres de Sa Majesté : ce Ministre n'y avoit répondu que par des reproches & des injures. Les autres, excepté celui d'Hanover, n'avoient pas beaucoup fait de bruit : mais celui de Suede s'étoit fort emporté, & avoit dit que si les Etats-Généraux concluoient un pareil Traité, il protesteroit par écrit, que c'étoit manquer à leurs alliances & à la bonne foi. Les Créatures du Prince d'Orange de leur côté n'avoient jamaistant fait de brigues & de cabales pour empêcher qu'on n'acceptât les offres de Sa Majesté. Les Etats de Hollande s'étant rassemblés le 16 à huit heures du matin, les contestations & les disputes furent violentes. Je mandai à Sa Majesté que je ne lui en rapporterois pas les particularités ; que j'aurois seulement l'honneur de lui dire que n'y ayant que la voix des Nobles & celle de Rotterdam contraires au sentiment commun, on avoit sommé le Pensionnaire Fagel de conclurre ; qu'il avoit refusé de le faire ; qu'on s'étoit dit là-dessus des paroles fort aigres de part & d'autre ; qu'enfin les dix-sept Villes avoient déclaré qu'elles ténoient l'affaire pour conclue ; que Fagel se trouva forcé par-là de former la Résolution ; après quoi ils étoient convenus de se rassembler à trois heures après midi, & avoient prié les Etats-Généraux de s'assembler à la même heure ; que les Etats de Hollande pour faire voir combien

16 Juin
1684.

Ils avoient cette affaire à cœur, au lieu d'envoyer leur Résolution aux Etats-Généraux, selon la coutume, par le Député qui y étoit de leur part, y étoient allés en Corps (excepté les Nobles, le Pensionnaire Fagel, & la Ville de Rotterdam) & avoient prié les Députés des six autres Provinces de se conformer à celle de Hollande; que ceux de Frise & de Groningue l'avoient fait sur le champ, ^{29 Juin 1684.} mais que le Pensionnaire Fagel avoit si bien pris ses mesures auprès des Députés de Gueldres, de Zelande, d'Utrecht, & d'Overissel, qui étoient tous dépendans du Prince d'Orange, qu'ils firent consumer la journée en de très-fortes contestations. Les Députés de ces quatre Provinces soutinrent toujours, qu'ils avoient ordre de leurs Supérieurs de ne point consentir à la Trêve, à moins que tous leurs Alliés ne fussent compris dans le même Traité, & que le Prince d'Orange ne fut rétabli dans tout ce qu'il demandoit. On fut étonné que Dickfeld, Député d'Utrecht, osât tenir un pareil langage, lui qui avoit ordre positif de sa Province de consentir aux Propositions de Sa Majesté: aussi on ne l'épargna pas, & un Bourguemestre d'Amsterdam lui dit, qu'il alloit contre ses ordres, & en fit voir une copie. Dickfeld répondit, que personne ne pouvoit mieux savoir ses ordres que lui-même, que c'étoit à lui à les déclarer aux Etats-Généraux & à en répondre à ses Supérieurs. Néanmoins, les Députés de ces quatre Provinces ne purent s'empêcher d'envoyer des Couriers à leurs Supérieurs pour leur rendre compte de l'état des affaires, & leur demander de nouveaux ordres. Que les Etats-Généraux étoient allés à neuf heures du soir faire une dernière Déclaration à leurs Alliés; qu'ensuite ils étoient revenus dans leur Chambre de Conseil, où les Etats de Hollande les allerent trouver, pour les presser de ne pas laisser passer ce jour-là sans conclurre: mais, quelque effort qu'ils fissent, ils ne purent rien obtenir d'avantage, bien qu'ils eussent demeuré avec les

Etats-Généraux jusques à une heure après minuit.

LE Pensionnaire Fagel depêcha ce jour-là trois Couriers au Prince d'Orange.

COMME l'empressement des Etats de Hollande venoit de la Déclaration que je leur avois faite que les douze jours devoient être comptés du 4 de Juin, que les Troupes du Roi étoient entrées dans Luxembourg, je n'avois garde de leur dire que le Roi les entendoit du jour qu'on avoit appris cette nouvelle à la Haye, qui n'étoit que le 8. Pour ce qui est de la permission que Sa Majesté m'avoit donnée de recevoir l'acceptation de ses offres tant qu'Elle ne me révoqueroit point ses ordres, s'ils en avoient soupçonné la moindre chose, jamais la Trêve n'eut été faite.

10 Juin
1684.

QUOIQUE les Etats de Hollande eussent été jusqu'à une heure après minuit avec les Etats-Généraux, les Députés d'Amsterdam ne laisserent pas de m'envoyer cette nuit du 16 au 17 celui par qui j'entretenois commerce avec eux, pour me dire qu'ils voyoient de si grands obstacles formés par les Créatures du Prince d'Orange, qu'ils désespéroient presque de pouvoir faire prendre une résolution dans les Etats-Généraux; que si cela étoit, ils étoient résolus de venir, c'est-à-dire, les Provinces de Hollande, Frise, & Groningue me déclarer qu'elles acceptoient à leur égard les offres de Sa Majesté; mais, que ce qui leur donnoit le plus d'appréhension étoit que le Prince d'Orange marchoit avec l'armée de l'Etat, ne doutant pas que ce ne fut pour entreprendre quelque chose. Ils me demandoient donc ce qu'ils pourroient faire pour remédier à ce malheur, s'il arrivoit: & comme ils souhaitoient aussi de savoir si l'Armée de Sa Majesté en Flandre entreprendroit quelque chose, je fis réponse par écrit, cet homme m'en ayant prié de leur part:

QUE le Roi attendroit la fin du délai, & qu'il ne seroit entreprendre aucun siège avant ce tems-là.

QU'APRÈS le délai expiré, si les Etats-Généraux n'avoient rien résolu, on attaqueroit très-assurément une Place des Pays-Bas.

QUE pour remédier à cet inconvénient, si les Provinces qui auroient résolu d'accepter les offres du Roi m'en venoient donner part, je me chargerois de faire auprès de Sa Majesté les offices qu'elles pouvoient raisonnablement desirer, & que Sa Majesté se porteroit toujours à faciliter les dessein de ceux qui étoient pour la Paix, & qui vouloient maintenir la Liberté de la République.

QUE si avant le terme expiré les Troupes que commandoit le Prince d'Orange attaqueroient celles du Roi, ou qu'elles s'avancassent, enforte qu'on en vînt aux mains, si les Provinces qui auroient accepté la Paix, vouloient me donner les moyens pour remédier aux suites que cela pourroit avoir, je m'en servirois très-volontiers, & j'entrois dans tous les expédiens qui pourroient les conserver dans leur liberté, & dans un parfait repos.

JE m'expliquai de bouche plus fortement, mais en lui donnant toutes les assurances d'une protection forte & effective de Sa Majesté pour tous ceux qui vouloient la Paix. Je ne lui témoignai aucun empressement pour faire détacher ces trois Provinces des quatre autres, croyant bien que cela les feroit plutôt reculer qu'avancer, & que les affaires les y porteroient, ou les en retireroient, selon le succès qu'elles alloient avoir, puisque si ces trois Provinces emportoient ce jour-là ce qu'elles souhaitoient dans les Etats-Généraux, rien au monde ne seroit capable de les détacher de l'Union, & que si elles n'en venoient pas à bout, elles seroient obligées de songer à leur conservation particuliere, & qu'il n'y avoit rien de mieux en ce cas que les assurances fortes que je leur donnois de bouche, joint à ce qui étoit par écrit.

CE même homme me dit aussi ce jour là (non de la part de Messieurs d'Amsterdam, mais comme une chose qu'il leur avoit ouï dire) qu'ils

appréhendoient que le Prince d'Orange étant poussé à l'extrémité, ne vînt avec toute l'armée dans la Province de Hollande; & si je croyois que Sa Majesté ne voulût pas bien en ce cas faire suivre le Prince d'Orange par son armée. Je donnai là-dessus toutes les assurances qu'on pouvoit souhaiter: mais, les Etats de Hollande ayant obtenu ce même jour qu'on prît une Résolution dans les Etats-Généraux, ils m'en vinrent donner part l'après-dînée, & le Traité fut signé de la manière qu'on le va voir.

IL est certain, que le dessein de Messieurs d'Amsterdam (à l'exception de Van-Buning) étoit de perdre entièrement le Pensionnaire Fagel, & de diminuer tellement l'autorité du Prince d'Orange, qu'elle ne pût plus leur être suspecte: mais, quoique nous ayons pris dès ce tems-là des mesures, je n'en parlerai qu'après que j'aurai expliqué de quelle manière la Trêve fut enfin signée.

LES Etats de Hollande se rassemblèrent le lendemain 17. à sept heures du matin, ils eurent ce jour-là plusieurs conférences avec les Etats-Généraux, & les Etats-Généraux en eurent aussi avec les Alliés. Les amis du Prince d'Orange n'omit rien pour traverser cette affaire, & les Etats de Hollande employèrent tous les moyens imaginables pour la faire conclure. Messieurs d'Amsterdam eurent même assez de crédit pour engager leur Province à déclarer en son nom qu'elle exécuteroit ce que la Ville d'Amsterdam avoit résolu en son particulier de faire, quand les choses seroient poussées à l'extrémité. Les Etats de Hollande déclarèrent aux Députés de Gueldres, de Zeelande, d'Utrecht, & d'Overissel, que les Provinces de Hollande, de Frise, & de Groningue les abandonneroient, & leur laisseroient soutenir la guerre sans leur donner aucune assistance, & que elles trois payant soixante-seize par cent, les quatre autres verroient ce qu'elles pourroient faire avec les vingt-quatre par cent qu'elles four-

nissent,

19 Juin
1684.

nissoient, & que la Province de Hollande avan-
goit le plus souvent pour elles.

MAIS ces Députés ne s'étant pas intimidés de ces menaces, les trois Provinces leur déclarèrent, que s'ils ne vouloient pas consentir que les Etats-Généraux m'apportassent le lendemain 18 une Résolution qui porteroit que trois Provinces qu'on me nommeroit ayant accepté les offres du Roi, ils me prioient de donner un délai de quelques jours pour avoir le consentement des quatre autres: les Provinces de Hollande, de Frise, & de Groningue viendroient toutes trois ensemble me donner part de leurs Résolutions, & me déclareroient qu'elles acceptoient purement & simplement en leur particulier les offres de Sa Majesté, & les autres Provinces prendroient ensuite leurs mesures comme elles le jugeroient à propos.

TOUTE la cabale du Prince d'Orange ensemble ne fut pas capable de résister à de telles Déclarations; & les Députés de ces quatre Provinces furent obligés d'envoyer encore des Couriers pour en informer leurs Supérieurs, & pour leur demander nommément des ordres conformes aux Résolutions des trois autres Provinces. Il convinrent aussi de m'apporter une Résolution des Etats-Généraux par laquelle ils me représenteroient que les Provinces de Hollande, de Frise, & de Groningue me déclaroient qu'elles acceptoient les offres de Sa Majesté du 29 d'Avril & 9 de Mai, des 5 & 7 de Juin; & que les quatre autres attendoient l'ordre de leurs Supérieurs pour s'y conformer; qu'ainsi ils espéroient que je leur accorderois quelques jours, afin que ces quatre Provinces pussent accepter dans ce tems-là les Propositions du Roi, & que cette grande affaire fût terminée.

CEPENDANT les Etats-Généraux voulurent avant que de me faire cette prière, parler encore une fois à leurs Alliés, pour leur déclarer qu'ils alloient accepter les offres de Sa Majesté, & pour les convier d'en faire de même. C'étoit pour la

troisième fois de ce jour-là que les Etats - Généraux entroient en conférence avec leurs Alliés. Dans la première, ils leur avoient porté des Propositions par écrit, sur lesquelles ils croyoient qu'on devoit travailler à l'accommodement. Ces Propositions étoient :

QUE Leurs - Hautes - Puissances s'engageroient à Sa Majesté Très-Chrétienne de faire tous les offices les plus efficaces auprès de Sa Majesté Catholique, pour la porter à l'acceptation de la Trêve aux conditions proposées par Sa Majesté Très-Chrétienne.

QUE pour pouvoir faire ces offices avec succès, on leur accorderoit le tems de six semaines.

QU'ON accorderoit à l'Empire, & à chaque Membre de l'Empire, le tems d'un mois pour accepter les conditions proposées par Sa Majesté.

QUE Sa Majesté Très - Chrétienne ne pourroit augmenter ni aggraver les conditions durant ce tems-là.

QUE Sa Majesté Très-Chrétienne n'entreprendroit rien durant ce tems là, ni contre l'Empire, ni contre l'Espagne.

ET que Leurs-Hautes-Puissances ne feroient point agir non plus leurs Troupes pendant ce tems-là.

QU'EN cas que Sa Majesté Catholique & l'Empire ou l'un des deux trouvassent à propos d'accepter lefdites conditions, & de faire la Trêve sur ce pié, alors les Ratifications des Traités qu'on fera de la Trêve & de cet engagement seront échangées en même tems.

QUE Leurs-Hautes-Puissances, & Leurs Hauts-Alliés garantiroient les Traités qui seroient ainsi faits contre toutes nouvelles entreprises telles qu'elles pûssent être, ou quel nom qu'on leur pût donner, soit d'appendance, dépendance, de réunion, ou sous quelque prétexte qu'on le fit.

MAIS en cas qu'on ne pût porter Sa Majesté Catholique à faire ladite Trêve auxdites conditions, qu'alors Leurs Hautes - Puissances ne se mêleroient plus des affaires d'Espagne.

QUE Sa Majesté Très-Chrétienne & Leurs-Hautes-Puissances tâcheroient par toute sorte de bons offices, & par voie d'amitié à faire accommoder les différends du Nord durant le tems de deux mois : & en cas qu'on n'y pût trouver d'accommodement, & qu'on fût tort à quelqu'un de leurs Alliés, & qu'il fût effectivement attaqué, qu'alors Leurs-Hautes Puissances s'acquitteroient envers le dit Attaqué, de ce à quoi elles étoient obligées en vertu des alliances.

LES Ministres des Alliés, excepté celui d'Espagne, qui ne voulut pas s'y trouver, répondirent, après avoir examiné cet écrit, qu'ils trouvoient cette affaire de si grande importance, qu'ils demandoient le tems de repasser sur leurs instructions pour revenir l'après-dînée du même jour.

ILs retournerent sur les quatre heures, & c'est la seconde conférence qu'ils eurent ensemble, dans laquelle ils déclarerent aux États-Généraux qu'après avoir revû leurs instructions, ils ne s'étoient pas trouvés suffisamment instruits sur cet écrit qui étoit une chose nouvelle, leurs instructions tendant bien à une Paix, ou une Treve générale & sûreté commune, avec inclusion des Alliés & intéressés, mais point à de telles conditions. Et ainsi, attendu la grande importance de l'affaire, ils se trouvoient obligés d'en donner part à leurs Maîtres; qu'ils espéroient cependant que les États-Généraux demeureroient dans l'union des Traités, & ne feroient rien qui les pût séparer des Alliés.

DANS cette troisième conférence qui se fit à dix heures du soir, les États-Généraux déclarerent aux Ministres de leurs Viliés la Résolution qu'ils avoient arrêté de prendre pour terminer les différends qui étoient entre le Roi & le Roi d'Espagne. Les Ministres d'Hanover, du Cercle de Franconie, & de Lorraine, parlerent contre cette Résolution comme ils avoient toujours fait : mais ils déclarerent que leurs Maîtres ne laisseroient pas de vivre en amitié avec les États-Généraux. Celui de

Suede protesta qu'ils rompoient par-là le Traité d'Association fait avec son Maître, & fit tout son possible par menaces & par remontrances pour les faire changer de sentiment. Les Ministres de l'Empereur & d'Espagne s'emportèrent au delà de l'imagination, & principalement ce dernier, qui dit mille extravagances à son ordinaire.

LES Etats-Généraux étant revenus de cette Conférence sur le minuit, les Etats de Hollande les allerent trouver, & ne les quitterent point que la Résolution ne fût prise telle que je le viens de marquer, & ils se séparèrent à deux heures après-minuit.

COMME les Etats de Hollande avoient une extrême inquiétude des mouvemens que le Prince d'Orange faisoit faire à leurs Troupes, ils lui avoient déjà écrit de ne rien entreprendre; & ce Prince leur avoit répondu que ce n'étoit pas non plus son dessein, mais que l'Armée de France étant fort proche, il vouloit se mettre sur ses gardes, & que si les Troupes de Sa Majesté ne lui en donnoient pas occasion, il ne feroit rien de son côté. Les Etats de Hollande ne furent pas satisfaits de cette réponse captieuse. Ils résolurent donc en même jour de lui écrire fortement, & envoyerent trois Pensionnaires de leur Province ordonner au Pensionnaire Fagel d'écrire au nom des Etats de Hollande; mais il fit le malade, & ne voulut pas parler à ces Pensionnaires: de sorte que les Etats de Hollande prièrent les Etats-Généraux dans cette dernière Conférence d'écrire au Prince d'Orange. Il y eut encore de grandes contestations là-dessus; les quatre Provinces n'y voulant pas donner les mains: mais ceux de Hollande parlèrent si fortement, qu'enfin les autres y acquiescerent, & ils dépêcherent la nuit du 17 au 18 un Courier au Prince d'Orange, & lui écrivirent qu'ils ne vouloient pas qu'il fît marcher leurs Troupes, ni qu'il souffrît qu'elles commissent aucun acte d'hostilité.

Le lendemain matin, qui étoit un Dimanche 18 de

Jun, les E. G. m'envoyèrent demander audience : je la leur assignai à onze heures ; & sur la communication qu'ils me donnerent de cette Résolution, je leur témoignai que puisque trois Provinces avoient résolu d'accepter les Propositions de Sa Majesté, & qu'ils ne demandoient un délai de quelques jours qu'afin de donner le loisir aux Provinces les plus éloignées de s'y conformer, j'espérois que Sa Majesté ne désapprouveroit pas que j'attendisse deux ou trois jours au-delà du terme expiré : mais que comme c'étoit une chose que je faisois de moi-même, & point par ordre de Sa Majesté, je ne pouvois les assurer que mon pouvoir ne fût révoqué s'ils laissoient écouler trop de tems. Je leur fis voir aussi les inconvéniens qui pouvoient arriver de la marche de leurs Troupes, & que si le Prince d'Orange commettoit quelque acte d'hostilité, je ne conclurrois rien avec eux sans attendre de nouveaux ordres.

LES Députés des Etats-Généraux furent satisfaits de cette réponse, & me dirent qu'ils comptoient d'avoir par-là jusques au 22 au soir, puisque les douze jours ne devoient expirer que le 19. Je mandai au Roi que je ne les chicanerois pas pour un jour ou deux, & que puisque les Députés de ces quatre Provinces avoient bien voulu se charger de cette affaire, il falloit attendre la réponse, qu'on ne pouvoit recevoir à la Haye de quatre ou cinq jours ; qu'un pareil procédé produiroit un très bon effet, & que Sa Majesté avoit déjà gagné l'affection des Peuples de Hollande par la bonté qu'Elle avoit eue de vouloir bien encore accorder les mêmes conditions après la prise de Luxembourg. Que comme les affaires étoient dans un état que rien ne les pouvoit plus faire changer, à moins qu'il n'arrivât quelque-chose au-dehors qu'on ne pouvoit prévoir, j'espérois que les choses finiroient de la manière que Sa Majesté le souhaitoit, si Elle vouloit bien me continuer encore pendant trois ou quatre jours le pouvoir qu'Elle m'avoit

donné de conclurre la Treve avec les Etats Généraux aux conditions qu'Elle avoit prescrites.

Lettre du
Roi du 15
Juin 1684.

LE Roi me manda que comme il voyoit par mes Lettres du 8 & du 9 de Juin beaucoup de disposition dans la plûpart des Villes de Hollande à accepter ses offres, soit conjointement avec les Espagnols, soit séparément, il s'affûroit qu'ils n'en auroient pas plutôt pris la Résolution, que les Espagnols s'empreseroient de traiter, & que l'Empire ne différerait pas non plus de consentir à la Treve: qu'ainsi je ne me trouverois point dans l'embarras que j'appréhendois, que les Etats-Généraux ne s'opiniâtassent à me dire qu'on ne pouvoit stipuler par un Traité qu'ils ne donneroient aucun secours contre les Alliés du Roi, & que Sa Majesté se conservât la liberté d'agir contre les Alliés de l'Etat; car puisqu'il ne dépendoit que de leurs Alliés de se mettre à couvert de tous actes d'hostilité par l'acceptation de ses offres, il n'étoit pas juste que les Etats-Généraux les approuvant par le Traité qu'ils feroient avec le Roi, ils donnassent du secours à ceux qui les refuseroient.

19 Juin
1684.

A l'égard des Propositions que le Pensionnaire Fagel faisoit en faveur du Prince d'Orange, Sa Majesté me mandoit que je savois assez que la conduite que ce Prince avoit toujours tenue ne l'obligeoit pas à se rendre facile à ce qui pouvoit être de sa satisfaction, & qu'ainsi je ne consentisse qu'à ce que je jugerois devoir faire un obstacle insurmontable à l'accommodement, Sa Majesté approuvant d'ailleurs la Réponse que j'avois projeté de faire sur les trois articles qui regardoient les intérêts de ce Prince. Elle me manda ensuite le 19 de Juin, que comme Elle avoit accordé à tous les Seigneurs de Terres réunies à sa Couronne en conséquence du Traité de Nimegue, la permission de lui rendre les foi & hommage par Procureur, Elle ne le refuseroit pas au Prince d'Orange.

SA Majesté ajouta aux Réponses que je voulois faire touchant les différends qui étoient entre le

Roi de Danemark & le Duc de Holstein, que c'étoit une affaire de famille dans laquelle le Roi de Danemark ne consentiroit pas qu'aucune Puissance étrangere pût entrer.

Je mandai au Roi que je croyois que les Etats-^{20 Juin}
Généraux prétendroient ne se devoir pas lier les ^{1684.}
mains pour ne pouvoir agir contre les Alliés de Sa Majesté, sinon lorsqu'il s'agiroit des intérêts de l'Espagne; car ils pouvoient objecter que pour les obliger à ne point secourir leurs Alliés, il faudroit que Sa Majesté se fît fort pour les siens, ou qu'ils déclarassent eux-mêmes qu'ils se contentoient des conditions dont Sa Majesté étoit satisfaite à son égard; c'est-à-dire, de demeurer pendant la Treve de vingt années dans la possession où ils étoient au mois d'Août 1681: c'est ce que les Alliés de Sa Majesté ne faisoient pas; & quoique j'eusse pressé l'Ambassadeur de Danemark, il ne se voulut jamais expliquer là-dessus. Qu'outre cela l'Envoyé de Lunebourg prétendoit qu'indépendamment des différends qui étoient entre Sa Majesté & quelques Princes de l'Empire, indépendamment des démêlés que pouvoit avoir le Roi de Danemark pour les quartiers de Meklembourg, Saxe-Lawembourg, & autres, la guerre pouvoit s'allumer sur tout autre sujet entre les Alliés de Sa Majesté & ceux de l'Etat, soit que le Roi de Danemark assiégeât Hambourg, soit qu'il attaquât la Maison de Brunswick; & qu'il n'étoit pas juste que les Etats-Généraux se missent hors d'état de secourir en ce cas leurs Alliés, ce qu'ils feroient s'ils admettoient indéfiniment la clause de ne pouvoir agir contre les Alliés de Sa Majesté.

J'INFORMAI le Roi dans cette même Lettre qu'on ^{Idem.}
avoit eu avis ce jour-là 20 de la Province d'Utrecht, que le Bourguemestre d'Amsterdam avoit eu raison de reprocher au Sieur Dickfeld qu'il agissoit contre ses ordres, & que cette Province lui avoit ordonné de se conformer à celle de Hollande. Il

dit pour s'excuser que les ordres ne pouvoient s'entendre qu'en cas que la Province de Hollande eût pris une Résolution selon les Loix de la République, & qu'elle ne l'avoit pas fait, puisque pour conclurre la paix ou la guerre il falloit un consentement unanime. Cela fit appréhender aux trois Provinces bien-intentionnées, qu'il ne trouvât encore quelqu'autre interprétation captieuse pour éloigner l'acceptation des offres du Roi, & les obligea d'envoyer le 20 au soir des Députés de ces trois Provinces aux Etats d'Utrecht, afin de leur faire expliquer précisément leurs sentimens. Ces Députés revinrent le 21 au soir, & rapporterent que la Province d'Utrecht leur avoit déclaré, qu'elle consentoit encore purement & simplement à l'acceptation des offres de Sa Majesté. Ce fut un sensible affront pour le Sieur Dickfeld que trois Provinces eussent envoyé pour savoir l'Avis de sa Province, n'ayant pas voulu s'en fier à ce qu'il en disoit, & qu'il se fût trouvé en effet qu'il parloit tout autrement que ses Maîtres ne le lui avoient ordonné.

Lettre de
M. de Louvois
du 13
Juin 1684.

M. de Louvois ne manda, que comme il importoit au service du Roi que M. le Maréchal de Schomberg fût ponctuellement informé de tous les mouvemens que feroit le Prince d'Orange & de ceux des Troupes Hollandoises, il étoit nécessaire que je lui mandasse par toutes les occasions que je pourrois ce que j'en apprendrois.

20 Juin
1684.

J'ÉCRIVIS aussitôt à M. le Maréchal de Schomberg l'état des affaires en Hollande, la manière dont le Prince d'Orange avoit envoyé les Troupes des Etats-Généraux, & les défenses que les Etats lui avoient faites de faire le moindre mouvement, & de ne pas souffrir que leurs Troupes commissent aucun acte d'hostilité.

22 Juin
1684.

LA Résolution de la Province d'Overissel arriva le 22 de Juin, & peu s'en fallut que la maison du premier des Députés de cette Province aux Etats Gén.

n'eût été pillée par la populace de Deventer, lorsqu'on fut qu'il avoit refusé dans les Etats-Généraux de se conformer aux sentimens de la Hollande.

LES choses étant en cet état, les Députés des Etats-Généraux me vinrent dire le même jour 22, qu'il étoit impossible qu'ils eussent réponse de Gueldre que le lendemain, & de Zelande que le samedi 24, ou le Dimanche 25 suivant : ainſi ils me prièrent de vouloir bien encore attendre deux ou trois jours.

AVANT que de leur répondre, je leur demandai ce que les Provinces d'Utrecht & d'Overiſſel avoient réſolu : ils me dirent qu'elles avoient envoyé leur conſentement ; mais, qu'elles ſouhaitoient que toutes les autres euſſent le loisir d'envoyer leurs Réſolutions aux Etats-Généraux. Je leur témoignai qu'après avoir pris ſur moi d'attendre quatre jours au-delà de mes ordres, je ne pouvois me haſarder à faire encore la même choſe ; qu'ils avoient eu du tems de reſte depuis le 29 d'Avril, que ces Propoſitions avoient été renouvelées ; & qu'il n'étoit pas juſte d'abuser des facilités que Sa Majeſté avoit bien voulu apporter à la Paix. Ils me remontrèrent, que les Provinces pouvoient avoir donné des ordres différens à leurs Députés en différens tems ; qu'on n'étoit entré en matière bien ſérieuſement que le ſamedi 17 au ſoir, lorsque les Etats de Hollande avoient porté leur réſolution aux Etats-Généraux, que les Députés avoient envoyé alors dans leurs Provinces ; qu'il falloit huit jours entiers pour envoyer en Zelande, pour y faire aſſembler les Villes, & pour y délibérer ; qu'ainſi on ne pouvoit avoir de réponse ; que l'on n'opinoit jamais dans les Etats-Généraux avant que tous les Députés euſſent eu le loisir d'avoir réponse de leurs Provinces, autrement ce ſeroit les exclurre indirectement de l'Union. Ils avoient raiſon en cela : & il étoit vrai encore, que les Députés de Zelande n'ayant envoyé dans leur Province que la nuit du 17 au 18, ils n'en pouvoient

avoir de réponse que le 25 ou le 26. C'est pour-
quoi je me servis de la permission que Sa Majesté
m'avoit donnée de signer jusqu'à ce qu'Elle m'en
eût revoqué le pouvoir; & je leur dis que puis-
que cinq Provinces acceptoient les Propositions de
Sa Majesté, & qu'il n'étoit plus besoin que de
deux jours pour avoir réponse des deux autres,
j'espérois que Sa Majesté ne me défavoüeroit pas
si j'attendois jusqu'au samedi au soir 24. M. d'O-
dick, Créature du Prince d'Orange & premier Dé-
puté de Zelande, me pressa d'avoir jusqu'au 26 :
mais, je ne le voulus pas, & je les priai de se
souvenir que si le Dimanche matin 25 il me ve-
noit une révocation de mon pouvoir, ou des or-
dres d'augmenter les demandes de Sa Majesté, je
leur déclarois dès ce moment qu'ils ne s'en de-
voient prendre qu'à eux-mêmes, & qu'ils ne se
pourroient plaindre que Sa Majesté ne leur tint pas
ce qu'Elle leur avoit promis. Ils me demanderent
donc s'ils ne pouvoient pas au moins se tenir assu-
rés que jusqu'au 24 au soir ils seroient reçus à ac-
cepter les mêmes offres? Je leur dis après m'être
bien fait prier. que pourvû qu'ils m'apportassent
dans le samedi 24 au soir une Résolution par la-
quelle les Etats-Généraux acceptoient purement &
simplement les offres de Sa Majesté, je m'enga-
geois à la recevoir, mais point pour un plus long
terme.

Ce qui m'obligea à vouloir absolument une Ré-
ponse le samedi au soir, c'est que la Province de
Hollande présidoit cette semaine aux Etats-Généraux;
& que j'étois persuadé, que si je tenois ferme elle ne
laisseroit pas écouler la semaine sans conclurre cette
affaire, au lieu que c'étoit le Sieur d'Odick qui
présidoit la semaine suivante au nom de la Zelande;
& j'appréhendois qu'il ne trouvât moyen d'empê-
cher que les Etats-Généraux ne prissent aucune
résolution dans toute la semaine, ce qui auroit pû
faire échouër cette affaire.

Je mandai au Roi que depuis ma lettre écrite, les Etats-Généraux étoient revenus une seconde fois chez moi, & m'avoient témoigné quelque inquiétude du voisinage des Troupes de Sa Majesté, & des leurs, & aussi de ce qu'on avoit brûlé quelques Villages. Je leur dis que M. le Maréchal de Schomberg ne s'étoit avancé avec les Troupes de Sa Majesté, que parce qu'il avoit appris que M. le Prince d'Orange avoit fait marquer son Camp auprès de Notre-Dame de Halle; qu'il étoit surprenant que les Troupes des Etats qui étoient demeurées jusqu'à ce tems-là dans leurs quartiers, ne fussent mis en Corps d'armée depuis que Sa Majesté avoit déclaré qu'Elle vouloit bien se tenir encore à ses mêmes conditions pendant le dernier délai. Que puisque je les voyois si bien-intentionnés pour la Paix, je devois leur dire en confiance que M. le Maréchal de Schomberg avoit ordre d'observer de près M. le Prince d'Orange, & de l'attaquer, s'il faisoit le moindre mouvement pour venir se camper auprès de l'Armée du Roi. Je leur répondis à l'égard des brulemens, que Sa Majesté ne s'étoit engagée à faire cesser les actes d'hostilité que quand le Traité auroit été signé à la Haye. Ils me répliquèrent qu'ils pouvoient m'affurer qu'ils ne laisseroient point passer le samedi 24 sans m'apporter une Résolution des Etats-Généraux, & qu'ils me prioient d'écrire à M. le Maréchal de Schomberg afin qu'il n'arrivât rien qui pût éloigner la Paix: que de leur côté ils avoient résolu d'écrire à M. le Prince d'Orange; mais qu'après ce que je venois de leur dire, ils alloient délibérer s'ils ne lui envoyeroient pas des Députés de l'Etat pour l'empêcher de faire aucune chose qui pût donner lieu aux Troupes de Sa Majesté d'agir contre celles des Etats-Généraux. Je leur témoignai que je ne pouvois rien faire en cela que de donner part à M. le Maréchal de Schomberg de l'état où étoit la négociation, & des ordres qu'ils alloient envoyer au Prince d'Orange par des Députés même des Etats;

Lettre à M.
de Schom-
berg du 22
Juin 1684.

23 Juin
1684.

& je me servis du Courier qu'ils me donnerent pour l'écrire à M. le Maréchal de Schomberg, & pour en informer Sa Majesté; & les Etats-Généraux de leur côté firent passer trois Députés de leur Corps cette même nuit du 22 au 23 pour défendre au Prince d'Orange de faire aucun mouvement. Ils en avoient reçu au sortir de chez moi une lettre par laquelle après les avoir assuré qu'il n'entreprendroit aucune chose, il leur demandoit ce qu'il auroit à faire si les Troupes du Roi faisoient un siège, si elles attaquoient l'armée des Etats, & si elles continuoient à se faire payer des contributions par des exécutions militaires, & par des brulemens. Les Etats Généraux ne jugerent pas à propos de s'embarasser de répondre à toutes ces questions: ils ordonnèrent seulement à leurs trois Députés de lui dire, qu'il n'avoit autre chose à faire qu'à retirer leurs Troupes, & les mettre dans des Places fortes. Ils furent un peu plus en repos depuis qu'ils eurent envoyé ces ordres au Prince d'Orange. On comptoit assez à la Haye que ce Prince ne les recevroit qu'avec bien du chagrin; & l'on fut quelques jours après qu'il n'en pouvoit gueres marquer davantage.

24 Juin
1684.

Lettre du
Roi du 19
Juin 1684.

LE Roi me manda le 19 de Juin qu'il apprenoit avec plaisir que j'eusse porté Messieurs d'Amsterdam & les autres bien intentionnés à laisser la décision des affaires du Nord à la Diète de Ratisbonne, & à se contenter à l'égard du Prince d'Orange des offices que je me chargerois de lui rendre auprès de Sa Majesté; ce qui vaudroit beaucoup mieux que d'entrer dans le détail de ses prétentions; qu'il seroit bon aussi de ne point faire mention de l'article de Genes; mais que si j'y étois forcé, je me réglasse selon les ordres qu'Elle m'avoit donnés, & qu'Elle réitéra dans cette Lettre.

QU'IL croyoit que ce qu'il m'avoit écrit par sa dernière dépêche devoit faire cesser toutes les objections qu'on me faisoit touchant la clause par la-

qu'elle il souhaitoit que les Etats-Généraux s'engageassent à ne pouvoir agir contre ses Alliés ; non plus que contre Elle-même ; mais que si l'on y persistoit, il étoit bon de demander si les Etats-Généraux vouloient laisser Sa Majesté dans la liberté d'assister contre eux l'Electeur de Cologne, & tous ccux de ses Alliés qui voudroient les attaquer ; & que comme Elle ne croyoit pas que ce fût l'intention desdits Etats, il étoit bien juste aussi qu'ils s'obligeassent de leur côté à ne pouvoir agir contre ses Alliés. Que si néantmoins je voyois que tous ses Alliés ensemble, c'est-à-dire les Ministres de Danemark, Cologne, & Brandebourg desirassent qu'il ne fût fait aucune mention d'eux dans le Traité, je devois en ce cas-là me conformer à ce qu'ils me témoigneroient être le plus convenable aux intérêts de leurs Maîtres.

J'ÉCRIVIS au Roi que je ne pouvois m'empêcher ^{23 Juin} de lui représenter encore que si je demandois aux ^{1684.} Etats-Généraux, selon qu'Il me l'ordonnoit, s'ils vouloient laisser Sa Majesté dans la liberté d'assister contr'eux ses Alliés qui voudroient les attaquer, ils me répondroient que non, de même qu'ils ne prétendoient pas demeurer en liberté d'assister leurs Alliés qui voudroient attaquer Sa Majesté ; mais, qu'ils me demanderoient si Sa Majesté vouloit bien s'engager à ne pas secourir ses Alliés, qui seroient attaqués, comme Elle vouloit qu'ils s'obligeassent à ne pas secourir les leurs s'ils étoient attaqués ?

QUE j'ennuyerois Sa Majesté si je lui rendois compte en détail de toutes les traverses que j'esfuyois ; que j'espérois néanmoins avec les lumières qu'Elle me donnoit, pouvoir sur-monter les obstacles que les Créatures du Prince d'Orange tâchoient de former à la conclusion du Traité ; qu'il n'y avoit pas de jour qu'ils n'en suscitassent de nouveaux ; & comme ils occupoient les principales Charges de la République, il leur étoit plus aisé d'inventer mille ruses & mille fourberies qui concertaient toutes choses.

Qu'on en avoit eu encore des preuves le jour précédent au sujet des Provinces d'Utrecht & d'Overissel ; qu'après toutes les peines qu'on s'étoit données , & après avoir fait une députation si solennelle à Utrecht dont il y avoit peu d'exemples dans la République , on croyoit être à bout des affaires , puisque la Province d'Utrecht s'étoit déclarée qu'elle avoit donné ordre à ses Députés de se conformer à la Province de Hollande ; mais , que le Greffier d'Utrecht , homme dévoué au Prince d'Orange , avoit glissé dans l'extention de cette Résolution , que c'étoit conformément à une précédente ; & cette précédente portoit que les Députés d'Utrecht se conformeroient à la résolution que la Province de Hollande prendroient unanimement ; ainsi le Sieur Dickfeld avoit trouvé moyen d'arrêter encore cette affaire. Qu'on avoit renvoyé des Députés des trois Provinces à Utrecht pour faire corriger cet abus. Qu'on avoit fait naître un autre incident à la résolution d'Overissel ; qu'ils avoient fait enforte que cette Province n'avoit donné son consentement aux Propositions de Sa Majesté , qu'à la charge qu'on regleroit par le même Traité les intérêts du Prince d'Orange , & que les trois Provinces avoient envoyé aussi en Overissel pour faire ôter cette clause.

QUE je pouvois assurer Sa Majesté que jamais affaire n'avoit trouvé plus de difficultés que celle-là , dans laquelle , comme j'avois déjà mandé , il ne s'agissoit pas seulement de faire la Paix entre Sa Majesté & le Roi d'Espagne , mais qu'il y alloit du maintien ou de la perte de l'autorité du Prince d'Orange : aussi employoit-on toute la chicane que pouvoit fournir la forme de ce Gouvernement , & l'on alloit cependant chercher toutes les nouvelles qu'on croyoit propres à aigrir les esprits , ou à leur donner du courage. Qu'on parloit de l'affaire de Gènes. Qu'on débitoit que Sa Majesté prétendoit être Seigneur de Trêves , en qualité de Duc de Luxembourg ; & qu'Elle s'étoit déjà emparée de la

26 Juin
1684.

Ville. Qu'on faisoit mettre dans les Gazettes, qu'on enlevoit dans les Provinces de Poitou & dans quelques autres tous les enfans aux Peres & aux Meres Hueguenots, pour les faire élever aux dépens de leurs Peres dans la Religion Catholique. Que d'un autre côté on parloit avantageusement de ce qui s'étoit passé en Catalogne. Qu'on assuroit que l'Electeur de Baviere marchoit, & qu'il entraîneroit une grande partie de l'Allemagne contre Sa Majesté. Mais que tous ces discours n'ébranloient pas les plus sages, & que pour les autres, comme ils n'étoient pas dans les sentimens du Prince d'Orange par raison, mais par une dépendance aveugle, cela ne les pouvoit gêner plus qu'ils l'étoient.

LE Roi me fit réponse à cette Lettre, & parti Lettre du
culièrement sur ce que je lui avois mandé que les Roi du 27
Partisans du Prince d'Orange publioient qu'Il s'é- Juin 1684.
toit emparé de la Ville de Trêves prétendant en être Seigneur en qualité de Duc de Luxembourg. Il me manda qu'Il jugeoit à propos de m'éclaircir sur ce faux bruit, qu'il ne me seroit pas difficile de détruire; que bien loin de vouloir se rendre Maître de Trêves, Il avoit fait offrir à l'Electeur qu'Il renonceroit au droit de protection que les Ducs de Luxembourg avoient exercé sur cette Ville; & qu'Il lui avoit seulement fait demander qu'il en voulût pour toujours assurer le repos par l'appplanissement des dehors qui pourroient servir à la défense de ceux qui auroient intention de s'en rendre Maîtres, pour y attirer la guerre. Que ce n'étoit qu'à cette démolition d'ouvrages superflus qu'on travailloit du consentement de l'Electeur & des Habitans, sans toucher aux murailles ni aux Portes. Cette réponse ne vint qu'après que le Traité fut signé, & d'ailleurs on ne m'avoit plus parlé de l'affaire de Trêves.

LES Députés de Hollande, de Frise, & de Gro- 24 Juin
ningue, revinrent d'Utrecht pour la seconde fois 1684.
le 24 Juin au matin, avec une entiere satisfaction.

26 Juin
1684.

Celui qu'ils avoient envoyé en Overissel en étoit aussi de retour, après avoir fait ôter de leur résolution la clause qui regardoit les intérêts du Prince d'Orange. La Résolution de Gueldres arriva ce même jour : mais comme cette Province s'opiniâtra à vouloir absolument que les intérêts du Prince d'Orange fussent réglés par le même Traité, sans quoi elle refusoit de consentir ; les Etats-Généraux conclurent sans cette Province, & sans celle de Zelande, dont on ne pouvoit avoir la Résolution que le Dimanche 25 au soir ou le lundi matin. M. d'Odick qui étoit le premier Deputé de Zelande aux Etats-Généraux eut beau se récrier, il ne fut pas Maître d'empêcher cette affaire. Il leur reprocha que quand il parloit des intérêts du Prince d'Orange personne ne lui répondoit. Le Pensionnaire Fagel ne s'oublia pas non plus dans cette dernière occasion : mais les autres remontrèrent qu'il n'étoit pas tems de parler des intérêts du Prince d'Orange ; qu'il ne s'agissoit alors que d'accepter ou de refuser les offres du Roi ; & qu'après cela ils feroient des recommandations pour les intérêts du Prince, qui auroient bien meilleure grace. Et comme j'avois déclaré que passé le 24 je ne répondois plus que Sa Majesté se tint à ses mêmes Propositions, ils firent conclurre le 24 après dîné, & les Etats-Généraux me vinrent apporter dans le même moment leur Résolution, par laquelle ils déclaroient qu'ils acceptoient autant qu'il importoit aux Etats-Généraux les conditions que je leur avois proposées le 29 Avril, & 9 de Mai, les 5 & 7 de Juin, au nom & de la part de Sa Majesté.

JE leur témoignai, que bien qu'ils eussent laissé écouler beaucoup de tems au-delà de celui que Sa Majesté leur avoit donné, je savois néanmoins si parfaitement que son intention n'étoit autre que de donner le repos à la Chrétienté, que je pouvois bien prendre sur moi de recevoir leur acceptation ; mais, que je croyois que nous ne devions pas perdre de

tems

tems à dresser les articles ; c'est à quoi ils me dirent qu'ils alloient travailler incessamment , & me prièrent cependant de donner part de leur Résolution à M. le Marechal de Schomberg. J'y consentis ; & je me servis de leur Courier pour envoyer en même-tems la Lettre que je me donnois l'honneur d'écrire à Sa Majeste.

J'APPRIS dans cette même Lettre au Roi que MM. d'Amsterdam avoient fort insisté à ce qu'on levât le scellé de leurs Papiers, que la Province de Hollande avoit été d'avis qu'on les leur rendît : mais Messieurs d'Amsterdam voulurent que le scellé fût levé par les mêmes personnes , & avec les mêmes cérémonies qu'il avoit été mis ; ce qui fut exécuté le 24 Juin après-midi.

ON travailla le 25 & le 26 de Juin dans les Etats ^{26 Juin} de Hollande & dans les Etats-Généraux à dresser ^{1684.} un projet d'articles. Je fus averti que le Pensionnaire Fagel y vouloit insérer beaucoup de clauses que je n'aurois pû admettre. Je le représentai à Messieurs d'Amsterdam qui me manderent qu'ils ne souffriroient pas qu'on parlât d'aucune affaire que de celle de l'Espagne dont il s'agissoit , & firent retrancher tout ce que le Pensionnaire Fagel y avoit ajouté. De sorte que tous les efforts des Créatures du Prince d'Orange & des Ministres des Alliés furent inutiles : & les Etats - Généraux m'ayant demandé audience le 26 après dîné , ils m'apportèrent un Projet de Traité qui n'étoit pas fort éloigné des intentions de Sa Majeste , & dans lequel il n'étoit fait mention , ni du Sud , ni du Nord , ni de ^{27 Juin} Genes , ni de M. le Duc de Holstein , ni du Duc de ^{1684.} Lorraine , ni du Prince d'Orange.

ILS me prièrent de prendre communication de ces articles pour en conférer le lendemain avec eux : mais j'aimai mieux pour ne point perdre de tems prendre le hasard de les examiner sur le champ & en leur présence. Je changeai , dans plusieurs , des choses de peu d'importance , & de certaines expressions qui ne convenoient pas.

ILs avoient étendu jusqu'à trois mois le délai que Sa Majesté donnoit à l'Espagne pour l'acceptation de ses offres, prétendant qu'il n'étoit pas possible en six semaines de tems de faire des offices auprès du Roi d'Espagne, de faire délibérer son Conseil & d'en avoir réponse à la Haye : mais après quelque dispute ils se rendirent, & me prièrent seulement d'intercéder auprès de Sa Majesté, afin que si l'on apprenoit dans six semaines que le Conseil de Madrid étoit prêt à envoyer les Ratifications, Elle voulut bien ne pas prendre garde à quelques jours de plus.

LES Contestations furent plus vives sur la clause qu'ils avoient insérée, que le Roi feroit incontinent sortir ses troupes de Pays-Bas Espagnols. Ils me représentèrent les inconvéniens de les y laisser plus long-tems : mais je leur fis voir qu'il n'étoit pas juste qu'on les en retirât avant que cette Couronne entrât dans aucun engagement avec le Roi ; ni qu'il les fît loger dans ses propres Etats, en attendant la Résolution de Madrid ; & que ce campement obligerait les Espagnols d'accepter les offres de Sa Majesté. Cette Contestation, qui fut reprise à bien des fois, ne finit qu'avec la Conférence, qui dura quatre heures. Deux ou trois Députés plus acharnés que les autres revenoient toujours à la charge : mais je leur fermois la bouche toutes les fois que je leur disois que je m'étois expliqué dans les Conférences que j'avois eues avec eux, que Sa Majesté vouloit que ses troupes demeurassent ensemble sur les Terres d'Espagne, sans y commettre d'hostilités, pour y attendre les Ratifications : qu'ils avoient accepté ces offres, & que j'avois ordre de ne m'en pas départir.

ILs n'avoient fait aucune chicane sur le rappel de leurs troupes, & avoient suivi mon Mémoire du 7 de Juin, dans lequel je n'avois pas mis que Sa Majesté demandoit seulement que leurs troupes ne fissent aucun acte d'hostilité, ainsi qu'Elle me l'avoit ordonné ; mais j'avois déclaré qu'Elle desiroit qu'ils

les retirassent, ce qu'ils promettoient de faire incessamment.

Je tâchai de faire supprimer l'article qui regardoit les contributions, soutenant que c'étoit une chose à régler avec l'Espagne, & qui ne touchoit pas les Etats-Généraux; Mais ils s'opiniâtrèrent fort, & me dirent qu'ils ne pouvoient obliger l'Espagne de ratifier dans six semaines, s'ils n'avoient auparavant arrêté toutes les conditions qui regardoient cette Couronne: ainsi je proposai que cet article fut réglé comme il l'avoit été à Nimegue, & qu'ils ôtassent les clauses qu'ils avoient ajoutées.

Ils avoient mis dans un autre article que Sa Majesté ne pourroit faire aucun acte d'hostilité contre l'Allemagne pendant tout le mois qu'Elle donnoit encore à l'Empire: mais je leur témoignai qu'il ne falloit rien mettre dans le Traité qui regardât l'Empire; & après quelques disputes ils acquiescerent.

Je rejettai absolument une clause qu'ils avoient insérée, que les mêmes garanties pourroient comprendre la Treve que Sa Majesté faisoit avec l'Espagne, & celle qu'Elle devoit faire avec l'Empire; & ils s'en desistèrent.

Ils avoient fait un article qui contenoit beaucoup de choses différentes, entr'autres, qu'ils ne donneroient point de secours aux Espagnols contre les Alliés de Sa Majesté, & que le Roi ne pourroit recevoir d'équivalens dans les Pays Bas des conquêtes qu'il pourroit faire ailleurs sur le Roi d'Espagne, s'il n'acceptoit pas ses offres. Je leur représentai qu'il n'y avoit rien de plus de conséquence dans tout le Traité que cette seconde clause qu'ils avoient mise comme en passant; & après leur en avoir fait voir toute l'importance, je leur déclarai que Sa Majesté m'avoit permis de le leur accorder. Je donnai une extrême joie aux bien-intentionnés, qui eurent moyen de confondre les Partisans du Prince d'Orange, en faisant voir l'excès de la bonne-foi de Sa Majesté, qui vouloit bien prévenir tou-

tes les appréhensions qu'ils pouvoient avoir, & leur accorder par ce Traité plus de choses qu'Elle ne leur en avoit promis. Je ne voulus pas relever l'autre difficulté qui regardoit les Alliés: je crus qu'il étoit plus à propos de leur témoigner que cet article étoit chargé de trop de matieres, & qu'il seroit mieux de les séparer. Je leur proposai pour cela de suivre le projet que j'avois fait, où cet article étoit plus nettement exposé, l'ayant divisé en trois. Et comme il me paroissoit aussi que l'ordre de leur projet n'étoit pas naturel, dans l'arrangement des articles, & que l'extention pouvoit être tournée d'une autre maniere, je leur lus celui que j'avois fait, qui étoit divisé en trois parties: la premiere contenoit l'établissement de la Treve pendant vingt années, & spécifioit tous les lieux dont le Roi & le Roi d'Espagne devoient demeurer en possession pendant cette Treve. Ensuite j'avois expliqué toutes les conditions auxquelles Sa Majesté s'obligeoit, en cas que l'Espagne ratifiât dans six semaines, & puis toutes les obligations dans lesquelles les Etats-Généraux devoient entrer, en cas que l'Espagne ne ratifiât point. Ils approuverent cet ordre, & emporterent mon projet.

COMME ils se leverent pour s'en aller, ils me demanderent si je ne pouvois pas consentir que les intérêts du Prince Charles de Lorraine fussent renvoyés à la Diete de Ratisbonne; mais ils n'y insisterent pas après le premier refus que j'en fis, auquel ils s'étoient bien attendus.

AINSI la discussion des articles de ce Traité que les Créatures du Prince d'Orange se flattoient de faire traîner sept ou huit jours, fut terminée dans une séance; car quoique nous eûmes encore deux Conférences, ils ne firent que rebattre les mêmes difficultés. Je fus surpris qu'ils se fussent désistés si vite de celles qu'ils avoient resolu de me faire; car j'avois eu copie d'une Résolution qu'ils avoient communiquée à leurs Alliés par laquelle ils leur promettoient

de stipuler dans le Traité que Sa Majesté ne feroit commettre aucun acte d'hostilité pendant le mois de délai qu'Elle donnoit pour signer le Traité avec l'Empire, & que si on ne pouvoit terminer les affaires de Lorraine à la Haye, on les renvoyeroit par un article du Traité à Ratisbonne.

LES Etats Généraux revinrent donc chez moi le 29 Juin 1684. 27. sur les quatre heures après-midi, & y demeurèrent jusques à neuf heures du soir. Ils avoient pris la suite des articles de mon Projet : mais, ils avoient remis les mêmes choses que j'avois rejetées, j'en fus quitte pour les refuser encore une fois. Ils s'opiniâtrèrent cependant si fort à vouloir que les Troupes de Sa Majesté sortissent incessamment des Pays-Bas Espagnols, que j'en fus surpris : quelques-uns même me déclarèrent qu'ils ne pouvoient passer cet article comme je le souhaitois sans avoir de nouveaux ordres de leurs Provinces. Je leur répondis que je ne croyois pas que M. le Maréchal de Schomberg eut le loisir d'attendre ces nouveaux ordres. Enfin ils me demanderent s'il n'y avoit pas moyen de trouver quelque expédient. Ils me proposerent de faire sortir les Troupes après l'échange des Ratifications des Etats-Generaux, qui devoit se faire dans trois semaines. Je leur dis qu'il m'étoit aussi impossible de me départir de mes ordres pour trois semaines que pour six. Ils me représenterent encore les inconvéniens qu'il y avoit que les Troupes de Sa Majesté pussent après la signature du Traité entrer dans le cœur du pays ; qu'elles vinssent donner de la jalousie aux Places fortes ; qu'elles passassent le Canal de Bruges : & si je ne pouvois pas convenir qu'elles n'iroient pas dans tous ces endroits-là. Je leur témoignai que je ne croyois pas que ce fût l'intention de Sa Majesté de donner de tels ordres à ses Troupes, mais que je ne pouvois convenir de rien là-dessus. Ils me proposerent de faire une ligne sur la Carte pour marquer seulement l'endroit où je pourrois me faire fort que les Troupes de

Sa Majesté n'iroient pas. Je témoignai que je ne pouvois me faire fort d'aucune chose de cette nature , & sur tout que je me garderois bien de marquer sur la Carte les lieux où les Troupes de Sa Majesté ne pourroient passer. Enfin après s'être levez deux ou trois fois , ils me déclarerent qu'ils n'avoient pas d'ordre de passer cet article ; mais , que si je voulois bien mettre seulement sur un billet les expédiens que je croyois les plus propres pour empêcher que ceux qui vouloient allumer la guerre n'en prissent occasion , sur les différens campemens que feroit l'Armée de Sa Majesté , & leur promettre en même-tems que je ferois mes offices auprès d'Elle , afin qu'Elle voulût bien régler la marche de ses Troupes conformément à mon écrit , ils en feroient rapport à leurs Principaux ; & ils espéroient que les esprits se remettroient de l'alarme où ils étoient. Messieurs d'Amsterdam m'avoient fait prier sous main de me relâcher là-dessus autant que je le pourrois ; le Prince d'Orange ayant tellement alarmé les Etats par ses Lettres , que déjà l'on commençoit à la Haye à entrer en défiance : & ses Créatures se servant utilement de cette occasion , me pressoient vivement de convenir que les Troupes de Sa Majesté , & celles des Etats-Généraux se retireroient incessamment , ou du moins après l'échange des Ratifications des Etats-Généraux : mais n'ayant osé me départir de mes ordres qui m'étoient bien nettement expliqués , je pris le parti de faire sur le champ un écrit conçu en ces termes :

„ IL me semble * qu'on ne peut prendre de
 „ plus grandes sûretés pour empêcher qu'il n'ar-
 „ rive des inconvéniens pendant les six semaines
 „ que les Troupes du Roi mon Maître attendront
 „ dans les Pays - Bas les Ratifications d'Espagne ,
 „ que l'engagement dans lequel Sa Majesté veut
 „ bien entrer , que ses Troupes ne feront pendant
 „ tout ce tems-là aucun acte d'hostilité : mais pour

* Billet que je donnai le 27 Juin pour le Campement des Troupes du Roi.

„ satisfaire à ce qu'on me demande , & pour une
 „ plus grande précaution , je crois qu'on ne peut
 „ rien désirer de plus , sinon que les Armées de Sa
 „ Majesté ne donnent aucune jalousie aux Places
 „ fortes , & pour cela qu'elles ne campent point à
 „ une lieue près de ces Places ; qu'elles ne vien-
 „ nent point en dedans du Canal , ou de la Riviere
 „ qui va de Gand à Dendermonde ; qu'elles ne
 „ viennent pas à trois lieues de Malines , & qu'el-
 „ les n'approchent point de trois lieues du Canal
 „ qui va de Bruxelles à Anvers. Si on trouve cela
 „ raisonnable , j'offre de faire des offices auprès du
 „ Roi en même - tems que j'aurai l'honneur d'en-
 „ voyer le Traité signé à Sa Majesté , & je ne doute
 „ pas que mes offices ne soient efficaces , & que Sa
 „ Majesté n'ordonne à ses Troupes de se conformer
 „ à ce que j'ai marqué ci-dessus ”.

Nous disputâmes aussi fort long - tems sur l'arti-
 cle des Contributions. Ils me presserent de le régler ;
 n'étant pas juste que puisque Sa Majesté vouloit bien
 éloigner la guerre de leur voisinage , on laissât indé-
 cis des différends qui pourroient donner occasion à
 des actes d'hostilité. Comme je ne voyois pas de rai-
 son de leur refuser ce qu'ils demandoient , je m'en
 tins à l'article couché dans le Traité de Nimegue,
 qui porte que les Contributions demandées aux
 pays qui y sont soumis doivent être payées jusqu'à
 l'échange des Ratifications. Le Sieur Dickfeld le
 refusa , & ne manqua pas d'alléguer ce qui étoit
 arrivé après la paix au sujet des Contributions de
 Breda , dont le Roi voulut être payé , quoique les
 Habitans de cette Baronnie n'eussent point fait de
 Traité , parce qu'il y avoit , les Contributions deman-
 dées aux pays qui y sont soumis , & non pas , aux pays
 qui s'y sont soumis. Les Etats - Généraux avoient
 soutenu , qu'on ne pouvoit prétendre qu'un pays
 dût des contributions , s'ils n'en étoient convenus
 par un Traité , ou s'il n'avoit été forcé à des paye-
 mens actuels & consécutifs par des exécutions mi-

litaires ; & que ni l'un ni l'autre ne se trouvoit à l'égard de la Baronnie de Breda. M. de Louvois prétendit que cela étoit vrai si l'on avoit mis , *les Pays qui se sont soumis* ; mais que l'on avoit mis , *les Pays qui sont soumis à la contribution* ; & que pour cela il suffisoit qu'on eût demandé les contributions , & que sur le refus qu'on en auroit fait , on eût fait des exécutions militaires ; qu'on soumettoit par-là les pays aux contributions ; & que sur le refus qu'on en auroit fait payer la Baronnie de Breda après la Paix de Nimegue , sur le pié de la demande de l'Intendant de Maestrik , quoiqu'elle auroit été modérée de beaucoup , si cette Baronnie eût entré en composition ; de sorte que pour ne pas tomber une seconde fois dans cet inconvénient , M. Dickfeld demandoit que l'on mît , *les contributions établies* , ou bien , *les contributions demandées aux Pays qui s'y sont soumis* : mais je refusai l'un & l'autre , & cet article demeura indécis.

MAIS la plus grande Contestation de toutes fut l'article qui regardoit les Alliés. Ils l'avoient couché de cette sorte :

Et en cas que le Roi d'Espagne n'accepte pas dans . . . semaines les Conditions susdites de la Treve , & n'en fasse la ratification en bonne & dûe forme , lesdits Seigneurs Etats Généraux s'obligent de ne donner tant que la présente guerre durera aucun secours aux Espagnols par-tout ailleurs , ni contre le Roi , ni contre ses Alliés ; & Sa Majesté s'oblige que ni Elle , ni aucun de ses Alliés , n'attaqueront ni incommoderont par aucun acte d'hostilité de quelque maniere que ce puisse être , aucune des Villes ou Places fortes des Bays-Bas , moins de réduire sous sa puissance ou de s'emparer soit par révolte , échange , cession volontaire , ou par quelque voie que ce soit , d'aucune des Places , Villes , Lieux & Pays dudit Pays-Bas , même de n'y pouvoir faire la guerre dans le Plat-Pays , si les Espagnols s'en abstiennent , & quoi-

qu'ils continuassent à faire des actes d'hostilité dans le Pays-Bas contre la France, Sa Majesté s'oblige aussi en tel cas de ne rien entreprendre contre les Villes ou Places fortes, & de ne les attaquer ou incommoder par aucun acte d'hostilité de quelque manière que ce puisse être; Sa Majesté se réservant le pouvoir de porter ses armes dans les Pays du Roi Catholique, par-tout ailleurs qu'aux dits Pays-Bas, jusques à ce que la Paix entre les deux Couronnes sera rétablie.

Je pris copie de cet article, & neuf heures étant sonnées, les Députés des États-Généraux allèrent leur rendre compte de l'état de la Négociation; & moi j'allai communiquer à l'Ambassadeur de Danemark & aux Ministres de Cologne & de Brandebourg cet article qui touchoit les Alliés. Ils y trouverent les mêmes difficultés que j'y avois observées; & je vis outre cela qu'ils n'étoient pas contents que les États-Généraux s'engageassent seulement à ne pas secourir leurs Alliés en cas que la Treve ne se fît point. Ils vouloient que les États-Généraux s'obligeassent à ne pouvoir agir contre les Alliés du Roi, même après que la Treve seroit faite. Je leur représentai que le Roi ne pouvoit stipuler en faveur de ses Alliés plus qu'il ne demandoit pour lui-même; & qu'il n'étoit pas juste d'exiger que les États-Généraux s'obligeassent à demeurer neutres indéfiniment. Je demandai à l'Ambassadeur de Danemark comme j'avois déjà fait plusieurs fois, s'il seroit content que je convinssé que toutes choses demeureroient dans l'Empire à l'gard du Roi Maître sur le pié où elles étoient au premier d'Août 1681; parce que ce seroit un grand argument si je pouvois dire aux États-Généraux que les Alliés du Roi consentant que la Treve dans l'Empire fût réglée même à leur égard sur le pié que Sa Majesté l'avoit proposé, ce ne seroit plus que par la faute de leurs Alliés si la Treve ne se faisoit pas; & qu'il ne seroit pas juste que les États-Généraux demeurassent après cela

dans la liberté de les secourir : mais il ne me voulut pas répondre précisément, & me dit que le Roi son Maître avoit des démêles qui ne regardoient pas l'Empire, comme étoit celui de Sleswick, & qu'il en pouvoit avoir aussi avec la Suede hors de l'Empire. Quoique je trouvasse l'Ambassadeur de Danemark fort deraisonnable, je ne voulus pas lui déclarer les ordres que j'avois de convenir pour son Maître, de même que pour le Roi, qu'ils demeureroient en possession de ce qu'ils occupoient le premier d'Août 1681, selon les offres que le Roi avoit faites si souvent, & à la Haye, & à la Diète de Ratisbonne. Je m'avisai d'un autre expédient. Comme j'avois remarqué qu'il avoit ses prétentions, & que l'Envoyé de Brandebourg avoit aussi ses vûes particulieres, qui ne s'accordoient pas avec celles du Danemark : je dressai un article touchant les Alliés que j'envoyai à l'un & à l'autre séparément, & les priai par un billét de me donner leur Avis, Cet article portoit :

I X.

Et si ledit * Seigneur Roi Catholique n'accepte pas ladite Treve aux Conditions stipulées, & que dans six semaines à compter du jour de la signature de la présente Convention, il n'en fournisse pas un acte de ratification en bonne & dûe forme, lesdits Etats-Généraux s'obligent en ce cas de retirer immédiatement après ledit tems toutes leurs Troupes des Pays-Bas Espagnols, & de ne donner tant que la présente guerre durera aucune assistance à la Couronne d'Espagne, ni à ses Alliés directement ni indirectement, par Mer ou par Terre, en quelque endroit que ce puisse être ; & s'engagent à ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pays ou Sujets, ni contre les Alliés de Sa Majesté en faveur de leurs Allies, s'ils re-

* Article dressé par l'Ambassadeur de France, seulement pour le faire voir aux Ministres des Alliés de Sa Majesté, & qui n'a pas été délivré aux Etats-Généraux,

usent d'accepter la Treve aux Conditions offertes
l'Empire par Sa Majesté Tres - Chrétienne, tant
ue les différends qui sont à présent en nature ne
eront pas terminez par une Paix ou par une Treve.

Et Sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige réciproquement, &c

Ils ne manquerent pas de me faire deux Réponses entierement opposees : l'un trouvoit que je des-
gnois trop les affaires de l'Empire, & qu'il ne les
alloit pas marquer si précisément ; l'autre que je
ne les marquois pas assez, & qu'il falloit nommer
l'Empire. Ils ne s'accordoient qu'en ce qu'ils sou-
haitoient que je n'attachasse pas l'obligation dans
laquelle les Etats-Généraux entroient, de ne point
agir contre les Alliés du Roi, au refus que feroient
leurs Alliés d'accepter la Treve aux Conditions
offertes à l'Empire par Sa Majesté ; voulant que
les Etats-Généraux ne pussent en quelque cas que
ce fût secourir leurs Alliés. Je communiquai cette
affaire à Messieurs d'Amsterdam, qui me temoigne-
rent être fort bien informés des démarches que
l'Ambassadeur de Danemark & l'Envoyé de Bran-
debourg faisoient, qu'ils en étoient fort en colere
contre l'Envoyé de Brandebourg : qu'ils en fe-
roient des plaintes à cet Electeur, & lui feroient
demander si c'étoit par son ordre que son Envoyé
agissoit. Que pour ce qui étoit de l'Ambassadeur
de Danemark ils n'en parleroient point, parce qu'ils
étoient persuadés que son but n'étoit autre que de
traverser le Traire, & qu'il n'en seroit point désa-
voué en Danemark. Ils m'assurerent cependant
qu'il n'en falloit pas davantage pour renverser tout
ce que nous avions fait jusques-là. Que jamais les
Etats - Généraux n'avoient compris qu'il falloit re-
noncer à toutes leurs Alliances, & que quoi qu'ils
n'eussent aucun dessein d'entrer en guerre, ils ne
prétendoient pas se lier les mains & se deshono-
rer de la sorte. Qu'ils avoient des raisons pour ne
pas secourir les Espagnols ; mais qu'ils n'en avoient
pas pour abandonner leurs autres Alliés ; & que ce

10 Juillet
1684.

n'en étoit pas une que d'alléguer qu'ils refusoient les offres de Sa Majesté, quand même les Alliés de Sa Majesté les accepteroient, ce qu'ils ne faisoient pas. Ils me firent dire par-dessus cela, que les Etats de Hollande s'étoient séparés pour quinze jours; qu'ainsi les difficultés qui surviendroient seroient réglées par les Députés des Etats-Généraux dont le Prince d'Orange étoit le maître, ou renvoyées dans quinze jours à l'Assemblée de Hollande; qu'ils pouvoient m'assurer que cela causeroit une telle alteration, & donneroit de si grands ombrages, qu'on perdrait cette confiance que l'on avoit prise en Sa Majesté, & que le Prince d'Orange & ses Créatures venant à profiter de ce désordre pourroient empêcher qu'on ne pût jamais conclure cette affaire; qu'ils me prioient de considérer que la Province de Hollande n'étoit pas unanime; que celles de Gueldres & de Zélande étoient contraires; & que celles d'Utrecht & d'Overissel s'étoient déclarées contre le sentiment de leurs Députés aux Etats Généraux; & que ces Députés que je connoissois mal intentionnés, pourroient par de frux rapports faire changer leurs Provinces.

LES Députés des Etats-Généraux vinrent chez moi le 18 sur les quatre heures après-midi; & y demeurèrent jusques à dix heures du soir. Nous reprîmes des Contributions, & ils me pressèrent fort de consentir que s'il arrivoit des différends sur ce sujet, la décision en fût remise au Roi d'Angleterre. Comme j'y fis de la difficulté, cet article demeura indécis. Nous passâmes ensuite à celui des Alliés, & malgré les remontrances de Messieurs d'Amsterdam, & le peu de justice que je voyois dans les prétentions des Alliés de Sa Majesté, j'insistai pendant toute cette séance qui dura six heures, ne voulant pas contrevenir à mes ordres; & je me servis de toutes les raisons que Sa Majesté m'avoit suggérées: mais je vis qu'on étoit plutôt prêt de tout rompre, que d'accorder une clause indé-

inie pour l'abandon des Alliés. Enfin ils me dirent
 que tout ce que je pouvois souhaiter étoit, qu'ils
 consentissent que je couchasse cet article dans les
 termes les plus forts qui étoient dans mes Mémoi-
 res, & qu'ils l'admettroient. Je trouvai cette Pro-
 position si raisonnable, que j'y consentis. J'envoyai
 donc à dix heures du soir chez l'Ambassadeur de
 Danemark, & chez les Envoyés de Brandebourg
 & de Cologne, pour leur demander s'ils jugeoient
 à propos que je dressasse cet article conformément
 à ce que j'avois proposé moi même par ordre de
 Sa Majesté, ou s'il falloit rompre sur ce que les
 Etats-Généraux n'en vouloient pas faire davantage.
 Ils n'eurent garde de dire qu'il falloit rompre
 sur ce que les Etats-Généraux n'en vouloient pas
 faire davantage. Ils n'eurent garde de dire qu'il
 falloit rompre. L'Envoyé de Brandebourg n'eut
 pas de réplique à faire. Celui de Cologne me man-
 da qu'il n'avoit point d'ordre là-dessus; mais qu'en
 son particulier il étoit de mon avis, & qu'il ne
 doutoit pas que son Maître ne l'approuvât. Mais
 l'Ambassadeur de Danemark ne pouvant rien ré-
 pondre à une telle Proposition, me manda qu'il
 auroit fort désiré que je différasse de dix jours la
 conclusion de cette affaire, jusques à ce qu'il pût
 être informé des intentions du Roi son Maître;
 qu'il n'en savoit autre chose sinon que M. de Me-
 yerkrone lui avoit écrit que j'avois ordre d'obte-
 nir un article qui mettroit le Danemark à couvert,
 non-seulement pour ce qui regardoit l'Empire,
 mais encore pour les affaires du Holstein. Il insista
 même pour avoir ce délai, ce qui me surprit, car
 c'étoit trop se découvrir; d'ailleurs il ne put dis-
 convenir que les Etats-Généraux n'entroient pas
 dans les guerres du Nord, & qu'en tout cas Sa Ma-
 jesté demeurant dans la liberté d'assister ses Al-
 liés, le Roi son Maître y gagnoit encore. Il n'est
 que trop évident que cet Ambassadeur souhaitoit
 que la Paix ne se fît point, & qu'il avoit ordre de
 la traverser, mais d'une manière que je ne m'en
 apperçusse pas, ou du moins de faire en sorte que

le Roi de Danemark demeurât dans un plein repos sur les affaires du Holstein.

LES Députés des Etats-Généraux revinrent le 29 au matin , pour examiner l'article que j'avois dressé touchant les Alliés , & pour vérifier les autres , afin de les faire mettre sur le champ au net , & signer le Traité.

JE leur communiquai cet article , & après bien des disputes ils consentirent , qu'il fût couché non-seulement de la maniere que Sa Majesté l'avoit demandé par mes Mémoires , mais bien plus avantageusement & tel à peu près que l'Ambassadeur de Danemark le souhaitoit , puisque la periode qui parloit des Alliés étoit bien plus séparée dans cet article , qu'elle n'étoit dans mon Memoire du 17 de Fevrier. Le Mémoire étoit conçu en ces termes :

POURVU que les Etats-Généraux s'engagent , non-seulement d'empêcher que les troupes qu'ils ont présentement en Flandre ne puissent être employées ailleurs qu'à la défense des Places que le Roi Catholique possédé dans les Pays-Bas , mais même de ne pouvoir donner aucun autre secours à la Couronne d'Espagne , en quelqu'autre pays que ce puisse être , ni agir directement ou indirectement contre Sa Majesté , ou contre ses Alliés. Sa Majesté veut bien aussi s'obliger , &c. Et l'article étoit couché de cette sorte.

ET si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la susdite Treve aux Conditions stipulees , & que dans l'espace de six semaines à compter du jour de la présente Convention , Sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un acte de Ratification en bonne & dûe forme ; lesdits Seigneurs Etats-Généraux s'obligent en ce cas de retirer immédiatement après ledit tems de six semaines toutes leurs Troupes des Pays-Bas Espagnols , & de ne donner tant que la présente guerre durera aucune assistance à la Couronne d'Espagne , directement ni indirectement , & tant que les différends qui existent présentement ne seront pas terminés ; & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes , Pays , & Sujets de Sa Majesté , ni contre

ses Alliés. Et Sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige réciproquement, &c.

LES Etats-Généraux me demanderent avec tant d'instance, que les différends qui surviendroient pour les Contributions, fussent remis au Roi d'Angleterre, que je ne pus me défendre d'y consentir, espérant que Sa Majesté ne le trouveroit pas mauvais, puisqu'Elle avoit bien voulu le faire à l'égard des Contestations que l'on pourroit avoir touchant la possession, Ils ne voulurent point admettre ces termes, (*les Contributions demandées aux Pays qui y sont soumis*) & je ne voulus pas mettre (*les Contributions demandées aux Pays qui s'y sont soumis*) ainsi on mit seulement, *la levée des Contributions sera continuée, &c* & on dit que chacun l'interpréteroit comme il l'entendrait. Je crus que Sa Majesté n'y perdrait pas à le laisser indéfini. Du surplus, je crus cet article réglé avantageusement pour le Roi; car si l'Espagne n'acceptoit pas la Trêve, la levée des contribu-^{30 Juin}
tions ne devoit pas cesser; & si l'Espagne consen-^{1684.}
toit à la Trêve, les Contributions se devoient payer jusqu'au jour de l'échange de la Ratification, & jamais on n'avoit poussé le droit des Contributions au-delà.

MESSIEURS d'Amsterdam m'avoient fait prier que je consentisse de mettre trois semaines pour l'échange des Ratifications; parce que bien qu'à ne^{29 Juin}
pas perdre un moment de tems, on auroit pû en^{1684.}
quinze jours envoyer le Traité dans les Provinces, y faire convoquer des Assemblées générales, & envoyer à la Haye la Ratification; néanmoins comme les Etats de Hollande étoient séparés pour près de quinze jours, & qu'ils avoient à délibérer dans leurs Villes sur les affaires qui devoient être réglées dès le mois Décembre précédent, & auxquelles on n'avoit pas encore pensé; cette précipitation les auroit jettés dans un grand embarras: ainsi, nous donnâmes trois semaines pour l'échange des Ratifications.

LES Etats-Généraux me prièrent encore de joindre mes offices à ceux qu'ils ordonnoient à leur Ambassadeur de faire auprès du Roi, afin que Sa Majesté voulût bien retirer ses Troupes des Pays-Bas Espagnols, lorsque les Ratifications des Etats-Généraux auroient été échangées; mais je ne voulus pas m'en charger.

QUOIQUE les Etats-Généraux & moi eussions des Secretaires dans ma sale qui copioient les articles à mesure que nous en étions convenus, nous ne pûmes achever dans la matinée, & nous remîmes la Signature du Traité à six heures du soir.

Je fus averti à trois heures après-midi par un homme que Messieurs d'Amsterdam m'envoyèrent, que l'instance que j'avois faite la veille en faveur des Alliés de Sa Majesté avoit pensé rompre la Négociation, & que si j'y avois insisté, comme il auroit fallu en communiquer dans les Provinces, on ne seroit jamais revenu à mettre l'affaire en l'état où elle étoit. Ils me donnerent avis en même-tems de me rendre facile sur quelques difficultés qui n'étoient pas de conséquence, sur lesquelles néanmoins les Créatures du Prince d'Orange s'étoient déclarées que si je ne donnois les mains, elles ne signeroient pas le Traité.

ILS me firent dire en même-tems de me donner de garde de l'Ambassadeur de Danemark; qu'il avoit fait sous main tout ce qu'il avoit pu pour empêcher la conclusion de ce Traité, & qu'il avoit tenu des discours fort propres à faire rompre cette affaire.

LES Députés des Etats-Généraux vinrent chez moi à six heures du soir, ils me firent d'abord les difficultés dont on m'avoit donné avis, mais comme ce n'étoient pas des choses essentielles, j'y apportai toutes les facilités que les honnêtes gens pouvoient souhaiter; & enfin nous signâmes le Traité de Trêve, par lequel

LES Etats-Généraux, après avoir avoué dans le Préambule que le Roi donnoit une seconde fois la Paix à la Chrétienté, s'engageoient d'employer
tous

tous leurs offices auprès du Roi d'Espagne pour lui faire accepter la Treve de vingt années pendant laquelle le Roi conserveroit tous les lieux dont il s'étoit mis en possession depuis la Paix de Nimegue, & dont il jouïssoit le premier d'Août 1681, & par dessus cela de la Ville & Prévôté de Luxembourg, de Beaumont, de Bouvines, & de Chimay, avec leurs dépendances.

EN cas que le Roi d'Espagne approuvât dans six semaines la Treve, le Roi devoit retirer ses Troupes de dessus les Etats de la Domination d'Espagne, & restituer à Sa Majesté Catholique tout ce que ses armes avoient occupé ; entr'autres, Courtray & Dixmude, après qu'elle en auroit fait abattre les murailles & raser les fortifications.

Si le Roi d'Espagne ne fournissoit pas dans six semaines un acte de Ratification, en bonne & dûe forme, du présent Traité, les Etats-Généraux s'obligeoient de retirer immédiatement après les six semaines, toutes leurs troupes des Pays-Bas Espagnols, & de ne donner tant que cette guerre dureroit aucune assistance à la Couronne d'Espagne directement ni indirectement ; & ils s'engageoient aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pays & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliés ; & Sa Majesté s'obligeoit de n'attaquer aucune Place des Pays-Bas, de n'y point faire la guerre dans le Plat-Pays si les Espagnols s'en abstenoiént, & de n'y point recevoir d'échange des conquêtes qu'Elle feroit ailleurs sur la Couronne d'Espagne, se réservant la liberté de porter ses armes dans les Etats du Roi Catholique partout ailleurs que dans les Pays-Bas.

AINSI le Roi se rendit Maître de Luxembourg, & fit une Treve avantageuse, sans que le Prince d'Orange, qui s'étoit mis à la tête d'une grosse armée, & qui faisoit en même tems agir ses Créatures dans les Provinces-Unies, pût sauver Luxembourg, ni empêcher la Trêve.

COMME mes Lettres étoient toutes prêtes, je ^{29 Juin} 1684.

dépéchai un Courier dans le moment que le Traité fut signé, & j'e l'envoyai à Sa Majesté. J'écrivis par la même voie à M. le Maréchal de Schomberg, que je venois de signer le Traité avec les Etats-Généraux, & qu'ils avoient défendu expressément, il y avoit déjà deux jours, au Prince d'Orange de faire aucun acte d'hostilité contre les Troupes du Roi.

LES Etats-Généraux dépêchèrent aussi-tôt en Espagne, & communiquèrent ce Traité aux Ministres de leurs Alliés. Ceux de l'Empereur & du Roi d'Espagne ne voulurent pas s'y trouver : ils envoyèrent deux jours après dans toutes les Cours des Princes leurs Alliés, un Ecrit fort ample par lequel ils justifioient leur Conduite, & exhortoient ces Princes d'accepter les Conditions offertes par le Roi.

13 Juillet
1684.

LA signature de ce Traité fit séparer tous les Ministres des Alliés, des Etats-Généraux qui étoient à la Haye pour former une ligue contre la France, sous prétexte d'un accommodement général. Celui de Suede partit le premier ; ceux de Hanover, de Lorraine, de Holstein, & du Cercle de Eranconie le suivirent incontinent, & on ne douta point que ce Traité ne produisît le rétablissement de la Paix dans toute l'Europe. Le Résident de l'Empereur ayant confié à un Député des Etats-Généraux de ses amis, que l'Empereur accepteroit la Treve aux Conditions offertes par le Roi.

Lettre du
Roi du 26
Juin 1684.

LE Roi me fit Réponse le 26. sur le projet donné par les Etats-Généraux à leurs Alliés, que je lui avois envoyé, & me donna de grandes Instructions là-dessus, que je ne reçus que le lendemain de la signature du Traité. J'eus seulement la satisfaction de voir, qu'Il vouloit bien que je me relachasse sur des articles que j'avois fait coucher plus avantageusement qu'il ne les avoit demandés. Il consentoit aussi que si je ne pouvois faire mettre la clause des Alliés comme il l'avoit proposée, on ne parlât dans le Traité, ni de ses Alliés, ni de ceux

des États ; d'autant plus que ses Alliés étant Membres de l'Empire , il ne pouvoit rien stipuler pour eux , que leur inclusion dans la Treve sur le pié de la possession où ils étoient dans l'année 1681. ce que le Danemark ne souhaitoit pas.

Je mandai au Roi que j'avois couché si avantageusement pour les Alliés l'Article qui les regardoit ; que j'apprehendois que les États-Généraux ne s'en apperçussent avant la ratification ; que l'Envoyé de Brandebourg en étoit très-content ; qu'il n'y avoit rien de plus déraisonnable que ce que souhaitoit l'Ambassadeur de Danemark , qui , dans le tems qu'il ne vouloit pas qu'on engageât le Roi son Maître à finir les démêlés qu'il avoit dans l'Empire sur le pié que Sa Majesté l'avoit proposé , vouloit qu'on obligeât les États-Généraux à ne pas secourir leurs Alliés contre lui. Que cependant il étoit satisfait de la maniere dont cet Article étoit redigé.

Que si les Alliés de Sa Majesté m'avoient fait de la peine , j'en avois eu bien davantage du côté des États-Généraux. Que ceux du parti du Prince d'Orange n'étoient appliqués qu'à chercher l'occasion de rompre cette affaire : que les Provinces n'étoient pas toutes d'accord ; que ceux qui souhaitoient la Paix , & qui étoient prevenus de mes raisons , n'osoient en parler publiquement : ainsi ils ne pouvoient en convaincre tous ceux qu'il eût été nécessaire d'en persuader. Les amis du Prince d'Orange au contraire se faisoient un mérite d'appuyer hautement ceux qui faisoient quelque difficulté , bonne ou mauvaise. Et que dès qu'il se formoit le moindre scrupule , tout aussi-tôt il se répendoit un bruit , que la France les vouloit tromper. Que je pouvois assurer Sa Majesté que ceux qui connoissoient le dedans du Pays , & les intrigues du Prince d'Orange , & du Pensionnaire Fagel , ne se pouvoient presque imaginer au commencement , qu'on pût venir à bout de cette affaire.

A peine avois-je écrit cette Lettre , que deux Dé-

3 Juillet
1684.

putés qui avoient travaillé au Traité de Treve me vinrent dire de la part des Etats-Généraux , qu'ils avoient été surpris de ce qu'on n'avoit pas mis dans le Traité , que les Alliés de Sa Majesté ne pourroient point attaquer les Pays-Bas , puisqu'il avoit été résolu dans les Etats-Généraux d'insérer cette clause ; qu'ils avoient rapporté aux Etats-Généraux les raisons que je leur avois alléguées pour ne la pas admettre ; mais que comme j'avois offert pour les guérir de leur appréhension de mettre que Sa Majesté n'attaqueroit les Pays-Bas ni par Elle , ni par ses Alliés , ils me prioient de trouver bon que l'on raccommodât l'Article comme je l'avois proposé. Je leur répondis que le Traité étant envoyé il n'étoit pas possible d'y rien changer : mais ils me témoignèrent une si forte inquiétude des bruits qu'on faisoit courir que Sa Majesté donneroit des troupes à l'Electeur de Cologne , avec lesquelles cet Electeur attaqueroit les Pays-Bas Espagnols , & ils me firent de si fortes instances afin qu'on mît dans un Article séparé , que quand Sa Majesté s'engageoit à ne point attaquer les Pays-Bas Espagnols , cela s'entendoit qu'Elle ne les feroit pas attaquer par ses Alliés , que j'y donnai les mains d'autant plus volontiers que le Roi étoit bien éloigné d'attaquer les Pays Bas sous le nom de l'Electeur de Cologne , & que le Pensionnaire Fagel cherchant toute sorte de moyens pour empêcher que les Etats-Généraux ne ratifiassent , j'étois persuadé que si je leur avois refusé cette satisfaction , les moins éclairés se seroient imaginés que ce n'étoit pas sans quelque raison importante.

J'ENVOYAI en même-tems au Roi la Résolution de la Province de Zelande touchant la Treve , qui faisoit voir la continuation des traverses que formoient les Créatures du Prince d'Orange. Cette Province se plaignoit qu'elle n'avoit pas eu le loisir de délibérer ; & elle fit voir en même-tems qu'on avoit bien fait de ne la pas attendre puisqu'elle vouloit imposer de certaines conditions à l'Accommodement qui en auroient pu empêcher la Conclusion.

LES Etats-Généraux avoient cependant si grande peur que le Prince d'Orange ne les engageât dans la guerre, qu'ils allerent au-delà de ce qu'ils avoient promis par le Traité, & firent sortir leurs troupes des Pays-Bas Espagnols si brusquement, qu'il n'y en avoit plus du tout le 4 de Juillet. Je suis persuadé qu'ils crurent aussi presser par-là les Espagnols de signer la Treve, en leur ôtant toute espérance de secours.

6 Juillet
1684.

LE Prince d'Orange de son côté fut si surpris, & si outré, que le Traité eût été signé si vite: car il s'étoit flatté que l'on consumeroit bien du tems dans la discussion des articles, qu'il fut de retour ce même jour 4 de Juillet à Onslardik, Maison de campagne qu'il a à trois lieues de la Haye d'où il partit le 6 pour s'en aller à Diren, qui est une Maison qu'il a fait bâtir pour la chasse dans le Welau après de Doesbourg.

JE fus averti quelques jours après d'un bon endroit, que le Pensionnaire Fagel, & les autres Créatures du Prince d'Orange, cherchoient à trouver à redire à tout ce qu'ils pouvoient dans ce Traité; qu'ils blâmoient fort les Députés des Etats-Généraux d'avoir laissé mettre dans le préambule que Sa Majesté donnoit une seconde fois la Paix à toute la Chrétienté; disant que c'étoit une chose qui ne devoit jamais être signée par les Etats-Généraux; mais que la clause qui regardoit les Alliés faisoit bien plus de bruit; que Mrs. d'Amsterdam commençoient même à en prendre de l'ombrage, parce qu'ils avoient reçu des Lettres de Berlin, qui leur faisoient croire qu'il y avoit un Projet entre le Roi de Danemarck & quelqu'autre Prince pour attaquer la Suede. Que les amis du Prince d'Orange vouloient se servir de cet Article pour empêcher la Ratification du Traité. Qu'ils représentoient que cette clause: *Et ils s'engagent aussi à ne commettre, ni à laisser commettre, aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Pays & Sujets de S. M. Très-Chrétienne, ni contre ses Alliés* étant tout-

à-fait séparée, on pourroit inférer, que les Etats seroient engagés purement & simplement à ne point agir contre les Alliés de S. M. pour quelque raison que ce pût être. Et comme ce n'avoit jamais été leur intention, ils vouloient me demander un éclaircissement; mais je fis parler de telle sorte à Mrs. d'Amsterdam, & à quelques autres Membres de l'Etat, qu'ils ne s'arrêtèrent pas à cette difficulté.

JE fis savoir aussi à S. M., que quoique les Etats-Généraux eussent résolu le Samedi précédent de me parler pour les intérêts du Prince d'Orange, personne de leur part n'étoit encore venue le 6 de Juillet. Comme ils ne vouloient pas faire cette Députation en Corps, ils avoient commis un Noble de Hollande, & celui-ci n'ayant pas été bien aise de se charger seul d'une pareille commission, cela en avoit retardé l'exécution.

JE suppliai le Roi de me prescrire ce que j'avois à observer, supposé que le Roi d'Espagne envoyât sa Ratification à la Haye, & si je ne la devois pas refuser en cas que dans le corps de la Ratification ou dans le sceau, il eût pris la qualité de Duc de Bourgogne. Il me fit Réponse que je me gardasse bien de la recevoir, si le Roi d'Espagne prenoit la qualité de Duc de Bourgogne, soit dans la Ratification, soit dans les pouvoirs, ou même à l'entour du sceau qui y seroit attaché: mais, que quand les Armes de Bourgogne seroient dans le sceau, comme cela se pourroit regarder comme un quartier d'alliance, je ne le refusasse point: qu'il falloit que le Traité fut inséré de mot à mot dans la ratification d'Espagne, comme il l'étoit dans la sienne.

LE Roi manda, qu'il étoit très-satisfait du Traité que j'avois signé, & qu'il n'y avoit rien ni dans l'expression ni dans la substance qu'il n'eut fort approuvé, & m'en envoya la Ratification.

IL me témoigna aussi, qu'il avoit agréé ce que j'avois mis dans un billet séparé touchant le campement de ses Troupes dans les Pays-Bas Espagnols, jusqu'à ce que l'Espagne eut ratifié; & qu'il con-

Lettre du
Roi du 24
Juin 1684.

Lettre du
Roi du 6 &
8 Juillet
1684.

sentoit que tout ce que j'avois écrit sur ce sujet fut exécuté. Qu'il avoit de plus accordé, que ses Troupes ne logeroient pas dans la Gueldre Espagnole, ni au-delà de Nieuport à l'égard de la France.

QU'IL avoit donné ordre en même-tems au Maréchal de Schomberg de savoir du Marquis de Grana si conformément à ce qui étoit stipulé par le Traité, il vouloit s'abstenir de tous actes d'hostilité, ou les continuer; & qu'il se conformât à la Résolution que prendroit sur ce sujet le Marquis de Grana.

JE fis savoir aux Etats-Généraux que j'avois reçu la Ratification du Traité: & je pris cette occasion de leur communiquer les ordres que Sa Majesté avoit donnés à M. le Maréchal de Schomberg, de ne point faire d'actes d'hostilité dans les Pays-Bas Espagnols, si le Marquis de Grana vouloit bien s'en abstenir. 13 Juillet 1684.

ILS vinrent me remercier dès le même jour de cet Avis, & me témoignèrent qu'ils voyoient évidemment par-là combien étoit sincere l'intention de Sa Majesté pour rétablir au plutôt le calme dans le Pays-Bas, & la paix dans toute l'Europe. Ils me communiquèrent aussi la Résolution qu'ils avoient prise dès le lendemain de la signature du Traité, & qu'ils avoient déjà exécutée, de rappeler leurs troupes des Pays-Bas Espagnols, & me prièrent d'employer mes offices auprès du Roi, afin qu'il rappellât les siennes aussi-tôt que les Ratifications de Sa Majesté & les leurs seroient échangées. Ils me pressèrent là-dessus avec beaucoup de chaleur: mais je leurs fis voir qu'ils devoient être satisfaits, que S. M. eut bien voulu régler le campement de ses troupes comme ils l'avoient souhaité, & bien plus avantageusement que je ne leur avois promis, & qu'Elle eut ordonné à M. le Maréchal de Schomberg de se régler à l'égard des actes d'hostilité selon que le Marquis de Grana le voudroit.

IL me prièrent de vouloir bien faire un Article séparé, par lequel en expliquant le neuvieme nous déclarerions que Sa Majesté ne pourroit attaquer les

Pays-Bas ni par Elle même ni par ses Alliés. Je leur fis voir l'inutilité d'une pareille explication : mais comme ils y étoient fort acharnés , & que je vis qu'ils avoient toujours cette peur chimérique des troupes de l'Electeur de Cologne , qui étoit de beaucoup augmentée depuis qu'on avoit su qu'il vouloit se rendre maître de la Citadelle de Liege , je ne fis point de difficulté de dresser un Article comme j'en étois convenu avec les deux Députés qui m'étoient venus trouver le lendemain de la signature du Traité.

LEDIT * Sieur Ambassadeur de S. M. T. C. , & lesdits Sieurs Députés des Etats-Généraux, pour donner un plus grand éclaircissement à l'Article IX. de la Convention qu'ils ont signée à la Haye le 29 Juin dernier , comme aussi pour lever & même pour prévenir les moindres sujets de scrupule & de défiance contraires à la bonne-foi avec laquelle on a traité de part & d'autre , ont trouvé à propos de déclarer que lorsqu'il est dit dans ledit Article IX, que S. M. T. C. s'oblige de n'attaquer & de ne s'emparer d'aucune autre Place dans les Pays-Bas , &c. cela s'entend que S. M. n'attaquera ni par ses Troupes ni par celles de ses Alliés , & ne s'emparera d'aucune autre Place dans les Pays-Bas , tant que la présente guerre durera : & que lorsqu'il est dit que les Etats-Généraux n'assisteront directement ni indirectement pendant la présente guerre la Couronne d'Espagne , &c. cela s'entend qu'ils ne lui donneront aucun secours ni par Mer ni par Terre, de quelque maniere & en quelque lieu que ce puisse être , tant que la présente guerre durera. En foi de quoi , Nous Ambassadeur susdit de Sa Majesté Très-Chrétienne , & Députés susdits desdits Etats-Généraux , avons signé la présente Déclaration , qui aura la même force & vigueur que si elle étoit insérée dans la susdite Convention. Fait à la Haye le Juillet 1684.

IL paroîtra peut-être , que j'avois pris de mon côté une précaution qui n'étoit pas nécessaire ,

* Article séparé touchant les Alliés en explication du neuvième Article du Traité.

puisque l'Article qui regardoit l'Espagne s'entendoit suffisamment, & qu'il étoit couché dans les mêmes termes qui étoient compris dans tous mes Mémoires : mais, puisque les Etats-Généraux avoient voulu exiger de moi cette Interprétation, je me servis de cette occasion pour faire mettre des expressions qui marquassent encore plus autenthiquement un entier abandon de de la Couronne d'Espagne.

CEPENDANT, je voulus convenir avec les Etats-Généraux de la maniere dont nous en userions à l'égard de cet Article séparé, afin qu'il ne retardât point l'échange des Ratifications du Traité : & ils consentirent d'échanger les Ratifications que Sa Majesté m'avoit envoyées avec les leurs, aussi-tôt qu'ils les auroient reçues des Provinces indépendamment de celles de l'Article séparé ; & je me chargeai de supplier le Roi de donner une Ratification particuliere de cet Article que nous échangerions quand je l'aurois reçue.

ILS me dirent ensuite, que Sa Majesté voulant bien assurer le repos de leur Barriere, ils espéroient que la promesse qu'Elle leur avoit faite dans l'article X. de ne point prendre d'échange dans les Pays-Bas, s'étendrait à tout le tems que durerait la Treve, & que cela ne seroit pas restreint, ainsi que je l'avois exprimé, à la durée de la présente guerre. Je leur répondis, que ce Traité ne contenoit que deux points : ce qu'il y auroit à faire si l'Espagne l'acceptoit, & ce qu'il y auroit à faire si l'Espagne ne l'acceptoit pas ; & que nous n'avions rien stipulé de part ni d'autre que par rapport à ces deux Cas-là. Que cependant s'ils vouloient s'engager à ne pouvoir donner aucune assistance à l'Espagne pendant les vingt ans de la Treve, j'en rendrois compte à Sa Majesté, & j'espérois qu'elle voudroit bien leur donner satisfaction à cette Condition là. Cette réponse n'en attirera point d'autre de leur côté : ils me dirent seulement qu'ils en rendroient compte à leurs Supérieurs.

ILS m'apprirent que les Ratifications des Pro-

vinces de Frise & de Groningue étoient déjà arrivées.

14 Juillet
1684.

JE mandai au Roi le 14 de Juillet que les Etats de Hollande avoient ratifié ce matin-là le Traité, & qu'ils avoient même ratifié l'article séparé dont j'étois convenu la veille avec les Députés des Etats-Généraux, quoique je ne l'eusse pas encore signé.

18 Juillet
1684.

QUE je croyois avoir détourné l'envoi des trois Députés en France, en Angleterre, & à Berlin pour les intérêts du Prince d'Orange. Que les bien-intentionnés avoient témoigné à leurs amis qu'on y avoit pourvû suffisamment par l'article qui portoit que les Traités de Nimegue entre Sa Majesté & les Etats-Généraux demeureroient dans leur force & vigueur, & qu'ils étoient en droit en vertu de cet Article de faire des instances auprès de Sa Majesté pour remettre le Prince d'Orange en la possession de la Principauté d'Orange, conformément à ce qui étoit stipulé par le Traité de Nimegue.

14 Juillet
1684.

JE fis savoir aussi à Sa Majesté, que le Prince d'Orange & ses Créatures travailloient encore vivement à traverser l'échange des Ratifications, & que soupçonnois fort que le Sieur Dickfeld n'eût pris prétexte du voyage qu'il étoit obligé de faire à Utrecht au sujet des Ratifications, pour aller s'aboucher auparavant avec le Prince d'Orange à Duren, & voir avec lui s'il n'y avoit pas moyen d'empêcher l'entière consommation de cette affaire.

QUE ce n'étoit pas pour le rétablissement du Prince d'Orange dans sa Principauté, ni autres choses semblables, que Dickfeld, & les autres Créatures de ce Prince agissoient; qu'ils n'avoient d'autre but que d'empêcher à quelque prix que ce fût les Etats Généraux ne ratifiasent.

17 Juillet
1684.

J'APPRIS le 17. qu'on ne songeoit effectivement plus à envoyer personne en Angleterre ni à Berlin pour les intérêts du Prince d'Orange; mais qu'on pourroit bien envoyer en France; qu'on en avoit déjà parlé à quelques personnes d'Amsterdam, mais qu'il n'y avoit pas un des bien-intentionnés qui voulût se charger de cet emploi, à moins qu'on n'y

joignît une commission pour travailler à des Traités de Commerce, & au rétablissement des anciennes alliances entre la France & les Etats-Généraux.

Je mandai au Roi, que je ne m'étois pas trompé dans la pensée que j'avois eue du dessein du voyage du Dickfeld à Utrecht; qu'il n'y avoit rien qu'il n'eût fait pour empêcher cette Province de donner sa Ratification. Qu'il avoit gourmandé tous les Députés de la Ville l'un après l'autre; qu'il leur avoit demandé s'ils ne savoient pas que leur fortune dépendoit du Prince d'Orange, & s'ils croyoient qu'il leur pardonât de s'être déclarés personnellement contre lui en cette occasion, à moins qu'ils ne refusassent de ratifier le Traité; mais que ses menaces n'avoient rien produit sur l'esprit de ceux du Gouvernement de la Ville. Qu'il n'en avoit pas été de même à l'égard du Clergé qui compose une des trois voix de la Province d'Utrecht; qu'ils avoient eu si grande peur que le Prince d'Orange ne leur ôtât leurs places selon le pouvoir qu'il en avoit usurpé, qu'ils avoient résolu de ne pas ratifier. Que la Noblesse qui est toute au Prince d'Orange en avoit fait de même, & qu'ainsi il avoit deux voix contre une. Qu'on étoit extrêmement surpris du procédé du Sieur Dickfeld, & qu'on ne pouvoit comprendre comment une Province ôsoit refuser de ratifier un Traité auquel elle avoit consenti, & que son Député avoit signé; qu'il n'y avoit point de doute que la Province de Hollande n'y envoyât incessamment, pour lui remontrer la conséquence d'un pareil refus, & les suites fâcheuses qu'il pourroit attirer.

Le Prince d'Orange faisoit aussi tous ses efforts dans la Province d'Overissel pour empêcher qu'elle ne ratifiât; & pour l'intimider davantage, il avoit fait séjourner une partie des Troupes des Etats-Généraux aux environs de cette Province, & il n'en étoit pas loin non plus étant toujours à la chasse à Diren.

Sa Majesté m'écrivit, que quoique le Marquis de Grana n'eut pas encore accepté la suspension d'armes

Lettre du
Roi du 13
Juillet
1684.

qu'Elle lui avoit fait offrir ; néanmoins comme par le huitieme Article de Traité que j'avois signé, Elle étoit obligée de faire cesser dès le même tems tous actes d'hostilité dans les Pays-Bas contre les Villes & lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat-pays, si les Espagnols s'en abstenoiént, Elle ordonnoit à ceux qui commandoient dans ses Places & Armées, d'empêcher qu'il s'en commît aucun, jusques à ce que les Troupes d'Espagne eussent commencé. Qu'Elle faisoit de même revenir toute son Infanterie dans ses Places, & ramener son Artillerie dans ses Arcenaux; en sorte qu'il n'y auroit plus que la Cavalerie & les Dragons qui demeureroient dans le plat-pays jusqu'à l'échange des Ratifications d'Espagne.

28 Juillet
1684.

JE fis réponse au Roi, que j'avois fait informer Monsieur d'Amsterdam de l'ordre qu'il avoit donné à son Infanterie de se retirer de dessus les Terres d'Espagne; qu'ils avoient appris cette nouvelle avec une extrême joie, & qu'ils en avoient donné part sur le champ aux Etats-Généraux, & que j'étois fort assuré qu'elle y produiroit un très-bon effet.

30 Juillet
1684.

LES Etats-Généraux m'envoyerent dire le 20 de Juillet qu'ils avoient leurs Ratifications; ils me les apporterent sur les quatre heures & nous en fîmes l'échange.

ILS me prièrent ensuite de signer l'Article séparé touchant les Alliés dont j'avois déjà envoyé copie à Sa Majesté. Ce que fis.

LE Sieur Dickfeld ne revint pas à la Haye : il ne pouvoit mieux montrer sa méchante intention, après avoir empêché la Province d'Utrecht de ratifier, que de ne pas venir rendre compte de ce refus, dans l'appréhension qu'il eut que les Etats de Hollande n'y donnassent ordre dans le tems stipulé : mais la Ratification d'Overissel étant arrivée ce jour-là, malgré les efforts du Prince d'Orange, & les cabales de ses Créatures, les Etats-Généraux ayant la pluralité des Provinces, & présupposant que les autres ratifieroient, ne voulurent pas laisser écouler le terme prescrit.

Les bien-intentionnés trouvoient que c'étoit beaucoup qu'ils eussent empêché que le Prince d'Orange n'eût ni l'honneur ni l'avantage qu'on eût rien stipulé en sa faveur dans le Traité. Il est certain qu'ils le conduisirent avec beaucoup de bonne foi & de fermeté en cette occasion : mais il est encore plus vrai, qu'après les avoir compromis de la sorte, il les falloit soutenir dans la suite. Si on l'avoit fait, le Roi auroit disposé des Etats-Généraux à sa volonté.

J'ENVOYAI au Roi les Ratifications des Etats-Généraux, & je lui mandai que le Prince d'Orange étoit extrêmement fâché qu'elles eussent été échangées. Qu'il s'étoit toujours flatté de pouvoir l'empêcher. Que ses Créatures avoient pris un tour assez délicat pour traverser cette affaire. Ils avoient fait en sorte que les Provinces de Gueldres & de Zelande avoient consenti de ratifier le Traité ; mais à condition seulement qu'on n'en feroit point l'échange qu'après avoir obtenu une entière satisfaction pour le Prince d'Orange. La Province d'Overissel avoit fait la même chose : mais, elle avoit ordonné outre cela à ses Députés que si les Provinces de Hollande, Frise & Groningue persistoient à vouloir absolument faire l'échange des Ratifications sans aucun retardement, sous quelque prétexte que ce pût être, ils eussent à délivrer les leurs qui étoient pures & simples. Ces Députés exécuterent l'ordre de leurs Supérieurs, & tinrent ferme jusqu'au 20 de Juillet, que voyant les Provinces de Hollande, Frise & Groningue résolues de ratifier indépendamment des autres Provinces, ils délivrèrent leurs Ratifications, & aussi-tôt la résolution fut prise dans les Etats-Généraux d'en faire l'échange.

LE Roi me manda qu'il approuvoit tout ce qui contenoit l'Article séparé dont j'étois convenu avec les Etats-Généraux, & qu'il m'en envoyoit la Ratification. Sa Majesté y en joignit une autre tant du Traité que de cet Article séparé pour en faire l'échange avec le Ministre d'Espagne en cas que le Roi Catholique envoyât la sienne.

21 Juillet

1684.

Lettre du
Roi de 24
Juillet
1684.

Sa Majesté me manda , que l'Ambassadeur des Etats-Généraux l'avoit fort pressé de faire retirer sa Cavalerie des Pays-Bas Espagnols ; mais , qu'il n'en avoit rien voulu faire jusques à ce que les Etats-Généraux eussent ratifié. Que c'étoit aux Espagnols à remercier les Etats-Généraux d'avoir rappelé leurs troupes lorsqu'elles n'étoient plus nécessaires à la defense des Places du Roi Catholique , & que ce n'étoit pas une raison pour obliger Sa Majesté à en user de même avant que la Ratification d'Espagne fût arrivée.

2 Août
1684.

JE fis savoir aux Etats-Généraux que le Roi m'avoit envoyé la Ratification de l'Article séparé ; & des Ratifications du Traité pour être échangées avec celles d'Espagne. Ils en furent fort aises , & m'ayant demandé audience , ils m'apporterent sur les six heures du soir un Mémoire que le Résident de l'Empereur leur avoit présenté ce jour-là , avec la Résolution qu'ils avoient prise en conséquence.

CE Résident * après avoir exagéré avec beaucoup d'emphase le zèle de l'Empereur pour le repos de tous les Rois, Princes , & Etats ses Alliés , & généralement de toute l'Europe , & avoir représenté par un long discours qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen pour obvier aux dangers dont la Chrétienté étoit menacé par le Turc , que s'accommoder avec le Roi Très-Chrétien , déclaroit que S. M. Imperiale acceptoit la Treve offerte par la France , tant pour Elle , que pour tout l'Empire , ses Alliés , & ceux compris à la Paix de Westphalie & de Nimègue , & en particulier le Cercle de Bourgogne , comme aussi pour S. M. Catholique , & tous ses Royaumes & Etats , avec inclusion des Alliés d'Espagne , & en particulier de la République de Genes , & cela en vertu d'un pouvoir qu'Elle en avoit du Roi d'Espagne. Qu'ainsi il ne restoit plus pour pacifier toute l'Europe , qu'à autoriser le Ministre de France

* Mémoire du Résident de l'Empereur du 2 d'Août 1684.

à Ratisbonne pour conclurre une Treve générale entre l'Empereur , & la France , & tous leurs Alliés. Que S. M. T. C. rappellât ses troupes , & fît cesser toute sorte d'actes d'hostilité , afin qu'on put travailler à la Paix.

LA Résolution * des Etats-Généraux , portoit , que puisque l'Espagne avoit à cette heure effectivement accepté la Treve offerte par le Roi , ils attendoient que S. M. donneroit les ordres nécessaires à son Ministre à Ratisbonne , afin qu'il pût finir cette affaire suivant l'acceptation faite par le Roi d'Espagne avec inclusion de ses Alliés , & nommément de la République de Genes ; & qu'Elle rappelleroit incessamment ses troupes des Pays-Bas Espagnols , & autres Provinces de S. M. Catholique ; & me prièrent d'employer mes offices auprès de S. M. pour ce sujet.

JE leur répondis , que je n'aurois pas reçu une pareille acceptation , si elle m'avoit été offerte deux mois plutôt , mais qu'en l'état où étoient les affaires , c'étoit une chose tout-à fait hors de raison. Qu'il y avoit de la mauvaise-foi dans le procédé des Autrichiens de proposer une Treve universelle lorsque celle d'Espagne étoit déjà signée. Qu'il n'y avoit pas de moyen plus sûr , & plus court , pour le rétablissement de la Paix générale , sinon que l'Espagne ratifiât la Treve conclue à la Haye , & que l'on traitât à Ratisbonne de celle qui regardoit l'Empire. Que j'étois surpris des demandes qui étoient contenues dans leur Résolution ; que le Roi rappellât ses troupes qui étoient sur les Terres d'Espagne , & que l'on comprît dans la Treve qui regardoit cette Couronne les intérêts de la République de Genes : que cela étoit entièrement contraire au Traité qu'ils venoient de signer , & fort opposé aux sentimens qu'ils avoient toujours temoignés , qu'on ne devoit pas mêler dans le Traité conclu en faveur de l'Espagne (& si je l'osois dire en faveur des Etats-Gé-

* Résolution des Etats - Généraux du 2 d'Août 1634.

néraux) pour la sûreté des Pays-Bas , les intérêts de tous les autres Alliés de l'Espagne , ni les démêlés de la République de Genes ; & que je ne savois pas comment on regarderoit dans l'Europe la Conduite des Etats-Généraux de m'apporter cette Résolution après le Traité qu'ils avoient signé. Ils ne purent disconvenir, qu'elle n'étoit pas conforme à leur Traité. Qu'ils n'avoient pas bien expliqué leur intention , qui étoit de se tenir au Traité signé à la Haye , & me prièrent de leur rendre leur Résolution , pour la mettre en d'autres termes.

J'APPRIIS que ce qui avoit porté les Etats-Généraux à faire cette démarche étoit une Lettre secrete de leur Ambassadeur à Madrid , qui leur avoit mandé , que l'Espagne ne feroit ni Paix ni Trêve sans y comprendre la République de Genes. Le Pensionnaire Fagel s'étoit servi de cette occasion pour tâcher encore de rompre cette affaire. Il n'en avoit néanmoins osé parler aux Etats-Généraux , & s'étoit seulement adressé à quelques Députés des plus dévoués au Prince d'Orange , qui , après avoir examiné entr'eux le Mémoire du Résident de l'Empereur , avoient résolu de faire des offices pour les affaires de Genes qui étoient très-importantes pour le Commerce du Levant. Il est vrai aussi que les autres Députés qui les accompagnoient , & eux-mêmes avoient été fort surpris lorsque je fis en leur présence la lecture de leur Résolution , parce qu'ils ne l'avoient pas lue , s'en étant rapportés au Greffier Fagel. Que c'étoit pour cette raison-là qu'ils l'avoient repris sur le champ pour la faire changer. Que le Pensionnaire Fagel avoit été dans un grand emportement contre son frere le Greffier de l'avoir souffert , & que les Députés des Etats-Généraux étoient encore en contestation entr'eux sur la manière dont ils feroient des offices pour Genes.

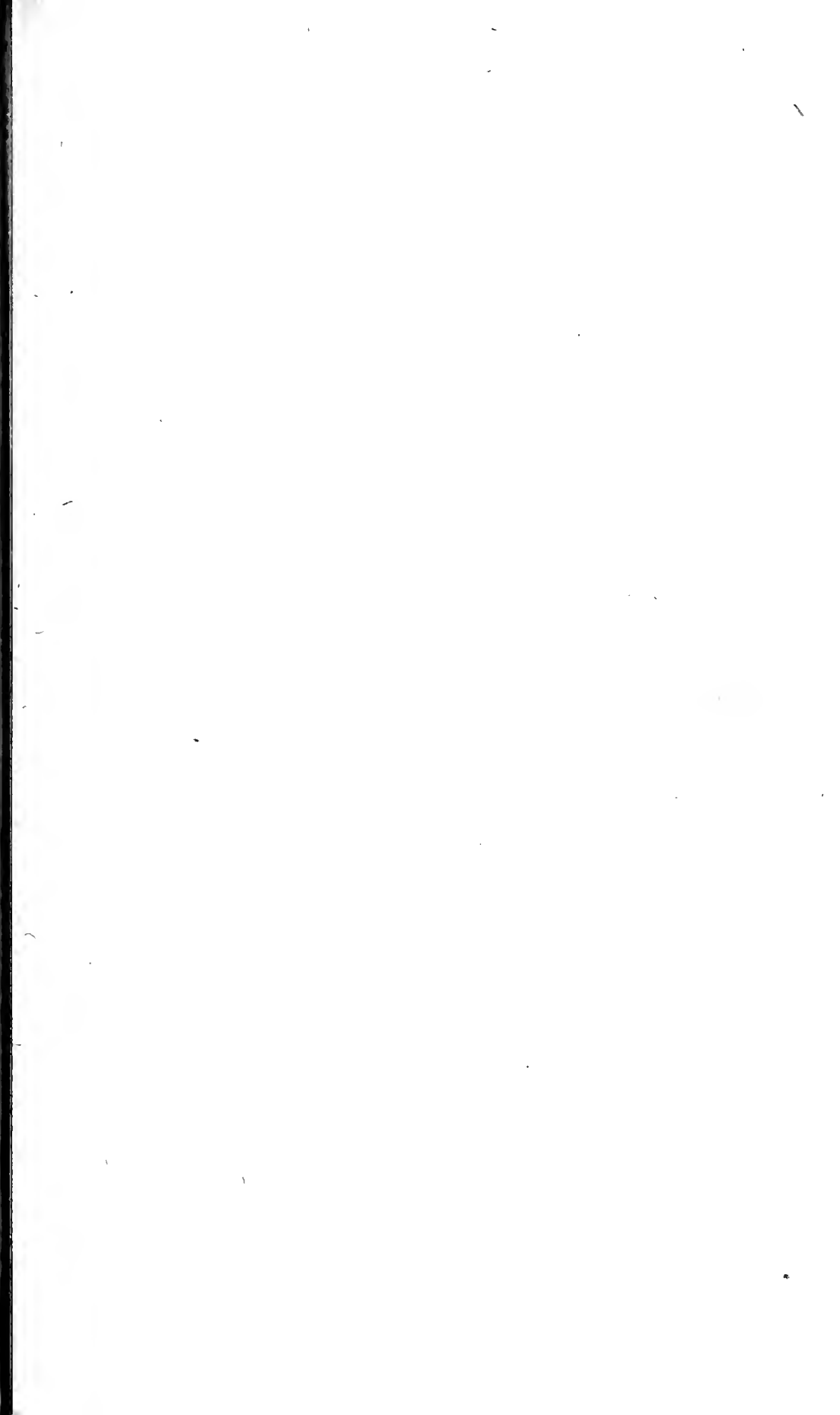
CES Avis m'obligerent à faire deux choses : l'une fut d'envoyer chez quelques Députés des Etats-
Géné-

Généraux pour leur faire faire réflexion sur la mauvaise foi du Pensionnaire Fagel, qui avoit dressé une pareille résolution; que si je m'en étois chargé sans l'examiner, elle auroit été portée en France & en Angleterte, & eut entraîné les Etats-Généraux dans des engagemens contraires à leur Traité. Qu'ils ne devoient pas eux-mêmes souhaiter que le Roi consentît que l'on comprît les affaires de Genes dans le Traité d'Espagne, puisqu'après l'avoir refusé à la Haye, le Pensionnaire Fagel en prendroit prétexte d'accuser ceux qui avoient conclu à ne pas insérer les intérêts de Genes dans le Traité, de s'être relâchés, & ne manqueroit pas de dire que Sa Majesté leur auroit accordé cet article & beaucoup d'autres s'ils avoient tenu ferme; puisqu'Elle vouloit bien l'admettre à cette heure, & que par-là il les décréditeroit entierement auprès de leurs peuples.

L'AUTRE démarche fut de prier les Etats-Généraux de venir chez moi. Nous eûmes une assez longue conférence, dans laquelle ils me déclarerent à la fin, que leur intention étoit d'exécuter fidelement le Traité signé à la Haye. Que bien loin d'approuver le Mémoire de l'Envoyé de l'Empereur, ils avoüoient qu'il y avoit quelque chose à redire à l'acceptation qu'il avoit faite. Qu'ils n'avoient pu néantmoins se dispenser de me le communiquer, & de me prier de faire de bons offices, afin que toutes choses s'accommodassent; mais qu'ils ne me demandoient que *officium boni viri*; & qu'ils ne prétendoient pas que cela retardât la ratification de l'Espagne dans le tems porté par le Traité signé à la Haye. C'est tout le succès qu'eut cette nouvelle & dernière tentative du Pensionnaire Fagel. Après quoi, nous échangeâmes les ratifications de l'article séparé.

14 Août
1684.

Fin du Tome troisième.

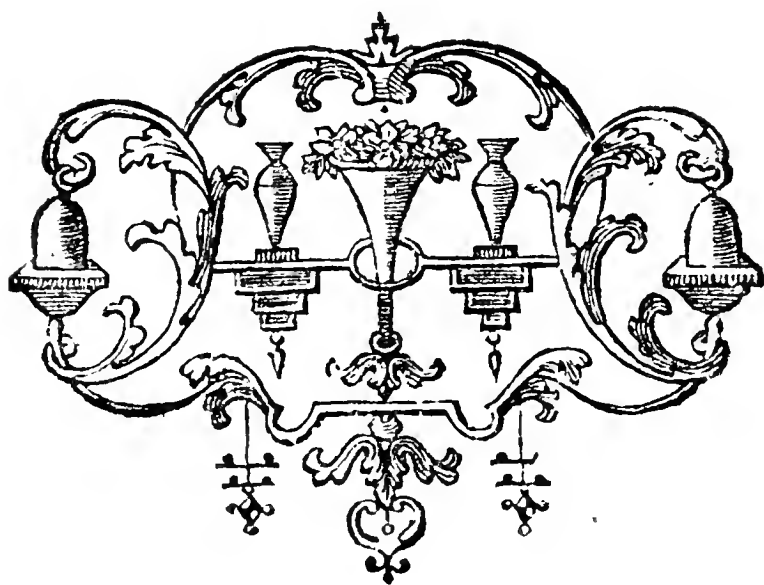


NEGOCIATIONS

DE MONSIEUR

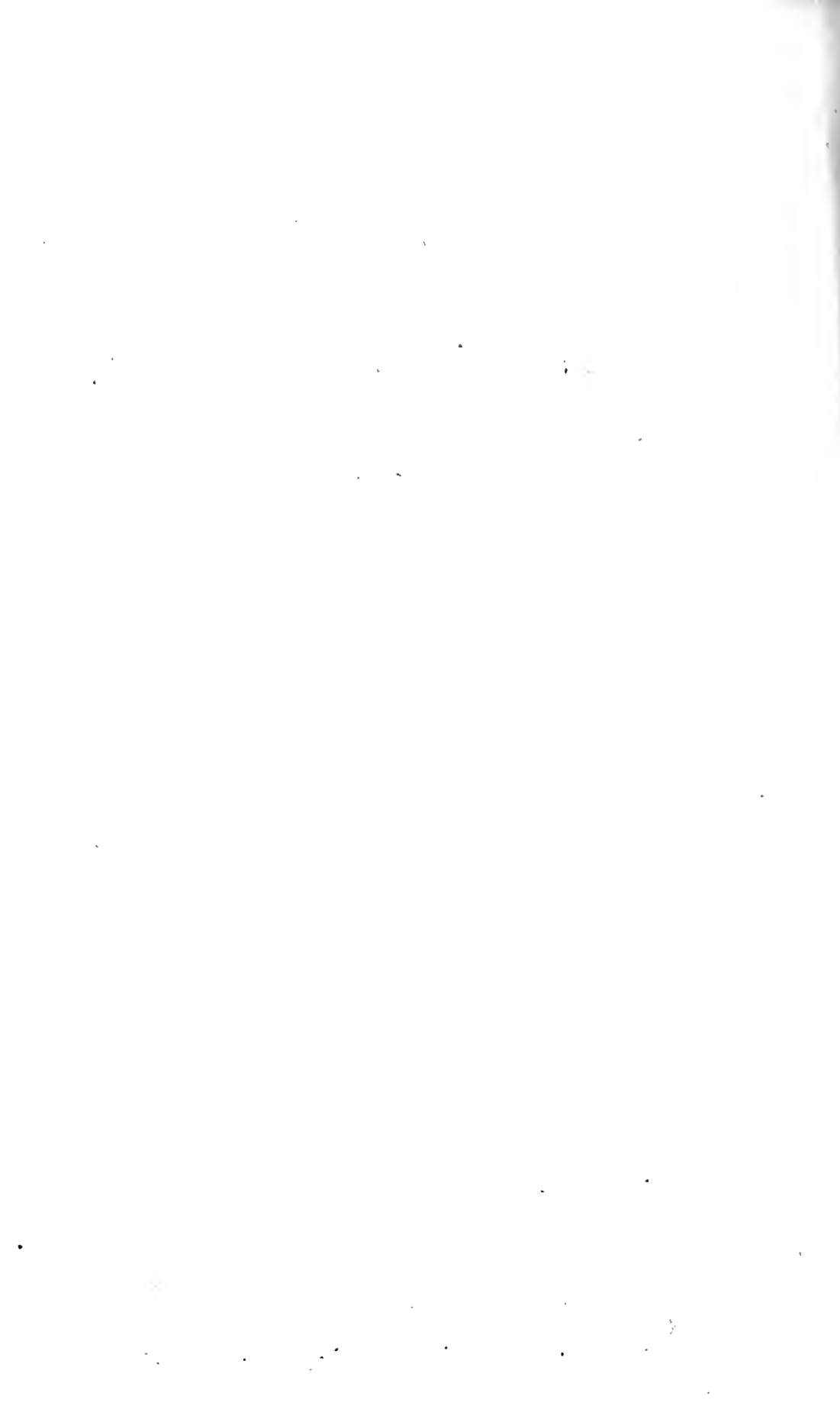
EN HOLLANDE,

Depuis 1685, jusqu'en 1688.



Chez { DURAND, Rue S. Jacques, au Griffon,
Pissot, Quai de Conti, à la Croix d'Or.

Avec Approbation & Privilège du Roi.





N É G O C I A T I O N S

D E M O N S I E U R

LE COMTE D'AVAUX

E N H O L L A N D E ,

Depuis 1684 , jufqu'en 1688.

ON a vû par l'extrait de mes Lettres les différens partis qui ont agité les Etats - Généraux , depuis la Paix de Nimegue , jufqu'à la conclufion de la Treve ; l'application du Prince d'Orange à fufciter au Roi de nouvelles affaires , & de nouveaux ennemis : fon foin à profiter de toutes les occafions d'engager les Etats-Généraux dans des intérêts contraires à la France ; les détours qu'il a pris pour faire croire que fes démarches n'étoient faites que dans la vûe du bien public ; les moyens dont on s'eft fervi pour defabufer les Républicains de Hollande , & pour les porter à maintenir leur liberté & leurs droits : enforte que leur parti a prévalu fur celui du Prince d'Orange , & que ce Prince s'eft vû forcé à donner à connoître fi clairement fes deffeins , que la plus grande partie de la République s'eft réunie contre lui , & trois Provinces ont été fur le point de fe détacher des quatre autres , pour conclurre féparément un Traité que toute la République a été enfin obligée de figner.

VOILA ce qui s'eft paffé dans les Etats - Généraux , à l'égard de la France. Pour ce qui eft de l'Angleterre , on a vû le deffein que le Prince d'Orange a formé , depuis l'année 1679 , d'ufurper cette Couronne fur fon beau-pere , & de fe faire déclarer Régent du vivant du Roi Charles fon oncle , &c.

la négligence que le feu Roi d'Angleterre a eue là-dessus.

On doit être surpris , quand on a lu dans ces extraits de Lettres jusqu'à quel point les Républicains se sont commis dans la conclusion de la Treve contre le Prince d'Orange , de savoir que la République est réunie à cette heure , & soumise à ce Prince : qu'elle s'est détachée de la France , & attachée à l'Angleterre contre ses propres intérêts , & qu'elle travaille elle-même aux fers dont elle est enchaînée , puisqu'il est certain que les Républicains s'étoient déclarés si ouvertement contre le Prince d'Orange , qu'on auroit pu aisément maintenir un parti contre lui dans la République.

On va voir comment un changement si extraordinaire est arrivé : on trouvera que Van-Buning , qui s'étoit toujours opposé , & dans les choses essentielles , & dans celles de moindre conséquence , à tout ce qui pouvoit causer un plus grand éloignement entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam , empêcha après la signature de la Treve , que la Ville d'Amsterdam ne fût uniforme dans ses sentimens. Cette division , qu'il fit naître dans le Conseil de cette Ville , commença à ruiner les desseins qui avoient été projetés par Messieurs d'Amsterdam , conjointement avec les Provinces de Frise & de Groningue , & fit perdre les premiers momens qui auroient été favorables pour chasser le Pensionnaire Fagel du Gouvernement , & abaisser l'autorité du Prince d'Orange. Cette division donna aussi lieu au Prince d'Orange de détacher de Messieurs d'Amsterdam le Prince de Nassau , Prince très-foible & très-peu éclairé. D'ailleurs , comme il falloit un consentement unanime de la Province de Hollande , pour exécuter ce que les Régens d'Amsterdam souhai-toient , le Prince d'Orange trouva moyen de gagner quelques Villes , & d'empêcher cette uniformité de voix. Comme la plus grande partie de ceux qui s'étoient opposé à lui , lors de la conclusion de la Treve , ne l'avoient fait que par l'appréhension de la

guerre, & qu'ils n'avoient plus cette même crainte ; il n'est pas surprenant, s'ils n'agissoient pas avec la même chaleur, & s'ils se rallentirent d'eux-mêmes. On verra que le Prince d'Orange profita parfaitement bien de leurs irrésolutions & de leurs faiblesses, & que de toutes les entreprises qu'ils firent contre lui, il n'y en eut pas une qui fut soutenue avec vigueur, ni suivie avec application ; au lieu que tout ce qu'il entreprit pour détruire leurs privilèges, & opprimer leur liberté, fut toujours poussé à l'extrémité avec toute l'ardeur possible.

AINSI le premier mal vint du dedans de la République : mais, ce mal étoit médiocre ; cela n'aboutissoit qu'à des démêlés domestiques, dans lesquels à la vérité le parti Républicain succomboit souvent ; mais il ne laissoit pas de se maintenir : & s'il n'avoit été accablé par tout ce qui arriva au-dehors, les entreprises du Prince d'Orange n'auroient servi qu'à élever un parti contre lui, qui étant puissant & irrité, auroit favorisé les desseins de la France, si la France étoit entrée dans les intérêts de la République.

MAIS dans le tems que Messieurs d'Amsterdam se soutenoient avec vigueur, qu'ils avoient de leur autorité fait casser les nouvelles levées de onze mille hommes, & qu'ils demandoient opiniâtrément une seconde réforme de quinze mille autres ; ce qui arriva aux Religionnaires en France fit surseoir leurs poursuites, & donna un grand avantage au Prince d'Orange : néanmoins, ils se releverent de cet abattement, & on auroit pû s'assurer que si les affaires de la Religion, joint à leur peu de Résolution, les avoient mis hors d'état de forcer le Prince d'Orange à entrer dans leurs sentimens, elles ne les avoient pas réduits à suivre les siens, & encore moins à se soumettre à lui. Mais, lorsqu'on les inquiéta dans leur commerce ; qu'on défendit l'entrée des harengs frais en France, & qu'on empêcha, contre la teneur des Traités, le débit de leurs Draps, qu'ils n'eurent permission, ni de vendre, ni de retirer hors du Ro-

yaume, ils perdirent leur crédit, & la confiance que les peuples avoient en eux : de sorte que se voyant incapables de rien faire pour la France, ni en état de se maintenir eux-mêmes, & que tous les Marchands les avoient abandonnés, les uns & les autres se soumirent au Prince d'Orange, pour n'être pas emportés par le torrent. Il y avoit encore moyen de les empêcher de se perdre entièrement, & le seul consentement du Roi de leur laisser faire leur commerce en France à leur ordinaire, qui apportoit douze millions tous les ans en espee à la France, auroit remis le calme dans les esprits, & les auroit fait vivre en Paix avec la France : mais la guerre qu'on leur a déclarée en forme, & qui embrâse toute l'Europe, ne les a pas laissés dans la liberté de n'être pas ennemis du Roi.

Pour ce qui regarde l'Angleterre, on verra le Roi d'Angleterre d'à présent travailler avec application à sa propre ruine : on le verra se livrer entièrement au Prince d'Orange, après tout ce qu'il avoit sù de ses desseins, & faire de nouveaux Traités avec les Etats-Généraux ; abandonner les intérêts du Roi, qui seul pouvoit le maintenir dans les vûes qu'il avoit pour la Religion Catholique ; faire confidence aux Etats-Généraux de la Resolution qu'il avoit prise de ne point avoir de liaison avec le Roi, de ne point faire d'alliance avec lui. Enfin, si l'on a vû la négligence du Roi Charles son frere, sur les entreprises du Prince d'Orange, on verra l'étrange aveuglement de celui-ci.

IL est certain, comme je l'ai marqué dans la premiere Partie de ces Extraits, que le dessein de Messieurs d'Amsterdam, lorsqu'ils conclurent la Treve, étoit de perdre entièrement le Pensionnaire Fagel, & de diminuer tellement l'autorité du Prince d'Orange, qu'elle ne pût plus leur être dommageable. Pour cela, ils avoient résolu, aussitôt que la Treve seroit signée, de refuser de consentir à la continuation de la recrue de dix mille cinq cents hommes qu'on avoit fait deux ans auparavant, de

faire examiner dans l'Assemblée des Etats de Hollande, quel étoit le pouvoir de leur Gouverneur, quel étoit celui de leur Capitaine Général, & quel étoit celui du Pensionnaire de Hollande. Ils vouloient, par la discussion des droits attachés à ces Charges, ôter au Prince d'Orange le pouvoir qu'il avoit usurpé de faire marcher les troupes des Etats-Généraux dans toute l'étendue de leur domination; de casser les Officiers selon son bon plaisir; & de donner toutes les Charges de l'Armée.

ILs vouloient rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, qui, n'ayant pas été remis sur l'ancien pié depuis la Paix de Nimegue, avoit rendu le Prince d'Orange absolu dans ces trois Provinces, où il nommoit généralement tous ceux qui entroient dans le Gouvernement. Pour entendre ceci, il faut savoir que quand les troupes du Roi se furent retirées des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, les Etats-Généraux, considérant que dans un tems de troubles, il étoit difficile de procéder dans les formes ordinaires à la nomination de ceux qui devoient gouverner ces Provinces, ils donnerent commission au Prince d'Orange d'y aller établir des Magistrats pour cette fois-là seulement, avec ordre de venir ensuite rendre compte de ce qu'il auroit fait. Le Prince d'Orange ne suivit pas l'intention des Etats, & régla tout dans ces trois Provinces à sa fantaisie : mais, on auroit passé par-dessus cela, s'il étoit venu informer les Etats de ce qu'il avoit fait, parce que finissant de cette sorte sa commission, ces Provinces auroient procédé les années suivantes, en la maniere ordinaire, à l'élection des personnes qui devoient entrer dans leur Gouvernement. Mais, le Prince d'Orange n'en ayant point rendu compte aux Etats-Généraux, & s'étant de cette sorte perpétué pendant dix ans, le pouvoir qui ne lui avoit été donné que pour une fois seulement, les Etats de Frise voulurent remédier à ce désordre, en demandant

aux Etats-Généraux, que le Prince d'Orange eût à rendre compte de sa commission, afin qu'étant une fois finie, le Gouvernement de ces trois Provinces fût libre & indépendant de ce Prince.

ILs souhaitoient aussi de s'unir étroitement à Sa Majesté, dont la protection leur devenoit en quelque façon nécessaire pour se soutenir contre le Prince d'Orange: & après qu'ils auroient été assurés de l'amitié de Sa Majesté, par une alliance qu'ils vouloient faire, ils devoient encore casser quinze mille hommes, & n'en garder que vingt-cinq mille.

C'ÉTOIENT-LA de très-beaux desseins, & Messieurs d'Amsterdam, qui trouvoient leur conservation particuliere dans le rétablissement de la liberté de la République, vouloient se mettre en état par la conclusion de ce Traité de les exécuter.

LE Pensionnaire Fagel en fut si alarmé, qu'il fit courir le bruit, qu'il vouloit se démettre de ses Emplois, parce que connoissant le naturel des Hollandois, qui est bon, il se persuada que l'espérance qu'ils auroient de sa démission, rallentiroit leurs desseins, qui s'évanoüiroient dans la suite.

LES Ministres Etrangers, qui étoient à la Haye, ne furent gueres moins inquiets; il n'y en eut pas un, ni ami, ni ennemi, qui n'eut vû avec déplaisir que les Etats Généraux se fussent alliés avec S. M. & cette appréhension fit naître aux Envoyés d'Angleterre & de Brandebourg le dessein de raccommoder Messieurs d'Amsterdam avec le Prince d'Orange.

LE Roi, à qui je donnai avis de toutes ces choses avant la signature de la Treve, me manda que je fisse connoître aux Régens d'Amsterdam la satisfaction qu'il avoit de la sagesse & de la fermeté avec laquelle ils travailloient au rétablissement de la Paix, malgré les intrigues & les menaces de ceux qui vouloient opprimer leur liberté, & ruiner leur Commerce, par la continuation de la guerre; que je les assurasse qu'ils pouvoient

faire pour toujours un fondement certain sur son amitié & sur sa protection; qu'il seroit bien aise même de leur en donner des preuves effectives en tout ce qu'ils pourroient raisonnablement désirer pour la facilité de leur Commerce.

J'avois déjà donné ces assurances à Messieurs d'Amsterdam, avant que j'en eusse reçu les ordres : mais, je ne l'avois fait qu'avec beaucoup de retenue, de peur qu'ils ne me fissent quelque proposition, & qu'il ne découvrissent par-là qu'on ne vouloit pas faire pour l'avantage de leur commerce tout ce qu'ils s'étoient imaginés.

CEPENDANT, la division s'augmenta considérablement après la signature de la Trêve dans les Etats-Généraux. Odick & Dickfeld, créatures du Prince d'Orange, & Députés des Provinces de Zélande & d'Utrecht, dont le premier étoit Président de semaine, refuserent de donner au Député de Frise la commission d'aller à Maestricht, qui est de quelque utilité, quoique ce fut son tour, disant qu'il n'étoit pas juste que la Province de Frise, qui avoit rappelé ses troupes sans la participation des autres Provinces, & contre les loix de l'union, reçut dorénavant aucune grace, ni aucun bienfait de l'union.

LE Sieur Dickfeld, se trouvant huit jours après Président des Etats-Généraux, renchérit sur ce que le Sieur Odick avoit fait; car il fit prendre, par les Députés des cinq Provinces, une Résolution qui portoit que les Etats-Généraux ne souffriroient pas que le Député de Frise allât à Maestricht, jusqu'à ce que cette Province eut cassé la Résolution qu'elle avoit prise de rappeler ses troupes.

LES Etats de la Province de Hollande rétracterent le consentement que leurs Députés aux Etats-Généraux avoient donné à cette exclusion des Députés de Frise : mais les Députés des quatre autres Provinces, Gueldres, Zélande, Utrecht, & Overissel, ne laisserent pas de former entr'eux

4 Juillet
1684.

14 Juillet
1684.

quatre une Résolution contre la Province de Frise.

LE Prince d'Orange avoit continué durant tout le tems qu'il avoit été en Flandre , avant la signature de la Treve , de donner des marques de son amitié à M. de Montmouth , & chercha même à lui en donner des preuves éclatantes. Le Roi d'Angleterre avoit défendu à ses sujets , en quelque lieu qu'ils fussent , de donner à M. de Montmouth aucune marque de respect. Le Prince d'Orange au contraire ordonna , à toutes les troupes des Etats , de rendre les mêmes honneurs à M. de Montmouth , qu'elles rendoient au Comte de Waldeck , leur Général. Les Anglois qui reçurent ces ordres (aussi bien que les autres troupes) voulurent s'en tenir aux défenses qu'ils avoient du Roi leur Maître : mais le Prince d'Orange envoya querir les principaux d'entr'eux , & leur dit qu'il casseroit le premier qui manqueroit à traiter M. de Montmouth comme il l'avoit ordonné.

IL le pria d'aller après la signature de la Trêve chasser avec lui à Diren , & y invita Mylord Brandon , & beaucoup d'autres Anglois de la dernière conspiration. On ne pouvoit gueres outrager plus de gaieté de cœur , & sans aucune nécessité , le Roi d'Angleterre , & principalement M. le Duc d'Yorck.

CEPENDANT, les créatures du Prince d'Orange se remuoient fort pour faire en sorte que les États-Généraux s'employassent pour ses intérêts , & même on parla d'envoyer trois Députés , un en France , l'autre en Angleterre , & le troisième à Berlin ; & que si on ne pouvoit rien obtenir pour le Prince d'Orange , on le dédommageroit , en lui assignant tous les ans une somme considérable , à prendre sur l'état de guerre.

JE mandai au Roi , qu'il voyoit par-là deux choses : l'une , qu'on étoit persuadé à la Haye que le Prince d'Orange étoit vexé injustement ; l'autre , que bien qu'on fut prevenu de cette opinion , on ne vouloit pas néanmoins parler de ses intérêts avant que le Traité fut signé , pour

ne donner aucune occasion de le rompre , ni de le retarder ; les Etats aimant mieux fournir de leur argent pour satisfaire le Prince d'Orange , que de se mettre au hazard de ne pas avoir la Paix. Le Pensionnaire Fagel , & le Sieur Dickfeld , inviterent le Sieur Hop de se charger de cette négociation auprès de Sa Majesté. Ils vouloient sans doute faire voir à tous les Princes de l'Europe , par l'envoi du Pensionnaire d'Amsterdam , combien cette Ville prenoit à cœur les intérêts du Prince d'Orange , malgré tout ce qui s'étoit passé. Le Sieur Hop témoigna , que si on vouloit l'envoyer en France , pour y ménager une plus étroite alliance , & lui ordonner de parler en même tems des intérêts du Prince d'Orange , il le feroit très-volontiers ; que sans cela il ne croyoit pas devoir se charger uniquement des intérêts du Prince d'Orange , n'y ayant nulle apparence d'y réussir.

IL arriva dans ce tems-là deux incidens de la part de l'Electeur de Cologne , qui nous auroient fait de la peine , si on n'y avoit donné ordre. Le premier fut le bruit , qui se répandit , que cet Electeur vouloit rétablir par la force son autorité dans Liège , & y envoyer des troupes pour y bâtir une Citadelle. C'étoit à la vérité une chose à laquelle , si on le prenoit à la rigueur , personne ne pourroit trouver à redire , mais qui auroit donné de grands ombrages si on l'avoit voulu exécuter avant la conclusion de la Treve , & dans le tems que les troupes du Roi n'étoient pas encore retirées des Pays-Bas Espagnols.

L'AUTRE fut l'ordre que M. l'Electeur de Cologne donna à son Ministre à la Haye , d'y proposer une Alliance défensive , & qui me parut fort à contre-tems. Je mandai au Roi , que cela seroit naître des propositions d'alliances qui pourroient faire prendre des mesures pour empêcher qu'il ne s'en fît point du tout ; outre cela , qu'on n'accepteroit jamais l'alliance de Cologne tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel pourroient l'empê-

cher ; qu'ainfi il falloit voir auparavant de quelle maniere les chofes feroient réglées au-dedans de la République ; que fi on réduifoit le Prince d'Orange fur le pié où il devoit être , on viendroit aifément à bout de faire cette alliance , & d'en faire une avec Sa Majefté ; mais que fi Meflieurs d'Amfterdam fe contentoient de ce qu'ils avoient fait , & que l'autorité du Prince d'Orange ne fût pas abaiffée , il ne falloit pas s'attendre que les Etats-Généraux priffent de plus étroites liaifons , ni avec Sa Majefté , ni avec aucun Prince qui fût fufpect au Prince d'Orange & au Penfionnaire Fagel.

La Lettre
du Roi , du
8 Juillet
1684.

LE Roi me manda , que les deffeins qu'avoient Meflieurs d'Amfterdam , dont je lui avois rendu compte dans un Mémoire particulier , s'accordoient fi bien à fes intérêts , que je ne pouvois apporter trop de foin & trop d'application à les faire réuffir : que c'étoit dans cette vûe que je leur devois confirmer les affûrances que je leur avois déjà données de l'intention qu'il avoit de faciliter leur Commerce dans fon Royaume , en toutes les chofes qu'ils pouvoient raifonnablement défirer de S. M. mais que j'écouterois feulement ce qu'ils me repréfenteroient fur ce fujet , pour lui en rendre compte , & que j'attendrois qu'il m'eût plus particulièrement informé de ce qu'il jugeroit à propos de faire pour leur fatisfaction.

QUE je devois fur toutes chofes les fortifier dans la Réfolution de perdre entierement le Penfionnaire Fagel ; que c'étoit le premier pas qu'ils devoient faire , non feulement pour leur réputation , mais auffi pour donner un bon commencement au rétabliffement de leur liberté ; & que je ne leur devois laiffer aucun lieu de douter qu'elle ne leur donnât pour cela toute la protection dont ils auroient befoin.

QU'IL n'approuvoit pas moins la penfée qu'ils avoient de rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres , d'Utrecht , & d'Overiffel , fur l'ancien pié ; & qu'il écouterait volontiers toutes les propofitions qu'ils auroient à lui faire , tant pour

s'assurer de sa protection , par une plus étroite alliance , que pour diminuer le trop grand pouvoir qu'ils avoient laissé jusqu'à présent au Prince d'Orange , au préjudice de leur liberté.

QUE je pouvois même leur faire esperer que Sa Majesté pourroit bien , en leur considération , passer par-dessus les difficultés qui avoient arrêté jusqu'alors la réception de leur Ambassadeur.

LE Pensionnaire d'Amsterdam me vint trouver, 14 Juillet
pour me témoigner de la part de ses Maîtres l'ex- 1684.
trême joie qu'ils avoient des assurances que je leur avois données de la bonne disposition du Roi pour favoriser leur commerce , & m'assura que cela avoit produit un très-bon effet dans le Conseil de Ville d'Amsterdam. Je me servis de cette occasion pour lui expliquer ce que j'avois ordre de lui dire par les Lettres dont S. M. m'avoit honoré le 29 Juin , & le 8 Juillet.

J'AUROIS bien souhaité d'avoir pû rendre quelque 18 Juillet
réponse à Messieurs d'Amsterdam , sur la priere qu'ils 1684.
avoient faite à S. M. qu'on leur restituât la Cire prise sur un de leurs Vaisseaux : je leur fis dire , au défaut de cela , que S. M. se feroit informer de cette affaire , & que j'en aurois réponse au premier jour.

J'EUS l'honneur de mander au Roi , que les Villes 20 Juillet
de Hollande avoient ordre de délibérer s'il étoit à 1684.
propos de continuer la levée de l'augmentation du dixieme de tous les impôts , qui avoit été établi deux ans auparavant , pour le payement de la recrue de dix mille cinq cens hommes. Je fus depuis , que la Ville d'Amsterdam , celle de Dort , & quelques autres des principales , avoient résolu de faire cesser cette imposition ; qu'il y avoit grande apparence , qu'aussitôt qu'on en parleroit dans la Province de Hollande , elle en formeroit une résolution , & qu'elle casseroit en même tems la nouvelle levée.

LE Sieur Silvius alla à Dren. M. de Barillon me manda qu'il n'étoit chargé que d'un simple compliment du Roi d'Angleterre , en termes généraux.

Pour moi, j'étois persuadé, que quelque général que pût être un compliment, le Prince d'Orange s'en prevaldroit, soit en faisant courir le bruit par ses créatures qu'on le recherchoit, soit en se flatant lui-même que quoiqu'il fît, le Roi d'Angleterre reviendrait toujours à lui, ce qui ne pouvoit servir qu'à le rendre plus opiniâtre : d'ailleurs je trouvois qu'il étoit dangereux de charger d'un compliment un homme qui cherchoit à faire la cour au Prince d'Orange, & qui y mettoit toujours du sien.

JE découvris aussi, que le Roi d'Angleterre avoit écrit quelques mois auparavant une Lettre assez tendre au Prince d'Orange; qu'il lui mandoit, qu'il l'aimoit parce qu'il lui étoit si proche, & qu'il l'estimoit par son propre mérite, & par ses bonnes qualités; qu'il étoit fâché de le voir dans un si mauvais pas, & qu'il lui offroit de l'en tirer. Que le Prince d'Orange avoit répondu fort sechement au Roi d'Angleterre, qu'il ne savoit pas être en aucun danger, qu'ainsi il ne comprenoit pas pourquoi S. M. Britannique lui offroit de l'assistance.

20 Juillet
1684.

LE Sieur Hôp me vint remercier de la part des Régens de sa Ville, de ce que je lui avois fait connoître que Sa Majesté étoit disposée à favoriser Messieurs d'Amsterdam dans leur Commerce, en tout ce qui ne seroit pas préjudiciable à ses sujets. Il me témoigna qu'ils avoient été sensiblement touchés de cette assurance, & qu'ils lui avoient donné ordre de savoir de moi quelles mesures on pourroit prendre pour leur faire ressentir les effets de la bonne volonté de S. M. Je lui dis, que c'étoit à moi à lui demander ce que Messieurs d'Amsterdam jugeoient à propos de faire pour cela, & que je me chargerois volontiers de rendre compte à Sa Majesté de ce qu'ils souhaiteroient. Je pris de là occasion de lui témoigner plus amplement sa bonne volonté pour la République, & pour Mrs. d'Amsterdam en particulier, & tout ce que S. M.

n'avoit ordonné de leur faire savoir, & que j'ai marqué ci-dessus.

MAIS je lui demandai s'il ne croyoit pas (quand même Sa Majesté seroit résolue à accorder à Mrs. l'Amsterdam tout ce qu'ils souhaiteroient pour leur Commerce) qu'il fût mieux d'attendre que les choses fussent disposées en Hollande à faire une plus étroite alliance avec S. M. premicrement, parce que toutes les graces, que S. M. accorderoit avant cela à la République, ne seroient d'aucune utilité, & qu'on ne s'en souviendroit plus lorsqu'il seroit question de faire l'alliance; en second lieu, parce que tant de démonstrations exterieures de la bienveillance de S. M. ne feroient qu'ouvrir les yeux aux Etrangers qui étoient en Hollande, & aux Partisans du Prince d'Orange, qui chercheroient aussi tôt les moyens d'empêcher la conclusion de l'alliance, ce qu'ils feroient aisément, lorsque les mesures n'auroient pas encore été bien prises. Il fut entierement de mon Avis, non seulement parce qu'il avoit envie d'être envoyé auprès de Sa Majesté, mais aussi parce qu'en effet les choses n'étoient pas encore disposées en Hollande à donner une pleine satisfaction à Sa Majesté. Il me parla à-dessus avec beaucoup plus de franchise qu'il n'avoit encore fait: il me dit qu'il étoit obligé de s'avouer, que les sentimens étoient partagés dans Amsterdam, & que Van-Buning, qui avoit la principale direction des affaires, étoit absolument contraire à l'alliance de la France. Il me confia, que cet homme n'avoit jamais voulu ajoûter foi à tout ce que j'avois fait insinuer avant la Treve à quelques-uns des bien intentionnés, touchant les sentimens de Sa Majesté pour la paix, & qu'il avoit émoigné encore plus de défiance, lorsque j'avois parlé ouvertement à ceux du Gouvernement d'Amsterdam; que quand lui Hop en avoit fait le rapport, Van-Buning avoit dit que je leur manquerois de parole; que Sa Majesté les tromperoit; qu'on

ne vouloit que les diviser pour les perdre , & pour se rendre maître des Pays-Bas ; que ses raisonnemens étoient fondés sur des principes généraux de politique. Il disoit que Sa Majesté étoit un Conquérant , & qu'il n'étoit pas de la nature d'un Conquérant de s'arrêter au milieu de ses Conquêtes , sur-tout quand rien ne pouvoit s'opposer à ses desseins & à ses entreprises. Mais , je lui dis , que Van-Buning ne connoissoit pas Sa Majesté , & qu'Elle étoit autant au-dessus des autres Conquérans , que ces Conquérans étoient au-dessus du commun des hommes.

Je mandai cependant , que s'il n'y avoit que cet obstacle , & qu'il n'y eût rien à appréhender de la part du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel , je ne m'en mettrois pas en peine : de même que je n'aurois pas beaucoup appréhendé dans la situation où étoient les affaires , d'être traversé par le Prince d'Orange & par le Pensionnaire Fagel , si je n'avois pas à craindre Van-Buning , & ceux du Conseil d'Amsterdam , qui étoient de son parti ; mais que , quand ces deux obstacles se rencontroient ensemble , on avoit besoin d'un peu de tems & d'adresse pour les surmonter.

J'EN proposai les moyens au Sieur Hop , qui ne consistoient proprement que dans l'exécution des bien-intentionnés , dont j'avois eû l'honneur de rendre compte à Sa Majesté , & qu'Elle avoit fort approuvé. Je lui dis , que ceux qui souhaitoient l'alliance avec la France , n'en viendroient jamais à bout , & qu'ils ne pourroient non plus rien faire à l'avantage de la République tant qu'ils ne seroient pas les maîtres de leur Gouvernement , & qu'ils ne rétabliront pas la liberté qui devoit être dans les suffrages. Qu'il étoit nécessaire avant tout de remettre les choses sur le pié de l'ancien Gouvernement dans les Provinces de Gueldres , d'Utrecht , & d'Overissel ; qu'il falloit pareillement corriger les abus dans la Province de Hollande , &

surtout qu'il n'y alloit pas moins de la réputation de Messieurs d'Amsterdam, que de la liberté de la République, d'ôter le Pensionnaire Fagel du Gouvernement; qu'ils pouvoient s'assûrer qu'ila auroient pour cet effet toute la protection de Sa Majesté, dont ils auroient besoin.

QUE quand ils auroient ainsi rétabli leur Gouvernement, ce qu'ils pouvoient aisément faire, ils auroient les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, à leur dévotion; que celles de Frise & de Groningue étoient déjà dans leurs sentimens; qu'après cela, tout leur seroit aisé, qu'ils jouïroient d'une parfaite liberté & d'un plein repos, & que sans être traversés par le Prince d'Orange, ils pourroient s'appliquer entierement à faire fleurir leur Commerce.

JE lui parlai ensuite des prétentions du Prince d'Orange: je lui témoignai que je serois extrêmement fâché que quelqu'un des bien intentionnés allât solliciter ses intérêts auprès de Sa Majesté. Il me dit qu'il me donnoit sa parole que pas un de ceux qui avoient de bons sentimens ne se chargeroit d'aller à la Cour de Sa Majesté, uniquement pour le Prince d'Orange; mais que si les Etats-Généraux vouloient donner commission de renouveler les anciennes alliances, & de travailler à l'avantage du Commerce de la République, & qu'on y joignît en même tems la recommandation des intérêts du Prince d'Orange comme un accessoire, on prendroit volontiers un pareil emploi.

IL faut que je convienne, que les Etats-Généraux ne pouvoient s'empêcher de faire quelque démonstration en faveur du Prince d'Orange: je crois même que le Sicur Hop jugeoit bien que le Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ne consentiroient jamais qu'on envoyât quelqu'un en France, seulement pour y renouer une plus étroite correspondance, & pour y avantager le Commerce. Ainsi, pour obtenir leur consentement, il falloit se char-

ger de parler des intérêts du Prince d'Orange, & c'étoit beaucoup que les bien intentionnés eussent empêché qu'il n'eût eû l'honneur ni l'avantage qu'on eût rien stipulé en sa faveur dans le Traite, & qu'ils ne voulussent pas non plus aller parler pour lui à la Cour de Sa Majesté, à moins que le principal sujet de leurs Instructions ne regardât les intérêts de la Republique.

CEPENDANT je lui temoignai, que la Commission dont il me parloit étoit fort délicate; que celui qui en seroit chargé devoit aller en France avec cet esprit; que c'étoit la République qui faisoit Alliance avec Sa Majesté, & non le Prince d'Orange; qu'eux mêmes se perdroient les premiers, s'ils ne songeoient à s'unir tellement avec Sa Majesté, qu'ils demeuraissent toujours les Maîtres de l'exécution de leurs Traités. Que tant qu'ils laisseroient le Prince d'Orange dans le pouvoir où il étoit, il auroit beau avoir consenti à l'Alliance, il la romproit toutes les fois que ses intérêts, qui étoient bien differens de ceux de la République, exigeroient qu'il la rompît; qu'ainsi Sa Majesté, ni les Républicains, ne seroient jamais assurés de rien, & que dans deux ans on retomberoit de part & d'autre dans les mêmes défiances, & par conséquent dans le même état où l'on avoit été trois mois auparavant. Le Sieur Hop me parut entièrement persuadé de tout cela: & je ne doutai point que son envoi en France ne fût très-utile & très-avantageux.

JUSQUES-LA je ne lui avois rien dit de ce que S. M. m'avoit permis de faire aux bien intentionnés, touchant la réception de l'Ambassadeur que les Etats envoyeroient en France. Je pris occasion de lui en parler, mais d'une façon qui lui laissât croire que c'étoit sa considération particuliere qui attiroit cet honneur à la République, ne doutant pas que cela ne le gagnât entièrement: ainsi je lui dis, qu'autant que je pouvois juger par les Lettres de Sa Majesté,

elle

elle étoit si fatigante de la conduite de certaines personnes de l'Etat , que s'ils étoient envoyés en France il pourroit bien arriver qu'elle passeroit en leur considération par-dessus les difficultés qui avoient arrêté jusqu'à cette heure la réception de M. de Staremborg. Il comprit ce que je lui voulois dire : mais , quoiqu'il me fît voir une extrême joie sur son visage , il ne me répondit que par une grande révérence.

COMME c'est dans l'Assemblée de Hollande , du ^{21 Juillet} 1684
mois de Juillet , que l'on nomme des Commissaires pour affermer les droits d'imposition que paye cette Province , & que les baux doivent être faits incessamment , parce que les nouveaux Fermiers entrent en possession le 24 d'Août ; il falloit par conséquent régler dans cette Assemblée si l'on continueroit la levée d'un dixieme d'augmentation , qu'on établit il y a deux ans sur toutes les impositions qui se levent dans la Province de Hollande , pour l'entretien de la levée de dix mille cinq cents hommes qui se fit alors. Il fut résolu , le 20 de Juillet , que l'on ne continueroit plus cette augmentation d'imposition. On ne fait pas de doute que lorsque cette Province se rassemblera au mois de Septembre , on ne soit obligé de casser la recrûe , puisqu'on aura retranché les moyens de la faire subsister. Je sai que les principaux membres de cette Province comptent cela comme une affaire qui ne peut manquer : ce sera dix mille cinq cents hommes retranchés de l'état de guerre.

JE mandai , que M. de Montmouth étoit depuis dix ^{25 Juillet} 1684.
jours à Diren , que le Prince d'Orange ne s'étoit pas contenté de l'y régaler parfaitement bien , mais qu'il l'avoit fait recevoir à son passage à Nimegue avec des honneurs extraordinaires , & qu'il ne pouvoit lui avoir fait rendre que par une grande affectation ; car on ne fait aucun honneur dans les Villes de la République , ni aux Ambassadeurs qui y passent , ni aux autres personnes qui ont quelque caractère distingué.

LES créatures du Prince d'Orange recommencerent en ce temps-là à parler des intérêts de ce Prince, & remirent sur le tapis la proposition d'envoyer pour ce sujet auprès de Sa Majesté, en Angleterre, & à Berlin : on faisoit croire au peuple que ce Prince ne jouïssoit pas d'un sou de tout le bien qu'il avoit en France, & que c'étoit Sa Majesté qui le faisoit confisquer.

27 Juillet
1684.

ON n'attendra pas jusqu'à l'Assemblée du mois de Septembre pour parler de la réduction de la nouvelle recrûe de dix mille hommes ; on en doit faire la proposition cette semaine : mais je ne pense pas que cette affaire puisse être si-tôt décidée.

JE mandai au Roi, le 27 Juillet, que les Etats de Hollande se sépareroient deux jours après ; que je ne savois pas encore si avant ce tems-là ils prendroient une conclusion définitive pour la cassation de la recrûe de dix mille hommes, mais que je pouvois répondre à Sa Majesté, que c'étoit une chose qui seroit faite & exécutée, ou dans ce tems-là, ou dans six semaines, ceux d'Amsterdam s'étant déjà expliqués qu'ils tenoient à leur égard ces troupes pour cassées. Les principales Villes résolurent aussi dans leur Conseil de les casser, & quelques personnes ayant représenté dans l'Assemblée de Hollande, qu'il falloit savoir l'Avis du Prince d'Orange, ceux d'Amsterdam répondirent, que ce seroit lui faire injure de lui demander son Avis, lorsqu'on étoit déterminé à faire le contraire de ce qu'il désiroit : d'autres dirent, qu'il falloit attendre jusqu'au mois de Septembre ; mais ceux d'Amsterdam représenterent, qu'ils ne voyoient pas pourquoi la Province de Hollande continueroit encore deux mois cette dépense : & comme ils avoient déclaré formellement, qu'ils cassoient en leur particulier cette recrûe, & qu'ils n'en payeroient plus leur part, je mandois au Roi, que les autres Villes seroient obligées d'en faire de même, ou que si elles vouloient en continuer le payement encore deux mois, c'étoit tout ce qu'elles pouvoient faire.

ON n'avoit pas encore parlé dans la Province de Hollande des intérêts du Prince d'Orange: mais M. Odick, & quelques autres créatures du Prince, en firent bien du bruit dans les Etats Généraux. J'en parlai à quelques personnes des mieux intentionnés, & je vois qu'on est fort mal instruit de ce qui regarde les terres que le Prince d'Orange possède sous la domination de V. M. L'on est principalement abusé sur ses biens de Luxembourg, car je me suis appercû que la principale difficulté consiste en ce raisonnement, dont le Pensionnaire Fagel a prévenu la plupart des esprits, que Luxembourg n'étant pas cédé incommutablement à V. M. le Prince d'Orange ne doit pas lui rendre foi & hommage des terres qu'il y possède.

LA Résolution est prise dans Amsterdam, & dans les principales Villes de Hollande, de donner congé au Comre de Waldeck, & de le démettre de ses Charges: c'est une chose qui ne se peut exécuter que dans l'Assemblée de Hollande du mois de Novembre, lorsqu'on dressera l'état de guerre pour l'année prochaine.

JE vois que les principaux des bien-intentionnés demeurent jusqu'à cette heure fermes dans le dessein d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel, mais je ne sai quand ils le mettront à exécution.

LE Roi me manda de détourner les Etats Géné- Lettre du
Roi, du 24
Juillet
1684
raux de faire de pressantes instances auprès de lui pour les intérêts du Prince d'Orange, & que comme il ne devoit espérer de Sa Majesté aucune grace, elle feroit bien aise qu'aucun des bien-intentionnés ne se chargeât de faire des demandes pour ce Prince.

SA Majesté me manda, qu'elle informeroit l'Evêque de Strasbourg du bruit que je lui écriviss s'être répandu, que l'Electeur de Cologne vouloit rétablir par la voie des armes son autorité dans Liège, & y envoyer des Troupes pour y bâtir une Citadelle: mais que quoiqu'elle ne fût pas persuadée que ce Prince eût effectivement ce dessein,

néanmoins Elle écrivoit à l'Evêque de Strasbourg de ne rien obmettre pour l'en détourner, & qu'Elle lui en faisoit si bien connoître les inconvéniens, qu'Elle avoit sujet de se promettre qu'il changeroit de sentimens.

24 Août
1684.

Je mandai au Roi, qu'on m'avoit dit que l'Electeur de Cologne alloit demander aux Etats-Généraux la restitution des contributions qu'ils avoient levées dans le pays de Liége; que l'éclaircissement de cette affaire ne pouvoit être que fort désavantageux au Prince d'Orange, qui n'avoit rendu à l'Etat, de toutes les contributions qu'il avoit tirées pendant la dernière guerre, que cent cinquante mille florins; & l'on prétendoit qu'il avoit touché près de trois millions; qu'il seroit bon que les Ministres de Liége eussent ordre de pousser cette affaire avec vigueur, & qu'ils délivraient aux Etats-Généraux le Mémoire des contributions levées dans le Pays de Liége; que cela serviroit de fondement pour en demander compte au Prince d'Orange; mais qu'il faudroit que le Mémoire fût exact & fidele.

QUELQUES personnes bien informées m'avoient assuré que l'Electeur de Brandebourg entroit fort dans le sentiment des Princes de la Maison de Lunebourg, & que le Duc d'Hanovre avoit trouvé moyen, soit par M. de Groot, soit par d'autres voies, de gagner absolument cet Electeur.

Lettre du
Roi, du 3
d'Août
1684.

LE Roi me manda, qu'il falloit attendre que la Ville d'Amsterdam lui fût proposer ce qu'elle désiroit pour l'avantage de son Commerce, soit par moi, soit par le Sieur Hop, en qualité d'Ambassadeur des Etats.

QU'IL avoit vu avec plaisir, par ma Lettre du 27, que les bien intentionnés demeuroient fermes dans les Résolutions de diminuer l'autorité du Prince d'Orange, tant par la cassation de la recrue de dix mille hommes, que par la rétablissement de l'ancienne forme du Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel,

& la suppression des Charges du Prince de Waldeck. Qu'il étoit bon aussi de les fortifier dans la pensée de faire une plus étroite alliance avec Sa Majesté, & dans celle de perdre le Pensionnaire Fagel, comme le plus grand obstacle au dessein des bien intentionnés.

J'ALLAI à Amsterdam. Je ne fis pas ce Voyage ^{10 Août} sans consulter auparavant les Régens de cette Ville- ^{1684.}

là, qui avoient jugé, aussi-bien que moi, que cela étoit très-nécessaire pour rétablir entre nous un commerce public, & sans mystère, & pour donner lieu à tous les autres membres de l'Etat de me voir sans scrupule, ce qu'ils n'avoient osé faire, principalement depuis deux ou trois ans. Van-Buning me vint voir (aussitôt que je fus arrivé) comme premier Bourguemestre-Régent. M. Borel & le Sieur Hop y vinrent aussi. J'allai chez eux, & le lendemain ils me vinrent prendre par ordre des Magistrats, & me menerent dans des Yachts, voir les plus beaux endroits de la Ville & le Port, où ils avoient ordonné à tous les Vaisseaux & Bâtimens de mettre leurs Pavillons: ensuite ils me donnerent un grand repas, avec d'autres Bourguemestres & des principaux de la Ville. Tous ces Messieurs me témoignèrent une extrême reconnoissance des bontés de Sa Majesté, & une ferme Résolution de se conserver l'honneur de sa bienveillance.

Je mandai au Roi, qu'un des Bourguemestres des plus affectionnés à la France m'avoit assuré avant mon départ de la Haye, que je trouverois Van-Buning assez bien disposé pour l'Alliance de la France, mais qu'il ne m'avoit rien paru de semblable; qu'au contraire j'avois vû qu'il appréhendoit que j'en parlasse, & qu'il prenoit tous les devans pour me faire voir que ce n'étoit pas une chose qu'on dût proposer alors: qu'il m'avoit représenté, que Sa Majesté devoit être en sureté des Etats-Généraux; qu'ils n'avoient plus d'engagement avec l'Espagne après le Traité signé à la Haye; qu'ils ne se mettoient

^{17 Août}
^{1684.}

pas non plus en peine des affaires de l'Empereur si Sa Majesté entroit en guerre sur ce qu'il ne voudroit pas accepter les propositions offertes à Ratisbonne (cette assurance me fut généralement donnée par tous les autres) & enfin que le Roi d'Angleterre n'apprendroit pas plutôt qu'on proposeroit à la Haye une Alliance, qu'il s'employeroit fortement pour l'empêcher, & qu'il savoit ce que S. M. B. lui avoit dit là-dessus. Comme je le vis dans ces dispositions, je pris le parti (après l'avoir loué sur le bon succès des affaires, car il aime fort à être flatté,) de lui dire que j'étois persuadé que la principale chose, à laquelle Messieurs d'Amsterdam se devoient appliquer, étoit de remettre la République sur le pied où elle devoit être, de rétablir le Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, & sur-tout d'exécuter le dessein qu'ils avoient pris de pousser à bout le Pensionnaire Fagel. Comme toutes ces choses-là étoient de son gout, il m'en parla assez ouvertement, & ne s'éloigna pas de ce que je lui avois dit. Il me parut extraordinairement animé contre le Pensionnaire Fagel. Il s'ouvrit ensuite à moi, sur une chose qui lui faisoit de la peine. Il me dit, qu'il avoit reçu avis qu'on travailloit à l'accommodement du Prince d'Orange, & que Sa Majesté lui offroit de le rendre plus puissant que jamais, s'il vouloit entrer dans ses intérêts. Je lui contai là-dessus ce que Marlot m'étoit venu dire, ce que j'en avois mandé à Sa Majesté, & la réponse dont Elle m'avoit honoré: il en fut extrêmement satisfait, & les Régens d'Amsterdam, à qui il rendit compte,

COMME j'allois plutôt pour rétablir une correspondance publique entre Messieurs d'Amsterdam & moi, que pour leur parler d'aucune affaire; jeme contentai, lorsque je vis d'autres personnes du Gouvernement, de leur témoigner en général le gré que S. M. leur savoit de leur fermeté & de leur sage conduite, les bonnes dispositions où Elle étoit pour les fa-

voriser dans leur Commerce en tout ce qui ne porteroit point de préjudice à ses sujets, & autres choses semblables. Il n'y en eut que deux ou trois, avec qui j'étois plus familier, qui me parlerent d'eux-mêmes de l'Alliance qu'ils jugeoient nécessaire pour eux : leur intention étoit d'y travailler sérieusement. Pour moi je ne doutois pas, que s'ils chassoient le Pensionnaire Fagel, & rétablissent leur Gouvernement, cette affaire ne se fît d'elle-même ; aussi je ne leur témoignai avoir d'autre désir que de voir la République jouir de son ancienne liberté, sachant bien que le reste suivroit bien vite, & que sans cela il n'y avoit rien à faire.

Je parlai à Van-Buning des affaires du Prince d'Orange : je lui dis que j'étois extrêmement surpris qu'on abusât le peuple de Hollande, en lui faisant accroire que Sa Majesté avoit confisqué le bien de ce Prince, & qu'on voulût sous ce prétexte lui donner des dédommagemens. Je lui expliquai les raisons qui étoient contre les prétentions du Prince d'Orange : il en fut fort satisfait, & me dit qu'il failloit représenter tout cela aux Etats-Généraux, s'ils me venoient parler de cette affaire, & qu'il ne croyoit pas qu'on envoyât en France, si on étoit bien éclairci de la vérité, & qu'en ce cas il n'y auroit pas lieu non plus de donner des dédommagemens.

Je mandai, que ces Messieurs ne se mettoient guères en peine des affaires du Prince d'Orange ; mais, que les uns par bienfaisance, les autres pour ne paroître pas trop animés contre lui, pourroient se laisser aller à faire des instances en sa faveur, & peut-être à lui accorder trente mille francs par an de dédommagement, à moins qu'on ne leur fît voir l'injustice de ses plaintes ; & que comme il ne seroit point du tout à propos que ces Messieurs-là donnassent un dédommagement au Prince d'Orange ; premierement, parce que cela les feroit insensiblement entrer dans les intérêts ; & en second lieu, parce que le peuple

jugeroit par-là que ce Prince souffriroit beaucoup, & que cela pourroit porter les esprits à leur rendre leur affection qui étoit bien diminuée, je ferois tout ce qui me seroit possible pour l'empêcher.

Le dessein de Messieurs d'Amsterdam est de faire une réforme de troupes dans le mois de Novembre, lorsqu'on fera l'état de guerre de l'année prochaine. Ils ne veulent conserver que vingt-huit mille hommes, tant Infanterie que Cavalerie, comme ils firent après la Paix de Munster.

Ils croient, que le Pensionnaire Fagel se démettra de sa Charge : il est vrai, qu'il en fait toutes les mines ; mais je suis persuadé qu'il n'en fera rien, si on ne l'y contraint par force. Il dit, il y a huit ou dix jours, à un Bourguemestre d'Amsterdam, qu'il vouloit quitter sa Charge : celui-ci lui répondit, qu'il seroit très-bien, & que s'il étoit en sa place il en feroit autant. Le Pensionnaire Fagel demeura tout court à cette réponse, car il ne s'y attendoit pas, & il croyoit que l'autre l'inviteroit à demeurer dans le Gouvernement.

J'ai témoigné à ces Messieurs, qu'il y alloit, & de leur réputation, & de leur sûreté, de lui faire faire son procès, après qu'il les avoit voulu faire passer dans toute l'Europe pour traitres à leur Patrie. Je leur ai même fait connoître que Votre Majesté ne pourroit prendre confiance en eux tant que le Pensionnaire Fagel demeureroit dans le poste qu'il occupoit ; qu'eux ne pourroient répondre de l'exécution des Traités qu'ils feroient. Qu'ils voyoient que dans le tems qu'il avoit tout à apprehender, il venoit de dresser une Résolution des Etats sur l'inclusion de Gènes, contre la teneur de leur Traité ; que s'ils laissoient passer cette conjoncture, qui leur étoit si favorable, il ne perdrait pas celles qui se rencontreront dans la suite de rejeter la République dans de nouveaux embarras, & qu'avant qu'il fût deux ans ils se trouveroient à l'égard de V. M. au même état où ils ont été depuis

quelque tems, & dont ils ont eu tant de peine à se tirer.

JE me suis servi, pour les persuader encore davantage, d'un Avis très-secret, mais très-sûr, que je venois de recevoir, qui est que l'Envoyé d'Hanover qui est ici, ayant reçu ordre de son Maître de se retirer, lui a écrit pour lui remontrer que le Traité qu'il a fait avec les Etats expirera dans un an, & qu'il seroit à propos d'en solliciter le renouvellement. Je leur ai fait voir que cette pensée de renouveler le Traité n'est pas venue du Duc d'Hanover, mais de son Ministre à la Haye. Que ce Ministre n'agit que par les ordres du Prince d'Orange, à qui il écrivoit régulièrement tous les jours à Loo, où il étoit; que l'on doit juger par-là des intentions de ce Prince, puisqu'il est notoire que le Duc d'Hanover n'a aucune liaison avec la République, mais avec le seul Prince d'Orange. Que ce Traité n'est pas un Traité de Commerce qui demande naturellement à être renouvelé, mais un Traité qui a été fait pendant la guerre, & qui devoit plutôt cesser après la paix faite, qu'être renouvelé.

JE découvris à mon retour d'Amsterdam, que ce qui avoit donné lieu à Van-Buning de croire que le Prince d'Orange alloit se raccommo-der avec le Roi, étoit qu'un nommé Silvius, qui étoit auprès de la Princesse d'Orange, avoit dit au Prince, qu'il avoit ordre du Roi d'Angleterre de lui témoigner que S. M. B. étoit persuadée que tout ce qu'il avoit fait étoit à très-bonne intention; & que comme le Roi d'Angleterre l'avoit aussi eue très-bonne de son côté, il falloit oublier le passé de part & d'autre, & qu'elle lui offroit en ce cas de le bien remettre auprès du Roi, & de lui faire avoir raison sur tout ce qu'il pouvoit prétendre en France: mais, quoique Silvius eût pressé par trois ou quatre différentes fois le Prince d'Orange de songer à ses véritables intérêts, & d'écouter ses propositions, le Prince d'Orange ne voulut jamais l'écouter.

J'APPRIS, que l'Electeur de Cologne vouloit envoyer des Troupes à Liège, pour se rendre maître de cette Ville. Je mandai au Roi que cette marche ne feroit pas le mauvais effet qu'elle auroit fait avant l'échange des Ratifications, & avant la retraite des Troupes du Roi des Pays-Bas Espagnols; que cette prompte exécution de la part du Roi, du Traité signé à la Haye, avoit tellement rassuré les esprits, qu'ils n'avoient fait aucune attention à une grande Lettre du Prince d'Orange, par laquelle il leur avoit remontré la conséquence qu'il y avoit de ne pas souffrir que M. l'Electeur de Cologne réduisît la Ville de Liège par la force des armes; il les avoit exhortés à s'entremettre pour terminer cette affaire à l'amiable.

QUE l'on s'attendoit que le Roi feroit attaquer les Espagnols en Catalogne & en Italie, & qu'il augmenteroit ses Propositions, puisqu'ils ne les avoient pas acceptées dans le tems; & j'assurai Sa Majesté que les Etats-Généraux le verroient faire sans y prendre aucun part.

ON délivre tous les mois dans la Province de Hollande des Ordonnances pour la dépense du mois. C'est le Conseil de la Province qui est assemblé toute l'année qui dresse ces Ordonnances: le Pensionnaire Fagel l'avoit induit à mettre dans les Ordonnances du mois d'Août le payement de la recrûe de dix mille cinq cent hommes, parce que la Province de Hollande n'avoit pas pris de Résolution avant que de se séparer pour la cassation de cette recrûe: mais comme Mrs. d'Amsterdam avoient déclaré qu'ils la tenoient cassée à leur égard, & que plusieurs autres Villes étoient de ce sentiment: on fit déchirer ces Ordonnances des Conseillers Députés de Hollande, & on leur en fit refaire de nouvelles, dans lesquelles le payement de cette nouvelle recrue n'étoit pas compris.

LE Roi me manda, qu'il approuvoit la proposition que je faisois, de faire connoître aux Etats-Généraux à combien montoient les Contributions

que le Prince d'Orange avoit tirées du pays de Liège, & qu'il écrivoit pour cet effet à l'Evêque de Strasbourg & à M. Tambonneau. Cependant cette affaire ne fut pas poursuivie comme elle devoit l'être, & on manquoit à ces sortes de choses qui étoient essentielles, & par où on pouvoit le décréditer dans les Etats-Généraux, & le brouiller avec eux, dans le tems qu'on lui suscitoit des affaires qui ne lui faisoient nul tort dans la République, & qui au contraire portoient les Etats-Généraux à entrer dans ses intérêts.

SA Majesté me manda qu'Elle se feroit rendre compte au plutôt des raisons que les Marchands Hollandois pouvoient avoir pour prétendre le prix des marchandises qui avoient été vendues à Dunkerque.

ET qu'Elle vouloit bien que la République de Genes fut comprise dans la paix, si les Etats-Généraux le demandoient instamment.

MAIS je mandai au Roi, que je lui répondois que les Etats-Généraux ne souhaitoient autre chose de Sa Majesté, qu'une exacte exécution du Traité de Treve, & qu'ils ne prendroient aucune part au refus qu'Elle feroit d'admettre la République de Genes dans le Traité d'Espagne. 17 Août
1684.

QUE le Résident de Munster m'avoit appris, qu'on lui avoit envoyé l'état des Contributions que le Prince d'Orange avoit tirées pendant la dernière guerre sur le pays de Liège; qu'il montoit à deux millions trois cens mille livres; qu'un Bourguemestre d'Amsterdam avoit pressé extraordinairement ce Résident de faire imprimer ce Mémoire, ou de lui en donner copie; mais qu'il n'avoit voulu faire ni l'un ni l'autre. Que ces sortes de Ministres avoient toujours peur de déplaire au Prince d'Orange; qu'ainsi, il étoit à propos qu'il eut ordre de demander une Conférence aux Etats-Généraux pour entrer en matière, afin de terminer à l'amiable les différends qui étoient entre M. l'Electeur de Cologne & les Etats-Généraux, conformément au

Mémoire qu'il avoit présenté ; & comme la répétition des Contributions payées en faisoit un des principaux articles, il auroit sujet de délivrer dans cette Conférence un Mémoire de ces Contributions, & on seroit obligé d'en donner aussi-tôt des copies à tous les Membres de l'Etat. Si Votre Majesté jugeoit à propos, pour plus grande sûreté, qu'on ordonnât à ce Résident de me communiquer cet état lorsqu'il le délivrera aux Etats Généraux, j'en ferois incessamment passer une copie dans le Conseil d'Amsterdam, sans même qu'on fût qu'elle vint de moi. Ces Messieurs ne le demandent pas avec tant d'empressement, sans avoir dessein d'en faire un bon usage. Il est constant que le Prince d'Orange en doit rendre compte aux Etats, & que depuis l'établissement de la République les Contributions sont toujours entrées dans les coffres de l'Etat. Cependant le Prince d'Orange n'a rendu aux Etats-Généraux que cent cinquante mille francs de toutes les Contributions qu'il a levées, tant dans le pays de Liège, que par-tout ailleurs.

SILVIUS fit des plaintes au Prince d'Orange de ce qu'il traitoit si bien M. de Montmouth. Le Prince d'Orange lui a répondu, que si le Roi d'Angleterre avoit bien voulu le faire avertir plutôt que cela lui déplairoit, il auroit vu ce qu'il auroit eu à faire ; mais que le Roi d'Angleterre ne lui en a rien fait dire qu'après qu'il étoit engagé à recevoir M. de Montmouth à Diren. Que Chudley, qui avoit ordre de lui parler sur ce sujet, & qui avoit une Lettre du Roi d'Angleterre, l'avoit gardée dans sa poche, & s'est excusé sur ce qu'il n'avoit ôté quitter la Haye pour le venir trouver à Vilverde : mais qu'à cette heure qu'il avoit reçu M. de Montmouth, il ne le pouvoit plus chasser, & qu'il continueroit à vivre avec lui comme il avoit fait jusqu'à présent. Silvius a encore dit, qu'il avoit donné à son retour d'Angleterre une Lettre de M. le Duc d'York à Madame la Princesse d'Orange, par laquelle le Duc d'York lui reproche qu'elle a

reçu le Duc de Montmouth ; que Madame la Princesse d'Orange se mit à pleurer après l'avoir lûe ; & lui dit, qu'elle n'étoit pas la maîtresse ; & que puisque M. le Prince d'Orange le vouloit ainsi, il falloit bien qu'elle obéît. Elle a bien changé depuis ce tems-là.

SILVIUS avoit donc témoigné qu'il vouloit s'en retourner : mais, il a mandé depuis peu, qu'il a différé son départ, voyant que les affaires prenoient un meilleur train, & que M. le Duc d'Yorck & le Prince d'Orange s'étoient écrits depuis un mois deux fois la semaine.

JE fus informé avant hier au soir, par un homme fort de mes amis, qui le fait de Van-Buning même, qu'il y a un Traité fort secret entre la Suede & la Maison de Lunebourg sur différens intérêts, & entr'autres sur ceux du Duc d'Hollstein. Van-Buning a dit à cet homme, que c'étoit une chose si secreta ; qu'il n'y avoit pas trois personnes dans la République qui le fussent ; que c'étoit ce Traité-là qui empêchoit la Maison de Lunebourg d'entrer dans les Propositions du Roi de Danemark. Je donnai part de cet Avis à l'Ambassadeur de Danemarck à la Haye, & je le mandai à M. de Rebenac à Berlin, pour en faire tel usage qu'il jugeroit à propos.

LES Etats-Généraux me donnèrent en même tems en Flamand les pièces justificatives de cent mille écus que deux Vaisseaux François ont pris sur leurs Vaisseaux des Indes d'Occident, de la maniere que j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté : cette affaire leur tient fort au cœur, & je le sai des Bourguemestres d'Amsterdam, & des plus honnêtes gens qui ont intérêt à cette prise. Je leur témoignai, que Votre Majesté n'étoit pas informée de cette Affaire ; que j'aurois l'honneur de lui en rendre compte ; & qu'ils pouvoient s'assurer qu'Elle leur feroit rendre toute la justice qu'ils pouvoient raisonnablement désirer.

J'AI parlé au Résident de Munster, qui, à ce que

je vois, n'a pas envie de livrer aux Etats-Généraux l'état des Contributions levées. Il m'a dit à la vérité qu'il n'avoit point d'ordre là-dessus; qu'il appréhendoit même qu'on ne lui eût envoyé cet état sans l'avoir bien examiné; qu'il n'avoit pas reçu non plus les pieces justificatives de ces levées: ainsi, il seroit bon qu'il eût un ordre précis de délivrer ce Mémoire aux Etats-Généraux. Il m'a dit aussi que M. l'Electeur lui ordonnoit de faire entendre aux Etats, que si on vouloit lui quitter soixante & dix mille écus en principal, qui ont été touchés pour les ôtages de Zwol & de Deventer, il se rendroit fort facile sur le reste; c'est-à-dire, qu'il n'en demanderoit rien. Cela me surprend, car les soixante & dix mille écus avec les intérêts ne peuvent monter qu'à cent mille écus, ce qui ne devoit pas entrer en comparaison avec deux millions trois cens mille livres.

13 Août
1684.

IL y a eu un grand soulèvement dans la Ville de Gorcum: les créatures du Prince d'Orange de cette Ville-là en ont fait naître l'occasion, ayant vendu à des Marchands le Canon de la Ville, sans en rien communiquer au Conseil; & qu'on étoit sur le point de le livrer. Le peuple, & la meilleure partie des Magistrats, l'ont empêché. Cela a excité le tumulte: le Prince d'Orange y a envoyé des Troupes, qui, sous prétexte que leur ordre étoit d'obéir aux Magistrats, ont exécuté ce que le Bourguemestre, ami du Prince d'Orange, a souhaité. Cet incident a fait découvrir que pendant la négociation de la Treve, les Députés de Gorcum ont agi de leur chef dans l'Assemblée de Hollande, sans la participation du Conseil de leur Ville. La conduite, que le Prince d'Orange a tenue dans cette affaire, fait croire à bien des gens qu'elle pourroit avoir des suites: mais, je n'y vois pas d'apparence.

LE Prince d'Orange & M. de Montmouth étoient toujours à la chasse à Diren. Ce Prince ne se contenta pas de lui donner en toutes occasions beau-

coup de marques de considération & d'amitié : il fit une chose si offensante contre le Roi d'Angleterre & contre le Duc d'Yorck , que tout le monde en fut surpris.

LORSQU'IL vague une place d'Echevin dans la Ville de Leyde , le Conseil de la Ville en présente trois au Prince d'Orange , & il en choisit un. Un de leurs Echevins étant mort , ils envoyèrent au Prince d'Orange à Diren le Bailly de leur Ville , avec un de leurs Conseillers , pour lui porter la nomination de trois personnes. Ces deux Députés étant entrés dans une chambre , le Prince d'Orange les vint trouver , & sans attendre qu'ils lui parlaient , il s'adressa au Bailly de Leyde , & lui dit qu'il étoit bien impudent d'oser se présenter devant lui , après l'infame action qu'il avoit faite de livrer Armstrong au Roi d'Angleterre , & lui demanda s'il savoit bien qu'il n'étoit pas en sureté à Diren , & que le Duc de Montmouth y étoit ; qu'il pouvoit se venger sur lui de la méchante action qu'il avoit faite : il le chassa ensuite honteusement de sa maison , & lui défendit de se présenter jamais devant lui.

CEUX de Leyde n'ont pas été insensibles à l'affront qu'a reçu cet homme dans l'exécution d'une Commission qu'ils lui avoient donnée : cependant , ils tiennent leur rancune secrete , & peu de gens en ont connoissance ; car , ils ne voyent pas le moyen de se vanger : mais , ils prétendent avoir satisfaction sur le retardement que le Prince d'Orange apporte à choisir un des trois sujets qu'ils ont présenté pour être Echevin ; & comme il y a un tems limité dans lequel il doit faire cette élection , ils veulent à son refus la faire eux-mêmes. Ils avoient résolu pour cet effet de s'adresser à la Province de Hollande ; & afin que les Députés des Villes vinssent avec des Instructions sur cette affaire , ils avoient demandé qu'elle fût mise pour un des points de convocation de l'Assemblée , qui doit se tenir le cinquieme de Septembre prochain. Le Prince d'Orange l'a sù , & en a été si fort alarmé , qu'il est venu en secret à deux lieues de la

Haye pour l'empêcher. On ne fait s'il a réussi, parce que les points de convocation ne sont pas encore dressés. Le Pensionnaire Fagel demeure depuis huit jours dans la maison qu'il a auprès de Leyde ; & on croit qu'il y demeurera encore pour le moins autant de tems , afin de gagner ceux qu'il pourra dans le Conseil de cette Ville.

CEPENDANT, je supplie Votre Majesté de me permettre de lui faire observer le caractère de l'Esprit du Prince d'Orange, & combien il est peu capable de plier, & de prendre des expédiens propres à sortir des affaires qu'il se fait ici, pour vouloir tout entreprendre avec une Autorité absolue. Il appréhende extrêmement, que Messieurs de Leyde ne portent cette affaire dans l'Assemblée de Hollande. Cette Plainte pourroit en attirer beaucoup d'autres, & ce premier pas fait enhardiroit Messieurs d'Amsterdam à faire des Propositions qui diminueroient notablement son Autorité. Il ne tient qu'à lui de prévenir ce coup, en faisant l'élection : cependant il ne la veut pas faire, parce qu'il ne peut se vaincre, ni céder en rien.

LA raison pour laquelle il ne veut pas choisir aucun des trois qui lui sont présentés, c'est qu'il n'y en a pas un qui se soit voulu engager à donner sa voix pour mettre dans le Conseil des Ville de Leyde une de ses créatures, qui en a été chassé depuis dixhuit mois.

JE ne puis encore dire à Votre Majesté quel train les affaires prendront ici. Tout dépend de la vigueur de Messieurs d'Amsterdam, & il leur suffit d'oser entreprendre pour venir à bout de tout ce qu'ils voudront.. Je les vois dans une ferme résolution de chasser le Pensionnaire Fagel, & de rétablir la forme de leur Gouvernement: mais, je ne conviens pas avec eux des mesures qu'ils veulent prendre pour cela : ils ont un peu trop d'égards ; & il est constant, que s'ils temporisent, & s'ils ne profitent pas de cette première conjonctu-

re qui se présente , ils auront de la peine à y revenir. Je n'ai rien omis pour leur faire comprendre cette vérité. Les plus honnêtes gens d'ici en sont persuadés. Messieurs d'Amsterdam le croient aussi : mais , ils ne sont pas encore bien convaincus des moyens que nous leur proposons. Je supplie très-humblement Votre Majesté d'être persuadée , que je ne perds aucune occasion de leur bien représenter ce que je dois là-dessus : en effet , je crois qu'il n'y a rien à cette heure de plus important à faire ici pour le service de Votre Majesté ; car , pour ce qui est de l'Alliance , il ne faut pas que j'en dise un mot davantage. Les bien-intentionnés savent les bonnes dispositions de Votre Majesté , & ils ont été fort satisfaits de la manière dont je m'en suis expliqué à Van-Buning. Tous les Ministres Etrangers sont fort alertes là-dessus : j'ai appris depuis peu , qu'aussi-tôt que le Traité fut signé à la Haye , le Sieur Witsendorf , qui n'agit que par l'instigation du Prince d'Orange , manda au Sieur de Groot , que Messieurs d'Amsterdam alloient travailler à faire une Alliance avec la France ; qu'il devoit faire considérer deux choses à M. l'Electeur de Brandebourg , auprès de qui il étoit envoyé ; l'une , que Messieurs d'Amsterdam alloient se jeter dans les bras de Sa Majesté , en sorte que le Prince d'Orange , & tout son Parti , seroit entièrement ruiné ; l'autre , que les Etats étant attachés de cette manière à S. M. , toute l'Europe seroit dorénavant soumise à ses volontés.

JE découvris , que l'on travailloit pour raccommoder Messieurs d'Amsterdam avec M. le Prince d'Orange , & sur-tout le Prince de Nassau avec ce Prince ; cela m'obligea à veiller de près à sa conduite.

JE mandai au Roi , que j'avois été surpris d'apprendre par le Résident de Munster , que l'intention de son maître n'étoit pas de faire une simple Alliance avec les Etats , mais une Alliance pour la manutention des Traités de la Haie & de l'Empire. Que je ne savois si l'on avoit communiqué ces circon-

ces à S. M. ; mais qu'il me sembloit , qu'il y avoit une grande différence entre une simple Alliance défensive , qui ne blesse personne , ou un simple acte de garantie que l'on donne à la partie intéressée , & une Alliance de garantie. C'est ce que l'Anglererre voulut faire après la paix de Nimegue , & que S. M. n'agrea pas. Que j'en avois dit mon sentiment au Resident de Munster , qui me repondit , qu'il avoit ses ordres. Il est certain , que M. l'Elécteur de Cologne jettoit par-là les fondemens d'une Ligue générale contre S. M.

Lettre du Roi du 24. Aout 1684. LE Roi me manda , que je tâchasse de pénétrer tout ce qui se negocioit entre le Duc d'Yorck & le Prince d'Orange , & que j'en donnasse Avis à M. de Barillon , afin qu'il s'employât à empêcher une plus grande liaison de l'Angleterre avec le Prince d'Orange.

Qu'il seroit examiner le Mémoire touchant les deux Vaisseaux des Indes d'Occident.

Lettre de M. de Croissy. M. de Croissy me mande , que les deux Vaisseaux François , qui avoient fait les deux prises dans l'Amerique , étoient des Forbans , qui n'avoient aucune Commission de S. M. , & qui pilloient sur les sujets comme sur les étrangers.

Lettre du Roi, du 24. Aout 1684. LE Roi me manda , qu'il étoit bien surpris de voir que j'eusse fait espérer aux Etats-Généraux , qu'il retireroit ses Troupes des Pays-Bas , après que les six semaines qui avoient été stipulees pour l'échange des Ratifications seroient expirées ; puisque , comme je n'avois obligé S. M. , par l'Article 3. du Traité de la Haye , à rappeler ses Troupes qu'après l'échange , Elle ne voyoit aucune raison qui pût donner lieu aux Espagnols de prétendre qu'Elle retirât les Troupes , & que les Contributions cessassent , avant que le Roi Catholique eût envoyé sa Ratification sur le nouveau Traité que les Ministres Impériaux avoient signé en son nom le onzieme du même mois. Qu'il ne servoit de rien de dire , que par l'Article 8 le Roi étoit engagé à faire cesser tous actes d'hostilité dans les

Pays-Bas , contre les Villes & Lieux appartenans à la Couronne d'Espagne , même dans le plat pays , si les Espagnols s'en abstenient , &c. Car , comme les Etats-Généraux avoient assez reconnu que cette cessation de tous actes d'hostilité ne devoit pas empêcher l'exaction des Contributions , & le séjour des Troupes Françoises en Flandre , puisque l'un & l'autre étoit permis par l'Article 3. jusqu'à l'échange des Ratifications , on ne pouvoit tirer de cet Article 8 aucun prétexte de dire que le Roi fût obligé de retirer ses Troupes , & de faire cesser les Contributions après l'expiration des six semaines , à moins que le Roi d'Espagne n'eût envoyé sa Ratification , & qu'elle n'eût été échangée , ou à la Haye , ou à Ratifbonne : qu'ainsi , toutes les plaintes des Ministres Autrichiens étoient mal fondées , & que les Etats-Généraux avoient au contraire sujet de se louer de sa patience , en ce que la Ratification d'Espagne n'ayant pas été portée à la Haye dans le tems stipulé , par une délicatesse peu convenable au bien de toute l'Europe , S. M. avoit bien voulu donner les mains à un nouveau Traité , & à un second délai de six semaines , que les Ministres Autrichiens avoient cru nécessaire pour faire venir une Ratification valable.

LE Roi ayant reçu les Traités signés à Ratifbonne avant que sa dépêche fût partie , S. M. y ajouta , que celui qui regardoit l'Espagne lui faisoit d'autant mieux voir combien étoient déraisonnables les plaintes & difficultés que faisoit le Marquis de Grana ; qu'il devoit ou accepter la dite Treve ou la refuser ; qu'au premier cas , ses Troupes devoient demeurer en Flandre , & les Contributions devoient être payées jusqu'à l'échange des Ratifications ; qu'au second cas , elle devoit retirer ses Troupes , mais qu'Elle n'étoit plus obligée à rendre Courtray ni Dixmudes.

QUE le Traité de la Haye contenoit deux stipulations fort distinctes ; l'une , en cas que l'Espagne l'acceptât & en envoyât sa Ratification ; l'autre ,

en cas qu'elle le refusât. Qu'il n'étoit plus question du second cas, puisque les Ministres Autrichiens avoient accepté pour l'Espagne; & qu'à l'égard du premier, Sa Majesté ne devoit rendre Courtray & Dixmude aux Espagnols, qu'au cas qu'ils acceptassent le Traité, ainsi qu'il étoit porté par l'Article 3. Que suivant l'Article 5, Elle ne devoit retirer ses Troupes qu'après cet échange; & que par l'Article 7. les Contributions devoient être continuées jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne; qu'ainsi on n'avoit qu'à lire le Traité pour tomber d'accord, que, non-seulement les plaintes du Marquis de Grana étoient mal fondées, mais encore qu'il devoit au contraire convenir incessamment des termes des payemens, & faire donner des cautions valables par les Communautés qui voudroient s'exempter des exécutions militaires.

QUE je devois parler en ce sens aux Etats Généraux, & leur déclarer, que si les Espagnols ne se mettoient pas plutôt en devoir de satisfaire à cette obligation, Sa Majesté feroit exiger les Contributions par toute sorte de moyens; & qu'on ne devoit pas espérer que ses Troupes sortissent des Pays-Bas Espagnols, avant que l'échange des Ratifications fût fait, & le paiement des Contributions assuré, conformément au Traité.

31 Aout
1684.

JE ne perdis point de tems à exécuter les ordres du Roi, & dans une Conférence que j'eus avec les Députés des Etats-Généraux, pour leur donner part de la Négociation de M. de Chanlais à Bruxelles, & des nouveaux ordres qu'il avoit reçus de Sa Majesté en conséquence de la réponse du Marquis de Grana, je pris prétexte de leur parler du Traité signé à Ratisbonne, entre le Roi & le Roi Catholique, & je me servis de toutes les raisons contenues dans la dépêche de Sa Majesté au sujet des Contributions, & du séjour de ses Troupes en Flandre. Les Etats-Généraux ne purent s'empêcher de me dire, après bien des Contestations, que les Espa-

gnois gâtoient eux-mêmes leurs affaires ; & ils ne pûrent disconvenir que le Roi avoit raison à l'égard des Contributions : mais , à l'égard du séjour des Troupes , ils en témoignèrent beaucoup d'inquiétude , & me dirent qu'ils n'auroient jamais signé le Traité s'ils n'eussent tenu pour assuré , que le Roi n'auroit plus de corps d'Armée dans les Pays-Bas , après les six semaines expirées. Qu'ils s'étoient souvent expliqués dans nos Conférences , & qu'il n'étoit jamais tombé dans l'esprit de pas un de la République , que le Roi prétendît que ses Troupes demeurassent dans les Pays-Bas , après leur avoir offert de les faire jouir d'une grande tranquillité , jusqu'à être engagé à ne plus faire d'acte d'hostilité dans le plat pays , si les Espagnols s'en abstenient. Qu'il y avoit une grande différence entre le campement d'une Armée , & des Courses que des Partis font , ou des levées de Contributions : qu'ils convenoient , que Sa Majesté pouvoit exiger des Contributions , & faire des hostilités , si les Espagnols en commettoient ; mais que pour faire subsister des Troupes dans le pays Espagnol , on avoit pû juger de leurs sentimens par les instances qu'ils avoient faites pour les en faire retirer , même avant les six semaines. Je leur répondis , qu'on n'avoit rien stipulé par le Traité de la Haye , si-non que les Troupes demeureroient jusqu'à l'échange des Ratifications ; que la même chose étoit réglée par le Traité de Ratisbonne ; qu'il n'étoit plus question que de ratifier & exécuter l'un ou l'autre de ces Traités ; & que les Etats-Généraux ne pouvoient demander des conditions plus avantageuses pour les Espagnols , que celles que les Espagnols avoient stipulées eux-mêmes.

IL est certain , que les Espagnols ayant signé un nouveau Traité à Ratisbonne , les Etats ne pouvoient avec raison demander que le Roi retirât ses Troupes des Pays-Bas avant l'échange des Ratifications de ce Traité : aussi , lorsque je leur avois fait espérer que le Roi feroit sortir ses Troupes des

Pays-Bas Espagnols, c'étoit en un cas tout contraire. Ils demandoient si les Espagnols, ne voulant pas ratifier le Traité de la Haye, & le Roi continuant la guerre contre eux, il laisseroit toujours des Armées dans le plat pays, comme les Espagnols le leur faisoient appréhender, & si Sa Majesté n'exécuteroit pas le Traité fait avec eux en portant ses armes ailleurs. Ce fut là-dessus que je m'expliquai, & je crus suivre en cela les intentions du Roi. Je ne voulus point dire pour cela, & les Etats ne l'entendirent pas non plus, que le Roi ne fût pas en droit de faire lever des Contributions, même par execution militaire contre ceux qui ne payeroient pas, tant que la guerre dureroit : mais, il faut remarquer que les Etats-Généraux avoient mis dans leur projet que le Roi retireroit incessamment ses Troupes. Comme ils trouverent plus à propos de se servir des articles que je leur avois donnés, ils ne s'aviserent pas de marquer dans quel tems le Roi retireroit ses Troupes : mais, ils me demanderent plus de dix fois si ce n'étoit pas l'intention de Sa Majesté de ne plus avoir des Armées dans les Pays-Bas Espagnols au bout de six semaines, en cas que les Espagnols ne ratifiasent pas, & de se réserver seulement la liberté de faire la guerre dans le plat pays, si les Espagnols continuoient leurs actes d'hostilité. Ils comptèrent là-dessus : ce fut la base de leur Traité ; & ils n'y auroient jamais consenti, s'ils avoient crû que les Armées du Roi pussent demeurer dans les Pays-Bas Espagnols.

LE Roi me fit réponse, qu'il l'avoit entendu de même, puisqu'il me marquoit dans sa Lettre du 24 d'Août, que si le Marquis de Grana refusoit le Traité signé à Ratisbonne, il devoit retirer ses Troupes des Pays Bas Espagnols, & c'est une chose sur laquelle ceux du Gouvernement, & le même peuple, avoient si fort compté, que si je leur eusse déclaré que l'Espagne ne ratifiant pas, & la guerre continuant entre le Roi & l'Espagne, Sa Majesté prétendoit avoir ses Armées campées dans

les Pays-Bas Espagnols; il n'en auroit pas fallu davantage pour leur faire prendre d'autres sentimens, & une autre conduite.

LES Etats ne s'opposant pas à ce qui se faisoit à Liège, & le Magistrat de cette Ville les ayant prié de s'entremettre pour terminer à l'amiable les démêlés qu'ils ont avec leur Eleeteur, ils ne l'ont pas voulu promettre, & ont commencé par demander à M. l'Eleeteur de Cologne s'il l'auroit agréable.

MRS. de Leyde députèrent une seconde fois au Prince d'Orange, pour lui présenter les trois personnes qu'ils avoient nommées pour être Echevins, afin qu'il en choisît un: mais il les renvoya, sans les vouloir écouter. Cela les obligea de chercher dans leurs Registres, pour voir ce qu'il y auroit à faire en pareille occasion. Ils trouverent, que la Charge de Stathouder ne donnoit pas le droit au Prince d'Orange de faire la nomination des Echevins de Leyde. Que c'est un respect qu'on lui a rendu, & au feu Prince son pere; mais, que cela appartient à la Province de Hollande, où le Prince d'Orange n'a que sa voix; de sorte qu'ils veulent s'adresser à la Province dans cette prochaine Assemblée. Le Prince d'Orange qui l'a fû a résolu de faire sa nomination cette semaine: mais les autres disent, qu'ils ne la veulent plus recevoir. Ce seroit une grande affaire s'ils soutenoient cette résolution jusqu'au bout, ce que je ne crois pas.

J'AI découvert, que les amis du Prince d'Orange tâchent de faire concerter dans les actes de garantie, ce que chaque Province doit fournir de Troupes en cas de contravention aux Traités.

LES Députés des Etats-Généraux revinrent chez moi, & me dirent qu'ils avoient fait rapport au Sieur de Cramprickt de ce que je leur avois fait savoir, & que quelques raisons qu'ils lui eussent alléguées, il s'étoit toujours plaint du logement des Troupes du Roi dans les Pays Bas Espagnols.

Premier
Septembre
1684.

Ils me représenterent ensuite l'intérêt qu'ils avoient que le pays qui forme la Barrière ne fût plus inquiété, ni par le campement des Troupes de Sa Majesté, ni par l'exaction des Contributions; & me prièrent d'appuyer de mes Offices les instances que leur Ambassadeur, à qui ils devoient écrire ce même jour-là, auroit ordre de faire sur ce sujet.

JE ne répéterai point les raisons dont je me suis servi: je leur ai fait connoître, qu'il n'étoit pas question de la seconde partie du Traité de la Haye, & qu'il ne s'agissoit plus que de la première, & du Traité de Ratisbonne, qui y étoit conforme; & je leur ai tellement représenté, que non-seulement ils n'avoient aucun fondement pour faire une pareille demande, mais encore que les instances qu'ils pourroient faire là-dessus auroient fort mauvaise grace, après que Votre Majesté a exécuté si exactement tout ce dont Elle est convenue; qu'ils m'ont déclaré, que puisque cela étoit, ils n'ordonneroient point à leur Ambassadeur de faire aucune instance auprès de Votre Majesté pour faire retirer ses Troupes des Pays-Bas Espagnols; mais qu'ils lui ordonneroient seulement de supplier Votre Majesté de vouloir bien ne pas faire exécuter les Pays pour les Contributions; & que s'il arrivoit quelques démêlés là-dessus, ils fussent remis à l'arbitrage du Roi d'Angleterre, conformément à l'Article 7. du Traité signé à la Haye.

J'AI reconnu, Sire, par quelques entretiens que j'ai eus avec des personnes affidées au Prince d'Orange, qu'une des principales choses dont ce Prince prétend avoir sujet de se plaindre, c'est que M. le Procureur-général de Votre Majesté au Grand Conseil, a réclamé la Souveraineté d'Orange; ce que l'on prétend être une infraction au Traité de Nimegue, & à tous les précédens Traités, par lesquels Votre Majesté a toujours remis (à ce qu'il prétend) le Prince

Prince d'Orange dans la Souveraineté d'Orange.

IL est bon même de leur faire connoître, que s'ils Lettre du
Roi du 31
Août 1684.
donnent le tems au Prince d'Orange, & à ses par-
tisans, de regagner la faveur du petit peuple; malgré
tous les justes sujets de mécontentement qu'ont don-
né aux Provinces-Unies; les efforts & les violences
que ce Prince a faits pour les engager malgré elles
dans la guerre; les fausses accusations dont il s'est
servi pour faire traiter de criminelle dans les Etats
de Hollande la fermeté avec laquelle la Ville d'Am-
sterdam a résisté à ses entreprises, & tout ce que son
ambition lui a fait faire contre les droits & privi-
lèges des principales Villes; il reprendra bientôt de
nouvelles forces, & fera repentir ceux qui auront
négligé les moyens de l'affoiblir.

LE Roi me manda, qu'il étoit surpris d'apprendre Lettre du
Roi du 31
Août 1684.
que l'Electeur de Cologne eût envoyé ordre à son
Ministre à la Haye, sans lui en avoir rien commu-
niqué, de faire une Alliance avec les Etats-Géné-
raux pour la manutention des Traités de Trêve, &
qu'il envoyoit un Courier à l'Evêque de Strasbourg
pour l'obliger à faire au plutôt révoquer cet ordre,
& qu'il se promettoit que, comme il vouloit bien
de bonne-foi exécuter lesdits Traités, cet Electeur
n'entreroit point dans des ligues qui, par des inter-
prétations captieuses, pourroient tourner dans la
suite contre ses intérêts.

QUE je devois faire instance aux Etats-Généraux 7 Septem-
bre 1684.
à ce qu'il me donnassent une acte de garantie pour
Sa Majesté, des Traités qui avoient été signés

LE Prince d'Orange fut obligé de plier touchant
l'affaire de Leyde. Il fit la nomination des Echevins,
avant que l'Assemblée des Etats de Hollande com-
mençât; & comme ceux de Leyde avoient témoi-
gné qu'ils n'accepteroient plus cette nomination, il
leur fit dire, qu'il n'avoit pas bien compris d'abord
l'affaire, & qu'il y avoit du mal-entendu. Que ce-
pendant il avoit fait la nomination dans le tems
porté par leur billet de présentation; & comme il

avoit encore ce billet, ils ont reçu la nomination selon qu'ils l'avoient souhaité, & sans que ceux qui ont été nommés Echevins se soient engagés de paroles à donner leur voix pour remettre dans la Magistrature un homme attaché au Prince d'Orange.

Je n'ai pas laissé de représenter une chose au Résident de Munster, dont il n'a pû disconvenir, qui est que ce Traité, tout innocent qu'il lui paroît, étant proposé par un Prince attaché aux intérêts de Votre Majesté, sera cependant le fondement d'une Ligue générale contre Votre Majesté; parce que, comme je lui ai déjà dit, cela facilitera au Prince d'Orange le moyen de faire faire de semblables Traités avec d'autres Princes, qui, n'ayant pas les mêmes sentimens que M. l'Electeur de Cologne, se prévaudront contre Votre Majesté de l'union qu'ils feront ensemble; & la Lettre, que les Etats ont reçue ces jours-ci de M. d'Haren, est venue fort à propos pour confirmer ce que je lui disois, & ce que je lui avois dit, il y a quinze jours, qui arriveroit; car M. d'Haren a mandé aux Etats-Généraux, que M. de Oxenshiern l'étoit venu trouver, pour le prier de presser les Etats-Généraux de songer à l'Alliance entre la Suede & les Etats-Généraux, sur quoi lui Haren se rapporte à la Lettre secreete qu'il a écrite au Greffier Fagel. Tout ce que j'ai pû pénétrer de cette Lettre secreete, c'est qu'on a représenté à M. d'Haren, que le Traité d'Association étant détruit par le Traité de Trêve, le Roi de Suede seroit très-aisé de renouer une Alliance avec les Etats-Généraux pour la manutention de ces Traités. J'ai donc représenté au Résident de Munster, que le Pensionnaire Fagel se servira de ses instances pour faire voir que la France approuve ces sortes de Traités; que sous ce prétexte il lui sera aisé de faire conclurre celui de Suede; que le Duc d'Hanover en attendra la conclusion pour se présenter, & qu'il se formera une Ligue ici avec le Prince d'Orange. Que le Traité, que M. l'Electeur de Cologne proposoit

7 Septem-
bre 1684.

à l'Etat, ne seroit pas préjudiciable à Votre Majesté, si la République étoit sur le pié où elle doit être, puisqu'en ce cas elle pourroit demeurer en même tems unie à Votre Majesté, & alliée à l'Electeur de Cologne; mais, que les choses ne sont pas encore en cet état-là, & que s'il y avoit de la disposition à les y mettre, les Traités que l'on feroit à cette heure y seroient un grand obstacle, puisqu'ils donneroient de nouvelles forces au Prince d'Orange & au Pensionnaire Fagel, & de toutes autres vues aux Etats-Généraux qu'ils n'ont à cette heure.

LES Etats-Généraux me firent encore de fortes instances en faveur des Marchands intéressés au Vaisseau, dont les marchandises ont été vendues à Dunkerque.

Je mandai au Roi, que la Lettre dont il m'avoit honoré le 31 d'Août, contenoit deux points principaux; le premier, & le principal, concernoit ce qu'on devoit attendre de Messieurs d'Amsterdam pour le bon rétablissement du Gouvernement de cette République; le second regardoit la conduite du Prince d'Orange envers le Roi d'Angleterre, & avec le Duc de Montmouth. 11 Septembre 1684.

Je commencerai par rendre compte à Votre Majesté de ce que j'ai appris touchant ce qui se passe entre le Roi d'Angleterre, M. le Duc d'Yorck, le Prince d'Orange, & M. le Duc de Montmouth.

M. le Duc d'York écrit deux fois la semaine à M. le Prince d'Orange, je le sai par un homme qui a vu les Lettres; elles sont adressées à un nommé Dalone, Secrétaire de la Princesse d'Orange, qui les envoie à Silvius à Duren: on ne les cache pas à cet homme, qui connoît fort bien l'écriture de M. le Duc d'Yorck. Le Prince d'Orange s'enferme pendant deux heures avec le Duc de Montmouth lorsqu'il a reçu ces Lettres.

Je découvris aussi, que Godolphin écrivoit des

Lettres au Prince d'Orange de la part du Roi d'Angleterre, pour lui reprocher sa conduite, & pour tâcher de le ramener : mais, le Prince d'Orange n'y répondoit point.

M. de Montmouth envoya dans ce tems-là un de ses confidens en Angleterre, qui, s'étant enivré la veille de son départ, dit à un homme de ses amis, que l'on verroit dans peu un grand changement en Angleterre, & lui fit entendre, qu'il vouloit parler du rétablissement de M. de Montmouth.

POUR ce qui regarde ce qu'on doit attendre de Messieurs d'Amsterdam, pour le rétablissement du bon Gouvernement de la République, je continuerai d'apporter tous mes soins pour être exactement informé de tout ce qui se projettera & passera de plus secret, & je crois avoir pris d'assez bonnes mesures pour en être bien averti. Ce que j'en ai pu pénétrer jusqu'à cette heure ne peut encore faire juger à quoi les choses aboutiront. Messieurs d'Amsterdam connoissent parfaitement leurs intérêts, & l'on ne peut gueres leur représenter les raisons qu'il y a de chasser le Pensionnaire Fagel, de rétablir l'ancien Gouvernement, de se mettre hors du danger d'être sacrifiés au ressentiment du Prince d'Orange, qu'ils savent être incapable de pardonner. On ne peut, dis-je, leur rien alléguer là-dessus, qu'ils n'en disent encore davantage, & ne fournissent eux-mêmes des raisons encore plus solides que celles qu'on leur expose. On ne peut non plus rien ajouter à la peur qu'ils ont que le Prince d'Orange ne se porte à des entreprises violentes contre eux : ils font garder leur Ville avec toute la diligence possible ; ils ont du canon prêt en plusieurs endroits, pour être placé sur les remparts en peu de tems, & ils ont des vedettes sur les chemins pour prévenir les surprises : mais je ne vois pas qu'ils prennent les mesures nécessaires pour exécuter leurs bons desseins. Une des choses qui les empêche le plus, c'est qu'ils ne sont pas tous d'un même Avis : Van Buning est autant

que jamais contre l'Alliance de la France, & il voit bien que si on pousse le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, la République sera obligée de s'attacher entièrement aux intérêts de Votre Majesté : ainsi, il voudroit pouvoir chasser le Pensionnaire Fagel, & se raccommoier avec le Prince d'Orange, d'une manière que les Etats demeuraissent dans les intérêts de l'Angleterre : & comme ceux d'Amsterdam se persuadent qu'en tenant une certaine conduite, & temporisant, ils viendront insensiblement à bout de ce qu'ils souhaitent, ils laissent écouler le tems, & ne profitent pas comme ils le devroient de l'occasion qui se présente. Le Prince d'Orange de son côté voit la nécessité qu'il y a de se raccommoier avec Messieurs d'Amsterdam : il employe trois personnes pour cela, dont Beverning en est une ; & j'ai découvert depuis hier au soir, que Messieurs d'Amsterdam ont répondu aux Propositions qu'il leur a fait faire. Ils lui ont fait témoigner, qu'ils vouloient fort bien vivre en bonne intelligence avec le Prince d'Orange, pourvu qu'il consentît que son pouvoir fut limité selon ce qui s'est pratiqué sous les autres Gouvernemens, & qu'on réformât leurs Troupes jusqu'à vingt-huit mille hommes. Cette réponse est fort bonne ; car il est constant que si les Troupes étoient réduites à vingt-mille hommes, & si le Prince d'Orange n'avoit pas plus d'Autorité dans le Gouvernement qu'en ont eu ses prédécesseurs, les affaires changeroient bientôt de face : mais, quelque bonne que soit cette réponse, il est toujours dangereux que Messieurs d'Amsterdam entrent dans une telle Négociation.

MESSIEURS d'Amsterdam sont persuadés, qu'ils perdroient plus qu'ils ne gagneroient, s'ils vouloient précipiter les choses. Que dans la forme de leur Gouvernement le tems fait tout : & je sai de bonne part, que leur sentiment est qu'ils doivent, avant que d'entamer les grandes affaires, ôter au Prince d'Orange, par la réforme des Troupes, les moyens

d'exécuter les Résolutions qui pourroient renverser le Gouvernement, & ruiner la liberté de la République; car ils sont convaincus, & le Prince d'Orange s'en est assez déclaré, qu'il mettra tout en usage pour maintenir le Pensionnaire Fagel.

POUR ce qui est de faire de nouvelles Alliances, ils m'ont fait assurer depuis deux jours, qu'ils ne consentiront à aucunes, ni avec la Suede, ni avec aucun autre Prince; connoissant fort bien, par ce qui s'est fait ci-devant, qu'ils tomberoient inévitablement par ce moyen dans le même état d'où ils ont eu tant de peine à sortir. Je sai, que dans cette Assemblée de Hollande ils veulent proposer le retranchement des appointemens du Comte de Waldeck; ne voulant pas souffrir, que, pendant qu'il est Général des Troupes de l'Empereur, il touche de l'Etat de si grandes sommes tous les ans: & ils ont pris la résolution de faire accorder ses appointement, & la Charge de Maréchal Général, au Prince de Nassau; mais, ils tiennent cette Résolution très-secrete, afin qu'aucun membre de l'Assemblée ne la pénétre, parce qu'ils veulent être les premiers à faire cette Proposition, afin que le Prince de Nassau leur en ait toute l'obligation, & demeure toujours uni avec eux.

COMME la fermeté, que Messieurs d'Amsterdam ont eue de dire qu'ils tenoient à leur égard la recrûe de dix mille hommes pour cassée, est cause qu'elle n'a pas été mise sur la dépense du dernier mois, & que ces Troupes sont réformées par-là, sans que les Etats-Généraux en aient pris une Résolution formelle; le Prince d'Orange a remontré par une Lettre aux Etats de Hollande, qu'il n'étoit pas juste de ne pas continuer à payer les Officiers jusqu'à ce que les Etats-Généraux leur fassent déclarer cette réforme; & il a demandé qu'on les en avertît, & qu'on les payât jusqu'au 22 du mois prochain. Comme il y a quelque justice là-dedans, puisqu'on ne pouvoit raisonnablement faire porter

aux Officiers les frais de l'entretien de cette recrûe avant que la cassation en eût été faite, par une Résolution de la Province de Hollande, on y consentit, & en même tems on prit une Résolution qui confirma cette cassation que Messieurs d'Amsterdam avoient prononcée de leur autorité privée.

LES Députés des Etats-Généraux me vinrent faire des plaintes, de ce qu'au préjudice des Traités qui avoient rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, on avoit enlevé des personnes dans la Principauté d'Orange, & qu'on les avoit menées dans les prisons d'Aix. Je leur témoignai, que je n'étois pas instruit de l'affaire dont ils me parloient; mais que j'étois bien assuré, que les Officiers de Sa Majesté n'avoient fait en cela que ce qu'ils étoient en droit de faire: & sur ce qu'ils m'alléguèrent que Sa Majesté avoit rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, je leur répliquai, qu'Elle l'avoit rétabli dans la possession & dans tous ses droits; mais qu'Elle ne lui en avoit pas plus donné que ce qui lui devoit appartenir légitimement. Ils ne parurent pas s'intéresser beaucoup dans cette affaire.

14 Septem-
bre 1684.

ILS me firent dans cette même Conférence des instances très fortes pour ces Marchands de Vin de la Haye, dont les Vins & les Eaux-de-Vie avoient été vendus à Dunkerque.

JE communiquai à Messieurs d'Amsterdam l'ordre que le Roi m'avoit donné de demander aux Etats-Généraux des Actes de garantie des Traités qui avoient été signés: ils me témoignèrent, qu'ils approuvoient extrêmement cette proposition, parce que si elle étoit acceptée, elle disposeroit les esprits à un plus grand engagement; & si le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y apportoit de l'obstacle, on pourroit par la même raison refuser de donner un Acte de garantie à l'Empire: mais, ils jugèrent à propos que je n'en fisse l'ouverture qu'après que l'on auroit appris à la Haye que les Ratifications seroient

échangées ; & depuis ils trouverent à propos que je n'en parlasse point que lorsque la Province de Hollande seroit assemblée.

LES Députés des Etats-Généraux m'apportèrent une Résolution qui portoit , que le Prince d'Orange avoit fait lire dans leur Assemblée un Mémoire des gens de son Conseil , contenant que comme l'année précédente l'Intendant du Roi en Provence , nonobstant les Protestations faites par ceux du Parlement d'Orange , avoit fait enlever de cette Ville quatre ou cinq de ses anciens Citoyens ; les avoit fait mettre dans une rude prison à Aix , & les y avoit tenus enfermés jusqu'à ce que quelques-uns d'eux ayant été forcés d'abjurer leur Religion , ceux qui n'y avoient pas voulu condescendre avoient été exposés à faire amende honorable publique , avec ce qu'il y a d'ignominies qui accompagnent de semblables exécutions.

14 Septem-
bre 1684.

LE Roi me manda , qu'il avoit fait examiner dans son Conseil les procédures qui avoient été faites au sujet des Vaisseaux menés à Dunkerque , & des marchandises de chargement ; mais que , quelque disposition qu'il eût à rendre aux Marchands Hollandois la plus favorable justice qu'ils pussent raisonnablement espérer , le droit des Armateurs particuliers avoit paru si incontestable , qu'il n'auroit pû , sans leur faire injustice , leur ôter ce qui leur appartenoit.

21 Septem-
bre 1684.

J'ENVOYAI un Gentilhomme au Prince de Nassau , sous prétexte de lui faire un compliment sur son mariage ; mais , en effet , pour découvrir en quelle situation les affaires étoient en Frise. Par le rapport qu'on m'en fit , je connus que le Prince d'Orange faisoit toutes les démarches possibles pour se bien remettre avec Messieurs d'Amsterdam , & avec le Prince de Nassau. Que ce Prince étoit néanmoins encore dans les mêmes sentimens où il avoit été ; qu'il avoit même témoigné beaucoup d'inquiétude d'un Avis qu'il avoit reçu , que Messieurs d'Amster-

dam

dam se raccommodoient avec le Prince d'Orange. Je fis assurer le Prince de Nassau, que c'étoient de faux bruits que le Prince d'Orange faisoit courir, pour le défunir d'avec Messieurs d'Amsterdam. J'en parlai à quelques-uns d'eux dans un voyage que j'y allai faire, sous prétexte d'y accompagner M. de Melmes, qui m'étoit venu voir à la Haye. Je leur fis connoître l'intérêt qu'ils avoient, non-seulement d'eclaircir M. le Prince de Nassau sur ce qu'il apprehendoit de leur accommodement, mais encore d'empêcher que le Prince d'Orange à l'avenir ne pût avec quelque fondement faire courir ces mêmes bruits; ce qu'ils ne pouvoient faire, qu'en communiquant toutes choses à M. le Prince de Nassau; que s'ils n'en usoient de la sorte, le Prince d'Orange seroit naïtre tous les jours entr'eux des défiances dont il profiteroit. Qu'ils en pouvoient aisément juger par ce qui se passoit, puisque dans le tems qu'il faisoit accroire au Prince de Nassau qu'il se raccommoderoit avec Messieurs d'Amsterdam, il tâchoit de persuader à Messieurs d'Amsterdam, que le Prince de Nassau & lui étoient sur le point de se remettre bien ensemble; & qu'ils ne pouvoient empêcher ni détruire ces sortes d'artifices, que par une bonne & sincère correspondance entr'eux.

J'APPRIIS dans ce même voyage, que huit ou dix jours après que la Treve fut signée à la Haye, les Ministres de Suede & d'Hanover déclarerent au Prince d'Orange, que leurs Maîtres se feroient fort d'empêcher que la Treve ne fut conclue dans l'Empire, s'il pouvoit empêcher la Ratification du Traité de Treve.

JE fus informé aussi, en grand secret, que l'Envoyé de Brandebourg avoit proposé au Pensionnaire Fagel de faire une Alliance entre M. l'Electeur de Brandebourg & les Etats-Généraux: mais, il prit si mal son tems, dans la conjoncture de la signature de la Treve, que le Pensionnaire Fagel lui répondit que les Etats étoient rebutés de tou-

tes ces Alliances, qui ne servoient qu'à leur tirer de l'argent, après quoi on les abandonnoit dans le besoin ; & puis il ajoûta, soit par emportement, soit par artifice, que si le Prince d'Orange l'en croyoit, il rechercheroit les bonnes grâces du Roi, & laisseroit l'Electeur de Brandebourg.

28 Septem-
bre 1684.

Je m'éclaircis aussi de ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & les Régens de cette Ville-là. Je trouvai que les choses n'étoient pas au point qu'on les avoit dites au Prince de Nassau ; mais, néanmoins que les paroles que le Prince d'Orange, & Messieurs d'Amsterdam, s'étoient données de part & d'autre, alloient un peu trop loin ; & que j'avois eu raison de me défier aussitôt que j'avois appris qu'on étoit entré en négociation. Je sus donc que le Prince d'Orange avoit promis à Messieurs d'Amsterdam tout ce qu'ils lui avoient demandé, c'est-à-dire qu'il se gouverneroit dorénavant selon les Loix de la République ; & Messieurs d'Amsterdam avoient promis d'oublier tout le passé. Je parlai confidemment à quelques-uns d'eux des suites qu'auroit sans doute un pareil engagement ; que le Prince d'Orange avoit en cela tout ce qu'il pouvoit souhaiter, qui étoit d'empêcher que Messieurs d'Amsterdam ne profitassent de l'occasion présente pour ôter l'administration des affaires au Pensionnaire Fagel ; qu'il n'avoit garde de ne pas témoigner qu'il étoit prêt d'entrer dans leurs sentimens, parce qu'il vouloit éviter qu'on ne fît les Propositions qui se devoient faire dans l'Assemblée du mois de Novembre ; mais que, quand l'état de guerre seroit une fois réglé, & que le Pensionnaire Fagel seroit à couvert de tout ce qu'on pouvoit faire à cette heure contre lui, on verroit que le Prince d'Orange reprendroit bientôt ses premières brisées, & que si ce n'étoit dans trois mois, ce seroit dans six, qu'il engageroit les Etats dans des sentimens contraires aux intérêts du Roi ; & qu'alors il fauroit bien se vanger de Messieurs d'Amsterdam, & qu'il exécuteroit le dessein, qu'il

avoit manqué cette fois-ci, d'opprimer leur liberté, & de disposer souverainement de leurs Troupes. J'ajoutai à cela beaucoup d'autres raisons, qui seroient trop longues à répéter; de sorte que l'homme, que le Prince de Nassau avoit depuis sept ou huit mois à Amsterdam, s'étant plaint hautement de sa part de cette espece d'accommodement, les Bourguemestres-Régens tinrent un Conseil secret, dans lequel ils résolurent de me donner un entier éclaircissement de ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & eux: mais comme des trois Bourguemestres qui étoient ce jour-là dans Amsterdam, il y en avoit deux qui s'expliquoient assez mal en François, Van-Buning fut chargé de cette commission. J'en fus averti avant qu'il vînt chez moi, & je crus lui devoir parler tout autrement que je n'aurois fait à un autre. Je savois qu'il auroit pris avantage, si j'avois voulu entrer avec lui dans le détail du Gouvernement: mais aussi je savois qu'il appréhendoit extrêmement la guerre; qu'il comprenoit que l'Etat seroit ruiné, s'il encouroit les mauvaises graces de Votre Majesté, & qu'il connoissoit assez que les choses n'étoient pas encore disposées à pouvoir s'unir avec l'Angleterre; c'est pourquoi je me tins fort réservé avec lui. Je lui témoignai, que je ne prétendois pas entrer dans le détail de leur Gouvernement; mais, qu'il devoit bien juger lui-même que le Roi se regleroît sur la conduite qu'ils tiendroient ici. Je parlai ensuite à un autre plus ouvertement: je lui représentai tout ce que Sa Majesté avoit fait pour maintenir la liberté de la République, & particulièrement en faveur de la Ville d'Amsterdam, & le peu de reconnoissance que Sa Majesté en devoit attendre, lorsque le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel en demeureroient les Maîtres. Que j'étois persuadé de la bonne intention de Messieurs d'Amsterdam; mais qu'ils étoient fort trompés de croire se maintenir

dans leur Autorité, & même dans leur liberté, s'ils ne profitoient de cette occasion pour rétablir l'ancien Gouvernement. Le Sieur Hop, Pensionnaire d'Amsterdam, me parla aussi sur ce sujet : il me dit qu'il étoit vrai que Messieurs d'Amsterdam, connoissant qu'on ne pouvoit, sans faire beaucoup de violence, entreprendre d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel, & voyant d'ailleurs que le Prince d'Orange donnoit les mains au rétablissement de l'ancien Gouvernement, ils avoient crû qu'il étoit plus convenable au bien de la République de ne pas pousser de certaines choses à l'extrémité, & d'en faire cependant d'autres du consentement du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, qu'ils auroient eu peine à obtenir sans cela ; & il m'a protesté, que c'étoit plutôt un éclaircissement que Messieurs d'Amsterdam avoient eu avec le Prince d'Orange qu'un accommodement. Qu'il ne me demandoit que jusqu'à la prochaine Assemblée de Hollande, pour juger de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & pour les voir agir dans cette Assemblée d'une manière qui feroit bien connoître qu'ils ne songent pas à ménager le Prince d'Orange, & qu'ils n'avoient d'autre but que de maintenir la liberté de la République ; qu'il me prioit de croire que Messieurs d'Amsterdam avoient les mêmes sentimens qu'ils avoient toujours eus de s'unir avec le Roi. Je lui témoignai, que j'en étois persuadé ; mais, qu'ils s'ôtoient eux-mêmes les moyens de les exécuter. Il me répliqua, qu'il m'assuroit du contraire, & qu'il vouloit bien me dire en grande confidence, qu'ils travailloient, sur les insinuations que je leur avois faites des bonnes dispositions où étoit Sa Majesté pour favoriser leur Commerce, à dresser un Mémoire qu'ils donneroient aux Etats-Généraux & que je verrois dans quel tems ils feroient des Propositions là-dessus.

CE que je puis dire de tout ceci est qu'il me paroi

que Mrs. d'Amsterdam ont la meilleure intention du monde ; mais que, comme ils ne sont pas bien unis entr'eux, Van Buning s'étant toujours opposé à tout ce qu'ils ont voulu faire depuis la conclusion de la Trêve, ils ont abandonné le dessein de pousser à cette heure le Pensionnaire Fagel, & croient que sans se porter à ces extrémités ils pourront venir à bout de tous leurs desseins. Pour moi, je ne le crois point, & je n'y vois pas d'apparence, d'autant plus qu'ils ne se disposent pas à rétablir le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel ; Van-Buning ayant empêché formellement, que la Province de Frise n'en fît la proposition dans les Etats Généraux, qui étoit le point fondamental de toutes choses. Je crois même, qu'ils ne rechercheront pas le Prince d'Orange sur les Contributions du pays de Liège. Le Conseil de M. l'Electeur de Cologne est cause que ce coup a manqué, n'ayant pas voulu que son Résident donnât communication du Mémoire de ces Contributions dans le tems que Messieurs d'Amsterdam le demandoient avec empressement.

Je fais très-positivement, que Van-Buning écrit souvent à des Ministres du Roi l'Angleterre ; & l'on m'a assuré aussi, que l'on a écrit par ordre du Roi d'Angleterre à Van-Buning, pour ne pas pousser le Prince d'Orange à l'extrémité, & pour avoir plus de soin de ce Prince qu'il n'en avoit lui-même, & aussi pour maintenir les Etats dans la situation, où ils sont, sans permettre qu'ils s'unissent plus étroitement aux intérêts de Votre Majesté.

Pour ce qui est des marchandises qui ont été confisquées & vendues à Dunkerque, autant que j'en ai pû être informé, elles peuvent être réputées de bonne prise, à prendre les choses à la rigueur, puisqu'elles ont été dans un bâtiment de la Domination du Roi d'Espagne : mais, il est constant que les Marchands ont été dans la bonne foi, & que ce Vaisseau-là a passé depuis quatre ans pour François ; que les Officiers de Votre Majesté l'ont re-

connu tel ; & que ces gens-ci l'ayant trouvé à Nantes y ont embarqué leurs marchandises comme sur un Vaisseau François.

5 Octobre
1684.

J'ai appris, que Van-Buning, & les autres Bourguemestres-Régens d'Amsterdam, ont donné part au Conseil de la Ville d'Amsterdam, de ce qui s'est passé entr'eux & le Prince d'Orange ; que leur conduite n'a pas été approuvée, & que la plus grande partie de ce Conseil a jugé qu'on n'avoit pas dû entrer dans ces éclaircissemens, bien que Van-Buning ait voulu les faire passer pour très-innocens.

En effet, Sire, je ne vois pas que Messieurs d'Amsterdam se soient encore engagés fort avant : j'en fais même, de très-bonne part, qu'ils ont résolu unanimement de ne pas souffrir dorénavant que le Prince d'Orange fasse la moindre chose contre les Loix du Gouvernement ; mais, ils en ont fait assez pour rassurer le Pensionnaire Fagel de la peur qu'il a eue d'être démis, & pour donner lieu aux créatures du Prince d'Orange de faire accroire qu'ils se sont raccommodés avec lui. Je pense qu'on ne peut faire de jugement solide, sur ce qu'on doit attendre de ce Gouvernement, que dans le tems de l'Assemblée du mois de Novembre. On verra alors, par les démarches de Messieurs d'Amsterdam, ce qu'on peut espérer d'eux à l'avenir. Je fais agir quelques personnes de mes amis sous main, sans paroître moi même y prendre aucune part, pour porter Messieurs d'Amsterdam à demander dans l'Assemblée du mois de Novembre une nouvelle réforme des Troupes.

CEPENDANT, il semble que les Etats-Généraux ne songent point à prendre aucun engagement. Ils ont rappelé M. de Haren, Ambassadeur en Suede, & M. Damerongue, aussi-bien que le Sieur Moering, leurs Envoyés en Brandebourg & en Danemarck, & ont résolu de faire revenir au printems le Sieur Hemskerke, Ambassadeur à Madrid.

Ils n'ont pas répondu non plus trop favorable-

ment à la proposition, que M. d'Oxenstiern a faite à M. de Haren, de renouveler l'Alliance qui a été faite entre la Suede & cet Etat en 1645, & qui doit expirer en 1685. Je sai de bonne part, que cette affaire ayant été mise en délibération dans la Province de Hollande, on a résolu de répondre à M. d'Oxenstiern, qu'ils ne voyoient pas à quoi pourroit servir ce renouvellement d'Alliance, puisqu'on n'y peut stipuler que deux choses; l'une la défense mutuelle en conséquence des Traités de Westphalie; l'autre le reglement de Commerce & de Marine entre la Suede & cet Etat. Que pour la défense mutuelle, ils ont fait un Traité d'Association; & à l'égard du commerce ils ont fait un Traité incontinent après la Paix de Nimegue. Que cependant, si M. d'Oxenstiern vouloit donner un projet, il pourroit en charger l'Ambassadeur des Etats avant son depart.

UN Colonel des Etats-Généraux, affectionné à 12 Octobre l'Espagne, alla en poste à Vienne, pour offrir au 1684. Marquis Borgomaniero les dix mille hommes que les Etats-Généraux avoient licentiés. On ne douta point que ce ne fût du consentement du Prince d'Orange. Cet Officier fit son Traité; mais, il ne put être exécuté, parce que l'Empereur avoit stipulé que les Etats-Généraux entretiendroient ces dix mille hommes jusqu'au mois de Janvier: & quelques efforts que fissent les Envoyés de l'Empereur & d'Espagne, assistés du Prince d'Orange, on ne le put obtenir des Etats-Généraux. Ainsi, il fallut faire la cassation comme elle avoit été réglée, & licentier les Soldats.

QUOIQUE Messieurs d'Amsterdam ne paroissent pas vouloir à présent exécuter les projets qu'ils ont faits contre le Pensionnaire Fagel, j'ai été encore informé depuis peu, qu'ils ont de très bonnes intentions, & que bien loin de vouloir s'allier avec l'Angleterre, il n'y en a pas un, excepté Van-Buning, qui ne souhaite passionnément que les E-

tats s'allient avec Votre Majesté : mais ils ne croient pas être en état d'exécuter ce dessein , tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y feront si opposés , & que Van Buning le traversera dans leur Ville. Je sai aussi , que la raison secrete , qui les a empêchés de pousser le Pensionnaire Fagel , a été qu'ils n'ont pas vû qu'ils puissent être les Maîtres d'en mettre un autre à sa place , tel qu'ils le souhaiteroient ; & ils ont crû qu'il valoit encore mieux laisser le Pensionnaire Fagel , qui est chargé de la haine publique , qui ne manqueroit pas d'augmenter encore s'il arrivoit quelque nouveau sujet de plainte , que s'ils en choisissent un autre , qui ne seroit pas tel qu'il le faut , & qui pourroit leur faire du mal , sans qu'ils eussent sur lui la même prise qu'ils ont sur le Pensionnaire Fagel. Quoiqu'il y ait bien des choses à répondre à ces raisons-là , cependant elles sont assez plausibles pour avoir persuadé Messieurs d'Amsterdam. J'en ai été informé depuis peu par une voie sure & très-secrete : quelques uns d'eux ayant été trouver un très-honnête homme de cet Etat , lui ont rapporté tout ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté , & lui ont dit que Messieurs d'Amsterdam seroient bien fâchés qu'il pût croire qu'ils se relâchassent en rien ; mais qu'ils étoient persuadés qu'ils viendroient plus aisément à bout de leurs desseins par cette conduite. Je crois cela d'autant plus sincere , que l'homme dont je parle à Votre Majesté est si fort estimé dans ce pays , qu'on croit que Messieurs d'Amsterdam ont dessein de le mettre s'ils peuvent à la place du Pensionnaire Fagel.

Je ne vois pas Messieurs d'Amsterdam fort éloignés de demander dans la prochaine Assemblée de Hollande la cassation de douze mille hommes ; & si les gens à qui j'en ai parlé peuvent surmonter quelques difficultés qui restent , la proposition s'en fera bientôt dans le Conseil de Ville d'Amsterdam.

LE Comte de Waldeck vient ici en toute diligence, pour empêcher qu'on ne lui ôte ses Charges : mais, à moins qu'il n'arrive quelque changement, il aura peine à y réussir ; car je sai que la résolution en est prise dans la Ville d'Amsterdam.

VAN - BUNING fait toujours tous ses efforts pour se raccommoder avec le Prince d'Orange, & pour raccommoder en même tems la Ville d'Amsterdam. J'ai découvert encore, que la Négociation étoit dans sa plus grande force lorsque j'étois à Amsterdam, & que c'est par cette raison que quelques-uns des bien-intentionnés me firent avertir de parler froidement & sechement à Van - Buning : mais le Conseil de cette Ville n'ayant pas approuvé le procédé de ce Bourguemestre, l'accommodement est plus éloigné que jamais ; & le Prince d'Orange vient tout présentement de leur donner une marque bien publique de son ressentiment, en partant d'ici samedi dernier : il est allé à une maison de campagne qu'il a proche de Harlem, d'où, à moins que d'allonger son chemin de trois ou quatre lieues, il falloit qu'il passât par Amsterdam pour aller à Soestdyckt, qui est une maison qu'il a proche d'Utrecht, où il va demeurer pendant six semaines. Le neveu de Van - Buning, qui étoit avec le Prince d'Orange, manda à son oncle que le Prince alloit passer à Amsterdam : ce lui-ci en donna part aux autres Bourguemestres, & ils résolurent de tenir le dîner prêt pour le passage du Prince d'Orange : mais le neveu de Van-Buning lui ayant mandé que le Prince ne passeroit que sur les quatre heures, le dîner fut changé en une collation. Cependant Van-Buning ayant fait entendre au Conseil de Ville d'Amsterdam, que le Prince d'Orange y alloit pour prendre des mesures avec eux, afin de remettre l'union dans la République tout les Conseillers de Ville se tinrent prêts dans l'Hôtel de Ville. Le Prince d'Orange arriva au grand trot sur la place de l'Hôtel de Ville, rasant la maison du Poids, qui est vis

à-vis, comme pour s'éloigner davantage des Bourguemestres, lesquels, voyant que le Prince passoit outre, accoururent de l'Hôtel de Ville, & passèrent la grande place à pié, jusqu'au carrosse, qui eut peine à arrêter.

LE Bourguemestre Guelvink, comme Président, portoit la parole, accompagné des Bourguemestres Van-Buning & Marseveen, le Sieur Hude ne s'y étant pas trouvé. Ils prièrent le Prince d'Orange de vouloir en passant leur faire l'honneur de prendre quelque rafraîchissement: mais, le Prince d'Orange, avançant seulement la tête à la portiere, les en remercia fierement, sans aucune démonstration de civilité; & fit avancer son carrosse, qui alla à toutes jambes jusques hors la Ville. J'ai sù que les Bourguemestres ont été scandalisés de ce procédé, & qu'ils s'en font une leçon pour l'avenir; ce qui vient d'arriver à Messieurs de Dort leur faisant voir ce qu'ils ont à craindre s'ils manquent de vigueur.

LE Conseil de la Ville de Dort ayant envoyé à Diren un de leurs Secretaires, membre de leur Corps, avec la nomination de leurs nouveaux Magistrats, le Prince d'Orange l'a tenu-là sept ou huit jours, lui faisant donner à manger dans l'Office, & ne lui a donné audience qu'en passant pour aller à la chasse, lui répondant qu'il feroit l'élection lorsqu'il le jugeroit à propos. Tous les honnêtes-gens sont indignés d'un pareil traitement; & j'en ai vû qui en font un sujet de plainte contre Messieurs d'Amsterdam, voulant dire que la foiblesse qu'ils témoignent attire ce traitement, & en attirera de semblables, & de pires, à ceux qui sont entrez dans leurs sentimens, s'ils ne tiennent une autre conduite.

19 Octo-
bre 1684.

IL fit en même tems une chose dans la Ville d'Utrecht, qui dut bien faire voir à Messieurs d'Amsterdam, qu'il étoit fort éloigné de vouloir rétablir le Gouvernement de cette Ville sur le pié où il devoit être: car, il ne se contenta pas de

nommer à son ordinaire ceux qui doivent être Bourguemestres l'année suivante, ou qui doivent remplir quelques places vacantes; mais il a chassé du Conseil de la Ville tous ceux qui se sont opposés dans ces derniers tems à ses desseins, quoiqu'il y en ait parmi eux qui eussent été depuis 25 ans dans le Conseil: c'est une chose inouïe, & qui n'a jamais été pratiquée depuis l'établissement de la Republique. Cet attentat fait faire bien des réflexions ici, & donne assez à connoître aux honnêtes gens que le Prince d'Orange opprimerait insensiblement leur liberté, s'ils n'y mettent ordre.

Le Roi d'Angleterre marqua beaucoup de mécontentement du Prince d'Orange, qui faisoit tous les jours de nouvelles choses contre le respect qu'il lui devoit, & qui ne remplissoit les Troupes Angloises qui étoient en Hollande, que d'Officiers dépendans du Duc de Montmouth; en sorte qu'en peu de tems ces Troupes ne seroient plus en la disposition du Roi d'Angleterre.

M. de Montmouth est de retour de Soestdyckt, maison du Prince d'Orange; on dit qu'il passera l'hiver à la Haye, La Princesse d'Orange a fait des honneurs extraordinaires à une fille de qualité d'Angleterre, qui passe publiquement pour être la maîtresse de M. de Montmouth. 19 Octobre 1684.

M. de Louvois me demanda si la grande réforme que le Roi faisoit n'aideroit pas les bien-intentionnés de Hollande à faire résoudre un grand licentierement dans les Troupes des Etats. Je lui répondis; que quelque réforme que S. M. pût faire, ce ne seroit pas cela qui seroit prendre en Hollande la résolution d'en faire une plus considérable; que tout dépendoit de l'union & de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam pour l'exécution de ce dessein; que comme ils avoient plus en vûe l'abaissement du Prince d'Orange, que la grande puissance de S. M., s'ils se trouvoient bien unis dans ce dessein, & que Van-Buning, avec sa cabale, ne pût s'y opposer, quand S. M. ne feroit aucune réforme. Lettre de M. de Louvois, du 5 Octobre 1684. 19 Octobre 1684.

dans ses Troupes , ces Messieurs viendroient à bout d'en faire faire dans celles des Etats : & aussi que quand il plairoit à Sa Majesté de casser cinquante mille hommes , si Van Buning venoit à bout de s'opposer au dessein que Messieurs d'Amsterdam avoient de faire une nouvelle reforme , il n'y avoit rien qui pût la faire résoudre dans l'Assemblée de Hollande ; que c'étoit-là ce que je croyois pouvoir avancer avec fondement.

26 Octobre
1684.

J'AI appris de bonne part , que l'affront que le Prince d'Orange a fait à Messieurs d'Amsterdam , fait grand tort à Van-Buning , & le décredite beaucoup , parce qu'il avoit assuré les Bourguemestres d'Amsterdam , que le Prince passoit par leur Ville pour leur parler d'affaires , & pour chercher des moyens de vivre dorenavant dans une bonne correspondance.

JE sai par le même endroit , que Messieurs d'Amsterdam sont dans de bons sentimens , & que tout se dispose dans le Conseil de cette Ville-là à résoudre une nouvelle cassation de douze mille hommes , & que ceux de Dort n'agiront pas avec moins de vigueur pour cet effet que Mrs. d'Amsterdam. C'est un concert pris entre quelques-uns des bien intentionnés : mais , je ne dois donner aucune assurance positive la-dessus à Votre Majesté , que quand la Résolution en aura été effectivement prise dans le Conseil de ces deux Villes.

LE Prince de Nassau étoit à Amsterdam , où il étoit régélé & traité avec des honneurs extraordinaires. Sevenar & quelques autres travailloient fortement pour faire prendre d'étroites liaisons entre ce Prince , les Provinces de Frise , & de Groningue , & la Ville d'Amsterdam.

2 Novem-
bre 1684.

JE ne manque pas de me servir de tous les moyens qui me sont possibles , pour faire en sorte qu'on prenne à cette heure , dans le Conseil des Villes de Hollande , de bonnes Résolutions pour diminuer la trop grande autorité du Prince d'Orange. Je me suis servi assez utilement des mêmes person-

nes qui ont ci-devant lié la correspondance entre Messieurs d'Amsterdam & moi. Ils sont donc allés à Amsterdam, & y ont représenté vivement le mauvais traitement que le Prince d'Orange a fait à ceux de Dort & d'Amsterdam, & son entreprise contre les Loix de la Province d'Utrecht. Ils m'ont fait savoir, qu'on avoit fait de grandes réflexions là-dessus, & que cela pourroit bien porter Mrs. d'Amsterdam à prendre des Résolutions plus vigoureuses que celles qu'ils ont prises jusqu'à cette heure, & que le crédit de Van-Buning est fort diminué. Je sai d'ailleurs, que la Ville de Dort ne parlera pas avec moins de vigueur dans la prochaine Assemblée de Hollande, que fera celle d'Amsterdam.

COMME on n'a encore pris aucune Résolution dans le Conseil des Villes, je ne puis encore avoir l'honneur de mander rien positif à Votre Majesté : les intrigues du Pensionnaire Fagel, la timidité des Magistrats, ou quelques autres égards particuliers, peuvent encore détourner cet orage. Je sai seulement que dans des Conférences que des personnes de la Régence d'Amsterdam ont tenues dans des maisons particulières, ils ont agité entr'eux de casser douze mille hommes : & ce qui est infiniment de plus de conséquence contre l'autorité du Prince d'Orange, ils ont projeté de lui donner l'état de ceux qui doivent être cassés ; & dans cet état, Benting & d'autres sont nommés. Si cela s'exécutoit, le Prince d'Orange perdrait une partie du pouvoir qu'il a sur les Troupes, puisqu'il perdrait le droit qu'il a usurpé de casser & de créer les Officiers. On a parlé dans ces mêmes Conférences de songer tout de bon à rétablir le Gouvernement d'Utrecht, de Gueldres, & d'Overissel. Ceux de Frise offrent de le proposer dans les Etats-Généraux ; ceux d'Amsterdam le souhaitent assez : mais Van-Buning s'y étant opposé jusqu'à cette heure, il a empêché, comme il est premier Bourguemestre, qu'on n'en ait délibéré dans le Conseil de Ville d'Amsterdam.

COMME il arrive souvent qu'après avoir bien discuté ces sortes de choses dans le particulier, on ne résout rien dans le Conseil des Villes, & que d'ailleurs ces Propositions sont d'une telle conséquence, qu'il sera très-difficile d'avoir là-dessus le consentement de toute une Ville; j'attendrai à en mander des nouvelles certaines à Votre Majesté lorsque j'aurai appris ce qui aura été arrêté dans le Conseil d'Amsterdam, ce qui ne se fera que la veille du jour que les Etats de Hollande s'assembleront; cela se pratiquant toujours de la sorte dans toutes les Villes, pour ôter autant qu'elles peuvent la connoissance de ce qu'elles doivent proposer dans l'Assemblée de la Province de Hollande.

LE Prince d'Orange ayant vû que le Sieur Muys, premier Bourguemestre & Penlionnaire de la Ville de Dort, qui avoit eu ci-devant beaucoup de déférence pour lui, s'étoit signalé dans ces derniers tems pour les intérêts de la République, lui a suscité une cabale dans la Ville de Dort, & sur la plainte de ceux de cette cabale, a renvoyé l'affaire à la Cour de Justice; & comme il en est en quelque façon maître, il a fait nommer des Commissaires, dont il y en a qui sont ennemis du Sieur Muys. On ne fait encore quelle suite aura cette affaire, & si les Villes de Hollande approuveront que les Conseillers de la Cour de Justice viennent se mêler de leur Gouvernement, elles qui ont conservé jusqu'à cette heure une absolue Souveraineté.

7 Novem-
bre 1684.

CE que j'eus l'honneur de mander à Votre Majesté par ma Lettre du 26 d'Octobre, du concert que Messieurs de Dort, & quelques uns des bien-intentionnés, avoient pris ensemble d'agir vigoureusement pour les intérêts de la République, a déjà commencé à s'exécuter par la demande que ceux de Dort ont faite, au sujet des Commissaires de la Cour de Justice qui ont été chez eux. Le parti de Muys, premier Bourguemestre, a prévalu dans cette Ville, & ceux que le Prince d'O-

rage avoit suscités contre lui, bien loin de soutenir leur entreprise, sont à cette heure attaqués fortement par les autres. Le Conseil de la Ville de Dort s'est donc assemblé, & la premiere Résolution qui y a été de ne point recevoir ces Commissaires, qui n'ont nul droit de se mêler des affaires de leur Gouvernement. Ensuite, ils ont défendu à tous les Sergens, & autres Officiers de la Ville, de reconnoître en quelque façon ces Commissaires, ni d'avoir aucun commerce avec eux. Enfin, ils ont demandé que l'Assemblée de Hollande, qui ne devoit commencer que le 15 de ce Mois, eût à se tenir dès demain huitieme, & ont écrit pour cela aux *Gecommitters de Rades*, & leur ont expliqué que le sujet qu'ils avoient de presser cette Assemblée, étoit pour demander par quel ordre, & de quelle autorité, trois Conseillers du Conseil de Justice étoient venus dans leur Ville pour s'informer de leur Gouvernement. Les *Gecommitters de Rades*, qui représentent toute l'année la Province de Hollande, & à qui l'on s'adresse lorsqu'on veut faire assembler extraordinairement cette Province, n'ont pû refuser à la Ville de Dort de faire assembler dès demain la Province de Hollande, & ont marqué pour le point de la convocation les plaintes que Messieurs de Dort ont faites de la procédure de ces trois Conseillers. Comme tout ce trouble a été suscité par le Prince d'Orange, & que c'est lui qui a donné lieu à l'envoi de ces trois hommes, cette premiere plainte de Messieurs de Dort donne beaucoup d'atteinte à son autorité & à son crédit. Il est même si alarmé, que lui, qui ne devoit arriver que le 21 de ce mois-ci, c'est-à-dire que huit jours après l'ouverture qui se devoit faire des Etats de Hollande, sera ici ce soir ou demain matin.

J'AURAI l'honneur d'informer Votre Majesté des suites qu'aura cette affaire; je puis cependant l'assures très-positivement, que Messieurs de Dort ne

I'ont pas entreprise sans avoir consulté auparavant ceux de Leyde, & de quelques autres Villes, & sur-tout ceux d'Amsterdam, à qui ils ont dépêché secrettement pour ce sujet.

9 Novem-
bre 1684.

LA Province de Hollande s'assembla hier, & Messieurs de Dort y firent leurs plaintes avec toute la vigueur & tout le ressentiment qu'on doit attendre de la premiere Ville de Hollande, à qui on a voulu ôter un des plus beaux attributs de sa Souveraineté. Les principales Villes, comme celles d'Amsterdam, de Leyde, de Délst, & autres, sont entrées dans les sentimens de celle de Dort, comme ayant le même intérêt. Harlem, Rotterdam, & Tergou, ont défendu les intérêts du Prince d'Orange : cependant, on ne croit pas ce parti assez fort pour se soutenir sans la présence de ce Prince, à qui Benting dépêcha hier deux Couriers, & lui envoya en même tems des relais, afin de hâter son retour.

LE Duc d'Hanover n'est pas trop content des Etats, de ce qu'il n'a pû obtenir des subsides, & que le Sieur Wistendorf en s'en allant d'ici ne put rien obtenir des arrérages de la derniere guerre, qui sont dûs au Duc de Zell, & qu'il a transportés au Duc d'Hanover. Le Prince d'Orange de son côté n'est pas fort satisfait que le Duc d'Hanover ait toujours refusé d'entrer dans le Traité d'Association, à moins qu'on ne lui donnât les subsides : & il semble que les liaisons, que beaucoup de Princes ont pris avec les Etats, depuis peu, n'ont servi qu'à faire voir aux Etats, qu'ils ne devoient compter sur les forces d'aucun de ces Princes, s'ils ne les achetoient bien cher ; & à ces Princes, que les Etats-Généraux ne sont gueres en pouvoir, & point du tout en volonté, de leur donner aucuns subsides.

LE Prince de Nassau étant à Amsterdam, les amis communs se sont entremis pour faire entrer le Prince d'Orange avec le Prince de Nassau & la

Princesse

Princesse d'Anhalt en quelque pour-parler. Le rendez-vous s'est donné à Narden, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de le mander à Votre Majesté ; & par tout ce que j'en apprend, je trouve que c'est Van-Buning, qui en a fait les premières démarches. Le Prince d'Orange se rendit donc à Narden, avec la Princesse d'Orange, M. de Montmouth, Montpouillan, & Benting. La Princesse d'Anhalt s'y rendit de son côté, avec l'Abbesse d'Erfort, & la Princesse de Nassau sa fille. Le Prince de Nassau ne s'y voulut pas trouver, dont le Prince d'Orange témoigna du chagrin : mais, après quelques discours généraux, la Princesse d'Anhalt pria le Prince d'Orange de passer dans une autre chambre, lui dit qu'ayant l'honneur d'être sa Tante, & l'étant du Prince de Nassau, & de plus sa belle-mère, elle ne pouvoit voir qu'avec déplaisir, qu'il y eût de la division entr'eux ; & qu'elle croyoit, que pour leur intérêt commun, & pour celui de la République, il falloit songer à remettre toutes choses dans une bonne & parfaite union. Qu'elle ne disoit pas cela de son chef ; qu'elle étoit priée par Mrs. d'Amsterdam de le lui témoigner, & de l'assurer qu'ils seroient très-aisés de vivre avec lui dans une bonne intelligence. Le Prince d'Orange répondit à la Princesse d'Anhalt, qu'il étoit disposé à bien vivre avec son cousin ; qu'il ne prétendoit aucune chose sur lui, & qu'il vouloit seulement conserver les mêmes privilèges & les mêmes prérogatives à l'égard du Prince de Nassau, que ses ancêtres avoient eus à l'égard de ceux de ce Prince ; mais qu'il avoit sujet de se plaindre du Prince de Nassau, qui lui avoit manqué de parole, après lui avoir promis formellement, que les Provinces de Frise & de Groningue conclurroient à la levée de seize mille hommes ; mais, qu'on ne devoit jamais attendre autre chose de lui, tant qu'il suivroit les conseils de Seveuar & du Ministre Vandervaye, dont le premier conservoit une étroite correspondance avec les ennemis, & l'autre vouloit se venger de l'affront qu'il

avoit reçu d'avoir été chassé de Zélande. La Princesse d'Anhalt repliqua, qu'elle ne savoit pas que son gendre eût donné aucune parole au Prince d'Orange, & qu'il ne pouvoit même en donner de positive, puisqu'il n'étoit pas autant maître des Provinces de Frise & de Groningue que lui Prince d'Orange l'étoit des autres Provinces. Qu'elle ne connoissoit point non plus aucun ennemi de l'Etat, & qu'ainsi Sevenar ne pouvoit être accusé d'avoir correspondance avec eux. Elle parla ensuite de son gendre; mais, le Prince d'Orange l'interrompit, & lui dit: Madame, je sais ce que peut mon Cousin; je sais ce qu'il veut, & j'ai vu ce qu'il a fait; & pour ce qui est de Mrs d'Amsterdam, ils m'ont prostitué aux yeux de toute l'Europe, & m'ont sacrifié à la France: ils sont venus à bout de leurs desseins; mais ils verront comme ils s'en trouveront. Pour moi, je sais ce que j'ai à faire: s'ils ont quelque chose à me dire, ils pourront me parler dans l'Assemblée de Hollande. Cette réponse a achevé de désespérer Mrs. d'Amsterdam, & de les convaincre de l'obstination insurmontable avec laquelle le Prince d'Orange persiste dans ses desseins.

VAN-BUNING, qui est cause de toutes de ces démarches, se trouve de plus en plus embarrassé. Comme son but est de tenir cet Etat étroitement uni à l'Angleterre, il n'a d'autre vûe à cette heure, que de se racommoder avec le Prince d'Orange: mais, comme les premières tentatives qu'il a faites pour cela n'ont pas réussi, parce que le Prince d'Orange voulant reprendre l'autorité qu'il a ci-devant usurpée, & que Mrs. d'Amsterdam souhaitant que toutes choses se reglent selon les Loix de la République, il n'y a pas d'apparence qu'ils puissent si-tôt se réunir, parce que les démêlez, qui vont naître dans cette Assemblée de Hollande, leur donneront de nouveaux sujets d'éloignement.

Je découvris que M. Fucks, Ministre de Brandebourg, travailloit sous main pour faire en sorte que les États-Généraux laissassent encore quelque

téms M. Damerongue auprès de M. l'Electeur de Brandebourg.

L'AMBASSADEUR des Etats-Généraux en Angleterre vint à la Haye. Je decouvris, que c'étoit pour raccommorder le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre. Il témoigna à quelques personnes de ses amis, qu'il y avoit beaucoup de disposition dans l'esprit du Roi de la G. B. à se raccommorder avec le Pr. d'Orange, pourvu que le Pr. d'Orange voulût faire ce qu'il devoit à l'égard du Roi d'Angleterre : & je fus informé, que ces Remontrances seroient cause, que M. de Montmoult ne passeroit pas l'hyver à la Haye. Je crus que Mylord Halifax avoit quelque part à cette affaire, puisqu'il s'étoit expliqué au Sieur Chudley, que si le Prince d'Orange l'en vouloit croire, il se soumettroit au Roi d'Angleterre, & que cela étant il se raccommoderoit aisément avec lui. Van-Buning entra vivement dans cette affaire, & comme il étoit fort bien auprès du Roi d'Angleterre, il comprit que ce lui seroit un moyen pour se remettre bien auprès du Prince d'Orange de le raccommorder avec le Roi d'Angleterre, & qu'il se rendroit recommandable à l'un & à l'autre en travaillant à une plus étroite union entre le Royaume d'Angleterre & la République de Hollande. Pour ce qui est du Duc d'York, il donnoit tête baissée dans toutes ces choses-là, & sans considérer que le Prince d'Orange s'étoit déclaré publiquement, qu'il falloit l'exclurre de la Couronne d'Angleterre, & qu'il conservoit toujours le même dessein ; il sembloit qu'il n'y eût de salut pour lui que de remettre bien le Prince d'Orange avec le Roi son frere, & de le rendre plus puissant & plus considérable qu'il n'étoit encore.

LES Députés de la Province de Hollande, étant ^{13 Novemb-} revenus, ont mis en délibération les affaires de ^{bre 1684.} Dort, sur lesquelles ils étoient allés consulter leurs Supérieurs. Les Contestations furent vives & animées sur ce sujet dans les Etats de Hollande. Mrs.

d'Amsterdam prirent l'affirmative pour ceux de Dort avec une extrême vigueur ; ceux de Leyde & de Delft s'y joignirent ; mais , les Villes de Harlem , de Rotterdam , de Schoonhoven , & de Hoorn , se déclarerent hautement contre la Ville de Dort : ainsi , les Etats se séparèrent sans rien faire.

CEPENDANT , l'affaire de Dort étoit de plus de conséquence qu'aucune qui se fût traitée dans les Etats de Hollande depuis plusieurs années ; car , les Conseillers de la Cour de Justice avoient déclaré , qu'ils n'avoient pas été à Dort en qualité de Commissaires de la Cour , mais comme Députés du Gouverneur. Si donc on le maintenoit , par un Consentement de la Province de Hollande , dans ce prétendu Droit de pouvoir envoyer dans les Villes des Commissaires pour s'informer des brigues qui s'y font dans l'élection des Magistrats , & pour y remédier en qualité de Stathouder ; il est certain , que comme il n'y a point de Ville dans laquelle il n'y ait deux Partis , dès que celui qui est opposé au Prince d'Orange ne voudroit pas entrer dans ses desseins , il envoyeroit aussi-tôt des Commissaires , sous prétexte qu'il y auroit eu de la cabale , & changeroit ainsi les Magistrats à sa fantaisie. C'est ce que Messieurs d'Amsterdam prévoient bien ; mais , il paroît jusqu'à cette heure , que le Prince d'Orange a la pluralité des Villes.

UNE seule chose pouvoit favoriser le parti des grandes Villes en cette occasion , c'est que le Pensionnaire Fagel est dans son cœur absolument contre cette entreprise , parce qu'elle a été inspirée au Prince d'Orange , & exécutée par le Sieur Allewyn , qui a toujours été ennemi secret du Pensionnaire Fagel , mais qui depuis trois ou quatre mois a levé le masque contre lui , tâchant par toute sorte de moyens de s'accréditer auprès du Prince d'Orange , & de profiter des mauvaises démarches que le Pensionnaire Fagel lui a fait faire en ces der-

niers temps, afin de pouvoir être Pensionnaire en sa place.

POUR ce qui est des autres affaires, je ne puis encore avoir l'honneur d'en rien dire de bien précis à Votre Majesté. Messieurs d'Amsterdam ont toujours de bons sentimens, jusques-là que le Conseil de Ville a fait des reproches & des réprimandes à Van-Buning des avances qu'il avoit fait faire au Prince d'Orange, & de ce qu'il l'avoit fait en leur nom : mais, d'un autre côté, l'Opposition, que Van-Buning forme à toutes leurs Propositions, les a empêchés jusqu'à cette heure de rien conclurre. Il les étourdit par ses Raisonnemens ; & quoiqu'il ne les puisse porter à prendre aucun engagement avec le Prince d'Orange, qui soit au préjudice de la République, c'est assez qu'il les empêche de profiter de l'occasion qui se présente d'abaisser l'autorité de ce Prince, & de se remettre dans leur ancienne liberté.

VAN-BUNING, qui fait le Philosophe, & qui affecte toujours une espece d'indifférence pour demeurer dans le Gouvernement, est néanmoins possédé d'une Ambition démesurée, & envisage comme le pire de tous les états celui d'homme privé, où il va se trouver au mois de Février : il sera confiné dans Amsterdam en sortant de la Charge de Bourguemestre, s'il ne fait en sorte par ses menées de se raccommode avec le Prince d'Orange, de maniere qu'il puisse venir en liberté à la Haye Député aux Etats-Généraux ; & continuer ses intrigues. Il est à souhaiter, qu'il ne réussisse pas dans ce dessein, ou qu'il se trouve trompé en se persuadant que le Prince d'Orange puisse en effet oublier de bonne-foi le passé.

LE voyage, que le Sieur Citters est venu faire en ce pays-ci, a beaucoup servi à Van-Buning ; & j'appréhende, qu'il ne lui serve encore davantage dans la suite ; cet Ambassadeur assurant les principaux de l'Etat, que le Roi d'Angleterre est fort disposé à reprendre le Prince d'Orange dans ses bonnes gra-

ces, lorsqu'il voudra se comporter autrement qu'il n'a fait par le passé : & comme il a déjà obtenu que le Prince d'Orange n'ait pas gardé cet hyver M. de Montmouth à la Haye ; il entretient par là Van-Buning dans ses visions, & dans l'espérance de voir le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange dans une bonne union. Cela fortifiera les raisons de Van-Buning auprès de ses collègues, pour garder un peu de modération à l'égard du Prince d'Orange.

16 No-
vembre
1684.

MESSIEURS d'Amsterdam demeuroient toujours dans la résolution qu'ils avoient prise de faire casser douze mille hommes, & de donner au Prince d'Orange un état de ceux qui devoient être cassés ; mais, ils n'étoient pas encore convenus avec quelques autres Villes qui seroit celle qui seroit cette Proposition ; & je mandai que j'appréhendois extrêmement que Van-Buning n'empêchât Messieurs d'Amsterdam de mettre à exécution la plupart des choses qu'ils avoient projetées. Il se flattoit toujours de pouvoir rentrer dans les bonnes grâces du Prince d'Orange, & dans cette vue il travailloit fortement à raccommoder le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre : d'ailleurs, les menées des Sieurs Citters & Van-Buning ne donnoient pas peu d'inquiétude à Messieurs d'Amsterdam. Citters les assuroit, que le Prince d'Orange & le Duc de Montmouth étoient sur le point de se bien remettre avec le Roi d'Angleterre ; que Sa Majesté Britannique y étoit fort disposée, pourvu que le Prince d'Orange acquiescât à ses sentimens ; qu'il avoit commence à s'y conformer, en ne gardant plus M. de Montmouth auprès de lui ; & qu'il ne l'y avoit retenu que pour le remettre dans son devoir.

Je ne me contentai pas de faire savoir au Roi & à M. de Barillon l'avantage que le Prince d'Orange tiroit des discours des Sieurs Citters & Van-Buning : je fis en sorte que l'Envoyé d'Angleterre, homme dévoué au Duc d'York, le lui écrivit. Il lui manda, que nous avions découvert,

par des personnes affidées à M. de Montmouth, que cette Intrigue étoit conduite par Mylord Halifax, qui vouloit remettre le Prince d'Orange & le Duc de Montmouth dans les bonnes grâces du Roi d'Angleterre, & qu'il avoit fait insinuer à l'un & à l'autre de quelle manière ils devoient se conduire. Que le but de Mylord Halifax étoit d'éloigner M. le Duc d'York des affaires; d'en faire chasser Mylord Rochester; d'y faire entrer le Prince d'Orange; &, agissant toujours de concert avec lui, de devenir le premier Ministre: & je fis mander au Roi d'Angleterre, que, sans un désaveu solennel d'une Négociation qui se faisoit publiquement à la Haye en son nom, il étoit constant que tout le monde demeureroit dans l'erreur où il étoit, ce qui seroit très-préjudiciable.

On manda de Suede, qu'on pourroit bien faire un renouvellement d'Alliance entre la France & la Suede. Le Pensionnaire Fagel profita de cette nouvelle, pour inspirer aux Etats le dessein de laisser M. de Haren tout l'hyver à Stockholm. Il gagnoit par là deux choses: premierement, il éloignoit du Prince de Nassau le seul homme de Frise qui fût capable de lui donner de bons conseils: l'autre, c'est qu'il rendoit un service agréable à la Suede, qui étoit fort outrée de se voir pour ainsi dire abandonnée par les Etats. Le Roi de Suede, de son côté, faisoit force caresses à M. de Haren. Il étoit allé chez cet Ambassadeur avec la Reine-mere, où il avoit demeuré depuis six heures du soir jusqu'à trois heures après minuit.

Je viens d'apprendre, Sire, que le Prince d'Orange, voyant le tort qu'il pouvoit recevoir de l'Entreprise que le Sieur Allewin lui a fait faire contre ceux de Dort, a écrit une Lettre circulaire à toutes les Villes de Hollande, par laquelle il proteste de sa bonne intention dans cette affaire, & qu'il n'a jamais voulu empiéter sur les privilèges des Villes, ainsi que Mrs. de Dort l'ont fait debiter:

& comme ceux de Dort ont eu ce matin audience du Prince d'Orange, & qu'on n'a point parlé de cette affaire dans l'Assemblée de Hollande, on croit que ce différend prendra la voie d'accommodement.

17 No-
vembre.
1684.

JE fus informé, que le Sieur Citters n'étoit pas tout à-fait content de sa Négociation. Le Prince d'Orange s'étoit rendu à la vérité à ses Remontrances, & à celles de Mylord Halifax, & avoit bien voulu laisser aller M. de Montmouth à Bruxelles; mais, il ne paroissoit pas vouloir faire aucune démarche auprès du Roi d'Angleterre: il recevoit même avec beaucoup de fierté toutes les Propositions que le Sieur de Citters lui faisoit. Ce Ministre s'attendoit toute-fois, que le Prince d'Orange lui donneroit des Instructions de ce qu'il auroit à faire, avant qu'il retournât en Angleterre, & il alla à Amsterdam pour conférer là dessus avec Van-Buning.

CHUDLEY est informé de tout ceci, & ne manquera pas de représenter aujourd'hui au Roi son Maître ce qu'il doit attendre du Prince d'Orange, puisque dans le tems qu'on abuse du nom de Sa Majesté Britannique, jusqu'à faire des avances de sa part au Prince d'Orange, il les reçoit avec tant de fierté & d'indifférence.

CHUDLEY est aussi informé, que le Prince d'Orange a dit plus d'une fois, qu'il ne comprenoit pas pourquoi le Roi d'Angleterre faisoit défendre à son Ministre à la Haye de le voir, ni pourquoi on lui parloit si souvent de la part du Roi d'Angleterre. Que si le Roi & toute la Cour savoient le peu de cas qu'il faisoit de leurs menaces & de leurs caresses, ils ne se donneroient pas tant de peine.

CEPENDANT, Mrs. d'Amsterdam travailloient à des Mémoires pour le bien du Commerce des Etats Généraux. Nous étions tous persuadés, qu'il n'y avoit rien de plus propre pour porter les peuples dans les intérêts du Roi, que de leur faire goûter les avantages qu'ils tiroient de la paix, & que cela empêcheroit le Prince d'Orange de pouvoir jeter les Etats dans d'autres intérêts. Ce que j'en

ai pu pénétrer, est qu'ils demanderont que l'on corrige de certains Abus qui se commettent dans la perception du droit de cinquante sous par tonneau, & qu'on règle le jaugeage qui se fait bien différemment d'un port à un autre. Je ne sai s'ils demanderont quelque-chose de plus : mais, si les Etats-Généraux conviennent de me venir parler de ces sortes d'affaires, je m'en tiendrai à mes ordres, & je me chargerai seulement d'avoir l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté, après leur avoir fait connoître les difficultés qu'il y aura dans leur demande.

VAN-BUNING les avoit voulu porter à demander la suppression de ce Droit ; disant, qu'il savoit de bonne part, que Sa Majesté l'accorderoit : j'en fus averti, & je fis savoir à quelques-uns de mes amis, que Van-Buning ne les engageoit à demander une chose, qu'il savoit devoir être refusée, que pour les chagriner contre la France.

21 No-
vembre
1684.

JE présentai ce même jour un Mémoire aux Etats-Généraux, dans lequel je leur témoignai que comme le Roi n'avoit rien eu plus à cœur que de rétablir la Paix dans l'Europe, aussi Sa Majesté ne desiroit-elle rien plus ardemment à cette heure, que de voir cette Paix solidement affermie. Que c'étoit par cette raison, que, pour n'omettre aucun des moyens qui y pouvoient le plus contribuer, Elle m'avoit ordonné de leur demander un acte de garantie des Traités de Treve entre la France & l'Espagne, & entre la France & l'Empire.

J'ÉCRIVIS à M. de Louvois, que Messieurs d'Amsterdam m'avoient fait demander si je ne pourrois point leur dire quels étoient les appointemens d'un Colonel d'Infanterie, d'un Lieutenant-Colonel, & des autres Officiers d'Infanterie, comme aussi de Cavalerie ; ce qu'on leur passoit d'hommes dans leurs Compagnies ; quel différent traitement on faisoit au Capitaine du Régiment des Gardes du Roi, d'avec les autres Compagnies d'In-

fanterie; quelle étoit la paye des Cavaliers & des Fantassins; combien il y avoit de Fantassins dans les Compagnies d'Infanterie, & combien d'hommes dans celles de Cavalerie. Qu'enfin, ils m'avoient demandé le détail de toute la Milice: que je voyois bien que c'étoit dans la vûe de régler leur état de guerre sur un autre pié qu'il n'étoit; car ils donnoient assez considérablement aux Officiers, & sur-tout à ceux des Gardes, qui avoient le double de ce qu'on donne aux autres. M. de Louvois m'envoya un Imprimé, que je donnai à Messieurs d'Amsterdam.

LE Résident de Cologne présenta un Mémoire, par lequel il demanda, avant que d'entrer dans les points de discussion de l'Alliance, qu'on réglât les différends qu'avoit M. l'Electeur de Cologne avec Messieurs les Etats-Généraux. Cela ne peut être que fort bon, d'autant que le Résident de Cologne doit donner le Mémoire des Contributions, dont l'Electeur son Maître demande la Restitution. Mais j'apprehende que cette affaire n'ait pas de suite, & que M. de Strasbourg ne soit pas bien aise qu'on l'approfondisse, parce qu'on prétend que feu M. l'Evêque de Strasbourg & lui ont touché l'argent qui a été donné pour les otages de Deventer, dont les Etats Généraux prétendent & demandent la restitution.

ON n'avoit point parlé dans l'Assemblée de Hollande de l'Affaire de Dort, parce qu'on avoit crû que ce Différend se termineroit par un Accommodement; d'autant plus que le Prince d'Orange ayant vû la fermeté de Dort, & la vigueur avec laquelle Mrs. d'Amsterdam prenoient cette Affaire il paroissoit ne la vouloir pas pousser plus loin; ceux de Dort ayant eû même la hardiesse de faire imprimer une vieille Chronique, dans laquelle on voit, qu'un Comte de Hollande, ayant voulu autre fois attenter aux privilèges de Dort en une ren contre pareille, il fut mis en tutelle, & son confident, son Baillif, & tous ses enfans, massacrés

COMME ceux de Dort & d'Amsterdam, de leur côté, ne se voyoient pas assez secondés par toutes les Villes de Hollande pour obtenir de la Province une Résolution qui pût réprimer l'Autorité du Prince d'Orange, ils avoient jugé à propos de terminer ce Demêlé par un Désistement volontaire du Prince de cette Entreprise; en laissant cependant toutes choses en l'état où elles étoient. Ils avoient seulement demandé, que le Prince d'Orange déclarât ceux qui s'étoient adressés à lui, pour faire leurs plaintes des prétendues brigues, qui s'étoient faites dans la Nomination des Magistrats de Dort. Cette Négociation a été en cet état jusqu'à Samedi, dix-huit de ce mois, que le Pensionnaire Agel alla trouver le Sieur Muys, & lui déclara, de la part du Prince d'Orange, qu'il n'y avoit plus d'Accommodement à esperer; que le Prince rompoit toute Négociation; qu'il ne vouloit point nommer ceux qui s'étoient venus plaindre à lui du Gouvernement de Dort; qu'il ne se désisteroit point non plus des Prérogatives que sa Charge de Stathouder lui donne; & qu'il prétendoit, en cette qualité, avoir droit d'envoyer des Commissaires dans les Villes, lorsqu'il y auroit quelque Differend entre les Magistrats. Le Sieur Muys parut une heure après avoir reçu cette Déclaration, & s'en alla à Dort, pour résoudre dans le Conseil de Ville ce qu'il y auroit à faire. Il devoit en revenir hier au soir, pour porter cette Affaire ce matin dans l'Assemblée de Hollande: mais, le Prince d'Orange prit hier une nouvelle Résolution d'envoyer une seconde fois les mêmes Commissaires à Dort. On en fut averti dans la Ville, & hier au soir ils conclurent entr'eux de s'opposer vigoureusement à cette Entreprise du Prince d'Orange. Pour cela, ils doivent défendre à tous les Officiers de la Ville d'exécuter aucun ordre des Commissaires de la Cour de Justice, comme aussi à tout les chefs des métiers, & autres Bourgeois de la Ville, de comparoître par-devant eux.

IL semble que le Prince d'Orange veuille réduire au désespoir ceux du Gouvernement présent, & les mettre dans la nécessité d'employer toutes sortes de moyens pour recouvrer leur liberté : cependant, ils n'agissent pas avec toute la vigueur qu'on devroit attendre d'eux. Je tiendrai en cette occasion la conduite que Votre Majesté me prescrit, & je ne paroîtrai point vouloir fomenter cette Division, quoique les Remontrances, que je fais faire par des personnes interposées, n'aient pas peu servi à ouvrir les yeux aux bien-intentionnés, & à leur donner du courage. Je fis même une Réponse à Van-Buning, lorsque j'étois à Amsterdam, qui a extrêmement plu aux plus zelés des bien-intentionnés. Il me parloit de la Division qui étoit dans l'Etat, comme d'une chose qui ruineroit le République, & à laquelle il falloit donner promptement remede. Je lui dis, que c'étoit mon Avis, & que S. M., qui vouloit être assurée de la bonne volonté des Etats, ne pouvoit compter sur leur Amitié, s'ils n'étoient parfaitement unis ; mais, que je croyois qu'en faisant cette Réunion les intérêts des particuliers devoient céder à ceux de la République.

23 No-
vembre
1684.

LE Prince de Nassau auroit fait proposer dans les Etats-Généraux, par les Députés de Frise & de Groningue, de remettre sur l'ancien pié le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Ouverissel, si Van-Buning ne s'yétoit fortement opposé.

Lettre du
Roi, du 23
Novembre
1684.

LES Créatures du Prince d'Orange tâcherent de faire donner ordre à M. de Haren de demeurer en Suede ; mais, la Province de Hollande n'y voulut pas consentir, & on résolut de nouveau que M. de Haren revjendrait.

LE Roi me manda, que j'avois bien fait d'empêcher que la Ville d'Amsterdam ne lui demandât la suppression entiere du Droit de cinquante sous par tonneau : &, quant au retranchement des Abus qui se pouvoient commettre dans la preception de ce Droit, aussi-bien que dans le jaugeage des

Vaisseaux, Sa Majesté me feroit savoir les Résolutions qu'Elle auroit prises en leur faveur après que je lui aurois envoyé leur Mémoire.

L'AFFAIRE de Dort a occupé jusqu'à cette heure ^{30 Novem-} l'Assemblée de Hollande, & comme la Décision de ^{bre 1684.} cette Affaire est de la dernière Conséquence, puisqu'elle réussit au gré du Prince d'Orange, il sera le maître absolu de la Province, & par conséquent des Etats-Généraux, j'ai mis tout mon soin à traverser cette Entreprise : j'ai eu même des moyens assez naturels, & assez faciles, d'agir en cela conformément aux intentions de Votre Majesté, & au bien de la République. J'informai le Roi, par cette Lettre que j'envoyois par la poste, de l'état où on étoit en Hollande ; & je lui mandai, que le Prince d'Orange ayant fait déclarer par le Pensionnaire Fagel au Sieur Muys, qu'il n'y avoit plus d'Accommodement à espérer, & les Conseillers de la Cour de Justice étant retournés à Dort, avec une Lettre du Prince, qui ordonnoit aux Bourguemestres de cette Ville là de reconnoître ces Commissaires, il est arrivé que de cent vingt-sept personnes qu'ils avoient sur un Mémoire pour faire assigner, il n'y en a eu que quatre qui ont voulu comparoître : ainsi, ils sont revenus sans rien faire. Les Bourguemestres de Dort se sont rendus à la Haye dans le tems de ces procédures, ont parlé au Prince d'Orange avec beaucoup de respect, mais avec beaucoup de fermeté ; & lui ont témoigné, qu'ils ne pouvoient jamais consentir qu'on fît rien contre les Droits & contre la Liberté de leur Ville. Le Prince d'Orange leur a répondu fort fièrement, qu'il ne céderoit jamais un avantage que sa Charge de Stathouder lui donnoit ; qu'il prétendoit s'y maintenir ; & qu'il employeroit pour cela toutes les forces que Dieu & la Nature lui avoient mises en main.

MESSIEURS d'Amsterdam de leur côté avoient conçu quelque espérance que les Affaires prendroient un meilleur train, & que le Prince d'Orange se

regleroit dorénavant selon les Loix de la République. Cette esperance étoit fondée sur ce que le Prince d'Orange les avoit assez favorablement écoutés, lorsqu'ils lui firent quelques avances pour une bonne réunion, & sur ce que le Pensionnaire Tagel leur avoit témoigné, que le Prince avoit été très-satisfait de ce qu'ils lui étoient venus dire, & que ce Prince avoit écrit une Lettre à la Régence de Dort, dont on auroit tout sujet de se louer. Mais, Messieurs d'Amsterdam ayant appris que cette Lettre enjoignoit aux Bourguemestres de Dort de recevoir la Commission de la Cour, & ayant été informés ensuite de la Réponse du Prince d'Orange aux Députés de Dort, ils ont bien vû que le Prince se moquoit d'eux. Ils sont retournés à Amsterdam, & le Conseil y ayant été assemblé, on y a résolu de soutenir Messieurs de Dort; de déclarer dans l'Assemblée de la Province, que cette Affaire ne pouvoit être décidée à la pluralité, puisqu'il s'agissoit de changer la forme du Gouvernement; de sorte que ne souffrant pas que cette Affaire soit décidé, dans l'Assemblée de la Province de la maniere que le Prince d'Orange le prétend, ils le réduisent à s'en deslister, ou à se servir des voies de fait, pour obliger la Ville de Dort à obéir. Et ils ont résolu, que si le Prince d'Orange veut forcer, par l'envoi de quelques Troupes, la Ville de Dort à se soumettre, ils se retireront de l'Assemblée, fermeront leur bourse, & déclareront qu'ils ne peuvent plus se trouver dans les Etats de Hollande, la liberté en ayant été opprimée.

VAN-Buning est le seul qui n'a pas été de cet Avis. Il a proposé que l'on tentât encore une fois de s'accommoder avec le Prince d'Orange: mais il n'y a pas eu un homme dans le Conseil d'Amsterdam qui ait été de son Sentiment.

LA Ville d'Amsterdam a nommé dix-huit personnes, qui ont la Direction des Affaires présentes. Ils se sont toujours trouvés dans toutes ces der-

nières occasions dix-sept d'un Avis, & Van-Buning seul du sien.

MAIS, quelques jours après, j'envoyai une Lettre ^{12 Décembre 1684.} par mer à Dunkerque, par laquelle je rendis compte à Sa Majesté de la situation où l'on étoit en Hollande; des mesures qu'on y avoit prises, & beaucoup de choses que je n'avois osé confier à la poste. Je lui mandai, qu'on avoit traité de deux Affaires dans l'Assemblée de Hollande; l'une étoit celle de Dort; l'autre regardoit l'état de guerre. Le Prince d'Orange parla avec beaucoup d'emportement sur l'Affaire de Dort: il déclara, qu'il ne prétendoit pas se deslister d'un Droit qui lui étoit acquis, ni se soumettre à la Décision des Etats de Hollande, & qu'il sauroit bien trouver les moyens de s'y maintenir; & il donna par écrit une Déduction de toutes ses Raisons. Ceux de Dort répondirent à leur ordinaire avec beaucoup de respect, mais avec beaucoup de fermeté, & ceux d'Amsterdam les seconderent.

LES premières personnes du Conseil secret d'Amsterdam ayant conféré ensemble à la Haye, avec M. Paets, sur les affaires de Dort, ils furent tous d'un même Avis; que Dort ne devoit point se relâcher, & que si le Prince d'Orange y envoyoit des Troupes, comme l'on s'imagine qu'il le fera, les Deputés d'Amsterdam devoient se retirer de l'Assemblée de Hollande, & déclarer qu'ils ne pouvoient plus faire partie d'un Etat dont on opprimoit la liberté. Qu'ils devoient en même tems fermer leur bourse, & se retrancher dans leur Ville. Quelques-uns d'eux témoignèrent, qu'ils auroient besoin en ce cas de secours étrangers. M. Paets demanda adroitement si le Roi d'Angleterre n'en pourroit pas donner? Van-Buning répondit, que le Roi d'Angleterre ne manqueroit pas de bonne volonté, mais de pouvoir. M. Paets proposa ensuite l'Electeur de Brandebourg: il parla enfin de Votre Majesté, mais faiblement, & pour voir ce que l'on en diroit. Le seul Van-Buning dit, qu'il ne seroit pas sûr de recevoir des Trou-

pes de Votre Majesté dans leur pays ; mais , tous les autres temoignèrent une entiere confiance. La chose en est demeurée là. J'ai jugé à propos que l'on évitât d'en parler davantage ; car , j'ai crû , Sire , qu'il valoit bien mieux , en les fortifiant dans la Résolution de tenir une Conduite ferme , les mettre dans la nécessité d'avoir recours à Votre Majesté , que de leur donner lieu d'en examiner toutes les suites ; & si les choses en venoient-là , ils seroient bien obligés alors de se confier entièrement à Votre Majesté.

J'AJOUTERAI même à cela une particularité , dont je ne parlerois pas si elle ne venoit à propos , & si je n'étois pas persuadé , qu'en cas que les choses vinssent à quelque extrémité , il seroit bon que Votre Majesté en eût eu Connoissance. C'est , Sire , la grande Disposition dans laquelle sont Messieurs d'Amsterdam . de prendre une entiere confiance en Votre Majesté , sur la seule parole que je leur donneroie de sa Protection. Cela a paru dans une Conférence qu'ont eu quelques-uns des principaux Bourguemestres d'Amsterdam , avec M. Paëts , où ils temoignerent la créance qu'ils prendroient en moi lorsque je leur engagerois la Parole de Votre Majesté , puisque jamais je ne les avois assuré de rien dont ils n'eussent vû ensuite les effets. M. Paëts , & deux ou trois autres des principaux de la République , ont beaucoup contribué à faire concevoir ces sentimens aux principaux d'Amsterdam , & à tous les bien intentionnés ; car , ils les ont toujours assurés , qu'ils étoient parfaitement informés de la bonne volonté de Votre Majesté pour la République , & en même tems de ma sincérité ; en sorte qu'ils pouvoient entièrement faire fonds sur ce que je leur dirois.

Tout cela , Sire , comme j'eus l'honneur de le mander à Votre Majesté il y a quelques semaines , sont des vûes d'une grande étendue , & fort éloignées ; & comme je ne crus pas alors que ce fussent
des

Des choses si pressées, qu'elles méritassent, que je dépêchasse un Courier à Votre Majesté : aussi je pense à cette heure, que , puisque j'en envoie un , il est à propos que je me serve de cette occasion pour informer Votre Majesté des discours qui se sont tenus par les Régens d'Amsterdam ; parce qu'Elle connoîtra mieux par là la disposition du dedans du pays, quoique ce ne soit pas une chose sur laquelle on doive compter ; y ayant une grande différence entre des discours que des Bourguemestres tiennent entr'eux , & des Résolutions qui se prennent dans le Conseil de Ville.

Pour ce qui est de l'état de guerre dressé par le Conseil d'Etat , on ne l'examina pas dans cette Assemblée , & les Deputés des Villes en prirent seulement des copies pour porter à leurs Supérieurs. Mais, Messieurs d'Amsterdam firent de fortes Remontrances sur les grandes dettes de la République, sur la nécessité qu'il y a de tâcher de s'en acquitter, & qu'il falloit par conséquent songer au ménage. Ils ont delivré un Ecrit sur ce sujet , que les Députés des Villes ont emporté chez eux. Il ne se pouvoit rien donner de plus à propos , pour faire voir dans les Villes de Hollande la nécessité où l'on est de retrancher l'Etat de Guerre.

Je ne puis répondre, Sire , à Votre Majesté, d'une Affaire qui dépend de tant de têtes, & pour laquelle le Pr. d'Orange fait de si fortes cabales : mais, je puis l'assurer, que jusqu'à cette heure Messieurs d'Amsterdam sont dans le dessein de casser des Troupes , & que les Députés de cette Ville , qui partiront d'ici samedi neuvieme de Décembre, étoient encore ce jour-là dans ces sentimens. Il n'y a eu jusqu'à cette heure que le seul Van Buning, qui s'y soit opposé : il est plus entêté que jamais d'unir cet Etat à l'Angleterre ; mais, il est le seul dans Amsterdam de ce sentiment.

LORSQUE je fis donner Avis à Messieurs d'Amsterdam des plaintes que le Prince de Nassau fai-

soit d'eux, je crus que cela serviroit à découvrir si M. le Prince de Nassau n'avoit pas tenu ce discours pour prévenir par ces plaintes celles qu'on lui pourroit faire d'un Accommodement avec le Prince d'Orange, ou si cela n'étoit point que Messieurs d'Amsterdam, & lui, se réuniroient plus fort que jamais dans l'éclaircissement qu'ils auroient ensemble. Cela réussit : car, le Prince de Nassau a donné à connoître à Messieurs d'Amsterdam la Négociation secrète, qui se faisoit entre le Prince d'Orange & lui ; & il s'est lié d'intérêt & de confiance avec eux beaucoup plus étroitement qu'il n'étoit auparavant. Voici de quelle maniere cela s'est passé.

SUR l'Avis que j'ai donné à Messieurs d'Amsterdam, ils ont ordonné à un homme de leur corps de témoigner au Prince de Nassau, qu'ils étoient toujours dans les mêmes bons sentimens, où il les a vûs, & dans la même Résolution de travailler fortement à tout ce qui est de l'avantage de la République ; & que s'il trouvoit qu'ils eussent négligé quelque chose pour cela, ou qu'il y eût quelque chose à redresser à leur Conduite, ils en profiteroient de très-bon cœur, & concourroient toujours de tout leur pouvoir au bien de la Cause commune.

LE Prince de Nassau a paru un peu embarrassé, parce qu'en effet il n'avoit rien de nouveau à reprocher à Messieurs d'Amsterdam, & que c'étoit lui au contraire qui étoit actuellement en termes d'Accommodement avec le Prince d'Orange. Il a même été obligé de leur dire ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & lui, & a ordonné en même tems aux Sieurs de Sevenar & Vandervaye, qui étoient à Amsterdam, d'en parler aux Bourguemestres, & de leur donner toute sorte de satisfaction & d'éclaircissement de sa part. Ceux-ci ont communiqué ce qui s'étoit passé aux Bourguemestres d'Amsterdam, qui ont fait quelques espèces de reproches de ce que M. le Prince de Nassau entroit en Négociation avec le Prince d'Orange sur son Accommodement,

sans leur en avoir rien fait connoître, & de ce qu'il avoit obtenu une Compagnie de Gardes du Corps par l'entremise du Prince d'Orange, sans en avoir préalablement averti Messieurs d'Amsterdam. Sevenar & Vandervaye ont répondu, que Messieurs d'Amsterdam avoient le premier tort ; qu'ils avoient fait eux-mêmes des Propositions d'Accommodement au Prince d'Orange il y a deux mois, sans la participation du Prince de Nassau. Ils ont donc reconnu de part & d'autre de quel prejudice il leur étoit de n'avoir pas agi avec plus de confiance ; & ils sont convenus, par un Accord en bonne forme, de n'écouter plus dorénavant aucune Proposition du Prince d'Orange, sans se la communiquer. Les Sieurs Sevenar & Vandervaye sont venus à la Haye rendre compte de ceci au Prince de Nassau, & le premier est retourné à Amsterdam, avec un pouvoir signé & scellé du Prince de Nassau, pour confirmer ce qu'il avoit conclu, & pour renouveler une étroite Union entre lui & la Ville d'Amsterdam.

IL y a une chose remarquable en cela, c'est que quoique les quatre Bourguemestres d'Amsterdam gouvernent absolument cette Ville, & qu'il ne se passe rien dont ils n'ayent connoissance, cependant ceci s'est fait à l'inscû de Van-Buning, qui est le premier des quatre Bourguemestres. Il est si fort décrié par ses visions, par ses changemens continuels, & par son entêtement contre la France, qu'on ne l'écoute presque plus. Le Sieur Heude a seulement prié Vandervaye de passer chez Van-Buning, & de l'entretenir de ces choses en général, afin qu'il ne prît aucun ombrage de ce qu'il avoit vû les autres Bourguemestres.

Pour ce qui est, Sire, de ce qui s'est passé entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau ; voici ce que c'est. Le Prince d'Orange ayant fait demander au Prince de Nassau ce qu'il pouvoit souhaiter pour se remettre bien ensemble, le Prince de Nassau lui a fait donner par écrit cinq Points,

sur lesquels il prétendoit une entière satisfaction, aussi-bien pour lui que pour les Provinces de Frise & de Groningue. Le premier est de laisser la Province de Drenthe, & les Charges qui en dépendent, à la Disposition de M. le Prince de Nassau, qui en est le Gouverneur. Le second, de lui laisser la Disposition des Gouvernemens de Coevorden, Bourtan, & de quelques autres Forts aux environs. Le troisieme, de laisser aux Provinces de Frise & de Groningue le Droit de faire marcher leurs Troupes au-dedans de l'Etat : c'est ce qu'ils appellent le Droit de Patentes. Le quatrieme, de leur laisser le Droit, dont elles ont toujours jouï, de nommer les Officiers de leurs Troupes, & de les casser. Le cinquieme, de traiter le Prince de Nassau d'Altesse.

LE Prince d'Orange a laissé passer deux ou trois jours sans rendre réponse au Prince de Nassau sur ces Articles. Il lui a seulement parlé en général sur leur Accommodement, & entr'autres choses il lui a témoigné, qu'il souhaitoit qu'il abandonnât Messieurs d'Amsterdam, lui demandant, avec des termes qui marquoient le dernier mépris, ce qu'il avoit affaire de ces gens-là. Il a plus fait ; car, tout réservé qu'il est, il n'a pû s'empêcher de lui dire en l'embrassant, qu'étant tous deux unis, il n'en falloit pas davantage pour venir à bout de la grande Affaire, c'est-à-dire pour réduire ceux d'Amsterdam & de Dort, & par conséquent toute la République. Mais, ayant appris Dimanche, que Sevenar & Vandervaye étoient arrivés à la Haye, & qu'ils étoient venus l'un & l'autre chez moi, il a envoyé cinq fois ce jour-là M. Benting parler à M. le Prince de Nassau, afin de tâcher de l'engager avant qu'il eût pris conseil de ces deux Messieurs : mais, le Prince de Nassau passa une partie de cette après-dînée avec eux, & ne parla qu'ensuite à Benting sur les neuf heures du soir ; & lorsque Benting lui témoigna, que le Prince d'Orange ne pouvoit faire tout ce qu'il lui demandoit, & qu'il le prioit d'entrer en

composition, le Prince de Nassau lui fit connoître, qu'il n'avoit pas proposé des choses, où il put rien changer : & , après beaucoup de Contestations assez fortes de part & d'autre, ils se sont séparés, comme si tout Accommodement étoit rompu.

LE Prince de Nassau devoit partir aujourd'hui pour Amsterdam, pour y prendre avec ceux de la Régence de plus étroites liaisons ; m'ayant assuré qu'il n'écouterait plus de Propositions sans les leur communiquer. Toutes-fois, le Prince de Nassau est resté ici encore aujourd'hui, parce que le Prince d'Orange l'a fait amuser sur les mêmes Propositions, sur lesquelles on n'est convenu de quoi que ce soit : & comme il m'a rendu visite cette après dînée, je lui ai temoigné, ainsi que j'avois déjà fait, que je ne prenois d'autre intérêt à sa conduite que celui de son propre avantage. Il ne m'a pas même été difficile de lui faire comprendre ce qu'il avoit déjà gagné dans ces derniers tems, & de quelle importance étoit ce qu'il avoit à espérer à l'avenir ; puisque, lorsqu'il seroit uni avec ses deux Provinces & la Ville d'Amsterdam, pour le maintien de la République, tout le monde jetteroit les yeux sur lui, & il pourroit être assuré d'être élu Stat-houder de toutes les Provinces après la mort du Prince d'Orange, ce qui valoit infiniment plus que toute la succession de ce Prince ; & qu'au contraire, s'il se soumettoit à lui, il ne seroit considéré de personne, & ne seroit point choisi par ceux d'Amsterdam, ni par les autres, lorsqu'ils auroient à élire un Gouverneur.

MESSEURS de la Régence d'Amsterdam prennent des précautions, comme s'ils devoient être assiégés dans huit jours ; mais, je crois tout cela inutile : aussi je leur ai fait dire, qu'ils devoient bien plutôt songer à prendre de bonnes Résolutions, en cas que le Prince d'Orange veuille user de violence à l'égard de la Ville de Dort ; & sans Van-Buning, on en auroit déjà pris de conformes au bien de la République.

LE Prince de Nauffau arriva en ce tems-là à la Haye. Je l'allai voir, & le trouvai dans de très-bons sentimens, mais très-peu persuadé de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & sur-tout fort mécontent de Van Buning, qui avoit empêché tout ce que les autres avoient voulu faire contre le Prince d'Orange pour le rétablissement de leur liberté.

Je dois remarquer en passant, que l'Ambassadeur de Danemark ayant pris toutes les mesures pour être bien traité par le Prince d'Orange, jusqu'à aller rendre une premiere visite à Benting, (ce qui étoit contre l'usage & contre la bienséance, & ne convenoit en aucune maniere à son Caractere.) Cependant, le Prince d'Orange lui fit un traitement bien différent de celui qu'il faisoit aux Ambassadeurs de France; car, il n'alla au-devant de lui que jusqu'à la salle des Suisses; & en le reconduisant, il le laissa au pailier du milieu du degré, au lieu qu'il m'étoit venu recevoir à trois pas de mon carrosse, & m'avoit reconduit jusqu'au même lieu.

LE Prince de Nassau m'est venu voir depuis cette Lettre écrite: il m'a témoigné, qu'il étoit très-mécontent de Messieurs d'Amsterdam. Qu'ils le vinrent voir hier au soir; mais, qu'ils ne lui parlerent d'aucune Affaire, & qu'ils lui parurent fort froids. Qu'il a été averti, que le Sieur Wittsen étoit allé ce matin à Amsterdam; & que, comme les Etats de Hollande ne s'étoient pas assemblés aujourd'hui, il pourroit bien y avoir encore quelque nouvelle Proposition d'Accommodement. Il m'a dit, que si cela étoit, ceux d'Amsterdam devoient compter de demeurer seuls dorénavant s'ils avoient quelque Démêlé avec le Prince d'Orange, & que les Provinces de Frise & de Groningue ne se commettroient plus en faveur de Messieurs d'Amsterdam, pour être abandonnées par après.

Je donnerai part de ceci, dès ce soir s'il m'est possible, à Messieurs d'Amsterdam, & je saurai

par-là s'il y a quelque fondement au mécontentement du Prince de Nassau : car, comme il est fort froid lui-même, & que, selon ce qu'il m'a avoué, il ne leur a rien demandé, il peut fort bien être, que ceux d'Amsterdam ne se seront pas avancés à lui communiquer leurs plus secretes Résolutions. Quoiqu'il en soit, je ne puis mal faire de m'entremettre pour leur faire avoir plus de confiance les uns pour les autres.

JE sai de bonne part, que le Prince d'Orange parla encore hier à dix heures du soir à ceux de Dort, & qu'il les trouva inébranlables : ainsi, ceux de Dort tenant bon, il faut que Messieurs d'Amsterdam les soutiennent.

LES Etats de Hollande s'assemblerent le premier ^{Premier} de Décembre: on y parla de l'Affaire de Dort, ^{Décembre} & les Bourguemestres de cette Ville-là proposèrent, ^{1684.} que les Etats nommassent des Commissaires, afin de terminer toutes choses à l'amiable, & que M. le Prince d'Orange pût avoir satisfaction, & la Ville de Dort conserver ses Privilèges : voici comme cela s'est passé. La Ville de Dort n'a pas voulu continuer ses plaintes du procédé du Prince d'Orange : mais, faisant semblant de prendre un Avis conciliatoire, elle représenta, qu'il seroit à propos pour le bien du pays, que le Démêlé, qui étoit né entre le Gouverneur & la premiere Ville de Hollande, pût être terminé, & qu'on pût donner satisfaction à M. le Prince d'Orange sans préjudicier aux Droits & aux Libertés des Villes ; que pour cet effet ils demandoient qu'on nommât des Commissaires pour examiner les Raisons de part & d'autre. Les Députés d'Amsterdam ont aussitôt pris la parole, ont approuvé la Proposition de Messieurs de Dort, & ont dit que pour eux ils estimoient à propos qu'on ne terminât pas seulement le Différend qui étoit entre le Prince d'Orange & la Ville de Dort, mais aussi tous les autres Démêlés qui sont survenus depuis un certain tems, &

qui peuvent encore arriver dans la suite : c'est pour-
quoi il demandoient, qu'on prît des Commissaires des
principales Villes de Hollande , qui examineroient
quel est le Pouvoir & l'Autorité du Stathouder , &
quel est le Droit & le Privilege des Villes. Le Pen-
sionnaire Fagel a bien connu la Conséquence de
cette Proposition , qui va à régler le Pouvoir du
Prince d'Orange , conformément à celui que ses pré-
décesseurs ont eu : aussi a-t-il déclaré incontinent ,
au nom du Corps des Nobles , qu'il s'y opposoit for-
mellement , & a protesté qu'on ne pouvoit déli-
bé rer là-dessus , sans en communiquer au Prince
d'Orange , qui ne va plus dans l'Assemblée de Hol-
lande.

ON attend donc la Réponse du Prince d'Orange ,
qui se trouve fort embarrassé : car, s'il accepte cette
Proposition , il donne aux Villes de Hollande à exa-
miner ce qui est de son Pouvoir ; & il ne voit pas
les esprits disposés à lui en laisser plus qu'il ne lui
en appartient légitimement. S'il refuse cette offre ,
il fait voir ouvertement ses desseins : cependant , on
dit déjà , qu'il prendra ce dernier parti , & j'y vois
une très-grande apparence ; car , jusqu'à cette heu-
re , il n'a voulu démordre de rien.

M. de Montmouth n'est pas allé droit à Bruxel-
les. Il a été secrètement de Ville en Ville , même
jusques dans le pays de Cleves , s'aboucher avec les
Anglois réfugiés ; & il semble , qu'il se trame quel-
que chose. On est surpris , que le Roi d'Angleterre ne
rappelle par les Troupes qu'il a dans ce pays-ci , puis-
que le Prince d'Orange y ayant mis presque tous les
Officiers dépendans de M. de Montmouth , c'est un
Corps considérable qui se trouvera toujours prêt
contre Sa Majesté Britannique , à toutes les occa-
sions qui se présenteront.

LES créatures du Prince d'Orange tiroient
avantage de la Vice - Royauté , d'Irlande , qui
avoit été donnée à Mylord Rochester : ils pré-
tendoient , que c'étoit un prétexte pour le tirer

des Affaires , & que Mylord Halifax en deviendroit plus considérable.

LE Prince d'Orange ne se trouve pas peu embarrassé de la Proposition de Dort , & de l'Avis d'Amsterdam, & n'a pas encore rendu Réponse: mais, pour avoir un prétexte de différer à se résoudre sur cette Affaire , le Pensionnaire Fagel a fait semblant d'avoir quelque atteinte de goutte ; de sorte que la Province de Hollande ne s'assembla pas trois jours de suite. Je suis cependant persuadé , que le Prince d'Orange ne cherche pas à traîner seulement cette Affaire en longueur, par la feinte Maladie du Pensionnaire Fagel : il ne peut gagner par là , tout au plus , que deux ou trois jours , après lesquels il faudra qu'il se détermine ; mais qu'il employe ce tems à prendre des mesures pour pouvoir réussir dans le parti qu'il a choisi : & comme il n'y a pas d'apparence qu'il en puisse prendre de telles , qu'il ose commettre la discussion de ses Droits & de son Autorité à la Province de Hollande , il y a grande apparence qu'il concerta toutes choses pour pouvoir se soutenir dans le dessein qu'il a de pousser à bout cette Affaire.

LE Conseil d'Etat a dressé la Pétition qu'il fait tous les ans pour l'Etat de Guerre ; elle sera portée demain ou après aux Etats-Généraux. On n'a rien changé à l'Etat de Guerre ordinaire de l'année passée ; l'extraordinaire , qui consistoit dans la nouvelle recrue , ayant été cassé il y a deux mois. Aussi ce n'est pas du Conseil d'Etat , où le Prince d'Orange est le maître , qu'on attend la Proposition d'une Réforme: c'est des Provinces, qui vont entrer en délibération sur la Pétition du Conseil d'Etat , en ce qu'il demanda qu'on cassât un ou deux Cavaliers par Compagnie , & un Trompette , & qu'on laissât à cheval un Régiment de Dragons qu'on avoit mis à pié ; l'épargne de la réforme de ces Cavaliers pouvant suppléer , & au-delà , à entretenir ce Régiment de Dragons à cheval ; & en même tems le Prince d'Orange consentit , que le Conseil d'Etat

7 Décembre
1684.

proposât que des Cavaliers que l'on casseroit sur la répartition de Frise & de Groningue, on en fît une Compagnie de Gardes du Corps de soixante Maîtres pour le Prince de Nassau.

CELA n'a pas été proposé dans le Conseil d'Etat, sans avoir été concerté entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Les gens de bien en ont pris quelque ombrage contre ce dernier : cela leur fait craindre un Accommodement qui préjudicieroit fort au Bien de la République.

MESSIEURS d'Amsterdam profiterent de l'Avis que je leur avois donné, que le Prince de Nassau s'étoit plaint de leur froideur. Ils me promirent, qu'ils iroient dès le même jour lui parler confidemment, pour ne lui donner aucun prétexte, & pour découvrir s'il en cherchoit lui-même, de se plaindre de leur peu de résolution.

IL n'y avoit sorte de Bassesses, que le Prince de Waldeck ne fît, pour empêcher qu'on ne lui retranchât ses appointemens.

LES Etats-Generaux continuoient toujours leurs instances pour les Marchands de Vin, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque, & dont le Roi avoit eu la bonté de faire meure en dépôt l'argent qu'on en avoit tiré. Le fait est, que l'on avoit chargé à Nantes des Vins pour des Marchands Hollandois, sur un Homme des Bruges, & qui y ayant été rencontré par des Armateurs François, étoit de bonne prise. Aussi-bien que tous les effets qui étoient dessus : aussi ces Marchands n'imploroient la Clémence du Roi, que sur leur bonne-foi ; car, il étoit constant, qu'ils n'avoient pas cru, ni leurs correspondans à Nantes, que ce Vaisseau fût un sujet du Roi d'Espagne ; & ceux de Nantes, qui avoient chargé pour eux, avoient crû le Vaisseau François. Il avoit toujours passé pour tel ; & depuis quarante ans qu'il navigeoit, il n'avoit jamais payé le droit de cinquante sous par tonneau.

8 Decem-
bre 1684. JE me doutois bien, que le Pensionnaire Fa-

gel ne recouvreroit sa santé qu'après que le Prince d'Orange auroit pris ses mesures. Ce Prince fit faire injonction par la Cour de Justice à tous ceux de la Ville de Dort, que les Commissaires avoient fait assigner il y avoit environ un mois, de se rendre à la Haye, pour y être entendus en Justice, faute de quoi on procéderoit contr'eux. La nouvelle de cette Entreprise arriva le 7 Décembre au soir à Amsterdam, & y causa une terrible rumeur dans la populace, aussi bien que parmi le Magistrat. Cependant le Prince d'Orange, qui n'avoit pas été dans les Etats de Hollande depuis le Démêlé qu'il avoit eu six ou sept mois auparavant avec Messieurs d'Amsterdam, y alla ce jour-là.

LES Députés des Villes doivent revenir le 19 ¹⁴ Décembre de ce mois, avec l'Avis de leurs Supérieurs sur ^{bre 1684.} l'état de guerre. Il me semble, que, de la Résolution que Mrs. d'Amsterdam auront prise sur ce sujet, on pourra juger ce qu'on doit attendre d'eux à l'avenir; car, s'ils persistent dans le dessein, qu'ils ont eu jusqu'à cette heure, de faire une réforme de Troupes, & que leurs Députés aient ordre de la proposer & d'y insister fortement, il y a grande apparence, qu'ils n'agiront pas avec moins de vigueur pour l'Affaire de Dort, qui leur est de bien plus grande conséquence: mais, si au contraire Mrs. d'Amsterdam ne propoient aucune réforme, ou en propoient une fort médiocre, je n'oserois me promettre après cela qu'ils ne se relâchassent point sur les intérêts de Dort, quoique ce soit une Affaire de si grande importance, que si le Prince d'Orange en vient à bout, il sera plus absolu qu'il n'a jamais été dans la Province de Hollande.

COMME le Prince d'Orange connoît de quelle conséquence est pour lui la Résolution qui va être prise dans la Ville d'Amsterdam, il n'omet rien pour faire en sorte qu'elle ne soit pas contre ses intérêts. Il a fait Bourguemestre de la Haye un homme à qui il avoit toujours été fort contraire: il

l'a envoyé avant hier à Amsterdam , pour tâcher de gagner M. Hude , dont cet homme a épousé la niece. Le Prince d'Orange a fort recherché encore tous ces jours-ci le Prince de Nassau. Benting y alla deux fois avant-hier au soir : & ce Prince, qui devoit partir hier pour Amsterdam , à dix heures du matin , ne put monter en carrosse qu'à une heure sonnée , M. Benting l'ayant retenu depuis neuf heures & demie jusqu'à ce tems-là. Je n'ai pas appris que Benting ait rien gagné pour cela : cependant , je ne suis pas trop satisfait que le Prince de Nassau ait mené avec lui aux Etats-Généraux un des Députés de Frise , qu'il croit être absolument à lui , & que je sai conserver toujours quelque intelligence avec le Prince d'Orange ; j'en ai averti le Prince de Nassau.

J'AI été extrêmement surpris, Sire , d'apprendre que les principaux des bien-intentionnés , & la plupart des honnêtes-gens de l'Etat , sont persuadés que le Prince d'Orange est sur le point de se remettre bien avec le Roi d'Angleterre , & qu'il y a déjà quelque peu de correspondance entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange. Tous ces Messieurs en sont fort alarmés , & m'en ont fait parler par deux ou trois personnes. Je les ai assurés du contraire , & j'y ai ajouté que s'ils croyoient que cela dût arriver , ils devoient encore plutôt songer à diminuer l'Autorité du Prince d'Orange , & s'attacher à Votre Majesté. Ils le voyent bien ; mais , ils n'en agissent pas pour cela plus vigoureusement : car , comme ils ne sont pas tous aussi fermes qu'ils devroient l'être , ni aussi résolus à se servir dans cette rencontre des moyens qui sont nécessaires pour rétablir la forme de leur Gouvernement ; ceux d'entr'eux , qui ont quelque penchant à se remettre bien avec le Prince d'Orange , se trouvent fortifiés par ces bruits qui se répandent ici de tous côtés , & intimident les autres.

BEAUCOUP de choses , Sire , contribuent à établir cette opinion , que le Prince d'Orange va se

raccommoder avec le Roi d'Angleterre : l'envoi de Silvius en Danemarck en est une. On sait qu'il est dans la dépendance entière du Prince d'Orange, quoiqu'il ait toujours gardé des mesures avec le Duc d'Yorck; mais, j'ai fait voir à M. de Barrillon, que dans tout le tems qu'il a été ici, bien qu'il ait écrit souvent ce qu'il savoit être agréable au Duc d'Yorck, il n'a jamais agi que selon les intentions & les intérêts du Prince d'Orange. Le Sieur Chudley a reconnu & a mandé la même chose, & depuis la nomination de Silvius pour son emploi, il n'a pas tardé à faire voir son inclination, & ce qu'on doit attendre de lui dans la suite, puisque sa premiere demarche a été d'aller trouver Van-Buning pour prendre des mesures avec lui. Il en revint hier au soir, & doit partir Samedi pour l'Angleterre avec le Sieur Citters, qui est aussi revenu d'Amsterdam depuis deux jours, & qui doit recevoir aujourd'hui ses Instructions du Prince d'Orange.

CE Prince a mandé à un des Ministres du Roi d'Angleterre, (je crois que c'est à Mylord Halifax,) qu'il se réserve à écrire fort amplement au Roi d'Angleterre, par le retour du Sieur Citters, des choses qu'il a sur le cœur il y a long-tems. Il écrira aussi à M. le Duc d'Yorck la résistance qu'il trouve dans les Villes de Hollande; ce qui l'oblige à faire des démarches qu'il n'auroit pas faites autrefois.

TOUTES ces particularités, Sire, fortifient Van-Buning dans ses visions; & bien qu'il ait perdu son crédit à Amsterdam, cependant il est à craindre que quand il se servira de toutes les avances du Sieur Citters & de Silvius, il ne trouve moyen d'empêcher les bons desseins des autres Bourguemestres; car, il ne manquera pas de faire voir que le Roi d'Angleterre, aimant comme il fait la République, & étant sur le point de recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes grâces, il fera entendre raison à ce Prince, & le portera à réta-

blir la bonne union dans la République. D'ailleurs , on s'imagine que le Roi d'Angleterre a fait réflexion aux Remontrances du Prince d'Orange & de Van-Buning , & même de Silvius , qui lui ont repréenté , que s'il n'y mettoit ordre , les Etats Généraux alloient dépouiller le Prince de son Autorité , & se jeter entre les bras & sous la protection de Votre Majesté.

L'AUTRE chose , Sire , qui a contribué à faire croire ici , qu'il y a déjà quelque correspondance entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange , est l'envoi de Mylord Langston en Espagne , sans que cette Couronne ait fait aucune satisfaction à l'Angleterre. On attribue cette Démarche aux conseils de Mylord Halifax , & des autres amis du Prince d'Orange.

MAIS Sire , ce qui a le plus contribué à persuader , que le Roi d'Angleterre est dans de bonnes dispositions pour recevoir le Duc de Montmouth & le Prince d'Orange dans ses bonnes graces , c'est le bruit qui court , que le Duc de Montmouth est en Angleterre. Comme on fait les Liaisons qui sont entre le Prince & le Duc de Montmouth , on en tire ici des conséquences qui donnent des impressions fort préjudiciables aux intérêts de V. M.

IL peut être , Sire , que ces Raisonnemens n'ont aucun fondement , & que le Roi d'Angleterre a de tout autres sentimens : mais , il est de mon devoir de rendre compte à Votre Majesté des bruits qui courent ici , & du mauvais effet qu'ils produisent.

LE Conseil de Dort s'étant assemblé pour délibérer ce que les Bourgeois auroient à faire sur l'assignation qui leur avoit été donnée , de la part de la Cour de Justice , de comparoître à la Haye , il résolut de prendre leur fait & cause , & de déclarer que leurs Bourgeois n'étoient pas justiciables de la Cour de Justice en premiere instance , & que ce n'étoit que devant les Echevins de leur Ville qu'ils devoient être appelés , & qu'ils étoient obligés de compa-

roître ; & cependant ils défendirent aux chefs des Métiers de sortir de la Ville pour comparoître devant qui que ce soit autre que les Echevins de Dort , & leur enjoignirent de faire savoir cet Ordre à tous les membres des métiers.

JE fus informé ce même jour-là , & de très-bonne part , que le Sieur Citters avoit reçu deux Instructions du Prince d'Orange ; l'une très-secrete , qu'il avoit fait défense de confier à qui que ce fût , dont un des Articles étoit de remettre M. de Montmouth dans les bonnes graces du Roi d'Angleterre ; & une autre qu'il avoit ordre de communiquer à Van Buning. La vanité de ce Bourguemestre se trouve extrêmement flatée par-là : mais il n'a pas assez de jugement pour voir que le Prince d'Orange le perd & le décrédite auprès de ses collègues par cette confidence , & que dans le tems qu'on tire de lui toutes les lumieres que l'on peut , on n'a d'autre dessein que d'empêcher qu'il n'entre dans les vues de Messieurs d'Amsterdam , par l'espérance qu'on lui donne que le Prince se raccommoiant avec le Roi d'Angleterre , il pourra aussi faire sa paix : c'est en quoi il se trompe beaucoup ; car , le Prince le perdra , dès qu'il en trouvera les moyens.

L'ENVOYÉ d'Angleterre n'avoit eu aucune connoissance de tout cela , & se reposoit tranquillement sur l'assurance que Citters lui avoit donnée qu'il n'avoit pas encore ses Instructions : mais , comme je découvris , qu'elles consistoient presque toutes dans une justification de la conduite du Prince d'Orange , qui prétendoit faire voir qu'il n'avoit aucun tort à l'égard du Roi d'Angleterre , & qui se plaignoit fortement du Sieur Chudley , je lui en donnai Avis , afin qu'il pût instruire M. le Duc d'Yorck de toute cette intrigue avant que le Sieur Citters fût arrivé en Angleterre. J'ajoutai même , que si l'on vouloit bien faire réflexion en Angleterre à la Conduite du Prince d'Orange , on connoîtroit aisément , que ce Prince n'avoit d'autre

but que de faire en sorte que le Roi de la Grande-Bretagne fût satisfait de lui pour le passé, sans s'engager à prendre d'autres sentimens pour l'avenir.

19 Dé-
cembre
1684.

LE Prince d'Orange, ayant vû depuis la Treve, que quelques personnes de l'Etat ne faisoient pas tant de difficulté de me venir voir qu'auparavant, voulut rompre ce Commerce, & déclara plus hautement qu'il n'avoit encore fait, que ceux qui rendroient la moindre Civilité à un Ministre de France, ne seroient pas de ses amis : &, en effet, tous ses courtisans, & ceux de l'Etat qui ont quelque egard pour lui, s'abstiennent bien plus qu'auparavant de venir chez moi ; mais ceux d'Amsterdam continuent à me venir voir publiquement, & à recevoir mes visites sans scrupule, toutes les fois qu'il se présente quelque Affaire. Mais, comme cela ne me facilite pas les moyens d'être instruit régulièrement de ce qui se passe, ce qui ne se peut faire aisément, & sans être remarqué, que par un Commerce continuel & familier des personnes de l'Etat ; j'ai la même peine que j'ai eue auparavant, & il faut que j'observe les mêmes mesures pour être informé de ce qui se traite ici de plus secret.

JE mandai pour la quatrieme fois, que le Duc d'York se trompoit ; que Silvius, qu'on avoit envoyé en Danemarck, & en qui il se confioit entièrement, n'étoit pas à lui, mais au Prince d'Orange : l'évenement ne l'a que trop justifié.

Lettre du
Roi, du 14
Decembre
1684.

LE Roi me manda, qu'il avoit fait examiner une seconde fois les raisons qui avoient été alléguées en dernier lieu par les Marchands de Vin Hollandois, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque ; mais, qu'elles ne s'étoient pas trouvées valables pour en empêcher la confiscation en faveur des Armateurs.

21 Dé-
cembre
1684.

LES Bourgeois de Dort, qui avoient été assignés séparément à comparoître depuis lundi dernier jusqu'à aujourd'hui devant la Cour de Justice à la Haye, n'y sont pas venus, les Bourguemestres de leur

leur Ville leur ayant défendu de s'y rendre. Ces Bourguemestres délivrèrent avant-hier une Réponse à l'Ecrit que le Prince d'Orange avoit donné il y a dix jours. Elle fut lûe dans l'Assemblée de Hollande, & fut trouvée si forte & si péremptoire que quelques-uns de ceux qui étoient entrés dans les sentimens du Prince d'Orange, commencèrent à changer d'Avis; de sorte que des Députés qui sont à lui, témoignèrent que cette Affaire leur consommoit beaucoup de tems, qu'ils employeroient plus utilement aux Affaires de l'Etat, & qu'il étoit mieux de ne plus parler de celle là : mais ceux d'Amsterdam, de Delft, & de Schidam, repartirent qu'il n'y avoit point d'Affaire dans laquelle les Etats fussent plus intéressés que dans celle de Dort, & qu'il falloit la poursuivre & la terminer dans les Etats de Hollande.

On est ici dans une grande attente de ce que deviendra cette Affaire. Plus on va avant, plus ceux de Dort trouvent d'appui dans les autres Villes, qui sont encouragées par la fermeté de Dort & d'Amsterdam, & qui reconnoissent tous les jours de plus en plus la conséquence de cette Entreprise du Prince d'Orange: aussi les Bourguemestres de Dort dirent avant-hier, à des personnes de l'Etat, que l'Affaire, sur laquelle le Prince les attaquoit, étoit la même qui fit révolter les Provinces-Unies contre le Roi d'Espagne.

La maniere dont le Prince d'Orange en usa, lorsqu'il alla il y a dix jours dans l'Assemblée de Hollande, a beaucoup contribué à ouvrir les yeux à la plupart des gens de ce pays; car, après qu'il eut exposé tout ce qu'il avoit à dire contre Messieurs de Dort, & que les Deputés des Villes eurent répondu qu'ils en communiqueroient à leurs Supérieurs, il sortit des Etats de Hollande, qui continuèrent à parler de cette Affaire par forme de discours: & comme cette Discussion n'étoit pas avantageuse au Prince, le Pensionnaire Fagel lui envoya incontinent Benting. Ce Prince rentra dans

l'Assemblée, & leur dit, sans s'asseoir, qu'il les trouvoit bien hardis d'oser parler d'une Affaire après qu'il s'étoit retiré, & sur laquelle ils avoient déclaré qu'ils en communiqueroient à leurs Princes; après quoi, il leur tourna le dos, & se retira. Un des fondemens que le Prince d'Orange a posés, dans l'Ecrit qu'il donna le même jour à l'Assemblée pour soutenir ses Droits contre Messieurs de Dort, a fait aussi un très-mauvais effet contre lui; car, il soutient, que toutes les Prérogatives de Souverain, qui ne sont pas marquées dans la spécification des Droits qui appartiennent aux Villes, lui sont deferées. Cet Argument prouveroit, que le Droit de Souveraineté des Rois d'Espagne seroit dévolu à la personne du Prince d'Orange, & qu'il n'en seroit resté aux Villes, qu'autant qu'elles en ont obtenu par des Concessions, ou par des Privilèges particuliers: au lieu qu'il est certain, que les Etats de Hollande ont tout le Droit de Souveraineté; & que le Prince d'Orange n'a d'autres Prérogatives, que celles que les Etats lui ont accordées, en qualité de leur Gouverneur. Messieurs d'Amsterdam firent une Réponse très-forte à cet Ecrit du Prince d'Orange.

LA Ville de Leyde, ayant témoigné dans la dernière Séance des Etats de Hollande, qu'elle ne souffriroit pas que l'on comptât les voix des Villes de Gorcum, & de Schonhoven, puisque leurs Députés demeuroient toujours à la Haie, & sans aller rendre & rapporter à l'Assemblée le résultat de leurs Villes; le Pensionnaire Fagel n'a pû empêcher le Député de Gorcum d'aller communiquer à ses Supérieurs l'Affaire de Dort: il en a rapporté un Résultat conforme aux intérêts de la République.

LE Pensionnaire Fagel, qui est maître des Députés de ces deux petites Villes, les avoit empêchés, depuis six mois, de rien communiquer à leurs Supérieurs, & les avoit fait opiner dans toutes les Affaires selon son bon plaisir. Je ne sais encore

ce qui est arrivé à l'égard de Schonhoven : mais je sai que le Prince d'Orange y a mis depuis peu quelques Compagnies de Cavalerie , par le moyen desquelles il pourroit dans le besoin faire approuver la conduite que le Deputé de cette Ville tient ici dans l'Assemblée.

Mrs. d'Amsterdam occuperent presque toute la premiere séance de l'Assemblée , qui commença le vingtieme de Décembre. Ils posèrent pour fondement la nécessité absolue , dans laquelle ils trouvoient la Province d'user d'un grand ménage dans l'administration de ses Finances , sans quoi il seroit absolument impossible de les rétablir , d'acquitter les sommes immenses dont elle se trouve en arriere , & de faire gouter au peuple les fruits & les avantages de la paix dont l'Etat jouissoit. Sur ce fondement, ils donnerent à l'Assemblée quatre Points à considérer.

10. SI l'on ne doit pas retrancher quelques Officiers-généraux , & diminuer les appointemens des autres , puisqu' n'étant pas obligés de faire aucun équipage , ni d'aller en campagne , ils pouvoient se passer des grands appointemens qu'ils touchoient ?

20. SI l'on ne trouvoit pas à propos de faire une Réduction des Troupes , & à quoi l'Assemblée jugeoit que dût aller cette Réduction ?

30. SI l'on n'étoit pas d'Avis de retrancher sur la quantité de Ministres que les Etats-Généraux tiennent dans presque toutes les Cours de l'Europe ?

40. SI l'on n'étoit pas d'Avis de retrancher surtout la grande dépense que la Province faisoit pour entretenir des Correspondances secrètes ?

CE Point regarde directement le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel , qui disposent pour ce sujet d'une grosse somme , sans en rendre compte à personne.

ON nomma des Commissaires pour examiner cet Ecrit , & en faire le rapport.

JE savois de très-bonne part , que la Résolution

de Messieurs d'Amsterdam étoit de diminuer les Appointemens des Officiers Généraux, & de retrancher absolument ceux du Comte de Waldeck.

BIEN* que les autres choses, que Messieurs d'Amsterdam font en leur particulier, pour la sûreté de leur Ville, & pour se garantir d'une surprise, ne soient d'aucun effet pour le succès des Affaires publiques, cela ne laisse pas néanmoins de marquer ouvertement quelque animosité, & faire voir surtout l'extrême défiance qu'ils ont du Prince d'Orange. Ils font palissader les endroits de l'enceinte de leur Ville où il y a le plus à craindre; ils mettent de distance en distance, & sur les avenues des canaux, des pontons avec du canon: & sur le Tay, où est le Port, ils ont deux Bâtimens avec de l'Artillerie. Ils ont fait plusieurs Magasins sur les Remparts, où le canon & les munitions sont prêtes, pour pouvoir en trois heures les mettre en Batterie, & le faire servir.

Lettre du Roi du 21 Décembre 1684. LE Roi me manda, que jusqu'à ce que les Villes fussent bien déterminées sur toutes les mesures qu'elles avoient à prendre, & qu'il m'eût fait savoir ses intentions sur le compte que je lui avois rendu, je ne les devois assurer qu'en termes généraux de sa bonne-volonté, sans entrer dans des engagemens plus formels. Il eut été bon néanmoins dans ces conjonctures de les encourager, & de les attacher à la France par quelque-chose de réel & de positif.

28 Décembre 1684. J'OBTINS que l'on fît une Réprimande au Résident des Etats - Généraux à Constantinople, qui avoit mis les Hollandois, demeurans à Alep, sous la Protection du Conseil d'Angleterre, & qu'on lui envoyât un ordre bien précis de remettre les Hollandois sous la Protection du Conseil de France.

28 Décembre 1684. LE Sieur Muys, dit à quelques personnes samedi dernier, avant que de retourner à Dort, qu'il savoit bien que le Dessein du Prince d'Orange étoit de le faire arrêter; mais que cela ne l'em-

pêcheroit pas de se trouver à Dort, pour y soutenir les Droits de sa Ville, & qu'il hazarderoit volontiers un voyage à Lowenſtein pour le bien de sa Patrie. Le Prince d'Orange a été informé de ce discours, & en est extrêmement offensé.

CEPENDANT, il fit assigner par la Cour de Justice le Bailli & les Echevins de Dort, pour venir déclarer si l'on n'avoit point fait de brigues dans la Nomination des Prudhommes qui ont élu les Magistrats. Le Bailli se presenta, il ne pouvoit s'en exempter étant dépendant immédiatement de la Cour de Justice: mais, les Echevins ne comparurent point le premier jour.

MAIS, Mrs. de Dort ayant changé d'Avis sur l'Assignation qui avoit été donnée par la Cour de Justice à leurs Echevins, & croyant qu'il étoit plus à propos d'envoyer quatre de leurs Echevins à la Haye, avec deux Secretaires, pour déclarer nettement leurs Sentimens au Prince d'Orange, que de demeurer dans le silence, ils les députerent. Ces six personnes allerent trouver le Prince d'Orange, qui avoit fait venir dans sa chambre la Cour de Justice, dont il est le Chef. Il leur déclara, que la Cour de Justice les avoit envoyé querir, pour savoir d'eux si les chefs des Metiers avoient fait sermens entre leurs mains, & s'ils n'y avoit point eu de cabale ni de suggestion dans la dernière Nomination des Prudhommes, qui avoient choisi ceux qui composent le Conseil de Ville. Les Echevins répondirent au Prince d'Orange, qu'ils ne pouvoient répondre à la Cour de Justice, ni à lui non plus, quand il seroit accompagné des Officiers de Justice: & quelques menaces qu'il leur fît, il n'en put jamais tirer autre chose. On interrogea le Bailli de Dort sur 172 Articles: il ne répondit sur aucun au gré du Prince d'Orange.

Mrs. d'Amsterdam donnerent dans ce même tems-là des Remontrances qu'ils firent sur l'état présent de la Republique, & sur le ménage qu'il y auroit à faire. Cet Ecrit est trop long, & je ne

rapporterai point tout ce qu'il contient en détail , parce que cela ne regarde que le dedans du Gouvernement , quoiqu'il y ait aussi des choses fort importantes , & qu'ils attaquassent directement , & avec beaucoup de hardiesse , le Prince d'Orange ; prétendant qu'il avoit usurpé une autorité qui n'étoit pas légitime , & que n'avoient jamais eue les Comtes de Hollande leurs véritables & naturels Souverains. On voit aussi dans cet Ecrit les sentimens de Mrs. d'Amsterdam sur tout ce qu'ils vouloient faire pour abbaissier par d'autres endroits l'Autorité du Prince d'Orange ; comme quand ils disent qu'ils prioient les Etats de Hollande d'examiner serieusement , si , tant que les Pays-Bas Espagnols ne sont pas en de plus fortes mains qu'ils sont à cette heure , l'Etat ne peut pas être considéré comme en sureté de ce côté-là , sans entretenir toutes les Places fortifiées qui sont de l'un & de l'autre côté de la Meuse & de l'Escaut , avec la Ville de Maestricht , & si (ce que Dieu veuille empêcher) lesdits Pays-Bas Espagnols venoient à tomber entre les mains de la France , savoir si alors cet Etat pourroit pourvoir & fournir aux frais de la possession de Maestricht , Grave , Heusden , Gertruydenberg , Bolduc , Breda , Willemstat , Clunder , Hulst , Slus , Berg-op-Zoom , le Sas de Gand , & donner ordre en même tems à la défense du Rhin & de l'Issel , & de tous les autres lieux par où cette Province & les autres peuvent être assaillies & envahies ; & si par conséquent il ne faut pas examiner sérieusement , si en creusant les Rivières , & par d'autres moyens propres à mettre la Province sous l'eau en cas de nécessité , ainsi que par le maintien de Fortifications des Places sur lesdites Rivières , qui sont le mieux situées pour être secourues , & pour passer sur les Terres de Brabant & de Flandre , il ne seroit pas mieux pourvû à la sureté de l'Etat qu'il ne l'est présentement. Les deux Colleges de l'Amirauté firent aussi des

Remontrances aux Etats-Généraux , sur le mauvais état où étoient les Affaires de la Marine.

LE Prince d'Orange , indigné contre le Bailli de Dort , pour ne l'avoir pas satisfait par les réponses qu'il fit aux interrogations des Commissaires , le fit interdire par la Cour de Justice , sans aucune autre raison que parce qu'il n'avoit pas assez fortement assisté les Commissaires qui avoient été à Dort , n'ayant pas obligé de comparoître ceux qui étoient assignés , & aussi parce que , contre l'intention de la Cour , il avoit assisté au serment que les chefs des Métiers avoient fait d'avoir procédé en la Nomination des Prudhommes , avec sincérité & selon les Lois. Cette procédure étoit regardée comme la dernière violence qu'on pouvoit faire contre un homme de bien , & ne servoit qu'à animer davantage ceux de Dort contre le Prince d'Orange.

LE Bailli présenta Requête au Grand-Conseil , ^{4 Janvier} dès le même jour , à huit heures du soir , & de-1663. manda d'être reçu Appellant des Procédures que la Cour de Justice avoit faites contre lui , & d'être maintenu par provision dans l'exercice de sa Charge. Cela parut fort hardi ; premierement , parce que ce n'étoit qu'un particulier , & non la Ville de Dort , qui avoit osé présenter cette Requête ; en second lieu , parce que la Charge de ce particulier dépendoit immédiatement & uniquement de la Cour de Justice ; cela marquoit fort la décadence de l'Autorité du Prince d'Orange , si cette Affaire eût été soutenue au-dedans & au-dehors ; mais elle ne le fut d'aucun côté.

LE Grand-Conseil envoya par trois différentes fois demander à la Cour de Justice les raisons qu'elle avoit eues d'interdire le Bailli de Dort : mais , la Cour de Justice ne pouvant rien alléguer de bien solide pour cela , le Grand-Conseil le reçut Appellant , avec défense à la Cour de Justice de le troubler dans la jouissance de sa Charge , qu'on lui

permit d'exercer , jusqu'à ce qu'autrement , par le Grand-Conseil , en eût été ordonné.

LE Prince d'Orange fit commettre un autre Bail-li de Dort par la Cour de Justice, & envoya quérir une seconde fois les Echevins de cette Ville : mais , ceux-là ayant vû trois Conseillers de la Cour de Justice dans la chambre du Pr. d'Orange , refusèrent de lui parler.

MRS. d'Amsterdam , de leur côté , renouvelèrent leurs Gardes depuis une nouvelle gelée qu'il fit , & se préparèrent si ouvertement à se défendre , que tout le monde en fut surpris , parce qu'on ne pouvoit s'imaginer , que le Prince osât rien entreprendre contre cette Ville. Je fus même étonné de ce qu'ils me firent dire , que le Prince de Nassau leur avoit donné Avis à son retour de la Haye , que le Prince d'Orange avoit dessein de les attaquer , & qu'il prendroit son tems pour cela.

IL ne manquoit au Prince d'Orange que d'être maltraité par ses bons amis les Espagnols. C'est ce qu'ils firent alors : car , après lui avoir promis de le payer des prétentions qu'il avoit en vertu du Traité de Munster , & lui avoir dit que le Marquis de Grana en avoit ordre ; & après l'avoir engagé à tenir pendant quatre ans un homme à Bruxelles , pour la liquidation de toutes ses Prétentions , le Marquis de Grana s'expliqua , qu'il n'avoit aucun ordre d'Espagne pour les terminer. Et comme il fit la même Déclaration touchant la somme que le Roi d'Espagne devoit aux Amirautés (qui montoit à trois millions huit cent mille florins en principal , & avec les intérêts , & autres frais extraordinaires , à six millions de florins ,) les Etats-Généraux prirent Résolution de presser vivement les Espagnols pour le paiement des sommes qu'ils devoient au Prince d'Orange & à leurs Amirautés : l'Affaire du Prince d'Orange avec les Espagnols a été depuis ce tems là accommodée.

ON a toujours accoutumé , depuis l'établissement de la République , de faire régler l'Etat de Guerre

dans la Province de Hollande , avant que d'en délibérer dans les autres , parce que celle là payant plus que pas une , & étant d'une plus grande considération , les autres suivent ses Avis. Mais, comme le Prince d'Orange appréhendoit que Messieurs d'Amsterdam ne fissent résoudre une Cassation dans la Province de Hollande , il envoya Dickfeld à Utrecht , pour y faire promptement arrêter l'Etat de Guerre de 1685. On n'a pas doute, que le Sieur Dickfeld n'obtint tout ce qu'il voudroit, vû son grand Crédit dans toute la Province, & l'Autorité du Prince d'Orange, sur tout après avoir ôté neuf Personnes du Conseil d'Utrecht, depuis la conclusion de la Trêve. Cependant, le Sieur Dickfeld est revenu sans avoir pû rien obtenir, cette Province ayant positivement refusé de délibérer sur l'Etat de Guerre, jusqu'à ce que celle de Hollande eût formé sa Resolution.

JE découvris, que M. le Prince d'Orange prenoit encore de plus fortes liaisons avec le Duc de Montmouth; qu'il avoit obligé la Princesse d'Orange d'aller au Prêche de Jurieu, ce qui parut fort surprenant, non-seulement parce que ceux de la Religion Anglicane ne vont point aux Prêches des Presbytériens; mais encore parce que Jurieu avoit écrit des Livres fort insolens contre le Roi d'Angleterre, & qu'il avoit traduit en François, & présenté publiquement au Prince d'Orange le Livre où le Duc d'Yorck étoit accusé d'avoir coupé la gorge au Comte d'Essex dans la prison.

COMME le Prince d'Orange avoit fort maltraité Chudley, jusqu'à lui mettre devant le nez le bout de sa canne, & que cela avoit obligé le Roi d'Angleterre de lui défendre de voir ce Prince; on ne fut pas longtems sans le révoquer; cette satisfaction, qu'on donna au Prince d'Orange, fit un très mauvais effet, & marqua bien de la foiblesse

MESSIEURS d'Amsterdam eurent beaucoup d'inquiétude, sur ce que le Prince d'Orange avoit fait

4 Janvier
1685.

5 Janvier
1685.

sortir de Maestricht quelques Régimens de Cavalerie pour venir du côté de Hollande. Ils renforcèrent leurs Gardes , & firent trois nouveaux Colonels pour commander leurs Troupes. Je mandai au Roi, que je ne les detromperois pas là - dessus ; mais que je ne croyois point que cela les regardât.

9 Janvier
1685.

LE Prince d'Orange ne se donna pas le loisir d'attendre le succès de la Négociation du Sieur Citers , pour faire venir à la Haye le Duc de Montmouth : aussi paroissoit il n'avoir donné ces Instructions à ce Ministre que par maniere d'acquit , pour satisfaire aux Remontrances de Mylord Halifax. Il a donc prié M. de Montmouth de venir faire un tour à la Haye. M. de Montmouth y arriva Samedi a huit heures du soir , comme il étoit attendu. Benting ne manqua pas de l'aller trouver à l'Hôtellerie , & l'emmena chez le Prince d'Orange , qui le reçut avec de grandes démonstrations de joie. Le Duc de Montmouth monta quelque tems après dans l'appartement de la Princesse d'Orange. Cette Princesse ne vouloit point recevoir de visite , par - ce qu'il n'y avoit pas une Dame de la Haye qui fût venue chez elle , à cause que c'étoit la veille de la Cène , & qu'elle étoit déjà à demi déshabillée : mais , le Prince d'Orange l'obillgea de s'habiller ; & d'aller dans sa chambre d'Audience , pour y recevoir M. de Montmouth : il monta lui-même incontinent après , & le pria de vouloir bien loger dans l'Hôtel du Prince Maurice , & lui offrit tous ses Domestiques pour l'y servir. On ne peut assez s'étonner ici de cette nouvelle Demarche du Prince d'Orange , & on ne comprend point comment , dans le même tems qu'il fait assurer le Roi d'Angleterre qu'il a abandonné M. de Montmouth , il le fait venir à la Haye , & lui fait tant de caresses.

LE Prince d'Orange fit procéder contre l'ancien Bailly de Dort , & ordonna à des Huissiers de la Cour d'aller à Dort , avec des Sergens de la Cour , pour l'arrêter.

POUR ce qui est de ceux de Dort , il se contenta de les faire simplement avertir qu'ils ne pouvoient procéder légitimement à la Nomination, qu'ils font tous les ans la veille des Rois , des Députés qui remplissent les différens Colleges de la Province de Hollande ; mais , ils ne laisserent pas de le faire , & écrivirent au Prince qu'ils n'avoient pû s'empêcher de suivre l'usage ordinaire , & de faire l'Election de leurs Députés dans le tems marqué par les Reglemens.

LE Prince d'Orange n'a aucun Droit sur la Nomination du Magistrat d'Amsterdam , excepté sur les Echevins , ainsi que sur ceux de toutes les autres Villes , à cause qu'ils sont préposés pour rendre la Justice , & que le Prince , comme Gouverneur , est Chef de la Cour de Justice de Hollande , & de toutes les Justices particulieres des Villes. Messieurs d'Amsterdam ont donc accoûtumé tous les ans , vers le vingtieme de Janvier , de présenter quatorze personnes au Prince d'Orange , dont il choisit sept pour être Echevins. Il doit faire cette Election dans huit jours de tems. Messieurs d'Amsterdam , qui croyent que le Prince d'Orange pourroit bien les faire traîner comme il a fait à l'égard des autres Villes , prirent il y a quatre jours Résolution , que si le Prince ne faisoit l'Election des sept Echevins dans les huit jours qui lui sont donnés pour cela , ils les choisiroient eux-mêmes dès que ce terme seroit expiré

LE long séjour que le Sieur Span , Général de Brandebourg , & fort attaché à M. le Prince d'Orange , fit à la Haye , fut suspect à beaucoup de personnes ; & ce qui redoubla la défiance que j'en eus , fut que je fus averti que M. Damerongue , qui avoit souhaité jusqu'alors de demeurer encore quelque tems à Berlin , écrit à ses Maîtres qu'il alloit hâter son retour , ayant à leur communiquer des choses de Conséquence , qu'il ne pouvoit confier à la plume.

LES Etats de la Province de Groningue ont fait une chose qui est sans exemple : ils ont fait une

Réduction des Troupes qui sont sur leur Répartition, sans l'avoir communiqué aux Etats - Généraux, & encore moins au Prince d'Orange. Ils ont cassé six à sept hommes par compagnie, & ont réduit à quarante hommes une Compagnie qu'ils entretiennent dans Embden, & qui étoit de cent deux hommes, & ont fait entendre, que si les Etats - Généraux trouvent à propos de faire une plus grande Reforme, ils s'y conformeroient très-volontiers.

LE Prince d'Orange, ne pouvant obtenir que le haut Conseil, qui étoit composé de bons Républicains, révoquât son Jugement à l'égard du Bailly de Dort, obligea la Cour de Justice, dont il dispo-
soit plus aisément, par le moyen du Sieur Alwin qui en étoit Conseiller, & qui, par son esprit intrigant & sa capacité, y avoit beaucoup de crédit, à déclarer qu'elle poursuivoit criminellement l'Af-
faire du Bailly de Dort: il empêcha par ce moyen le haut Conseil d'en recevoir l'Appel, la Cour de Justice jugeant en dernier ressort les Affaires criminelles.

LE Prince d'Orange trouva moyen, par quelques Villes qui dépendoient de lui, d'empêcher qu'on ne parlât de cette Affaire pendant deux ou trois jours dans la Province de Hollande; & fit déclarer pendant ce tems-là, par la Cour de Justice, que la Nomination, que la Ville de Dort avoit faite de ses Régens n'étoit pas valable, & envoya l'Officier de la Cour de Justice pour aller se saisir du Bailly de Dort, & fit partir en même tems deux Commissaires de cette Cour, avec ordre de déclarer, que la Cour de Justice avoit cassé la Nomination qui avoit été faite des Magistrats de Dort, comme contraire aux Réglemens; de sommer le Bourguemestre - Régent de faire procéder à une autre Nomination, & en cas de refus, de citer les chefs des Métiers, & de procéder eux-mêmes à une autre Nomination; de faire prendre le Bailly par l'Officier qui étoit parti le jour précédent pour cela.

LE Prince d'Orange continuoît toujours d'ac- 11 Janvier
cabler le Duc de Montmouth de Caresses: & lui 1685.
qui est flegmatique, & qui n'aime aucun divertif-
sement, encore moins celui de la Danse, passoit
néanmoins quelquefois une partie de la nuit à dan-
ser avec les filles de la Princesse d'Orange, & avec
le Duc de Montmouth.

M. Benting, & d'autres Amis du Prince d'O-
range, disoient hautement, que le Prince ne fai-
soit aucune Démarche à l'égard de M. de Mont-
mouth, que du consentement du Roi de la Gran-
de-Bretagne; & affuroient que dans le voyage que
M. de Montmouth avoit fait en Angleterre, il
avoit vû en particulier Sa Majesté Britannique.

ON avoit fait imprimer en Hollande un livre
fort insolent contre le Roi d'Angleterre, & con-
tre M. le Duc d'Yorck, que l'on accusoit nom-
mément d'avoir fait couper la gorge au Comte
d'Essex. Chudley eut ordre d'en faire des plaintes,
& devoit se plaindre pareillement d'un autre Livre
beaucoup plus insolent, à ce qu'il dit, que je n'ai
pas vû, parce qu'il n'a point encore été traduit
en François, & qu'il ne se vend pas si publique-
ment. J'avois déjà eu l'honneur de mander à Sa
Majesté, que Jurieu avoit présenté au Prince d'O-
range la Traduction du Livre du Comte d'Essex
comme son Ouvrage; que le Prince l'avoit reçu,
& qu'il avoit obligé après cela la Princesse d'Orange
d'aller malgré elle au Prêche du Sieur Jurieu.

LE haut Conseil prétendit que la Cour de Jus- 12 Janvier
tice n'étoit pas en droit de déclarer que l'Affai- 1685.
re du Bailly étoit criminelle. Leur Contestation
fut portée devant des Commissaires de la Provin-
ce de Hollande, où le Prince d'Orange se trou-
va. Les Députés d'Amsterdam, qui étoient de
ces Commissaires, expliquèrent leurs Avis en ter-
mes assez forts, dont le Prince d'Orange se plaignoit
extrêmement, disant que si le moindre Bourgeois
avoit une Affaire devant eux, ils l'écouteront; & que

qu'il s'agissoit de décider de ses droits, & de ceux de la Cour de Justice, on expliquoit ses sentimens avant que d'avoir entendu ses raisons; que cela faisoit voir la partialité de Messieurs d'Amsterdam pour ceux de Dort, & l'animosité qu'ils avoient contre lui.

15 Janvier
1685.

LE Prince d'Orange, qui s'étoit rendu Maître de la Cour de Justice, par le moyen du Sieur Alwin, qui en étoit un des Conseillers, s'en voulut servir pour opprimer, sous un prétexte spécieux, la liberté des Villes de Hollande, en venant à bout de ce qu'il avoit entrepris contre celle de Dort: ainsi il faisoit tous ses efforts pour en ôter la connoissance à la Province de Hollande. C'est pour cette raison que ses créatures y avoient déclaré huit jours auparavant, qu'ils n'étoient pas instruits sur cette Affaire, quoiqu'ils eussent eu quatorze ou quinze jours pour en délibérer dans leurs Villes. On remit donc au 16 de Janvier 1685 à entrer dans les Etats de Hollande: mais, les Contestations continuant toujours entre le Haut-Conseil & la Cour de Justice, sur l'Appel interjetté par le Bailly, s'étant pourvû pardevers les Etats de Hollande, ils nommerent des Commissaires des Nobles & des dix premières Villes, pour entendre les Députés du Haut-Conseil & de la Cour de Justice; cette conférence se tint le jeudi, onzième du même mois, à quatre heures après midi. Le Sieur Hop, Pere du Pensionnaire d'Amsterdam, & Doyen des Conseillers du Haut-Conseil, parla avec une hardiesse & une éloquence extraordinaire; de sorte que le Pensionnaire Fagel, qui en appréhendoit l'issue, & qui avoit ses desseins, proposa au nom des Nobles de remettre la Conférence au lendemain matin, sous prétexte d'entendre ces Députés séparément, en leur ordonnant en même tems de mettre leurs raisons par écrit, & de comparoître le lendemain à onze heures du matin à l'Assemblée de Hollande: mais, les Etats s'étant assemblés le vendredi pour cet effet, Muys fut bien surpris lors-

qu'on le vint avertir que les Commissaires de la Cour de Justice venoient de partir pour Dort, avec la commission dont j'avois eu l'honneur de rendre compte à Sa Majesté ce jour-là. Il prit sur le champ l'Avis des autres Députés de Dort, & déclara ensuite au nom de leur Ville à l'Assemblée, que jamais on n'avoit vû un pareil Attentat, ni de telles Entreprises; qu'ils prenoient congé de la compagnie, & que c'étoit peut-être pour la dernière fois qu'ils y paroissent; qu'ils s'en alloient à Dort, où leur présence étoit nécessaire, & où ils sauroient bien faire tout ce que les anciens Romains faisoient, *pro aris & focis*. Ceux d'Amsterdam déclarerent, qu'ils avoient à faire chez eux jusqu'au mardi suivant.

Je mandai au Roi, que j'avois pris la liberté de reprendre une partie de ce que j'avois eu l'honneur de mander les deux derniers ordinaires à Sa Majesté, pour lui faire mieux connoître, que ce dernier envoi des Commissaires à Dort n'étoit pas comme les premiers une simple Entreprise du Prince d'Orange, mais un Violent formel des Loix de la République, un Mépris de la Souveraineté des Etats de Hollande, & une Supercherie du Pensionnaire Fagel, qui ayant fait remettre à quelques jours l'Affaire générale de Dort, & ensuite celle du Bailly, pour délibérer sur l'une & sur l'autre dans les Etats de Hollande, envoyoit cependant exécuter les Sentences de la Cour de Justice contre ceux de Dort; ce qui faisoit dire à tous qu'il falloit que ces Commissaires reconnussent un autre Souverain que les Etats du pays. Je crus aussi que Sa Majesté jugeroit par le récit de ces circonstances, de quelle maniere cette Affaire devoit être prise dans les Etats.

LES Commissaires de la Cour de Justice arriverent un vendredi matin à Dort, & ordonnerent au Bourgemestre-Régent d'assembler ce même jour le Conseil de Ville. Il s'en excusa sur son indisposi-

tion , & témoigna qu'il ne pourroit convoquer aucune Assemblée le lendemain , qui étoit la veille de la Cene , ni le Dimanche qui en étoit le jour ; mais , qu'il la convoqueroit pour le Lundi. Ces Commissaires envoyèrent en même tems leur Officier à la maison du Bailly de Dort , pour l'arrêter : mais , ils ne l'y trouverent point , de sorte qu'ils manderent au Prince d'Orange , qu'ils n'espéroient aucun bon succès de leur Commission , à moins que le Prince ne les appuyât de son Autorité.

18 Janvier
1684.

LE Conseil de Dort s'étant assemblé , de quarante huit personnes dont il est composé , il n'y en eut que cinq pour les sachieux , malgré les Cabales & les Intrigues du Sieur Alwin , qui avoit son frere à Dort , & qui étoit en partie cause de cette Affaire.

LES Commissaires de la Cour de Justice convoquerent les Echevins : mais , ils n'eurent pas plus de satisfaction. Cependant , les Etats de Hollande s'étoient Assemblés sur les Affaires de Dort : il y eut de fort grandes Contellations , le Prince d'Orange , & le Pensionnaire Fagel , ayant trouvé moyen de gagner plusieurs petites Villes , & de corrompre leurs Députés par de l'argent. Toutes ces supercheries embarrassoient beaucoup les honnêtes gens ; car , on ne pouvoit former de Résolution dans la Province de Hollande , pour arrêter les mauvaises procédures de la Cour de Justice , & s'opposer par ce moyen aux Entreprises du Prince d'Orange.

LES Députés d'Amsterdam ne laisserent pas , malgré tout cela , d'exposer l'Avis de leur Ville dans toute son étendue. Ils parlerent pendant plus de deux heures avec beaucoup de véhémence , & s'expliquerent fortement contre les Commissaires de la Cour de Justice : déclarant , qu'ils meritoient une punition exemplaire. Cependant , après cette belle Déclaration , ils prirent une Conclusion assez modéré , proposant de terminer à l'amiable ce Différend
entre

entre le Prince d'Orange & la Ville de Dort, & qu'en attendant on ordonneroit une surseance à la Cour de Justice; mais ils ne purent avoir la pluralité des voix: ainsi on résolut seulement de terminer l'Affaire à l'amiable, sans ordonner de surseance aux Commissaires de la Cour, quoique le Secrétaire de Dort représentât fortement, que dans le tems qu'on feroit venir les Députés de Dort pour chercher des voies d'accommodement, les Commissaires de la Cour de Justice, qui demeueroient à Dort, pourroient faire convoquer les chefs des Metiers, & procéder à une nouvelle Nomination.

En effet, les Commissaires de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, se mirent en devoir de faire assembler les chefs des Métiers, pour procéder à une nouvelle Nomination: mais, les Régens de Dort s'y opposerent avec vigueur, & défendirent aux chefs des Métiers de comparoître à aucune assignation.

Le Prince d'Orange ne savoit quelles caresses ^{18 Janvier} faire au Duc de Montmouth; il y avoit bien souvent ^{1685.} de nouveaux bals & de nouvelles parties entr'eux: quatre ou cinq jours auparavant, ils avoient été en traîneau sur la glace, avec la Princesse d'Orange, à une maison du Prince, qui est à trois lieues de la Haye; & lorsque l'on dançoit, c'étoit le Duc de Montmouth qui menoit la Princesse d'Orange. Il alloit réglement tous les jours au dîner de cette Princesse, bien qu'elle mangeât seule & en particulier; & ensuite il alloit dîner avec le Prince d'Orange. On remarqua même, que cette Princesse, qui ne se promenoit jamais à pié dans les lieux publics, alloit presque tous les jours dans le mail, qui est dans un bois très-agréable, aux portes de la Haye, & que M. de Montmouth s'y trouvoit fort régulièrement; & on ne comprenoit pas comment le Prince d'Orange, qui est né le plus jaloux de tous les hommes, souffroit tous les airs de galanterie, dont tout le monde s'appercevoit, entre la Princesse d'Orange & M. de Montmouth.

On n'étoit pas moins attentif à découvrir ce que le Roi d'Angleterre pensoit de la conduite du Prince d'Orange; & le public suspendoit son jugement, jusqu'à ce qu'il fut les sentimens de Sa Majesté Britannique.

LES Députés de Dort étant arrivés à la Haye, entrèrent en conférence avec six Pensionnaires de six Villes de Hollande, que l'on nomma Commissaires pour cette Affaire : mais, ils ne purent rien conclurre, parce que trois de ces Pensionnaires étoient dévoués au Prince d'Orange, & les trois autres dans les intérêts de la République. Ils demeurèrent toujours partagés, quelque Proposition raisonnable que fissent les Députés de Dort.

CEPENDANT, le Prince d'Orange manda à ceux de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, de faire une nouvelle Nomination, de quelque maniere que ce fût, & de la lui envoyer; qu'il feroit son Election ensuite; & qu'il verroit si Messieurs de Dort oseroient refuser d'admettre ceux qu'il auroit choisis. Les Commissaires firent donc intimier tous les chefs des Métiers, qui sont au nombre de cent dix-sept: ils en gagnèrent une vingtaine par argent, ou par menaces. Le Bailli de Dort, commis en la place de celui qui avoit été interdit, les conduisant l'épée dans les reins, jusqu'au lieu où se tenoit l'Assemblée: & quoique ce nombre fut bien éloigné de celui qui étoit nécessaire pour procéder à une Nomination légitime, ils ne laisserent pas de passer outre; & cette Nomination, faite avec ces subornations & ces violences, fut apportée au Prince d'Orange le 19 Janvier au soir, & le lendemain matin il fit son Election. Les Commissaires de la Cour de Justice retournerent le lendemain à Dort, pour y établir dans le Gouvernement ceux que le Prince d'Orange avoit élus, & pour en chasser les autres.

23 Janvier
1685.

LE malheur voulut, que l'Homme de Dort le plus ferme & le plus accrédité, qui se trouvoit

Bourguemestre, tombât malade, & mourût dans ce tems-là. Cet homme soutenoit Muys; & comme il n'avoit, ni enfans, ni aucune suite de parenté; & qu'il avoit du bien, il ne songeoit pas à ménager le Prince d'Orange.

LA mort de ce Bourguemestre de Dort acheva ^{25 Janvier} de ruiner les Affaires de cette Ville-là. Il main- ^{1685.} tenoit, par son autorité & par son crédit, la plupart des Magistrats de Dort dans leurs bons sentimens; & comme c'étoit lui seul, en qualité de Régent en quartier, qui avoit droit de convoquer le Conseil, il ne l'auroit jamais fait, & les Commissaires de la Cour de Justice n'auroient pû installer les huit que le Prince d'Orange avoit élus: mais, le Bourguemestre, qui entra en Régence par sa mort, convoqua aussi-tôt le Conseil, & fit installer ceux que la Cour de Justice avoit présentes. Muys avoit encore la pluralité des voix: mais je mandai qu'on n'en devoit pas beaucoup attendre, & qu'il y en avoit déjà qui cherchoient à se bien remettre avec le Prince d'Orange.

Tous les honnêtes gens déplorerent ce malheur; & il me semble que Mrs. d'Amsterdam auroient pû le prévenir, si, par une conduite plus vigoureuse, ils avoient empêché que le Prince d'Orange & la Cour de Justice ne continuassent à pousser cette Affaire aussi avant qu'ils le firent, en gagnant toujours du tems par toutes sortes de moyens. Ils avoient pris à la vérité les meilleures Résolutions du monde. Ils avoient parlé avec beaucoup de fermeté dans l'Assemblée: mais ils avoient trop laissé traîner cette Affaire, & avoient donné lieu par-là au Prince d'Orange, & au Pensionnaire Fagel, d'engager dans leurs intérêts les Députés des petites Villes, par argent ou par menaces: & lorsque les Commissaires de la Cour de Justice retournerent à Dort, au mépris des Etats de Hollande, qui les avoient assignés à comparoître le lendemain matin, Mrs. d'Amsterdam n'exécuterent pas les Résolutions qu'ils avoient prises, de se séparer de

l'Assemblée, aussi-tôt que le Prince d'Orange useroit de quelque violence. Apparemment qu'ils ne jugerent pas que le départ des Commissaires de la Cour de Justice pût être pris pour une violence ouverte du Prince d'Orange contre la Ville de Dort. Je crois même qu'ils ont eu trop de peur en cetems-là, parce que le malheur voulut que tout étoit glacé autour d'Amsterdam, & qu'ils étoient fortement persuadés, qu'il auroit été très-aisé au Prince d'Orange, dans le tems des glaces, de se rendre maître de leur Ville.

MRS. d'Amsterdam s'en retournerent chez eux pour faire la Nomination de leurs Echevins. Je ne fus pas informé avant leur départ s'ils avoient délivré à l'Assemblée la Résolution qu'ils avoient prise de réformer douze mille hommes, ou s'ils s'en étoient seulement expliqués en particulier : ce que j'en favois étoit, qu'ils avoient dessein de mettre les Compagnies à quatre-vingts hommes, & les Régimens à six Compagnies, au lieu de trois, afin de diminuer le nombre des Officiers. Muys étoit convenu avec Messieurs d'Amsterdam de cette Réforme, & cela auroit été d'un grand poids que la premiere Ville de Hollande eut opiné pour cette Réforme. On ne peut dire à cette heure ce qui en sera : & il est à appréhender, que Messieurs d'Amsterdam ne trouvent pas dans les Villes tout l'appui pour soutenir la Réforme qu'ils auroient trouvé, si le Prince d'Orange ne fut pas venu à bout de l'Affaire de Dort.

MESSIEURS d'Amsterdam comprenoient fort bien de quelle conséquence il étoit pour la liberté de la République, que le Prince d'Orange fût venu à bout de l'Entreprise qu'il avoit faite contre la Ville de Dort. C'est ce qu'un de mes Amis leur représenta fortement le 24 Janvier, les ayant fait tomber d'accord, que la seule vigueur de la Ville d'Amsterdam pouvoit tirer la République du plus dangereux état où elle eut encore été réduite ; que le seul remede à ce malheur

étoit de ne pas revenir à l'Assemblée suivante; d'y envoyer un Secrétaire avec une Lettre, dans laquelle ils exposeroient tous les attentats qui avoient été commis contre la liberté & la Souveraineté de la Province, & déclareroient qu'ils ne reviendroient point dans l'Assemblée; qu'ils fermeroient leur bourse, & ne consentiroient à quoi que ce fût, que toutes choses n'eussent été redressées. Il leur conseilla aussi de rendre cette Lettre circulaire par toutes les Villes, en forme de Manifeste; & leur fit voir, que s'ils ne se résolvoient à prendre ce parti, sans considérer s'ils feroient appuyes ou non des autres Villes, il ne falloit plus compter sur la liberté de la République; que le Prince d'Orange diviserait dans la suite ceux d'Amsterdam; & qu'enfin les Provinces de Frise & de Groningue les abandonneroient.

CET homme ajouta à toutes ces raisons une très-forte Considération; qui est, qu'il auroit bien mieux valu pour la République, qu'Amsterdam eut consenti à la levée de seize mille hommes, & eut précipité l'Etat par ce moyen dans une Guerre malheureuse, dont toute la Haine retombant sur le Prince d'Orange, les Affaires de l'Etat auroient pû être rétablies par l'abaissement de cette Autorité qui les ruinoit, que de demeurer les bras croisés dans cette conjoncture, qui étoit peut-être la seule qu'ils auroient de long-tems pour relever la liberté de la République, qui alloit périr sans ressource, avec celle de la Ville de Dort.

LES Députés de la Ville d'Amsterdam approuvèrent fort les sentimens de cet ami; ils l'en remercièrent: mais, je vis bien, qu'ils ne les suivroient pas, quelque pressantes que fussent les raisons qu'il avoit alléguées; que peut-être la Réflexion que faisoient plusieurs personnes, qu'il ne manquoit plus au Prince d'Orange que de se raccommoder avec le Roi d'Angleterre, pour avoir une Autorité souveraine & absolue en Hollande,

contribueroit à faire prendre à Messieurs d'Amsterdam quelque bonne Résolution.

Je mandai au Roi, que j'écrivois à M. de Barillon tout ce qui regardoit M. de Montmouth; qu'il m'avoit mandé qu'il en faisoit un fort bon usage: mais que je ne comprenois pas pourquoi on ne vouloit pas croire en Angleterre que la plupart des Hollandois étoient persuadés que le Roi d'Angleterre conservoit toujours un fonds d'inclination pour M. de Montmouth, qui le portoit à donner un consentement secret à tout ce que le Prince d'Orange faisoit en sa faveur: cependant, il n'étoit que trop-vrai qu'on le croyoit en Hollande, & que le peu de ressentiment que le Roi d'Angleterre avoit témoigné lorsqu'il avoit appris le retour de M. de Montmouth à la Haye, avoit confirmé cette opinion.

DANS le tems qu'on croyoit que le Roi d'Angleterre conservoit toujours de l'affection pour M. le Duc de Montmouth; dans le même tems, on s'imaginoit qu'il avoit quelque dessein contre la République, & qu'il commençoit de loin à chercher des prétextes & des sujets de Démêlé. Ce qui avoit donné lieu à cela étoit une Lettre secrète du Sieur Citters au Pensionnaire Fagel. Il lui mandoit, que le Roi d'Angleterre s'étoit plaint à lui, que beaucoup de complices de la dernière Conjuraton d'Angleterre s'étoient retirés à Leuward, où ils tenoient des Assemblées, & faisoient des Conspirations contre sa personne & contre son Etat; qu'il y avoit des personnes de la République qui y participoient, & entr'autres un Ministre nommé Brakel, qui étoit venu depuis peu s'habituer à Rotterdam, & de qui on avoit intercepté des Lettres. Le Sieur Citters ajoutoit, que le Roi d'Angleterre devoit donner ordre, par le premier ordinaire, au Sieur Chudley, d'en faire des plaintes d'Etat. Il n'y avoit rien de plus juste, que de conclurre de-là, que les Etats Généraux auroient dû s'allier avec le Roi, pour se mettre en

repos & en sûreté contre tous les autres Princes de l'Europe: les honnêtes gens le voyoient assez; mais, ils n'étoient plus en état de faire ce qui convenoit le mieux à leur République.

Je mandai au Roi dans la même Lettre, que les Députés des Etats-Généraux ayant écrit aux Etats ^{25 Janvier} 1685. de Frise, il y avoit plus de quatre mois, pour porter cette Province à consentir que le Prince d'Orange fît la cassation de vingt deux hommes par Compagnie de Cavalerie, & seize hommes par Compagnie d'Infanterie, prétendant que c'étoit un droit réservé au Prince, comme Capitaine général de l'Union; la Province de Frise écrivit aux Etats-Généraux une Lettre que je me donnai l'honneur d'envoyer à Sa Majesté. Non-seulement elle étoit conçue en termes très-forts pour appuyer le Droit de chaque Province en particulier; & faisoit voir en passant, que l'on introduisoit de certains termes dans la Résolution de l'Etat, contraires aux fondemens du Gouvernement, & qui n'avoient pas été usités jusqu'à ce tems-là, comme étoit celui de Capitaine général de l'Union. Cette Lettre finissoit par une maniere de parler assez précise, en déclarant aux Etats, qu'ils n'avoient fait cette réponse qu'afin que les Etats-Généraux fussent sur quoi se régler à l'avenir, & que la Province de Frise fût dorénavant délivrée de pareilles Réquisitions.

LE Comte de Waldeck fit une Déduction de toutes les Affaires dont il s'étoit mêlé depuis la Paix de Nimegue jusqu'à cette heure-là. C'étoit proprement un Manifeste pour se justifier: il ne l'avoit communiqué qu'à ses plus particuliers amis, & avoit fort prié qu'on ne m'en donnât point de copie. On voyoit par-là le premier Desein, que le Prince d'Orange avoit eu après la Paix de Nimégue, de faire une Ligue avec l'Angleterre, & avec tous les Princes de l'Europe, contre Sa Majesté, sous prétexte de garantie; & ce premier dessein ayant manqué, par le refus que les Etats firent de

ce traité de garantie, le Comte de Waldeck expliquoit les mesures que le Prince d'Orange avoit prises contre les intérêts de Sa Majesté, en formant le Traité d'Association, en conséquence duquel il rapportoit toutes ces allées & venues, qui faisoient voir un enchaînement de Négociations contre Sa Majesté. Je me donnai l'honneur de lui envoyer cet Ecrit.

J'APPRIS que l'Alliance, que le Sieur Diert avoit proposée aux Etats - Généraux, incontinent après la signature de la Treve, n'avoit pas été une simple Alliance défensive, mais une Alliance pour la défense & pour le maintien de la Religion Protestante; que dans cette Alliance devoient entrer les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, la maison de Lunebourg, & le Landgrave de Hesse, avec les Etats - Généraux des Provinces-Unies; & qu'une des principales raisons, qui fit que le Prince d'Orange n'écoula pas cette Proposition, est que l'Electeur de Brandebourg vouloit être comme le Maître & le Directeur de cette Alliance: & des gens, qui croyoient avoir pénétré quelque-chose depuis peu, se persuadoient, que M. Span avoit travaillé sur ce plan-là, car je savois, par une personne à qui le Résident de l'Empereur l'avoit confié, que l'Electeur de Brandebourg avoit encore ce Dessen.

IL y avoit tant d'affectation dans les bons traitemens que le Prince d'Orange faisoit au Duc de Montmouth, qu'il sembloit chercher avec plaisir à insulter au Roi d'Angleterre. Il lui donnoit la même liberté qu'à Benting, d'entrer à tous momens dans sa chambre. Il ne faisoit guerres de grâces qu'à sa recommandation; & personne ne croyoit avoir bien fait sa cour au Prince d'Orange, s'il ne la faisoit aussi à M. le Duc de Montmouth; & toutes les personnes les plus qualifiées de Hollande s'empressoient, à l'envie l'un de l'autre, à le régaler. Il sembloit même que le Prince d'Orange eut changé d'humeur, ou qu'il eut des desseins que l'on ne comprenoit pas; car lui, qui

est le plus jaloux du monde (jusques-là qu'il ne permet pas que la Princesse d'Orange reçoive aucune visite particuliere, non-seulement d'aucun homme, mais aussi d'aucune femme) presselui-même M. de Montmouth d'aller les après-dînées chez la Princesse d'Orange, pour lui apprendre des Contredanses. Ils lui firent même faire des Personnages qui ne conviennent gueres à une Princesse, & que je dirois qui seroient ridicules pour une femme ordinaire; car, dans les grandes gelées qu'il fit cette année-là, le Prince d'Orange l'obligea, par la complaisance qu'elle a pour lui, d'apprendre à aller en patins sur la glace, parce que M. de Montmouth vouloit aussi apprendre à y aller. C'étoit une chose fort extraordinaire de voir la Princesse d'Orange avec des jupes fort courtes & à demi retroussées, & des patins de fer à ses piés, apprendre à glisser, tantôt sur un pié, tantôt sur un autre.

Jusqu'à ce tems-là, la vie de la Princesse d'Orange avoit été réglée de telle sorte, que, depuis qu'elle étoit levée jusqu'à huit heures du soir, elle ne sortoit point de sa chambre, hors peut être en huit jours: qui que ce soit n'avoit la Liberté d'entrer dans sa chambre, pas même sa Dame d'Honneur, ni ses Filles, qui étoient un peu moins que des Filles d'Honneur, mais plus que des Femmes de chambre, dont il y en avoit chaque jour deux qui étoient de garde auprès d'Elle, & qui avoient ordre de ne la point quitter.

LES créatures du Prince d'Orange tiroient un grand avantage du peu de ressentiment qu'on avoit eu en Angleterre, du retour de M. de Montmouth à la Haye: ils disoient, que le Prince d'Orange n'avoit pas encore perdu l'esprit; & qu'il faudroit qu'il l'eût tout à fait perdu, pour tenir une pareille conduite à l'égard du Roi d'Angleterre, s'il n'avoit été assuré, que Sa Majesté Britannique en étoit satisfaite: &, en effet, on n'avoit rien à répondre à cela, lorsqu'on voyoit, qu'après la défense que le Roi d'Angleterre avoit faite au Sieur Chudley de

voir le Prince d'Orange, & après la Déclaration que le Sieur Chudley avoit faite sur ce sujet à tous les Ministres Etrangers, le Prince d'Orange en avoit fait encore quatre fois plus qu'auparavant, sans que le Roi d'Angleterre en eût témoigné aucun ressentiment. Car, d'alléguer qu'il falloit donc que ç'eût été de concert avec le Duc de Montmouth, que le Roi d'Angleterre avoit fait couper le Cou au Sieur Hemstran son favori, & à Mylord Russel son intime ami ; ce n'est rien de concluant, puisqu'il pouvoit bien être que le Roi d'Angleterre fît punir des gens coupables d'une si grande trahison, & qu'il conservât encore un fonds de tendresse pour M. de Montmouth.

Le Sieur Chudley présenta un Mémoire aux Etats-Généraux, par lequel il se plaignoit de la Liberté avec laquelle on vendoit publiquement à la Haye le Livre qui avoit été fait sur la mort du Comte d'Essex. Il alla en même tems en parler au Pensionnaire Fagel, parce que cette Affaire regardoit principalement la Province de Hollande. Le Pensionnaire Fagel le pria de n'en point parler aux Etats Généraux ; disant, que cette Affaire feroit trop d'éclat, & que cela l'empêcheroit de découvrir l'Imprimeur de ce Livre ; mais, que s'il vouloit bien retirer son Mémoire qu'il avoit envoyé aux Etats, & le laisser faire, il lui promettoit de lui faire avoir une entière satisfaction là-dessus. Il lui donna même à connoître, que, comme tous les Libraires se rendent compte à la fin de l'année de ce qu'ils se sont envoyé en secret pendant le cours de l'année l'un à l'autre, celui qui avoit imprimé ce Livre, & qui en avoit distribué des exemplaires à tous les autres Libraires, auroit demandé son payement au commencement de cette année-là ; & qu'ainsi on seroit infailliblement informé de l'Auteur de ce Libelle. Le Sieur Chudley accepta les offres que lui faisoit le Pensionnaire Fagel, & retira aussi-tôt son Mémoire

d'entre les mains du Président des Etats-Généraux : mais, il fut obligé de présenter une seconde fois ce même Mémoire, ayant reconnu que le Pensionnaire Fagel le trompoit fort mal-honnêtement & fort grossièrement ; car il avoit laissé passer dix ou douze jours sans rien faire ; &, après avoir pris ses mesures, il fit assigner par les Echevins de la Haye tous les Libraires de cette Ville, pour prêter serment s'ils avoient imprimé ce Livre, sur quoi ils pouvoient jurer hardiment, puisqu'on savoit bien qu'il n'avoit pas été imprimé à la Haye. Cependant, on n'en vint pas même jusques-là, car les Echevins de la Haye les renvoyèrent absous, sans leur demander de faire serment, parce qu'il n'y avoit pas assez de preuves, à ce qu'ils disoient, pour les y obliger.

Je mandai au Roi, que les factieux d'Angleterre s'étoient adressés à quelques Princes d'Allemagne, pour leur demander de l'argent & des armes ; mais, que ces Princes n'ayant pas trouvé de sûreté pour leur remboursement, ni d'apparence pour le succès de leur entreprise, avoient refusé de s'y engager. Je ne sai point si ces Princes ont fait un refus formel & positif, ou bien s'ils n'ont fait que remettre cette Affaire jusqu'à ce que les mesures soient mieux prises. Je ne sai pas non plus si le Prince d'Orange ne travaille point à former une Ligue de Religion avant que de laisser rien entreprendre, afin que, quand M. de Montmouth & les Religionnaires d'Angleterre voudront agir, ils trouvent un parti tout formé pour les soutenir.

MESSIEURS d'Amsterdam firent un Ecrit pour justifier la résolution qu'ils avoient prise sur les Affaires de Dort, qu'ils firent imprimer avec leurs Résolutions des huitième & quinzième de Janvier, dont ils envoyèrent des copies dans toutes les Villes de Hollande, & les prièrent en même tems de ne pas souffrir que la Nomination, que les Commissaires de la Cour de Justice avoient fait faire à

Premier
Février
1685.

6 Février
1685.

Dort , subsistât , comme étant faite au mépris des Etats de Hollande , & étant d'une pernicieuse Conséquence pour l'avenir. On ne rapporte rien ici de cet Ecrit , qui est très-long , & qui contient une Discussion si exacte du Pouvoir du Prince d'Orange , qu'il eût été réduit sur un très-petit pié , si Messieurs d'Amsterdam eussent été secondés par les autres Villes de Hollande.

8 Février
1685.

LE Conseil de la Ville de Dort résolut de faire une forte Protestation , tant contre la Nomination que contre l'Election que le Prince d'Orange avoit faite , & demanda que toutes les Procédures fussent déclarées nulles , & comme ayant été entreprises contre toute sorte de Droit , & par des Voies injustes & violentes. Ils envoyèrent ces Protestations & ces Demandes avec les preuves des violences que les Commissaires de la Cour de Justice avoient faites , par un Secrétaire & un Trésorier de leur Ville.

MESSEIERS d'Amsterdam ont suivi en partie le Conseil qui leur a été donné. Ils veulent absolument une Réforme de douze mille hommes , & ils ont pris Résolution , que , si l'on empêche que la Province de Hollande n'y donne son consentement , ou même qu'on traverse la conclusion de cette Affaire , & qu'on la fasse traîner en longueur , leurs Députés déclareront qu'ils ne payeront plus que leur contingent de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes , à quoi ils prétendent réduire leurs Troupes après la mi-Mars , qui est le terme à peu près auquel les deux premiers mois de l'Etat de Guerre , qui sont ici de six semaines , doivent expirer. C'est le Sieur Borsvanvaure , le plus hardi de tous les Bourguemestres , qui est Député à la Haye , & chargé de faire cette Déclaration.

9 Février
1685.

MESSEIERS de Dort firent le 8 Février leur Protestation dans les Etats de Hollande , telle que j'ai marqué ci-dessus : ils y ajoutèrent , qu'ils ne reconnoissoient point , & qu'ils ne reconnoîtroient point , les huit Prud-

hommes, que le Prince d'Orange avoit élûs en conséquence de la seconde Nomination. Les Députés d'Amsterdam les appuyerent avec toute la vigueur qu'on peut souhaiter : mais , lorsqu'on voulut opiner , le Pensionnaire Fagel répondit pour le corps des Nobles , que ces Protestations étoient inutiles dans une Assemblée qui n'avoit rien décerné contre eux ; que s'ils étoient grevés , ils devoient faire leurs Plaintes à l'Assemblée , & non des Protestations. Les Villes de Delft , de Leyde , & de la Brille , furent du sentiment de Messieurs d'Amsterdam. Quelqu'autres Députés dirent qu'ils n'étoient pas encore en état d'opiner , & la pluralité fut pour l'Avis des Nobles. Le Prince d'Orange s'abbaïsoit jusqu'à aller solliciter les particuliers de la Ville de Dort , pour les prier de changer de parti.

CEPENDANT, Messieurs d'Amsterdam, qui ne veulent pas perdre de tems , ni laisser courir l'Etat de Guerre, exécuteront leur Résolution par rapport à ce Chef : & j'ai sù encore aujourd'hui , qu'ils feront leur Proposition pour la Réforme de douze mille hommes ; & que si elle n'est acceptée ils sont résolus de la laisser par écrit dans l'Assemblée , & de fermer absolument leurs Comptoirs pour toutes sortes de Contributions. S'ils en viennent jusques-là , c'est tout ce qu'on peut attendre d'eux ; mais , comme dans ce pays le moindre incident change les Affaires du tout à rien , je ne puis assurer Votre Majesté de ce qui en fera.

MESSIEURS d'Amsterdam délivrerent enfin aux ¹³ Février Etats de Hollande un Ecrit pour faire une Réforme ^{1685.} de leurs Troupes , en sorte que les Etats n'eussent plus à leur solde que vingt-six mille trois cents quinze hommes d'Infanterie , & trois mille Chevaux , y compris les Dragons ; & il n'y eut que la petite Ville d'Enkhuysen , qui fut d'Avis de se conformer à Messieurs d'Amsterdam. Quelques-unes se déclarerent pour l'Etat de Guerre dressé par le Conseil d'Etat , & les autres demanderent d'aller consulter là-dessus leurs Supérieurs.

Mrs. d'Amsterdam déclarèrent en délivrant cet Ecrit, qu'il y avoit quatre Points principaux ; sur lesquels ils avoient ordre d'insister , de même que sur l'Etat de Guerre. Le premier étoit le rétablissement de la Marine. Le second, que les Troupes ne fussent plus payées par le Receveur de la Province de Hollande ; mais que chaque Compagnie fût payée directement par la Ville sur laquelle elle étoit répartie : ce point-là étoit de très-grande conséquence. Le troisieme , que l'on redressât les Finances , & que l'on délibérât sur tous les points du ménage : dans ce troisieme Point devoient être comprises les Propositions que Mrs. d'Amsterdam avoient touchées dans leurs Considérations , c'est-à-dire , le rasement des Places qu'ils prétendoient être inutiles ; la suppression des fonds destinés pour les Correspondances secretes qui étoient à la disposition du Prince d'Orange , & du Pensionnaire Fagel , & autres choses semblables. Le quatrieme Point consistoit dans la demande qu'ils faisoient que toutes les Dépenses , que les Etats-Généraux résoudroient de faire , fussent payées également , & en même tems par toutes les Provinces. Ce Point étoit encore de conséquence , parce que la Province de Hollande avance très-souvent l'argent pour trois ou quatre autres , & la Ville d'Amsterdam l'avance pour la meilleure partie de la Province de Hollande : ainsi , quand il auroit fallu mettre la main à la bourse , les autres Provinces , & la plûpart des Villes de Hollande , n'auroient pas été si promptes à acquiescer aux desirs du Prince d'Orange. Enfin , ils conclurent, qu'ils ne prétendoient plus continuer le paiement de l'Etat de Guerre de l'Année précédente , que jusqu'à la mi-Mars , ce qui faisoit deux mois militaires , qui sont de six semaines ; & que ce terme-là expiré , ils ne payeroient qu'à raison de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes , & qu'ils ne payeroient que ceux qui le trouveroient sur la répartition de leur Ville , ne voulant plus désormais en-

voyer leur argent au Comptoir-général à la Haye.

IL paroissoit dans cette Proposition, que Messieurs d'Amsterdam ne s'étoient pas vûs assez appuyés de toutes les autres Villes, pour demander absolument la Cassation du Comte de Waldeck; & comme ils étoient déterminés à soutenir leur Résolution, jusqu'à fermer leurs Comptoirs, si la Cabale du Prince d'Orange empêchoit qu'on ne l'acceptât; ils crurent sans doute qu'ils pourroient se servir plus efficacement de ces moyens, lorsqu'ils se renfermèrent à ne demander que ce qui regardoit en général le bien du pays, que s'ils attachoient à la Cassation du Comte de Waldeck, & autres choses semblables, qu'on auroit attribuées à quelque animosité particuliere. Cependant, c'étoit lui donner honnêtement son congé, pour peu qu'il eût de cœur, que de le réduire à cinq cents livres d'appointemens par mois. Il avoit déjà témoigné assez de bassesses dans cette rencontre, puisqu'après avoir été solliciter de porte en porte ceux qu'il croyoit disposés à le casser; il s'étoit réduit à faire le malade, & à garder le lit pendant deux mois; espérant que la considération de son grand âge, & de ses infirmités, seroient plus pressantes pour le faire conserver, que n'auroit été celle de son mérite.

LE Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ^{13 Février 1685.} étoient extrêmement embarrassés de cette Proposition de Mrs. d'Amsterdam: cela les obligea d'assembler le Corps des Nobles le 11 de Février. Le Prince d'Orange en étoit le Chef, Fagel en étoit le Pensionnaire. Benting, & deux ou trois autres, qui ne sont pas-moins au Prince d'Orange, étoient de ce Corps, qui n'étoit composé que de neuf ou dix: ainsi, on n'en devoit attendre que des Résolutions conformes aux Sentimens du Prince d'Orange. Il fut donc résolu ce jour-là par les Nobles de consentir à l'Etat de Guerre proposé par le Conseil d'Etat; & le Pensionnaire Fagel dressa une Lettre, & l'envoya en leur nom à toutes les Vil-

les de Hollande, par laquelle les Nobles les exhortoient à maintenir l'Etat de Guerre qui étoit sur pié.

15 Février
1685.

LE Pensionnaire Fagel fit quelques jours le malade, & le Sieur Allwin fit semblant d'avoir la goûte, afin d'avoir le loisir l'un & l'autre de travailler jour & nuit à une Réponse pour détruire la Proposition de Mrs. d'Amsterdam, & pour gagner pendant ce tems-là le suffrage de quelques Villes.

20 Février
1685.

LES Nobles témoignent en cet Ecrit avoir vû avec un très-grand étonnement que Mrs. d'Amsterdam ont déclaré leur Avis, touchant l'Etat de Guerre, d'une maniere aussi absolue : que si la constitution de l'Etat requéroit nécessairement que la Milice fût mise sur un si bas pié, elle deviendrait tout à fait inutile pour la defense du pays : & ils soutiennent, que la décadence des Finances n'est pas causée par l'entretien de la Milice, mais par les arrérages des capitaux que l'Etat a empruntés depuis l'année 1672; & que les Contributions de l'Etat sont plus que suffisantes pour l'entretien de la Milice, puisque la recrue faite en 1682. a été entretenue par les mêmes moyens, sans qu'on ait mis de nouvelles impositions.

ILS reprennent Mrs. d'Amsterdam d'imprudence & de contradiction; faisant voir, que lorsqu'ils proposent de rétablir les forces maritimes, en sorte qu'elles donnent à l'Etat la supériorité de la Mer, ils attirent la jalousie des Princes voisins, & causent beaucoup plus de troubles par l'opinion qu'on voudrait diriger ici les Affaires du monde suivant son bon plaisir, pendant qu'ils soutiennent eux-mêmes qu'il faut éviter avec soin tout ce qui peut au dehors donner sujet d'offenses & de broüilleries.

QU'ILS voyent avec douleur, que Mrs. d'Amsterdam ont oublié avec quel soin & avec quelle peine les Commissaires Députés de l'Etat avoient travaillé avec M. le Prince d'Orange à former en 1678. un Etat de Guerre ordinaire sur le pié que le

le requéroit absolument la défense de l'Etat, puisqu'ils veulent à présent, sans en donner aucune communication au Capitaine général de la Milice, ni aux autres membres de l'Etat, qu'on reçoive comme une chose infaillible ce qu'ils ont déterminé, & ce qu'ils ont même déclaré, qu'ils ne consentiront à aucun entretien de la Milice qui excéderoit le nombre, & qui ne seroit pas réglé par l'Avis de leurs Supérieurs, ce qui est contre la considération qu'ils doivent avoir pour des membres qui sont si étroitement unis.

QU'IL est vrai, que la puissance maritime de l'Etat est tombée dans une grande décadence, puisqu'ils ne peuvent comprendre eux-mêmes comment, après avoir secondé comme ils ont fait le zèle avec lequel M. le Prince d'Orange a pressé les membres de l'Etat de donner les ordres nécessaires pour le rétablissement des fonds maritimes, plusieurs membres de l'Etat, intéressés au Commerce, ont traité cette Proposition comme si elle ne les touchoit point; qu'ils jugent absolument nécessaire qu'on mette en délibération les moyens de rétablir la Marine, pour prévenir la ruine inévitable des forces maritimes de l'Etat; mais que ce ne seroit pas pourvoir à la sûreté de l'Etat de rendre les forces de terre inutiles à sa défense pour rétablir celles de mer.

QU'ILS ne savent pas ce qui peut avoir induit Messieurs d'Amsterdam à vouloir régler l'Etat de Guerre sur le pié de l'année 1650, puisque cet Etat de Guerre a été un sujet continuel de broüillerie entre les Membres & le Capitaine Général de la Milice, & qu'ils ne peuvent croire qu'on voulût à présent faire naître les mêmes Disputes, par le changement de l'Etat de Guerre de 1678, qui a été dressé, après un examen si pénible, avec le consentement unanime des Membres de cette Province, & avec celui de toutes les autres.

QUE c'est se tromper de croire, que la Constitution du pays est meilleure qu'elle n'étoit après la

Paix d'Espagne, sur la supposition qu'on fait, que cette Couronne est à présent intéressée à la conservation de cet Etat, à cause de ce qu'elle possède aux Pays-Bas; au lieu qu'en ce tems-là elle étoit une ennemie si foible, qu'elle faisoit à peine une Guerre défensive; que l'expérience n'a pas seulement fait voir dans ces derniers tems le peu qu'on doit attendre de cette Couronne, tant pour sa propre défense, que pour le secours de cet Etat; mais aussi, que ce qu'elle possédoit ci-devant de pays, qui couvroit ces Frontières, est si diminué, qu'on peut venir droit à Nimegue, sans laisser derrière soi aucune Forteresse.

QU'APRES avoir vû jusqu'ici, sans soupçon, le soin que Messieurs d'Amsterdam ont eu de mettre leur Ville en bon état de défense du côté de terre, on pourroit conclurre qu'ils ne songent qu'à leur sûreté particuliere, en insistant qu'on rétablisse les forces maritimes, si l'on n'étoit fortement persuadé, que la prospérité de la Ville d'Amsterdam dépend aussi de celle des autres Villes, qu'ils semblent négliger absolument.

QU'ON ne doit pas diminuer la Milice de cet Etat sur l'ancien pié, à cause que les Rois & Princes de l'Europe sont aussi des Réformes, puisque, excepté l'Espagne, aucun Roi ni Prince n'entretenoit un corps considérable de Troupes en ce tems-là, au lieu qu'à présent ils ont tous des forces considérables sur pié, & que l'Electeur de Brandebourg en a presque autant que cet Etat entretient.

QU'ILS ne croient pas que l'Etat doive demeurer armé en tems de Paix comme en tems de Guerre; mais qu'ils sont persuadés, que l'Etat de Guerre formé en 1678 est absolument nécessaire pour la défense du pays; qu'en un mot, un Etat qui neglige sa propre défense ne peut espérer aucun secours de ceux qui pourroient lui en donner, s'il ne prend tous les soins qu'il doit de sa conservation.

APRÈS toutes ces Considérations, les Nobles font dans leur Ecrit l'Apologie des services que les Généraux & les Colonels rendent à l'Etat pour éluder la Proposition que font Messieurs d'Amsterdam par rapport au retranchement de leurs appointemens, exagérant sur tout les obligations que l'Etat à M. le Prince d'Orange, d'avoir mis les Troupes sur un pié qui fait qu'elles ne sont inférieures à celles d'aucun Prince.

CET Article des Nobles contre Messieurs d'Amsterdam, touchant la Réforme des Troupes, n'eut pas plutôt paru, que les Régens d'Amsterdam en firent un autre en Réponse contre celui des Nobles. J'en fus informé sous main, & il étoit sous la presse lorsque j'eus l'honneur d'en informer le Roi.

16 Février
1685.

CEPENDANT les amis du Prince d'Orange tâchoient d'exciter la haine des autres Villes contre celle d'Amsterdam : ils leur représentoient, qu'un nombre particulier & égal à eux, n'étoit pas en droit de se déclarer aussi décisivement qu'avoit fait Amsterdam, que cette Ville prétendoit que toutes les autres se rendissent à son sentiment, & que s'il falloit être maîtrisé par quelqu'un, ce devoit être plutôt par un Prince, qui étoit leur Gouverneur, que par une Ville particulière.

17 Février
1685.

MESSIEURS d'Amsterdam de leur côté demeurèrent également fermes, & dans la même résolution de fermer leurs Comptoirs, & de ne plus contribuer à rien pour l'Etat de Guerre, si la Cabale du Prince d'Orange est assez forte pour empêcher la Réforme.

VOTRE Majesté est bien informée de quelle maniere les Anglois passent l'Anniversaire du Roi Jacques premier. Le Prince d'Orange obligea la Princesse d'Orange de se parer ce jour-là, au lieu de prendre un habit de deuil : ensuite il la contraignit d'aller dîner, quelque priere & quelque instance qu'elle lui fit au contraire. Cette Princesse, qui dîne toujours seule, fut obligée de souffrir qu'on lui portât tous les plats l'un après l'autre : il

est vrai qu'elle en mangea peu, ou pour mieux dire point du tout, & pour rendre public l'outrage qu'il a voulu faire en cela au Roi d'Angleterre, il mena la Princesse à la Comédie, quoi qu'elle pût faire pour s'en exempter. Il est à remarquer, qu'on joue la Comédie quatre fois la semaine; & que ce n'étoit pourtant que la troisième fois qu'il y avoit été, depuis la Toussaints jusqu'au 16 de Février, ce qui fait voir, que c'est par une pure affectation qu'il a été ce jour-là à la Comédie.

JE ne puis ajuster cette Conduite du Prince d'Orange, avec une nouvelle que des personnes des premiers du Gouvernement, & des mieux intentionnés, ont reçue d'Angleterre. Ils prétendent y avoir de fort bonnes correspondances, & m'ont toujours paru en être bien informés. On leur manda, que M. de Montmouth fait tous ses efforts pour remettre bien le Prince d'Orange auprès du Roi d'Angleterre, & que les amis de M. de Montmouth ne désespèrent pas d'y réussir,

LE Sieur Damerongue étoit de retour à la Haye de la Cour de Berlin. Il eut plusieurs Conférences avec le Sieur Spaen; & comme il avoit beaucoup de crédit dans la République, il communiqua aux Etats-Généraux l'Etat de Guerre de M. l'Electeur de Brandebourg, qu'il faisoit monter à trente mille cinq cents hommes effectifs, & parloit avec beaucoup de chaleur du dessein de Messieurs d'Amsterdam, de diminuer tellement leur Etat de Guerre, qu'ils seroient inférieurs en forces à M. l'Electeur de Brandebourg, lui qui n'avoit autrefois que six mille hommes lorsque les Etats en avoient quarante mille.

16 Février
1685.

LA Province de Frise devoit s'assembler quelques jours après. Je savois de bonne part, que la résolution qu'elle devoit prendre seroit conforme aux sentimens de Messieurs d'Amsterdam.

M. de Starembourg envoya aux Etats Généraux des Propositions dressées par quatorze Mi-

nistres, pour satisfaire au pieux dessein qu'avoit le Roi, de n'avoir dans ses Etats qu'une seule Religion. Cet Ecrit fut fort examiné en Hollande, & y faisoit bien du bruit.

LES Lettres d'Angleterre du seize, arriverent ^{20 Février} hier à sept heures du soir; elles ont apporté la triste ^{1685.} Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. Le Prince d'Orange ne monta point dans la chambre de la Princesse d'Orange, où les Dames de la Haye étoient à faire leur cour; il l'envoya prier de descendre, & lui apprit cette Nouvelle. M. le Duc de Montmouth s'y trouva aussi: ensuite M. de Montmouth se retira chez lui, & ne revint chez le Prince d'Orange qu'à dix heures du soir. Ils demeurèrent enfermés eux deux tous seuls jusqu'à minuit sonné. M. de Montmouth est parti cette nuit fort secretement: & pour mieux cacher son départ, il a fait dire ce matin, jusqu'à près de midi, qu'il dormoit encore. J'ai sù que le Prince d'Orange lui a prêté de l'argent, mais pas beaucoup: c'est apparemment pour les frais de son voyage.

J'APPREHENDE que les Affaires de Dort ne chan- ^{22 Février} gent de face; le Prince d'Orange prenant toute ^{1685.} une autre Conduite que celle qu'il a tenue jusqu'à cette heure: il avoit voulu d'abord exclurre Muys du Gouvernement, pour se vanger de ce qu'il avoit conclu la Treve; & ce Prince avoit fait servir cette Affaire d'occasion naturelle à pouvoir s'attribuer les Droits de Souveraineté qui ne sont pas spécifiés dans les anciens Privilèges des Villes: mais, comme il a vû que cela n'avoit servi qu'à faire connoître le dessein qu'il a de se rendre Maître de la République, sans en avoir tiré aucune utilité, & que Messieurs d'Amsterdam s'étoient joints à ceux de Dort comme dans une Affaire commune, il a commencé à caresser l'ancien Bailly, & le Secrétaire de la Ville; & n'ayant rien gagné auprès d'eux, il a fait parler à Muys. On ne fait pas précisément ce qu'il lui aura fait dire; mais

il y a grande apparence, qu'il lui a fait témoigner qu'il lui pardonneroit volontiers tout ce qu'il avoit fait à la Conclusion de la Treve, s'il vouloit rentrer dans ses intérêts; que bien loin de le faire sortir du Gouvernement de Dort, il l'y maintiendrait. Muys a été de tout tems des amis intimes du Pensionnaire Fagel, & l'un & l'autre sont ennemis déclarés du Sieur Allwin, qui a entrepris l'Affaire contre Dort : ainsi le Sieur Muys aura cru plus facilement tout ce que le Pensionnaire Fagel lui aura dit là-dessus. C'est, Sire, par ces motifs, ou par de semblables, que Messieurs d'Amsterdam s'imaginent que le Prince d'Orange a regagné Muys; car, ils m'ont fait dire, que lui & le Bailli de Dort étoient sur le point de présenter une Requête, pour faire terminer les Affaires de Dort à la satisfaction du Prince d'Orange. Cela les surprend d'autant plus, qu'ils avoient soutenu Muys avec beaucoup de vigueur; que Muys avoit encore pour lui la pluralité des voix dans la Ville de Dort. Que le Prince d'Orange n'avoit pas établi son Droit par l'Entreprise qu'il a faite cette année, puisque ce Droit lui avoit été contesté dans la Province de Hollande par plusieurs Villes, & que l'Affaire y étant demeurée indécise, il n'y avoit pas lieu de douter qu'elle ne se terminât à l'avantage des bons Républicains lorsque la Réforme seroit faite, & que l'on auroit encore diminué entr'autres choses la trop grande Autorité du Prince d'Orange; que d'ailleurs l'ancien Bailli de Dort jouissoit à cette heure paisiblement de sa Charge, sans que la Cour de Justice osât lui rien dire.

MESSIEURS d'Amsterdam ont témoigné beaucoup d'indignation de ce procédé de Muys : ils doivent pourtant lui faire parler encore pour le détourner de faire une chose qui le déshonorera entièrement : mais, ils n'ont pas beaucoup d'espérance d'en venir à bout. Si ces Messieurs là ne peuvent retenir Muys dans le bon chemin, il faut croire, qu'il n'a tenu ferme contre le Prince

d'Orange, que parce que le Prince le vouloit perdre, & qu'il voyoit bien qu'il y alloit autant de sa conservation particuliere, que de celle de la République; & qu'à cette heure, qu'il se retrouvera, par la Protection du Prince, dans les mêmes avantages qu'il a eus auparavant, & délivré de tous les embarras où il s'est vu engagé, il se souciera peu de l'intérêt de la République.

Pour ce qui est, Sire, de l'Etat de Guerre, les choses sont au même état qu'elles étoient avant hier. Messieurs d'Amsterdam ont donné leur Ecrit en Réponse de celui des Nobles. Ils se justifient de ce qu'on leur impute d'avoir imprudemment proposé de rendre les Forces maritimes de l'Etat supérieures à celles de toute autre Puissance. Ils prétendent aussi se disculper de ce que les Nobles leur reprochent si souvent, d'avoir choisi l'Etat de Guerre de l'année 1650, préferablement à tout autre. Ils savent que le Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ont prétendu qu'on avoit voulu par là faire souvenir le Peuple de l'année 1650, lorsque le feu Prince d'Orange voulut se rendre Maître d'Amsterdam: ce qui fut cause qu'on réduisit si fort l'Etat de Guerre. Ils protestent dans cet Ecrit, qu'ils n'ont eu en cela aucune pensée particuliere, & finissent par la demande qu'ils font d'une Conférence pour régler incessamment l'Etat de Guerre; jugeant bien, que le Pensionnaire Fagel feroit traîner les choses en longueur, si l'on faisoit des Ecritures de part & d'autre, d'autant plus que le Pensionnaire Fagel se sert de tous ces délais pour gagner les suffrages des Villes. Il alla il y a trois jours à Leyde, & Beverning s'y rendit: & comme ils y ont beaucoup de crédit l'un & l'autre, ils firent tous leurs efforts pour faire changer de sentiment à cette Ville. D'ailleurs Muys étant dans la disposition de s'accommoder, il n'a pas encore fait prendre la dernière Résolution dans sa Ville sur l'Etat de Guerre.

M. de Monmouth n'étoit pas parti, comme on

l'avoit cru ; ce qui donna lieu à cette Nouvelle , fut qu'il étoit sorti de chez lui ce jour-là devant le jour , à cinq heures du matin , & étoit allé chez M. Benting , où il fut toujours enfermé , de sorte qu'on ne fut qu'à six heures du soir qu'il étoit encore à la Haye. Je le fis savoir le même jour à M. de Barillon ; car la poste d'Angleterre ne part qu'à huit heures du soir. M. de Montmouth a été depuis ce tems-là comme un homme désespéré : on l'a entendu , dans la petite maison où il loge , faisant des cris & des lamentations : on dit qu'il est parti aujourd'hui entre quatre & cinq heures du matin.

LE changement qui vient d'arriver en Angleterre a fait faire beaucoup de Réflexions à Messieurs d'Amsterdam. On tient ici pour certain , que le Roi d'Angleterre d'à présent n'aime pas les Hollandois , & que c'est un Prince à ne pas vouloir demeurer oisif , sans faire quelque chose.

QUELQUES personnes des mieux intentionnées n'ont pas manqué de représenter à Messieurs d'Amsterdam , que cela devoit d'autant plus obliger la République à s'attacher entierement à Votre Majesté , après quoi ils n'auroient rien à appréhender , Ils ont témoigné , qu'ils en étoient plus persuadés que ceux qui leur en parloient , & que je ne l'étois moi-même ; mais que pouvons-nous faire (ont-ils dit) tant que nous aurons le Prince d'Orange en tête , lorsqu'il s'agit d'une Affaire où il faut l'unanimité des suffrages ?

LES Créatures du Prince d'Orange publient à tout le monde , qu'il n'y a rien de plus obligeant que la Lettre que le Roi d'Angleterre lui a écrite , sur la mort du feu Roi d'Angleterre , & le Prince d'Orange témoigna en être très satisfait.

VAN-BUNING fut fort consterné de la mort du Roi d'Angleterre. Il savoit , qu'il avoit offensé extrêmement M. le Duc d'Yorck : la principale correspondance , qu'il avoit conservée en Angleterre , étoit avec Mylord Halifax.

MESSIEURS d'Amsterdam me dirent que Muys^{23 Février 1685.} reprenoit courage, & qu'il s'étoit signalé hier dans l'Assemblée de Hollande pour la Réforme des Troupes, & que la principale indignation qu'ils avoient témoignée n'étoit pas contre lui, mais contre le père du Bailli de Dort, qui est un des Bourguemestres de cette Ville là, & qui veut présenter une Requête au Prince d'Orange, pour le prier de faire lever la Sentence d'Interdiction de la Cour de Justice, donnée contre son fils. Cet homme s'est laissé gagner par les caresses du Pensionnaire. Messieurs d'Amsterdam avouent, qu'il sera bien difficile au Sieur Muys de se soutenir après cela dans sa Ville; ainsi je vois bien que, soit que Muys soit forcé de se soumettre, soit qu'il le fasse volontairement, il est à craindre que les Affaires de Dort ne prennent bientôt un autre train.

POUR ce qui est, Sire, de l'Etat de Guerre, la Ville d'Eneuse, qui s'est déclarée d'abord pour l'Avis d'Amsterdam, a toujours persisté. Celles de Dort, de Delft, & de Leyde, déclarerent hier dans l'Assemblée de Hollande, qu'il falloit faire une Réduction, & qu'ils ne pouvoient conserver l'Etat de Guerre sur le pié où il est: mais, elles ne dirent pas qu'il falloit le réduire selon la Proposition de Messieurs d'Amsterdam. Cependant, de la maniere que les choses tournent, il n'y a pas lieu de douter que Messieurs d'Amsterdam ne viennent à bout de leur dessein, s'ils y veulent persister: mais, Sire, je m'appergus hier au soir, qu'on ne parloit pas de la même maniere qu'on m'a parlé ces jours-ci. Je vois que la mort du Roi d'Angleterre a apporté quelque altération dans les Affaires, & ce qui est d'extraordinaire, c'est que ceux, qui sont persuadés que le Roi d'Angleterre n'aime pas les Hollandois, & qu'il pourroit bien leur en donner bientôt des marques; & ceux qui, sur de faux fondemens, s'imaginent que le Prince d'Orange, qui n'a plus d'espérance de réussir dans

ses desseins , se va bien remettre avec lui , sont tous également d'Avis, qu'il ne faudroit point faire de Cassation à cette heures , & qu'il est à propos de voir comment les Affaires tourneront en Angleterre & ailleurs : mais , ce qui est plus surprenant , c'est que ceux , qui craignent que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange ne se raccommoient , sont ceux qui oferont moins être pour la Réforme. Il seroit naturel, que les gens qui sont dans cette opinion s'appliquassent à diminuer l'Autorité du Prince d'Orange , dans le tems que le Roi d'Angleterre n'y prend aucune part , afin de n'en pouvoir être opprimés lorsqu'il viendrait à se réunir avec S. M. Britannique. Mais, Sire , il y en a peut-être quatre ou cinq dans la République qui raisonnent de cette sorte , & j'apprehende que les autres n'entrent pas dans ces mêmes vues.

C'EST pourquoi, Sire , il n'y a rien de plus avantageux à cette heure pour le service de Votre Majesté en ce pays , si-non que l'on y soit fortement persuadé, que le Prince d'Orange est toujours fort mal avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'est pas prêt à s'y pouvoir bien remettre quand il lui plaira : & je sai , que les mieux intentionnez de ce pays-ci souhaitent , & esperent même que le Roi d'Angleterre n'ordonnera pas au Sieur Chudley de donner part au Prince d'Orange de la mort du feu Roi d'Angleterre , & qu'il la notifiera seulement aux Etats-Generaux.

LE Prince d'Orange , qui connoit ce qui lui est avantageux dans ce pays-ci , ne s'est pas contenté de faire publier ici par ses Créatures , qu'il avoit reçu des Lettres fort obligantes du Roi d'Angleterre ; mais il a fait dire sous main , à quelques personnes de l'Etat , que M. de Montmouth ne s'en étoit allé , que parce qu'il lui avoit témoigné qu'il ne pouvoit plus à cette heure le laisser à la Haye. Les Envoyés d'Angleterre sont bien persuadés du contraire , & m'ont dit eux-mêmes , que depuis la Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre ,

jusqu'à hier matin qu'est parti le Duc de Montmouth, il avoit presque toujours été enfermé avec le Prince d'Orange.

CE qui me donne plus de lieu d'appréhender que Messieurs d'Amsterdam n'entrent dans quelque tempérament pour l'Etat de Guerre, vient de ce que j'apprens que leurs Députés s'en retourneront demain pour prendre l'Avis de leurs Supérieurs sur cette occurrence. Ce départ me fit conclurrence, que ces Députés croient que la conjoncture présente demande une nouvelle Délibération, & peut être quelque changement à leurs premiers ordres. Je supplie très-humblement Votre Majesté de vouloir être persuadée que je n'omet rien de tout ce qui peut maintenir ces Messieurs ci dans de bons sentimens, & je me fers pour ce sujet de tous les moyens que je connois les plus propres à les persuader.

J'AI aussi entrevû, Sire, ces jours-ci, par de certains discours, que le Prince d'Orange a quelque vûe sur les Affaires de la Religion. Le Comte de Waldeck n'a pû s'empêcher de dire au Sieur Skelton, qui l'alla voir le même jour, mais quelques heures avant qu'on apprît la mort du Roi d'Angleterre, que M. le Prince d'Orange n'avoit pris la Protection du Duc de Montmouth, que pour maintenir la Religion Protestante en Angleterre. Que le Prince d'Orange sacrifieroit toujours tous ses intérêts, & tout son ressentiment, au Roi d'Angleterre; mais que, pour sa Religion, il ne pouvoit avoir la même complaisance.

JE donnai Avis à M. de Louvois, que les François réfugiés établissoient des Manufactures de France en Hollande; qu'il y en avoit une d'étoffes de soie à fleurs à Amsterdam, qui réussissoit fort bien.

ON commença à appréhender, que Muys ne trou- 27 Fevier
vât pas ses amis aussi fermes dans Dort qu'ils l'étoient; 1685.
de sorte qu'il n'étoit pas aussi assuré d'emporter l'Affaire dans la Ville, qu'il l'eût été huit jours auparavant.

Il sembloit que le Prince d'Orange voulût changer de Conduite à l'égard du Roi d'Angleterre : il fit ses efforts pour tâcher de faire croire , qu'il étoit bien avec Sa Majesté Britannique. Il lut à quelques-uns de ses Courtisans la Lettre qu'il pretendoit en avoir reçu.

LE Sieur Desmarets , Ministre , & un de ses plus zélés Partisans , dit à des premieres Personnes de l'Etat , que le Roi d'Angleterre & M. le Prince d'Orange alloient vivre dans une étroite Union ; que c'étoit la France qui avoit causé & entretenu la mauvaise intelligence qu'il y avoit eu entre le feu Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange ; mais que le Raccommodement se faisoit aussi en partie à cause du chagrin que le Roi d'Angleterre avoit conçu contre la France , avec laquelle il alloit se brouiller ; qu'on avoit trouvé dans le cabinet du feu Roi des papiers Ecrits de la Cour de Sa Majesté , par un de ses Ministres , contre les intérêts du Roi d'à présent. Que sa Majesté Britannique avoit ôté la Charge au fils de Madame de Portsmouth , sans en rien dire à M. de Barillon ; qu'il alloit chasser Madame de Portsmouth , & qu'il avoit défendu à M. de Barillon de reparoître à la Cour , & de lui parler autrement que par audiences demandées par le Maître des Cérémonies.

LE Prince d'Orange dit au Résident de l'Empereur , que M. de Montmouth lui avoit fait voir une Lettre qu'il vouloit écrire au Roi d'Angleterre , qui étoit conçue en termes très-respectueux , par laquelle il l'assuroit de sa parfaite obéissance , & de son entière fidélité , & lui demandoit très-humblement Pardon de tout ce qu'il avoit fait. Le Prince d'Orange témoigna , qu'il avoit approuvé entièrement cette Lettre , & qu'il avoit conseillé au Duc de Montmouth de l'envoyer. C'étoit le Comte de Waldeck , qui avoit minuté cette Lettre.

LES Sieurs Chudley & Skelton , dont l'un n'étoit pas encore parti , & l'autre étoit arrivé , étoient

persuades aussi bien que moi , que le Roi d'Angleterre ne pourroit jamais prendre confiance en M. le Prince d'Orange. Que le Sieur d'Overkerke , Capitaine des Gardes du Prince d'Orange , & entierement dévoué à lui , ayant donné à manger à M. de Montmouth il y avoit trois semaines , ils burent à la destruction du Duc d'Yorck , & de tous les Papistes. C'est une santé que le Prince d'Orange & M. de Montmouth burent aussi à la Fête de Saint Hubert , dont le Sieur Chudley informa pour lors le Duc d'Yorck.

LE Comte de Waldeck témoigna qu'il avoit vû Premier
Février
1685. la Lettre , par laquelle le Roi d'Angleterre assuroit le Prince d'Orange de son amitié , & du soin qu'il auroit toujours pour ses intérêts. Que le Prince d'Orange avoit répondu à cette Lettre en termes très-respectueux & très-soumis. Qu'il avoit assuré le Roi d'Angleterre , qu'il le reconnoissoit pour son Roi légitime , & qu'il lui obéiroit comme un fidele sujet ; mais qu'il espéroit , que le Roi d'Angleterre le reconnoîtroit & le traiteroit comme le premier de ses sujets. Que pour lui il n'auroit jamais d'autres intérêts que ceux de Sa Majesté Britannique , dans lesquels il se jetteroit aveuglement , & qu'il les suivroit en toutes choses , excepté pour la Religion ; mais que , pour ce fait-là , il n'écouterait que Dieu seul & sa conscience.

LE Comte de Waldeck ajouta , que jamais M. le Duc d'Yorck n'avoit discontinué d'écrire au Prince d'Orange , & qu'il avoit toujours entretenu un commerce très-régulier avec lui ; & que le feu Roi d'Angleterre avoit eu fort agréable que le Prince d'Orange traitât bien M. de Montmouth.

JE ne doute pas , que le Roi d'Angleterre ne fasse grande réflexion sur cette restriction que le Prince d'Orange a osé faire , touchant la Religion : c'est une pierre d'attente , qu'il a laissée pour un autre tems. Que ne doit-on pas attendre de lui , lorsqu'il verra l'occasion de brouiller en Angleterre pour la Religion , s'il parle si hardi-

ment quand il n'y a point de nécessité de le faire; que tout est calme dans ce Royaume-là, & qu'il a tant d'intérêt de s'attirer quelque démonstration publique de la bonne volonté du Roi d'Angleterre.

Premier

Mars 1685.

J'étois persuadé, que le Prince d'Orange se seroit même contre les intérêts du Roi d'Angleterre, non-seulement de la facilité qu'il trouveroit à se remettre dans les bonnes grâces; mais même de celle qu'il trouvera à recevoir seulement des marques extérieures de sa bienveillance.

Je témoignai au Sieur Skelton, qui alloit en Angleterre, qu'on ne devoit point savoir bon gré au Prince d'Orange, ni au Duc de Montmouth, des soumissions qu'ils faisoient l'un & l'autre. Ils étoient surpris, par un coup imprévu, sans avoir pris leurs mesures: ainsi, ils n'avoient garde de faire aucun mouvement qui leur auroit causé la perte de leurs plus zélés partisans, sans en tirer aucune utilité: mais il y avoit grande apparence, que s'ils avoient le tems de se reconnoître, ils suscitoient bien des Affaires au Roi d'Angleterre.

Le Comte de Waldeck dit au Sieur Skelton, que M. le Duc de Montmouth n'avoit pas jugé à propos d'envoyer sa Lettre au Roi d'Angleterre; qu'il n'avoit pas trouvé cette manière d'agir assez respectueuse, & qu'il avoit jugé plus à propos d'interposer les offices de la Duchesse de Montmouth, ou de quelqu'un de ses amis. Pour moi, je dis au Sieur Skelton, que c'étoit plutôt parce qu'il n'avoit pas voulu décourager ceux qui étoient dans ses intérêts, en donnant des assurances par écrit de sa soumission au Roi d'Angleterre, & assurément qu'il vouloit prendre d'autres mesures.

La Province de Hollande résolut d'envoyer trois Ambassadeurs en Angleterre, pour faire leurs complimens au Roi d'Angleterre. C'est une chose qu'ils doivent à l'avènement du Roi d'Angleterre à la Couronne.

Les Députés d'Amsterdam arriverent à la Haye avec les mêmes ordres qu'ils avoient eus aupara-

vant, touchant la Réforme : ceux de Dort en apportèrent de tous semblables ; mais comme les Députés de la Ville de Leyde dirent qu'ils n'étoient pas encore prêts, je tins cela à mauvaise augure, & je crus que le Pensionnaire Fagel espéroit de gagner cette Ville par le moyen de Beverning.

MRS. d'Amsterdam me firent encore prier pour la restitution du Vaisseau la Marie, qui avoit été mené à Toulon, & dont j'avois envoyé les pieces justificatives.

MRS. d'Amsterdam demeuroient toujours fermes ^{2 Mars} dans les Declarations qu'ils avoient faites de ne ^{1685.} plus payer au-delà du second mois, qui étant de six semaines chacun, finissoit le 24 de Mars.

LA Province de Frise ne prenoit aucune Résolution touchant l'Etat de Guerre, & attendoit ce que feroit la Province de Hollande.

LES Etats de Hollande se separerent après une ^{8 Mars} longue séance, dans laquelle il ne fut rien conclu. ^{1685.} Le Pensionnaire Fagel n'osa faire prendre une Résolution à la pluralité des voix, ayant quatre des plus grandes Villes contre lui ; savoir, Dort, Delft, Leyde, & Amsterdam ; il fus bien aise de différer jusqu'à la premiere Assemblée, qui se devoit tenir le 15 du mois, pour voir s'il ne pourroit point encore gagner quelques Villes, ou s'il n'arriveroit point quelque chose au-dehors qui obligeât les Etats à conserver leurs Troupes : mais, pour ce qui est du premier cas, Messieurs d'Amsterdam y avoient pourvû ; car le Pensionnaire de leur Ville avoit déclaré le 3 Mars, que quand ils demeureroient seuls de leur avis, & que toutes les autres Villes les abandonneroient ; ils fermeroient leur bourse, & ne payeroient plus les Troupes qu'à proportion de ce qu'ils en vouloient maintenir, quand les deux premiers mois de l'Etat de Guerre seroient expirés.

LE Pr. d'Orange fit nommer des Ambassadeurs qui lui étoient dévoués pour aller en Angleterre : tout

ce que purent faire Messieurs d'Amsterdam fut de faire ordonner qu'ils n'y seroient que deux mois.

Je fus averti par un Domestique François, qui étoit à M. d'Odick. & qui alla pour lui parler lorsqu'il étoit avec le Prince d'Orange, qu'il entendit lire, étant à la porte de ce Prince, un Ecrit qui contenoit, qu'il étoit au desespoir d'avoir déplu à Sa Majesté Britannique; que la constitution des affaires l'avoit engagé malgré lui à tenir cette Conduite, qu'il avoit cru la plus propre pour détruire les desseins de Sa Majesté; qu'il en demandoit pardon, & promettoit de se régler à l'avenir de la manière qu'il plairoit au Roi d'Angleterre. Il le flatoit ensuite sur sa grande générosité, & sur sa fermeté; & lui disoit, qu'il espéroit, qu'ayant les sentimens si nobles & si généreux, il ne jugeroit pas mal de ceux du Prince d'Orange; & qu'il seroit persuadé, que ce n'étoit point par aucun intérêt qu'il lui parloit à présent de la sorte; qu'il ne lui demandoit aucun avantage particulier; qu'il ne vouloit seulement que l'honneur de ses bonnes grâces. Qu'il espéroit qu'un aussi grand Roi que lui ne souffriroit pas qu'un Prince qui avoit eu l'honneur d'épouser sa fille aînée, continuât à être balotté par le Roi de France; & que, quand même Sa Majesté Britannique voudroit attendre encore quelque tems, pour voir qu'elle seroit la Conduite du Prince d'Orange, au moins elle voudroit bien lui donner des marques de sa bonne volonté, afin qu'il ne fût plus en but à ses Ennemis.

IL offroit dans cet Ecrit, au Roi d'Angleterre, de faire tout ce qu'il lui commanderoit pour ses intérêts; & il faisoit quatre ou cinq Propositions différentes, dont l'une étoit de travailler auprès des Etats-Généraux pour les unir étroitement avec l'Angleterre.

AUTANT que cet homme en peut comprendre, cette Instruction devoit être envoyé à un Anglois, qui l'examineroit, pour savoir son sentiment.

Le

Le Sieur Dickfeld étoit chargé de la conduite de cette Affaire , qui n'avoit d'autre but que d'endormir le Roi d'Angleterre , en quoi on a fort bien réuffi.

LE Comte de Waldeck alla à Amsterdam , pour leur faire voir la néceffité qu'il y avoit de maintenir leur Etat de Guerre. D'un autre côté , le Prince d'Orange tâchoit , pour s'accréditer en Hollande , de faire accroire au public , qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre , & que Sa Majesté Britannique ne conserveroit pas long-tems une bonne intelligence avec Sa Majesté. Il fit mettre l'Article suivant dans la Gazette Flamande.

ON a ici Nouvelle, qu'on a refusé l'Audience à l'Ambassadeur de France , à la Cour d'Angleterre, jusqu'à ce que les Vaisseaux Anglois , emmenez par les François , sous prétexte qu'ils étoient chargés de marchandises de Genes , ayent été relâchés.

D'UN autre côté , il tâchoit d'augmenter le déplaisir que l'on avoit en Hollande de l'Etat des Affaires de la Religion en France. Il fit exagérer la Démolition des Temples de la Rochelle, de Saumur , & de Rouen. Outre cela , il eut des Calvinistes zélés , qui furent alarmés d'eux mêmes de l'aveu public que Sa Majesté Britannique avoit fait de sa Religion. Ils s'imaginoient , que cela ne s'étoit pas fait sans la participation de Sa Majesté , & sans un concert pour la destruction de leur Religion.

CEPENDANT, le Prince d'Orange jusques-là n'avoit pû ébranler Messieurs d'Amsterdam : la seule chose , qui leur eut fait quelque impression , & qui en avoit chagriné en effet quelques-uns , étoit ce que leurs Ministres leur avoient dit de Saumur & des autres Temples de leur Religion de France. J'évitois de leur parler de cette matiere-là , & je me contentois de leur dire en général , que les choses n'étoient point comme on le leur faisoit accroire.

ON me donna en ce tems-là Avis, que M. de Montmouth étoit à Amsterdam, & je fus qu'il étoit venu faire un tour aux environs de la Haye; & je fus persuadé, aussi-bien que l'Envoyé d'Angleterre, qu'il avoit vu M. le Prince d'Orange en secret, ce Prince ayant été deux fois tout seul, sans aucune suite, telle qu'elle pût être, à une maison qu'il a à trois lieues de la Haye.

LES Rebelles d'Angleterre, qui étoient épars dans beaucoup de Villes de Hollande, & dans le Duché de Cleves, s'étoient rassemblés depuis environ deux mois à Utrecht, sous la protection de M. Dickfeld. Le Jour qu'ils apprirent la mort du feu Roi d'Angleterre, ils firent des festins & de grandes débauches, en réjouissance de cette Nouvelle. Cette Protection des Rebelles, donnée à Utrecht, ne peut être un bon préparatif pour faire bien recevoir le Sieur Dickfeld par S. M. Britannique.

QUOIQUE je ne doutasse point que M. de Barrillon ne fût informé de ce qui s'étoit passé dans l'Audience particuliere que le Sieur d'Overkerke eut du Roi d'Angleterre; je ne laissai pas d'en rendre compte à Sa Majesté. Le Prince d'Orange s'étant remis par sa Lettre pleine de soumission, à ce que le Sieur d'Overkerke diroit de bouche, celui-ci offrit la carte blanche au Roi d'Angleterre, qui le prit au mot, & déclara, qu'il demandoit trois choses au Prince d'Orange; qu'il abandonnât absolument M. de Montmouth, & qu'il ne gardât aucun Commerce, quel qu'il pût être, avec lui; qu'il cassât tous les Officiers Anglois dans le Corps de Troupes que les Etats-Généraux entretenoient, que le Roi d'Angleterre lui indiqueroit; & qu'il entrât dans toutes les sentimens & dans toutes les vûes du Roi d'Angleterre, sur les engagements qu'il voudroit pour le bien de ses Etats avec ses voisins. Il est hors de doute, que le Prince d'Orange exécutera volontiers ces deux premiers points, dans l'espérance de pouvoir éluder le troisieme.

LE Sieur Wittsen, en m'apportant le Mémoire, me parla du Vaisseau la Marie, & me pria en même tems de me charger d'une très-humble Priere de Bourguemestres d'Amsterdam au Roi, pour un Hollandois Protestant qui avoit demeuré quelques années à Roüen, & qui demandoit un passeport pour pouvoir sortir lui & sa famille avec ses effets.

TANT de Personnes attachées au Prince d'Orange sont allées à Amsterdam; qu'il est aisé de voir que l'on tâche de profiter de la présente conjoncture pour porter cette Ville à donner d'autres Instructions à ses Députés, lorsqu'ils viendront le 13 Mars à l'Assemblée de Hollande: outre le Comte de Waldeck, & le Résident de l'Empereur, deux Députés aux Etats-Généraux, qui ont quelques habitudes à Amsterdam, y sont allés. M. Damerongue s'y est aussi rendu, sous prétexte d'un différend qu'à M. l'Electeur de Brandebourg pour un Vaisseau. On m'a dit, qu'il veut persuader Messieurs d'Amsterdam d'entrer dans l'Alliance que M. l'Electeur de Brandebourg propose. J'ai appris qu'il a dit aux Etats-Généraux que l'Electeur de Brandebourg les exhortoit à conserver leurs Troupes, & à ne s'en point défaire dans un tems où tout est encore incertain.

LE Prince d'Orange a montré à M. Wittsen la Lettre de S. Majesté Britannique. Messieurs d'Amsterdam sont dans une appréhension extraordinaire que ce Prince ne se remette bien avec le Roi d'Angleterre. Ils ont même quelque inquiétude que Sa Majesté Britannique, en se raccommodant avec le Prince d'Orange, ne le remette dans l'honneur des bonnes grâces de Votre Majesté: enfin, par tout ce que j'apprends d'eux, je vois qu'ils sont fort en peine, & un peu consternés; je les rassûre autant que je puis.

J'AI découvert aujourd'hui, que l'on travaille à raccommoder le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Le Ministre Vandervaye, qui a été si opposé à cette réunion, est depuis deux jours

fort en secret à la Haye. Le moyen, qu'on a pris pour faire agir cet homme, vient de ce qui se passe en France au sujet de la Religion prétendue Réformée: on en parle ici plus qu'on n'a jamais fait, & le Prince d'Orange s'en est servi assez utilement en Frise, à ce qu'il me paroît, ceux de cette Province-là étant fort zélés pour leur Religion: on a commencé à en voir des effets, lorsqu'ils n'ont pas voulu prendre de Résolution touchant la Réforme des Troupes, & qu'ils ont voulu attendre celle de la Province de Hollande.

12 Mars
1685.

C'EST le Comte de Waldeck qui a conduit toute l'Intrigue pour l'Accommodement du Prince d'Orange avec le Prince de Nassau. Il a fait remontrer, depuis plus d'un mois, au Prince de Nassau, toutes les raisons qui pouvoient l'obliger à se raccommode avec le Prince d'Orange, soit pour son intérêt particulier, soit pour l'avantage de la République; & enfin, il l'a si fort sollicité d'envoyer quelqu'un à la Haye, que ce Prince n'a pas crû pouvoir s'exempter de donner ordre au Ministre Vandervaye & au Sieur Arfolt, de venir écouter les Propositions que le Comte de Waldeck auroit à leur faire.

LE Ministre Vandervaye a été en passant rendre compte de tout ceci à Messieurs d'Amsterdam, qui n'ont pas jugé à propos de s'y opposer. Comme il étoit en conférence là-dessus avec le Comte de Waldeck, sa femme est retombée malade: il l'est allé retrouver en Frise.

IL n'y a pas lieu de douter, que le Prince d'Orange n'ait fait faire ces avances au Prince de Nassau, pour empêcher que la Province de Frise ne prît Résolution de faire une Réforme de Troupes, conformément à l'Avis de Messieurs d'Amsterdam. J'ai fait remarquer par un de mes Amis qui a parlé à Vandervaye, que c'est la quatrième fois que le Prince d'Orange a fait de belles Propositions au Prince de Nassau, lorsqu'il a besoin de lui, sans que jamais cela ait abouti à rien quand

l'occasion est passée : & il est aisé de voir, que le Comte de Waldeck ne s'est excusé de n'être pas assez bien instruit, que pour traîner les choses en longueur, & empêcher que le Prince de Nassau, dans l'espérance de son Racommodement avec le Prince d'Orange, ne presse la Province de Frise de former la Résolution sur la Réforme des Troupes.

LE Comte de Waldeck n'a pas moins envie de remettre la bonne intelligence entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam : c'est, à ce que j'ai appris, le principal sujet de son Voyage en cette Ville-là.

LE Pensionnaire Fagel a témoigné une extrême joie, lorsque le Sieur Dalonne est arrivé d'Angleterre. Il a dit le lendemain aux Etats - Généraux, que l'Accommodement alloit être fait entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange.

LE Sieur Dickfeld a fait dire depuis trois jours aux Rebelles d'Angleterre, qui étoient réfugiés à Utrecht, de se retirer le plus doucement & le plus secrettement qu'il leur seroit possible.

LE Ministre Vandervaye a assuré la Personne qui lui a parlé de ma part, que le Comte d'Argile est venu en ce pays-ci dès le vivant du feu Roi d'Angleterre. Il y a grande apparence, qu'il venoit concerter avec M. de Montmouth & avec le Prince d'Orange, ce qu'ils avoient à faire ; & j'ai fû aujourd'hui, que le Comte d'Argile a joint M. le Duc de Montmouth à Rotterdam, lorsque celui ci y est allé quatre jours après la Nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. On vit bientôt après les suites de ces entrevûes.

LES Ministres Prédicans s'emporterent hier dans tous leurs Prêches, avec beaucoup de véhémence, sur l'Etat de leur Religion en France. On veut, par ces sortes de moyens, animer le peuple : & cela va si loin, que le Résident de Munster m'est venu parler pour voir si je n'y pourrois pas mettre quelque ordre : mais il est convenu avec moi,

non-seulement que je n'en dois point parler aux Etats, mais même que plus je témoignerois par des discours particuliers que cela me fait de la peine, plus les Ministres redoubleroient leurs Déclamations; car, ils agissent par les ordres du Prince d'Orange, & ne reconnoissent d'autres Souverains que les Etats de la Province de Hollande, qui ne s'en mêleront pas contre l'Avis de ce Prince & du Pensionnaire Fagel.

15 Mars
1685.

J'AI appris de très-bonne part, que le Comte de Waldeck est revenu d'Amsterdam, sans avoir rien pû obtenir de cette Ville-là, ni pour un Accommodement avec le Prince d'Orange, ni pour l'Entretienement de l'Etat de Guerre sur le pié où il est. Ils se sont même moqués de lui, & lui ont demandé, s'il croyoit faire grande Peur au Roi avec deux ou trois mille hommes de plus. Leurs Députés sont revenus ici, avec les mêmes ordres qu'ils ont eus ci-devant, & la Ville d'Amsterdam persiste à ne vouloir plus payer l'Etat de Guerre passé le 24 de ce mois. Le Bourguemestre Heude, & les autres Bourguemestres-Régens, n'ont pas voulu voir le Comte de Waldeck. Ses Amis voudroient fort qu'il ne se fût pas commis si mal à-propos.

ON m'a donné en même tems Avis, qu'une des principales Raisons dont le Comte de Waldeck, & les autres Creatures du Prince d'Orange, qui ont été ces jours passés à Amsterdam, se sont servis, pour induire cette Ville-là à conserver l'Etat de Guerre sur le pié où il est, a été, qu'ils savent fort bien, que non-seulement il y a une Union fort étroite entre Majesté & le Roi d'Angleterre, mais encore qu'il doit se faire une Alliance plus particuliere; & qu'après la Déclaration & la Profession publique que Sa Majesté Britannique a faite de la Religion Catholique, ils voyent évidemment, qu'une nouvelle Alliance entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre, est nécessaire à ce dernier, (ils raisonnaient juste; mais Sa Majesté Britannique ne l'a point voulu faire;)

& que cette Alliance ne tendra qu'à la ruine de la Religion Protestante; de sorte que ce seroit une imprudence à Messieurs les Etats, de songer à diminuer leurs Troupes dans une si dangereuse Conjoncture.

J'AI été informé par Messieurs d'Amsterdam, que leur réponse a été, que les Etats seroient bien malheureux s'ils étoient obligés de demeurer toujours armés pour de simples soupçons, & pour des conjectures, où l'on ne voit pas beaucoup d'apparence; que pour environ trois mille hommes effectifs de plus que n'est le nouvel Etat de Guerre que Messieurs d'Amsterdam ont proposé, les Etats-Généraux ne seroient pas plus en pouvoir de résister aux grandes forces de Votre Majesté, qui peut les accabler quand il lui plaira, en quelque posture qu'ils se mettent. Que s'ils sont en effet menacés, ainsi qu'on vouloit le leur persuader, ils trouvoient qu'ils étoient d'autant plus obligés d'embrasser les moyens de faire un bon ménage, & de songer au rétablissement des forces maritimes, qui étoient seules capables de les sauver dans les plus grands dangers; que cependant ils étoient persuadés, que c'étoit l'intérêt de Votre Majesté de conserver plutôt la République de Hollande, que de la détruire.

LA Ville de Dort persista pareillement en ses premières Résolutions, & ordonna à ses Députés de demander la Cassation de dix mille hommes.

LA Ville de Dort étoit en grande agitation pour l'Election des Bourguemestres, parce qu'on devoit voir ce jour-là quel parti prévaudroit, ou de celui du Prince d'Orange, ou de celui qui lui étoit contraire.

LE Sieur Vandervaye revint à la Haye, & le Sieur Dalonne repartit pour l'Angleterre.

M. CITTERS manda, que l'Accommodement entre le Roi d'Angleterre, & le Prince d'Orange, 16 Mars 1685. pouvoit se compter comme fait. Messieurs d'Amsterdam n'en sont pas sans inquiétude: ils jugent

que le Prince d'Orange, dans l'embarras où il se trouve sera forcé d'accorder tout ce que le Roi d'Angleterre desire de lui pour rentrer dans ses bonnes grâces; & qu'après cette Réconciliation Votre Majesté, qui est en parfaite intelligence avec Sa Majesté Britannique, voudra bien avoir des complaisances pour le Prince d'Orange, dont ils craignent extrêmement les suites.

16 Mars
1685.

M. Dickfeld, qui vouloit détruire ces préventions, est allé débiter à Amsterdam les mêmes choses que le Ministre Desmarets a répandues ici, du prétendu mécontentement que le Roi d'Angleterre a de la France. Ces impostures, toutes grossières qu'elles sont, ne laissent pas de faire quelque impression. Votre Majesté sait, que dans une République, tous les esprits ne sont pas capables de pénétrer bien avant dans les choses: c'est pour cela, que l'on répand ici tant d'Ecrits, lorsqu'il s'agit de quelque Affaire importante: on a même recours aux Gazettes, parce que tout le peuple les lit. Le Pensionnaire Fagel a fait mettre dans la dernière, que le Roi d'Angleterre avoit témoigné à M. Citters, qu'il embrasseroit toujours les intérêts de l'Etat, & qu'il ne se contenteroit pas de maintenir la bonne intelligence qui étoit entre le feu Roi son Frere & les Etats; mais encore, qu'il seroit bien aise de faire de nouvelles & de plus fortes liaisons avec eux.

M. Dickfeld mene avec lui en Angleterre un Ministre d'Utrecht, nommé Vicius; c'est le plus habile & le plus savant de tout ce pays, & il est outre cela fort accort & fort insinuant. Il y en a peu qui soient plus capables que lui d'exciter quelque mouvement en Angleterre. Je sai qu'on le mene en partie pour conférer avec les Ministres de l'Eglise Anglicane; mais principalement pour parler aux Ministres Prédicans, pour sonder quels sont leurs sentimens dans la Conjoncture présente, & sur-tout pour les assurer de la fermeté inébranlable du Prince d'Orange pour la Religion

Calviniste : ce que l'on croit d'autant plus nécessaire à cette heure, que quelques-uns des Protestans d'Angleterre, réfugiés en ce pays, ne sont pas persuadés que M. le Duc de Montmouth soit ferme dans la Religion, en effet, j'ai été informé aujourd'hui par un assez bon endroit, que la plupart des factieux Anglois qui sont en ce pays-ci, ne sont pas satisfaits de M. le Duc de Montmouth, & qu'il n'y en a eu qu'un d'eux qui l'ait été voir lorsqu'il a passé par Utrecht, où les chefs de ces mecontens, comme Papillon, & celui qui a été Maire de Londres, avec deux ou trois autres, sont encore à cette heure : ainsi, on n'en a pas fait retirer les principaux.

LE Prince d'Orange a fait encore de nouveaux efforts, pour ébranler la fermeté de Messieurs d'Am-^{19 Mars}sterdam : il leur a fait donner des Avis sous main, ^{1685.} qu'il étoit raccommo-
dé avec le Roi d'Angleterre ; &, pour les confirmer dans cette opinion, il cassa les Officiers Anglois qu'il avoit fait venir de leurs Garnisons, & s'expliqua en même tems qu'il ne rempliroit leurs places que par les Officiers que le Roi d'Angleterre voudroit lui nommer. Messieurs d'Amsterdam ont en même tems reçu des Lettres d'Angleterre, qui portoient les mêmes choses que le Ministre Desmarets & les Créatures du Prince d'Orange ont déjà publiées ici. Tout cela a fait croire à Messieurs d'Amsterdam, que l'Accommodement du Roi d'Angleterre avec le Prince d'Orange est fait : d'ailleurs, on les allarme par la Nouvelle qu'on débite à cette heure, que Votre Majesté fait secrètement équiper dans ses Ports une Flote très-considérable pour croiser dans la Manche. Cependant, ils n'ont pas changé pour cela de sentimens ni de conduite : ils en donnerent des preuves assez fortes le 17 au matin. Le Prince d'Orange croyoit les avoir intimidés, de sorte que le Pensionnaire Fagel entreprit de faire résoudre dans l'Assemblée de Hollande, à la pluralité des voix, la continuation de l'Etat de Guerre sur le pié où il

est. Messieurs d'Amsterdam s'y opposerent fortement: ils représenterent , que c'étoit une chose qui ne pouvoit être conclue que d'un consentement unanime ; & déclarerent , que quoi que l'on fit , leur Ville ne fourniroit plus que son contingent de l'Etat de Guerre sur le pié de vingt-neuf mille hommes. Quelqu'un des Députés les plus zelés voulut parler contre l'Avis d'Amsterdam ; mais , le Bourguemestre Borstvanuaure l'entreprit avec des termes si forts , qu'il le contraignit de se taire. Enfin , après beaucoup de Contestations , qui allerent si loin que le Pensionnaire Fagel voulut sortir de l'Assemblée , ce Pensionnaire n'eut d'autre ressource , que de faire déclarer par le corps des Nobles , qu'ils ne consentiroient plus dorénavant à la Continuation du Droit de Verponding : mais , Messieurs d'Amsterdam ne se désisterent pas pour cela : ils réitérerent au contraire la Déclaration qu'ils venoient de faire , de sorte que l'Assemblée se separa dans une confusion dont il y a peu d'exemples.

LE Droit , qu'on appelle ici de Verponding , est proprement une taille réelle ; car , n'y ayant point d'autres tailles dans le pays , les maisons & les arpens de terres , tant des Nobles que des Roturiers , sont taxés à un certain prix ; & les deniers qui proviennent du Verponding , servent à payer l'intérêt des dettes de la Province , qui montent à sept millions par an : ainsi , Messieurs d'Amsterdam ne sont pas fort en peine de la menace des Nobles : elle est Chimérique , car l'exécution ne dépend pas d'eux , & les Villes n'ont garde de souffrir que l'Etat tombe dans le desordre où il seroit réduit , s'il discontinuoit de payer une partie des arrérages.

ON tâche aussi de chagriner Messieurs d'Amsterdam contre la France , sur les Affaires de la Religion. Les Ministres recommencerent hier avec beaucoup d'emportement leurs Déclamations sur cette matiere-là. Ces sortes de choses font beaucoup d'effet parmi le peuple , & ont fait même de l'impression sur l'esprit de quelques personnes du Gouvernement ; mais ,

Sire, si Votre Majesté jugeoit qu'il fût du bien de son service de favoriser le commerce des Marchands d'Amsterdam dans les occasions particulieres, cela effaceroit bien les impressions que les Ministres leur veulent donner; car je les crois bien plus sensibles sur l'intérêt de leur négoce, que sur celui de la Religion.

IL s'en présente aujourd'hui une occasion, au sujet de quelques Vaisseaux qui ont été emmenés à Marseille & à Toulon. Messieurs d'Amsterdam se plainrent, il y a environ-quinze jours, aux Etats-Généraux, de ce qu'on avoit mené à Marseille deux de leurs Vaisseaux. Les Etats-Généraux résolurent de m'envoyer des Députés, & d'en écrire à M. de Starembourg: cependant les Etats ne me sont point venus parler, parce que les Députés qui sont au Prince d'Orange ont toujours trouvé des prétextes pour éviter de me faire des instances sur une Affaire qui regarde Messieurs d'Amsterdam: c'est pourquoi les Députés de cette Ville-là me sont venus trouver ce matin, & m'ont prié de vouloir bien représenter à Votre Majesté le dommage que souffre en particulier leur Ville, des Vaisseaux qui ont été menés à Toulon & à Marseille. Ils m'ont dit, qu'outre les Vaisseaux qui ont été conduits à Toulon, & dont M. de Starembourg a eu ordre de faire des instances auprès de Votre Majesté, ils avoient eu Nouvelle avant-hier, qu'un Vaisseau nommé le Simon, chargé de mats & de cordages destinés pour Venise, avoit été mené à Toulon, sous prétexte que sa Charge étoit pour Genes; mais, que l'on pouvoit aisément justifier le contraire par les connoissemens. Ils m'ont ensuite réitéré leurs instances pour le Vaisseau la Sainte Marie, dont je me suis donné l'honneur d'écrire à Votre Majesté, & de lui en envoyer les pièces justificatives il y a déjà quelque tems. La Députation que Messieurs d'Amsterdam m'ont faite aujourd'hui d'un de leurs Bourguemestres Régens, avec trois autres de leurs principaux Mem-

bres, fait voir qu'ils prennent un très-grand intérêt en ces Affaires du Commerce : aussi rien ne les accrédite plus parmi leurs Bourgeois que la Protection que leurs bons offices leur acquierent ; & Messieurs d'Amsterdam s'intéressent à cette heure d'autant plus en ces Restitutions, que les Nobles, dans l'Ecrit qu'ils ont fait entr'eux, & dont je me suis donné l'honneur d'envoyer copie à Votre Majesté, semblent avoir affecté de les insulter sur le peu de difficulté qu'on fait d'arrêter leurs Vaisseaux, & de troubler leur Commerce. Il est surprenant, qu'après ces Remontrances on ne leur donne aucune satisfaction.

SIRE, depuis cette Lettre écrite, j'ai appris, que Messieurs d'Amsterdam sont fort embarrassés du refus que font les autres Villes de contribuer au Rétablissement de la Marine. Ils appréhendent que les Vaisseaux de Votre Majesté, qui seront ce Printemps dans la Manche, ne troublent leur Commerce. Si Votre Majesté juge qu'Elle leur doive faire rendre quelque justice sur les trois Vaisseaux menés à Toulon, dont ils se plaignent ; cela serviroit, sans doute, beaucoup à leur faire voir, qu'ils n'ont pas besoin de Flotte pour maintenir leur Commerce, & que l'équité, ou plutôt la bonne volonté de Votre Majesté pour leur Ville, leur fera un plus fort garand que toutes leurs forces maritimes ne leur pourroient être.

22 Mars
1685.

LE Prince d'Orange témoigna une extrême joie après qu'il eut lû les Lettres d'Angleterre du 16, qui lui donnoient part de ce qui s'étoit passé après l'arrivée du Sieur Dalonne à Londres. M. Citters a écrit par le même ordinaire, que le Roi d'Angleterre n'est pas disposé à entretenir une bonne correspondance avec Votre Majesté ; il a exagéré pour cet effet les moindres particularités qui se sont passées à l'Audience de M. le Maréchal de l'Orge. Il a mandé, que ce Maréchal avoit été surpris & fâché de ce que le Roi d'Angleterre l'avoit reçu assis, & d'une manière fort sèche ; qu'il en

avoit témoigné quelque chose aux Ministres d'Etat, à qui il avoit fait connoître, que le feu Roi d'Angleterre n'en avoit jamais usé de cette maniere à l'égard des Envoyés de Votre Majesté ; & que ses Ministres lui avoient répondu, que Votre Majesté ayant traité de cette sorte Mylord Churchill, le Roi d'Angleterre avoit voulu en user de même avec le Maréchal de l'Orge. Il a ajoûté beaucoup d'autres circonstances, qui ne sont pas plus considérables, mais qui font voir le dessein du Prince d'Orange & de ses amis.

LE Comte de Thun, & quelqu'autres personnes d'Angleterre, ont aussi mandé qu'on alloit envoyer incessamment les ordres au Sieur Chudley de retourner en Angleterre, ce que l'on n'a pas voulu faire jusqu'à cette heure sans que son successeur fut arrivé à la Haye. La raison qu'on apporte de ce changement vient de ce que le Roi d'Angleterre, étant satisfait du Prince d'Orange, ne veut pas que Chudley demeure plus long-tems à la Haye, & que Skelton aura ordre de le voir, & de rétablir avec lui la même correspondance qui a été auparavant.

JE suis toujours également persuadé, Sire, que M. le Prince d'Orange éludera l'article qui regarde Votre Majesté dans l'Accommodement qui lui a été proposé par le Roi d'Angleterre ; & que cependant il tirera de grands avantages des marques d'amitié qu'il espere que le Roi d'Angleterre lui donnera, après que Sa Majesté Britannique aura vu qu'il se fera soumis à l'égard des deux autres points, bien qu'on puisse dire qu'il n'exécute pas de bonne-foi, même à l'égard de ce deuxième point, ce qu'il a promis à Sa Majesté Britannique. Il est vrai, qu'il a cassé les Officiers Anglois qui étoient désagréables au Roi d'Angleterre, & qu'il a dit qu'il ne rempliroit leurs places que des Officiers que Sa Majesté Britannique lui prescrirait : mais, ce qui paroît une grande déférence, (c'est à-dire que le Roi d'Angleterre nom-

me d'autres Officiers,) n'est en effet qu'une ruse, car il espère que le Roi d'Angleterre, touché de sa prompte obéissance, lui permettra de rétablir ces mêmes Officiers. Le Comte de Waldeck l'a assez témoigné au Sieur Chudley, & lui a dit que l'on avoit donné une grande mortification au Prince d'Orange de l'avoir obligé de casser des Officiers, qui n'avoient d'autre crime que celui de lui avoir obéi. Que le Prince d'Orange espéroit, que Sa Majesté Britannique considéreroit que ces Officiers n'avoient pû se dispenser de suivre les ordres de leur Général; que même elle les en estimeroit davantage, & qu'elle ne voudroit pas qu'ils demeurassent plus long-tems privés de leur emploi. Le Sieur Chudley m'a dit, que le Prince d'Orange a parlé à tous ces Officiers séparément, & qu'il leur a promis d'employer tous ses offices, & même d'écrire de sa propre main au Roi d'Angleterre, pour les faire remettre dans leurs Charges; & on se tient assuré, qu'ils seront rétablis, tant on est préoccupé d'une parfaite réunion entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

Le Comte de Waldeck a dit dans ce même entretien au Sieur Chudley, que le Prince d'Orange se soumettroit aveuglément à tout ce que le Roi d'Angleterre souhaiteroit de lui, excepté sur le fait de la Religion, & sur ce qui regardoit les intérêts des Etats-Généraux. Il ne faut qu'une de ces deux réserves-là, pour donner prétexte au Prince d'Orange de refuser tout ce que le Roi d'Angleterre demandera de lui.

Le Prince d'Orange en use encore de plus mauvaise foi, sur ce qu'il a promis de n'avoir plus aucun Commerce avec M. le Duc de Montmouth; car on a découvert, que, depuis qu'il a fait cette promesse, M. de Montmouth a été quatre jours à Dort, & a envoyé ici un Page, qui a parlé à M. Benting, à qui il a donné une Lettre, & s'en est retourné la nuit, après en avoir reçu la Réponse.

Les Etats de Hollande furent assemblés le 21 de

Mars : on y disputa sur l'Etat de Guerre, avec toute l'animosité & toute l'aigreur possible. Le Pensionnaire Fagel voulut gourmander Mrs. d'Amsterdam : mais Hop , Pensionnaire d'Amsterdam , sans s'emporter , l'entreprit de telle sorte , & lui dit des choses si fortes , que les larmes vinrent aux yeux dudit Fagel , qui dit qu'il aimoit mieux sortir de l'Assemblée , que d'y être traité si indignement. Ils se séparèrent à deux heures & demie sonnées , sans avoir rien conclu : la petite Ville de Munkendam se déclara pour Amsterdam.

IL ne m'est pas possible de représenter à Votre Majesté , les ruses , les menqueries , & même les menaces , que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ont mis en usage ces jours ci pour ébranler la fermeté de Mrs. d'Amsterdam. Toutes sortes de gens se sont employés auprès d'eux , soit pour les induire par des raisonnemens , soit pour les intimider par de faux Avis ; & le Prince d'Orange n'a pas fait plus d'efforts pour obliger les Etats à faire la levée de seize mille hommes qu'il en vient de faire , pour empêcher la Cassation. Aussi rien ne lui peut arriver de plus sensible , ni qui intéresse plus son honneur dans les pays étrangers. Car si les Etats ont refusé la levée , on a pû croire que ce n'étoit point qu'ils manquaient pour cela de considération pour le Prince d'Orange , mais seulement parce qu'ils ne vouloient point de Guerre : mais à cette heure il paroît assez , qu'ils ne font cette Réforme , que pour diminuer son Autorité , & pour le mortifier.

LE Ministre Vandervaye a recommencé , malgré les Remontrances de Mrs. d'Amsterdam , d'écouter des Propositions d'Accommodement que le Comte de Waldeck lui a faites : & , l'on croit que les choses sont si avancées , que l'on n'attend plus que le Consentement du Prince de Nassau. Le Sieur Arfolt partit avant-hier pour le lui aller demander , & Vandervaye est demeuré à la Haye.

MRS. d'Amsterdam sont fort fâchés de ce *Raccommodement* ; & s'il est vrai qu'il soit fait , ils ne pourront plus compter si sûrement sur la Province de Frise. Je ne sai quel effet cela fera auprès d'eux dans la suite : mais , cela ne les a point ébranlés pour ce qui est de l'Etat de Guerre , malgré toutes les mauvaises Nouvelles qu'ils ont reçues en même tems , car ils apprirent avant-hier , que le Prince d'Orange l'avoit emporté d'une voix contre Muys , dans l'Election d'un des Bourguemestres de Dort ; que ce Prince étoit raccommode avec l'Angleterre , & qu'il étoit d'accord avec le Prince de Nassau.

IL est vrai , que les Affaires des Religionnaires de France ont donné du chagrin à quelques particuliers d'Amsterdam : mais , elles n'ont pas fait encore assez d'impression sur l'esprit en général de ceux du Gouvernement de cette Ville-là , pour les avoir fait changer de conduite. Je suis toutefois obligé de dire à Votre Majesté , que les Ministres Predicans , & les Relations qu'on envoie de France , les aigrissent si fort , que je ne sai ce qui en arrivera dans la suite.

POUR ce qui est de ceux de Frise , qui sont fort entêtés de leur Religion , cela a fait de fort mauvais effets , non-seulement à l'égard du Ministre Vandervaye , auprès de qui M. le Comte de Waldeck s'est servi de ce moyen-là pour le porter à faire l'Accommodement du Prince de Nassau , mais encore à l'égard de beaucoup d'autres personnes de la Régence de la Province , qui , poussés par les mêmes motifs , furent les premiers il y a trois ans à consentir au Traité d'Association proposé par la Suede.

IL n'y a que les Arminiens , qui soient moins sensibles à ces sortes de choses , quoiqu'ils voulussent bien qu'elles allassent autrement , parce qu'ils voyent que cela aliène l'esprit de beaucoup d'autres bons Républicains , qui autrement ne se détacheroient jamais des intérêts de Votre Majesté : mais ces Arminiens poussent leurs raisonnemens encore plus

plus loin que les autres , & envisagent ce qui arriveroit , s'il venoit faute du Roi d'Angleterre. Ce qui leur a donné lieu de faire là-dessus leurs Réflexions est le bruit qui se répandit ces jours passés , que Sa Majesté Britannique se trouvoit mal. Ils croyent , que le Prince d'Orange , parvenant à la Couronne d'Angleterre , proposeroit tout aussi-tôt une Ligue aux Etats Généraux , pour soutenir la Religion prétendue Réformée , & entreroit le premier en Guerre contre Votre Majesté , & releveroit tellement le Parti Protestant , qu'il mettroit les Etats-Généraux dans la nécessité d'entrer dans tous ses desseins ; de sorte que tous les bons Républicains , qui sont Arminiens , se verroient indispensablement obligés d'y souscrire , quoique dans cette Union ils vissent leur perte inevitable , & la ruine certaine du bon Gouvernement de la République : car , s'ils vouloient s'y opposer , ils passeroient ici pour les ennemis de la Religion du pays , & seroient déchirés par le Peuple : & il est vrai , que si ce malheur arrivoit au Roi d'Angleterre , & que les esprits se trouvaient alors dans la disposition où ils sont à présent , il s'en ensuivroit indubitablement ce que ces Messieurs prévoyent.

LE Pensionnaire Fagel , & Mrs. d'Amsterdam , ^{23 Mars 1685.} eurent des Disputes fort violentes Samedi dernier dans les Etats de Hollande : ils n'en eurent pas moins hier matin , & aujourd'hui. Il a proposé plusieurs expédiens , entr'autres de leur faire trouver la même épargne qu'ils cherchent dans la Réduction de l'Etat de Guerre à vingt-neuf mille hommes , en cassant plus de Cavalerie & moins d'Infanterie ; & en réduisant au denier trois & demi les Rentes sur la Province , qui sont au denier quatre , & plusieurs autres : mais , Messieurs d'Amsterdam n'en acceptèrent aucun , & demeurèrent toujours fermes dans leurs sentimens.

LES Contestations recommencerent plus violentes que jamais , entre le Pensionnaire Fagel & Mrs. ^{27 Mars 1685.}

d'Amsterdam, dans l'Assemblée qui se tint le 24 de Mars. Il est à remarquer, que dans ces deux ou trois dernières séances, il n'a pas été simplement question de régler l'État de Guerre; mais, que Mrs. d'Amsterdam ont remis sur le tapis la Proposition qu'ils ont donnée il y a deux mois dans leurs Considérations; & ont déclaré, qu'ils n'envoyeroient plus au Comptoir-général l'Argent des Troupes; mais qu'ils le délivreroient dans leur Ville aux Officiers de leur repartition. Cela diminueroit plus à proportion l'Autorité du Prince d'Orange, que ne feroit la Réforme; aussi le Pensionnaire Fagel, & M. Benting, se sont-ils emportés fortement là-dessus. Le premier déclara, que si ceux d'Amsterdam n'envoyoient plus leur Argent au Comptoir général, les Nobles ne souffriroient pas non plus que l'on portât à ce même Comptoir l'Argent qui se leve sur le plat pays; & qu'ils se serviroient des moyens que Dieu & la Nature leur avoient mis en main. Borstvanuaure reprit ces dernières paroles du Pensionnaire Fagel, & le somma de déclarer ce qu'il prétendoit dire, que les Nobles se serviroient des moyens que Dieu & la Nature leur ont mis en main, & le Pensionnaire Fagel étant si transporté de colère, qu'il ne pouvoit presque parler, Borstvanuaure lui dit, que le plat pays ne dependoit pas plus des Nobles que des Magistrats des Villes, & qu'il y a voit dans Amsterdam des gens plus nobles, & qui contribuoient plus à l'État, & par leur Argent, & par leur Conseil, que les sept Nobles qui étoient-là présens. Il ajouta que quand on disoit, qu'on se serviroit des Moyens que Dieu & la Nature ont mis en main, cela vouloit dire, qu'on se serviroit des Voies de Fait. Que si les Nobles le faisoient, Messieurs d'Amsterdam avoient des bras & des mains qui sauroient bien se faire sentir. Ensuite, ayant consulté les autres Députés d'Amsterdam, (comme ils le peuvent faire sans sortir de leur Place,) il somma le Pen-

sionnaire Fagel , au nom de Mrs. d'Amsterdam , de déclarer ce qu'il avoit voulu dire , lorsqu'il avoit déclaré que les Nobles se serviroient des Moyens que Dieu & la Nature leur avoient mis en main. Le Pensionnaire Fagel demeura toujours fort interdit. Benting , qui étoit à son côté , lui dit de répondre à Mrs. d'Amsterdam , qu'ils entendent ce Mot-là tout comme ils voudroient ; & que s'ils avoient des bras & des mains , les Nobles en avoient aussi. Là-dessus , un des Nobles prit la parole , pour appaiser ce Desordre ; & M. Benting , & le Pensionnaire Fagel , ne parlerent pas davantage.

Mrs. d'Amsterdam furent encore fortifiées ce même jour , par une Déclaration précise de ceux de Leyde. Cette Ville-là avoit déjà fait entendre , à la vérité , qu'il falloit une Réduction : mais , elle a envoyé dans cette dernière Assemblée son Avis par écrit , conforme à celui de Mrs. d'Amsterdam : ainsi , on compte à cette heure six Villes de même Avis , desquelles il y en a quatre qui sont des plus considérables ; savoir , Dort , Delft , Leyde , & Amsterdam ; les deux autres sont Encuse & Munikendam.

CEPENDANT , Mrs. d'Amsterdam partirent ce même jour 24 , après dîné. Ils ne doivent revenir que ce soir : je ne sai encore pourquoi c'est ; mais , il court un bruit , qu'ils continueront de payer l'État de Guerre sur le pié où il est , pendant un mois. Ce qui les embarrasse le plus , c'est qu'ils appréhendent , que s'ils emportent de haute lute la Réforme , ils ne pourront obtenir des autres Villes que l'on donne de l'Argent aux Amirautés , pour rétablir les Affaires de la Marine. Elles sont en si mauvais ordre , qu'ils ne sont pas en état de maintenir leur Commerce , si quelque Prince , comme par exemple le Roi de Danemarck , vouloit le troubler. La Protection qu'ils doivent à leurs sujets demande d'eux , qu'ils y apportent quelque remède : mais par-dessus cela les Avis du Prince d'Orange ,

& leurs propres confreres, les intimident tous les jours, & leur font appréhender qu'ils recevront quelque Déplaisir [des Vaisseaux de Votre Majesté. Cette menace seroit contre toute sorte d'apparence, & sans fondement, si les Vaisseaux de Votre Majesté ne visitoient tous les jours les Vaisseaux de la République, & n'en enlevoient pas publiquement les Marchandises, comme ils viennent de faire tout récemment à quelques Vaisseaux Hollandois, qui portoient des Marchandises de Genes. C'est, Sire, ce qui me fait prendre la liberté de représenter à Votre Majesté, que si Elle jugeoit qu'il y eût quelque justice dans la très-humble Priere que Messieurs d'Amsterdam ont souhaité que je fisse de leur part à Votre Majesté, le plutôt que je pourrois leur donner satisfaction là-dessus seroit le mieux pour le service de Votre Majesté; & que moins ils auront de sujets d'inquiétude sur leurs Vaisseaux, moins ils seront pressés à s'engager dans de certaines choses, qu'ils seront peut-être obligés de faire pour avoir le Consentement des Villes qui sont au Prince d'Orange, sur le Rétablissement de la Marine.

LES Etats-Généraux m'ont envoyé ce matin les Pieces qui regardent les dernieres Plaintes qu'ils ont faites. C'est la même chose dont Mrs. d'Amsterdam m'avoient déjà parlé : aussi, en cas que Votre Majesté leur fasse quelque grace là-dessus, je rendrai Réponse à Mrs. d'Amsterdam, avant que d'en rien dire aux Etats-Généraux. J'envoie toutes ces Pieces à M. le Marquis de Seignelay. Ils se plaignent sur-tout d'un Vaisseau qui a été pillé & maltraité à la Rade de Livourne le 5 de Février, sur ce qu'il n'avoit pas voulu aller à bord de M. du Quesne; sur quoi ils ont allégué, que ce Vaisseau n'avoit pas le Pavillon de France, & qu'ainsi ils ne le reconnoissoient pas pour un Vaisseau Royal.

ON ne parloit d'autre chose à la Haye, que de la Lettre que le Roi d'Angleterre a écrite au Pr. d'Orange après le retour du Sieur Dalonne, dans laquel-

le S. M. Br. l'appelle son Fils , l'assure qu'il le considérera toujours comme tel , & qu'il lui seroit avoir satisfaction , avec le tems , sur tout ce qu'on avoit fait contre lui en France ; mais , qu'il se donnât patience , & que cependant il ne se brouillât pas avec le Roi ; qu'il regardoit la Princesse d'Orange comme sa Fille aînée qu'il aime tendrement , & beaucoup d'autres Expressions encore plus fortes & plus tendres.

LE Prince d'Orange a lui même montré cette Lettre à des premières Personnes de l'Etat : cela fait un très-mauvais effet : car on en conclut , ou que le Roi d'Angleterre remettra le Prince dans l'honneur des bonnes-graces de Votre Majesté , ou qu'ils demeureront étroitement unis ensemble ; & ni l'un ni l'autre n'accommoder ces Messieurs-ci. Votre Majesté voit par-là , que le Prince d'Orange n'omet rien de tout ce qui peut servir à ses desseins , soit vrai , soit supposé ; en quoi le Sieur Citters le sert fort bien par les Nouvelles particulieres dont il remplit ses Lettres : c'est dans cette vûe qu'il a mandé , que le Roi d'Angleterre a refusé un million que Votre Majesté lui a fait offrir.

MESSIEURS d'Amsterdam furent très-fachés de ^{29 Mars} l'Accommodement que le Ministre de Vandervaye ^{1685.} avoit signé entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau ; & les Etats de Frise n'en furent pas moins mécontents. J'employe assez utilement quelques personnes de mes amis , & des plus considérables de l'Etat , auprès de Messieurs d'Amsterdam , pour leur faire comprendre la nécessité où ils sont de s'attacher entièrement à Votre Majesté , & qu'ils doivent être d'autant plus portés à le faire , que le Roi d'Angleterre paroît disposé à recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes graces. Messieurs d'Amsterdam ont assez bien compris toutes les raisons qui leur ont été alléguées , dont je n'importunerai point Votre Majesté , pour avoir rejeté fortement la Proposition que Van-Buning leur a

faite de se raccommo^der avec le Prince d'Orange. Cet homme, qui a toujours des Vûes contraires au bien de son pays, & au bon-sens, s'est extrêmement réjoui d'apprendre, que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient dans une bonne intelligence; car, il le suppose de la sorte. Il a représenté à Messieurs d'Amsterdam, qu'il ne tenoit plus qu'à eux de conserver la Paix dans toute l'Europe, & de mettre leur Commerce en sûreté; qu'ils pouvoient aisément procurer l'un & l'autre, si en oubliant leurs Démêlés particuliers & domestiques, ils se raccommo^doient avec le Prince d'Orange; qu'il n'y auroit après cela qu'à faire une étroite Alliance avec l'Angleterre; qu'ils trouveroient assez d'autres Princes pour se joindre à eux; & qu'ils pouvoient s'assurer de voir par ce moyen un parfait repos dans toute l'Europe, & une entière sûreté dans leur Navigation. Tous ces Raisonnemens, & d'autres semblables, dont Van-Buning fatigue incessamment les Bourguemestres d'Amsterdam, n'ont fait jusqu'à présent aucune impression sur eux. On leur a fait comprendre au contraire, que leur véritable intérêt les doit porter à prendre des mesures toutes opposées aux Persuasions & aux Conseils de Van-Buning; & je vois que les Raisons qui ont été alléguées sur ce point à Messieurs d'Amsterdam, leur ont paru d'autant plus fortes, qu'ils ne peuvent soupçonner qu'elles leur soient insinuées de ma part: & de cette sorte les mêmes personnes, que j'ai employées, ont lieu de pouvoir plus efficacement travailler à faire entrer Messieurs d'Amsterdam dans une plus étroite Correspondance avec moi, comme ils firent lorsqu'il s'agissoit de la Levée de seize mille hommes, & de la Conclusion de la Treve.

LES Députés d'Amsterdam étant revenus dans l'Assemblée de Hollande le 29 Mars, ils déclarèrent, que le 24 étant passé, ils ne payeroient plus l'Etat de Guerre qu'à proportion de ce qu'ils vouloient bien conserver de Troupes. Cela fit naître

de grandes Contestations : mais enfin les Députés des autres Villes , voyant la fermeté de Messieurs d'Amsterdam , & que cette Ville fermoit ses Comptoirs , ils demanderent permission d'en aller informer leurs Supérieurs : ainsi l'Assemblée se sépara pour jusqu'au 31 de Mars.

ENFIN Dickfeld partit avec des ordres de l'Etat , de faire de simples Complimens au Roi d'Angleterre : il en avoit d'autres du Prince d'Orange , de tâcher de renouveler l'Alliance avec Sa Majesté Britannique , bien que dans le fonds cela ne fût pas nécessaire , puisque l'Alliance qu'ils avoient faite avec le feu Roi n'étant pas expirée , elle continuoit avec celui-ci comme il arrive dans les Royaumes successifs ; mais , ce n'étoit que pour endormir Sa Majesté Britannique ; car il alloit pour prendre des liaisons avec ceux du Parlement , & les principaux Protestans , contre le Roi d'Angleterre : & ce fut dans cette Ambassade , qu'il jetta les fondemens de l'Entreprise que nous avons vûe éclater trois ans après.

M. de Seignelay me manda , que le Roi se feroit Lettre de M. de Seignelay , du 11 Mars 1685. rapporter les Raisons des Marchands Hollandois pour les Marchandises qui étoient sur le Vaisseau la Demoisellé Marie , réclamé depuis si long-tems par Messieurs d'Amsterdam , & qu'il me feroit savoir ce qu'il auroit décidé sur ce sujet.

LE Roi me manda , qu'il lui paroissoit par tout ce que lui écrivoit M. de Barillon , que le Roi d'Angleterre étoit bien éloigné de prendre beaucoup de confiance aux Promesses qui lui seroient faites de la part du Prince d'Orange ; & que comme celui-ci ne poursuit son Accommodement que pour en tirer les avantages particuliers , le Roi d'Angleterre a aussi la même intention , & ne prétend pas faire son Ami d'un Prince dont il a tant de sujet de se défier. Lettre du Roi , du 20 Mars 1685.

COMME le Ministre Vandervaye avoit inséré beaucoup de choses dans l'Accommodement qu'il avoit fait entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau , qui intéressoient les Provinces de Frise & de Gronin- 5 Avril 1685.

gue, ils envoyèrent des Députés au Prince de Nassau, qui lui déclarèrent, que la Province de Frise ne pouvoit plus souffrir que le Ministre Vandervaye eût dorénavant aucune part dans les Affaires de leur Province, où il avoit été admis jusqu'à cette heure de la part du Prince de Nassau; que s'il vouloit lui conserver la place qu'il lui avoit donnée de son Conseiller, & lui laisser la direction de ses Affaires, ils ne pouvoient l'en empêcher; mais que tant qu'il garderoit cet homme, ils n'auroient plus la même confiance en lui, qu'ils auroient sans cela; & qu'ils ne lui accorderoient pas non plus beaucoup de choses, qu'ils lui pourroient accorder s'il l'éloignoit de sa personne.

LES Etats de la Province de Frise écrivirent en même tems au Conseil d'Etat, qu'ils étoient fort surpris, qu'il se mêlât de donner une nouvelle Compagnie de Gardes du Corps à leur Gouverneur. Que s'ils vouloient qu'il en eût, ils la lui donneroient eux-mêmes; & que c'étoit à eux, & non pas au Conseil d'Etat, à régler ces sortes de choses qui regardent leur Gouverneur.

LE Sieur Skelton, nouvel Envoyé du Roi d'Angleterre, alla voir M. le Prince d'Orange, & lui redit, de la part du Roi d'Angleterre, tout ce que Sa Majesté Britannique avoit déjà dit au Sieur d'Overkerk. Le Prince d'Orange lui donna sa parole, qu'il n'y auroit jamais aucun Commerce avec lui & M. de Montmouth, l'assûra qu'il ne savoit pas même où il étoit à cette heure-là; en sorte que le Sieur Skelton fut assez bon pour être persuadé que le Prince d'Orange est de bonne-foi sur ce Chapitre-là. Sur le second point, il lui dit, qu'il avoit cassé les Officiers Anglois, & qu'il mettroit en leur place ceux que le Roi d'Angleterre lui avoit recommandés. Sur le troisieme, il témoigna qu'il souhaitoit la Paix, & qu'il ne seroit rien qui la pût troubler; & sur le quatrieme, qui regardoit Sa Majesté, il s'étendit en de grandes plaintes; il promit néanmoins qu'il feroit en sorte de satisfaire le

Roi d'Angleterre là-dessus , pourvû qu'il ne demandât rien contre le serment qu'il devoit à l'Etat ; & enfin qu'il entreroit aveuglement dans ses intérêts , excepté sur ce qui regarde la Religion.

VAN-BUNING fit tous ses efforts dans le Conseil , qui se tint le trois d'Avril à Amsterdam , pour persuader cette Ville-là qu'elle ne pouvoit maintenir son Commerce si elle n'étoit appuyée de l'Angleterre ; & , pour ce sujet , il exagéra extrêmement ce qui s'étoit passé entre les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux des Sujets des Etats-Generaux , & s'appuya de ce qu'ils n'avoient pas eu depuis quatre mois Réponse sur le Vaisseau la Sainte Marie : il leur représenta , qu'on les insultoit toujours , sans avoir la moindre Considération pour eux. Quelques personnes des mieux intentionnés d'Amsterdam m'en firent avertir : car , ils appréhendoient , que Van-Buning ne se fit enfin écouter par une partie du Magistrat & des Trafiquans. C'est pourquoi je pris la liberté de représenter encore une fois ces choses-là à Sa Majesté , afin qu'elle voulût bien y faire telle attention qu'elle jugeroit à propos.

JE donnai Avis au Roi , que le Sieur Skelton , ^{10 Avril} qui est un homme fort léger & fort inconstant , ^{1685.} s'attachoit fort au Prince d'Orange ; que cela faisoit un mauvais effet , & autorisoit fort les Discours que l'on avoit de l'Accommodement du Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre : car , il assûroit toutes les personnes des Etats à qui il parloit , qu'il y avoit une tendre Amitié entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

VAN-BUNING faisoit bien son profit de toutes les Démarches du Sieur Skelton : car , aussi-tôt qu'il l'a sù , il a harangué dans le Conseil d'Amsterdam , pour faire voir la nécessité qu'il y avoit , non seulement de s'allier avec l'Angleterre pour maintenir le repos dans l'Europe ; mais encore de s'accommoder promptement avec le Prince d'Orange , pour n'être pas accablé par lui , comme il les pourra tous opprimer l'un après l'autre.

LES Amis du Prince d'Orange sont devenus aussi, depuis ces démarches du Sieur Skelton, d'une grande Insolence. Un d'eux, & qui est des premiers dans le Gouvernement, dit le neuvieme d'Avril, dans l'Antichambre du Prince d'Orange, que ce Prince sauroit bien à cette heure se vanger de ceux qui ont voulu diminuer son Autorité, & qui l'ont si maltraité depuis un certain tems.

MAIS, toutes ces Impressions, dont on est prevenu à cette heure, vont bien augmenter par la Harangue que fera le Sieur Skelton aux Etats-Généraux, qu'il m'a lûe : il y a mis, qu'il espéroit d'autant plus aisément continuer à maintenir la bonne Intelligence entre le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux, que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient unis, non seulement par une tendre Amitié, mais encore par le Mariage, &c. Le Sieur Skelton m'a dit, qu'il n'avoit pu s'empêcher de parler ainsi du Prince d'Orange, parce que ce Prince l'en avoit prié; qu'il lui avoit témoigné, qu'il lui seroit fort avantageux dans la Conjoncture presente, qu'il inférât quelque chose dans sa Harangue, par où il parût qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre: qu'il n'avoit point d'ordre de le faire, mais qu'il n'avoit ôsé le lui refuser. De l'Humeur qu'est le Prince d'Orange, il n'est pas homme à mendier ces sortes de choses: & je suis persuadé, qu'il fit cela de son chef.

12 Avril
1685.

LE Prince d'Orange fait ses derniers Efforts, pour empêcher la Cassation des Troupes: il a tâché pour cet effet de faire concourir trois ou quatre choses différentes, pour abbattre le Courage de Messieurs d'Amsterdam. La Harangue du Sieur Skelton, qui a confirmé ce matin dans les Etats Généraux ce qu'il a dit à tout le monde en particulier, de la tendre Amitié qui est entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange; le Racommodement de ce Prince avec le Prince de

Nassau, qui s'est jetté si aveuglement dans les intérêts du Prince d'Orange, qu'il a déjà engagé trois Cantons de la Province de Frise à demander la Continuation de l'Etat de Guerre sur le pie où il est; l'arrivée de ce même Prince à la Haye, où il est attendu depuis hier, tout cela a été employé par le Prince d'Orange pour intimider Messieurs d'Amsterdam, & pour les faire consentir à continuer au moins pendant encore quelque mois l'Etat de Guerre.

MAIS, Messieurs d'Amsterdam sont aussi fermes que jamais dans leur Résolution. Ils avoient sommé le six Avril le Pensionnaire Fagel de prendre une Conclusion sur l'Etat de Guerre : ce Pensionnaire leur répondit, qu'il ne pouvoit conclurre, ni pour six Villes contre douze, ni pour douze contre six. Messieurs d'Amsterdam lui répliquèrent qu'il n'avoit pas toujours été si délicat, & qu'il avoit bien conclu autrefois à la pluralité des voix ; qu'il le pouvoit bien faire encore ; mais, qu'ils déclaroient à l'Assemblée, que les Villes qui avoient opiné à la Continuation de l'Etat de Guerre, le payeroient si bon leur sembloit ; & que pour eux ils ne contribueroient qu'à Proportion de la Réforme qu'ils ont demandée. Le Pensionnaire Fagel sépara là-dessus l'Assemblée, qui fut remise à hier matin.

TANT de différentes Prorogations de l'Assemblée ont bien fait connoître à Mrs. d'Amsterdam, que le Pensionnaire Fagel ne vouloit que les amuser & gagner du tems ; qu'il falloit une fois finir cette Affaire. Là-dessus, ils ont pris leurs mesures avec les autres Villes qui sont de leur sentiment : & hier matin Messieurs d'Amsterdam sommerent encore une fois le Pensionnaire Fagel de conclurre ; il refusa de le faire, sous le même prétexte dont il s'étoit servi auparavant. Mais Dort, Delft, Leyde, Encuse, & Munikendam, ont déclaré, que, puisque le Pensionnaire Fagel ne vouloit point conclurre cette Affaire, ils n'en vouloient plus entendre parler, &

qu'ils tenoient la Cassation résolue, & ne payeroient rien à l'avenir pour l'Etat de Guerre, que sur le pié de la Cassation proposée : aussi les *Committers de Rades* n'expédient aucunes Ordonnances pour le payement des Officiers; parce que le Député d'Amsterdam, qui est dans ce College, refuse d'y consentir.

LE Prince d'Orange, ayant envoyé un Huissier à Dort, pour assigner le Bailli, le Conseil de Ville lui défendit d'obéir, lui ordonna de continuer ses Charges, & commanda aux Bourgeois de la Ville de le défendre, si on lui vouloit faire quelque violence.

Mrs. d'Amsterdam me firent avertir, que Van-Buning & ses Amis profitoient du chagrin que les Marchands d'Amsterdam temoignoient de la Prise des Marchandises qui étoient dans les Vaisseaux Hollandois; & qu'ils se servoient utilement de ce prétexte, pour attirer quelques Personnes du Conseil d'Amsterdam dans leurs sentimens. Ils m'ont fait demander depuis deux jours, si je n'avois point quelque bonne Réponse à rendre là-dessus aux Députés d'Amsterdam. Je leur ai communiqué celles que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'envoyer: mais, ils m'ont témoigné, que l'on seroit fort surpris à Amsterdam de la Déclaration qui porte que les Marchandises du Vaisseau Marie Burn ont été confisquées, & que celles du Vaisseau la Demoiselle Marie ont été retenues, parce que les premières avoient été pour la plûpart chargées à Genes pour des Marchands Génois, & celles du Vaisseau la Demoiselle Marie étoient pour les Espagnols. Ils m'ont représenté, qu'on ne pouvoit confisquer ni retenir des Marchandises qui sont dans leurs Vaisseaux lorsqu'ils sont en Paix avec Votre Majesté, sans sapper les fondemens du Traité de Commerce; qu'un Vaisseau Ami sauve toutes les Marchandises qu'il porte (qui ne sont pas de Contrebande) quand même elles seroient portéz d'un Port Ennemi à un autre Port Ennemi. Ils m'ont dit de plus, que quand même

Votre Majesté auroit la bonté de leur faire rendre à cette heure leurs Marchandises, il y en a beaucoup qui sont déperies, entr'autres le blé qui étoit sur le Vaisseau la Demoiselle Marie.

JE puis vous assurer, que les Eclaircissemens que A M. de j'ai donnés à Messieurs d'Amsterdam, sur les Pri-Croissy, les ses auxquelles ils ont le plus d'intérêt, ne les ont 12 Avril pas satisfaits : & comme il est vrai, que c'est abso-1685. lument contre la teneur des Traités de prendre des Marchandises qui ne sont pas de Contrebande dans un Vaisseau Ami, je n'ai pas pressé ceux d'entr'eux à qui j'ai parlé de communiquer la Réponse de Sa Majesté au Conseil de Ville d'Amsterdam : car assurément Van-Buning en feroit un mauvais usage, & je vous supplie d'être bien persuadé qu'une prompte & favorable Justice sur cette Affaire seroit fort utile dans la Conjoncture présente pour le service de Sa Majesté. Vous voyez, Monsieur, tout ce que Mrs. d'Amsterdam ont à soutenir. Van-Buning est un de ceux qui leur fait le plus de peine. Leurs Bourgeois & leurs Marchands sont ceux qui sont les plus persuadés de l'avantage que leur Commerce peut recevoir de l'Amitié du Roi. Si ces Raisons sont détruites, & que ces gens-là soient dégoûtés, les bien-intentionnés ne les maintiendront jamais dans les intérêts du Roi.

M. de Seignelay me fit Réponse, que le Roi fai- Lettre de M. de Seignelay, du 7 Avril 1685. soit écrire à son Intendant à Toulon, si les Vaisseaux avoient fait de mauvais traitemens aux Vaisseaux Hollandois, & que si cela étoit vrai on feroit punir les Officiers qui étoient coupables.

LE Prince d'Orange pria le Sieur Skelton d'aller 19 Avril 1685. à Amsterdam faire connoître aux Bourguemestres de cette Ville là, qu'il étoit entierement raccommodé avec le Roi d'Angleterre ; que leur Réunion étoit sincere ; & qu'ils feroient une chose agréable au Roi d'Angleterre, & qui leur seroit, en leur particulier, fort avantageuse, de ne se plus opposer avec tant d'opiniâtreté aux sentimens du Prince d'Orange.

JE fis convenir le Sieur Skelton, que le Prin-

ce d'Orange ne cherchoit qu'à tirer tous les avantages qu'il pourroit de l'opinion où l'on seroit en Hollande, qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'avoit nulle envie de se remettre effectivement bien avec lui; que s'il l'avoit désiré sincèrement, il n'auroit pas eu besoin de tous ces détours pour persuader le public qu'il étoit dans ses bonnes grâces. Il savoit bien, que quand il les auroit méritées par sa conduite, ces Messieurs-là n'auroient pas été long-tems sans s'en appercevoir, & qu'il sauroit bien alors le leur faire sentir.

Nous découvrîmes, que Benting avoit un Commerce secret avec M. de Montmouth, & qu'il en recevoit souvent des Lettres.

Je trouvai moyen d'avoir Copie de la première Lettre que les Ambassadeurs des Etats-Généraux écrivirent au Pensionnaire Fagel, par laquelle ils lui apprennent, que le Roi d'Angleterre leur avoit parlé d'une Alliance, & avoit ajouté que si les Etats-Généraux vouloient faire Alliance avec lui, il ne craindroit aucune Puissance de l'Europe. Il y avoit encore dans cette même Lettre quelques endroits sur lesquels on fit en Hollande beaucoup de Réflexions; entr'autres, que le Roi d'Angleterre avoit témoigné aux Ambassadeurs de l'Etat, qu'il avoit toujours eu beaucoup d'estime & d'inclination pour la Personne du Prince d'Orange, qui étoit de la Famille Royale, dont Sa Majesté Britannique étoit le Chef, & que pour cette raison, elle feroit toujours paroître qu'elle vouloit du bien au Prince d'Orange, & aussi que le Roi d'Angleterre avoit eu leurs personnes d'autant plus agréables, qu'ils avoient été envoyés sur l'Avis & sur la Proposition du Prince d'Orange.

Je donna Avis au Roi, que ses Anglois réfugiés se donnoient beaucoup de mouvement; que ceux qui étoient à Dort, à Amsterdam, à Utrecht, & dans les autres Villes, s'étoient rendus à Rotterdam, & que quelques-uns étoient déjà passés en

Angleterre ; que les autres les alloient suivre ; & que j'étois persuadé, que M. de Montmouth vouloit hasarder d'y aller lui-même.

JE fus informé aussi en grand secret, que le Prince d'Orange cherchoit avec empressement à gagner l'amitié de Mylord Rochester, & qu'il faisoit toutes les avances pour cela.

LE Prince de Waldeck a donné au plus séditieux de tous les Officiers Anglois, que le Roi d'Angleterre a fait casser, des Lettres de Recommandation, adressées au Prince de Bade, & aux Officiers Généraux de l'Armée de l'Empereur.

J'AI trouvé moyen ces jours-ci de parler à quelques-uns des principaux de l'Etat : je leur ai fait 29 Avril
1685. comprendre, que la Réunion entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, n'étoit, ni ne pouvoit être sincere ; & qu'en tous cas ils devoient s'assurer que Votre Majesté demeureroit toujours dans les mêmes sentimens où elle est à leur égard. à quoi j'ai ajouté, que je leur déclarois une fois pour toutes, que l'intention de Votre Majesté étoit de conserver le repos dans leur voisinage, & de faire fleurir leur Commerce ; de maintenir leur Etat & leur Liberté ; que le Prince d'Orange & les Autrichiens ne manquoient pas de gens pour faire courir de faux bruits ; que s'ils s'y laissoient surprendre, ils s'en imputassent la faute, puisque je leur déclarois de la part de Votre Majesté, que toutes les fois qu'ils auroient quelque appréhensions, ils n'auroient qu'à me la communiquer, & que Votre Majesté détruiroit tellement ces fausses impressions, qu'ils ne leur resteroit aucun lieu de douter, & qu'ils auroient le plaisir de pouvoir vivre dans une entière surséance, tant que leur conduite répondra à la bien-veillance que Votre Majesté a pour eux.

ON ne doute pas, que le Prince de Nassau ne fasse tous ses efforts pour porter les Etats de Frise à continuer l'Etat de Guerre ; on dit même, que ses Amis ont déjà fait changer quelques particuliers

de ce Gouvernement: ainſi, quelque eſpérance que Meſſieurs d'Amſterdam ayent eu depuis quelques jours, que cette Province conclurroit à une Réforme, je ne puis en rien dire bien certain à Votre Maieſté, juſqu'à ce qu'elle ſoit une fois décidée dans les Etats de Friſe.

VAN-BUNING a ſi fort fatigué les Bourgemeſtres-Régens d'Amſterdam, des Propoſitions qu'il leur a faites continuellement depuis plus d'un mois, de faire une Alliance avec l'Angleterre, qu'ils n'ont pû s'empêcher de lui en témoigner leur mécontentement, & de lui déclarer qu'il leur ſeroit plaiſir de ne les pas pouſſer davantage ſur une Affaire qu'ils ne croient pas être de l'intérêt de leur République. Van Buning ne ſe rebutera pas pour cela; & je ne doute pas, que dans quelque tems il ne recommence ſes Pratiques. Il leur a témoigné depuis quelques jours, qu'il vouloit ſe retirer du Gouvernement: il attendoit ſans doute, qu'on le prioit d'y vouloir demeurer; mais, on n'a garde de le faire, car on voudroit qu'il en fût déjà dehors.

JE ne ſai, Sire, ſi le Prince d'Orange ne ſe ſervira point de l'Ordre, que Votre Maieſté m'a donné, de faire ſavoir aux Etats-Généraux le Sujet de l'Audience que M. le Marquis de Feuquieres doit demander au Roi d'Eſpagne, pour tâcher d'obtenir la Continuation de l'Etat de Guerre au moins pour un mois ou deux. Cependant, Sire, je ne vois pas, qu'on en puiſſe tirer la moindre conſéquence. Il me paroît tout au contraire, que, de la manière que Votre Maieſté s'explique, les Etats-Généraux doivent ſ'afſurer d'une parfaite tranquillité dans les Pays-Bas, & que ceci leur doit être une nouvelle Certitude des ſinceres Intentions de Votre Maieſté pour le repos de leur voiſinage. J'ai pris même les Précautions, que j'ai cru néceſſaires, pour prévenir la-deſſus les bien-intentionnés; car j'en ai donné part au Bourguemeſtre Witzen, qui l'a mandé à Meſſieurs d'Amſterdam.

sterdam. Il m'a paru très-persuadé du desir sincere qu'à Votre Majesté de conserver la Paix dans l'Europe, ou du moins (si cela ne se peut) de la maintenir dans les Pays-Bas. Je ne doute pas que la premiere impression, qui en aura été donnée ce matin à Messieurs d'Amsterdam, ne fasse un fort bon effet.

J'AI donne la même Communication cette après dinée aux Etats-Généraux, qui sont venus chez moi. Ils n'ont pas manqué de me demander, à leur Ordinaire, de leur donner par écrit ce que je leur avois dit : j'aurois pu m'en defendre, si je l'avois voulu absolument, en leur témoignant, que ce n'étoit point une Affaire sur laquelle je demandois qu'ils délibérassent; qu'il me suffisoit de leur faire savoir les sentimens de Votre Majesté, & ses bonnes dispositions; mais, il m'a paru qu'il étoit plus avantageux de le leur donner par écrit, parce que l'on connoît aisément, par toutes les précautions que prend Votre Majesté, la sincérité de ses intentions; au lieu que le Pensionnaire Fagel pourroit donner toute une autre face à cette Affaire, & l'exposer de telle sorte dans les Provinces, qu'il en tireroit avantage.

LE Roi me manda, qu'il étoit satisfait de la Réponse du Roi d'Espagne, sur l'Electeur de Baviere.

Lettre du
Roi, du 24
Avril 1685.

LE Pensionnaire Fagel avoit déjà fait connoître, qu'il cherchoit à tirer de grands avantages de cette Affaire; jusques-là qu'il avoit résolu d'en faire un Point de Convocation pour les Etats de Hollande, & les faire assembler incessamment, afin que le mouvement, que cela donneroit dans la Province de Hollande, fît croire au Peuple, que cette Affaire étoit de grande conséquence, & fît même impression sur l'esprit de quelques-uns des Régens des Villes, qui ne sont pas tous également éclairés.

3 Mai
1686.

SKELTON m'apprit, qu'on n'avoit pas jugé à propos qu'il allât témoigner aux Bourguemeistres d'Amsterdam, qu'ils feroient plaisir au Roi d'Angleterre de ne se plus opposer au Prince d'Oran-

ge ; mais , qu'il avoit ordre de les assurer , qu'il y avoit une parfaite Intelligence , & un étroite Union , entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

J'ENVOYAI au Roi deux Lettres des Ambassadeurs de Hollande en Angleterre , qui faisoient bien voir le contraire de ce que le Sieur Skelton m'avoit assuré , que le Roi d'Angleterre ne vouloit rien demander au Prince d'Orange , ni faire rien non plus en sa faveur , qu'après que le Parlement d'Angleterre seroit séparé ; puisque ces Lettres marquoient , que le Roi d'Angleterre avoit déjà donné plein pouvoir à des Commissaires , pour travailler à un Traité d'Alliance avec les Etats-Généraux , & qu'il avoit donné ordre , à son Envoyé extraordinaire en France , de faire des instances si pressantes en faveur dudit Prince , qu'ils ne doutoient pas que Sa Majesté Très-Chrétienne ne fût obligée de le rétablir dans la Souveraineté d'Orange.

COMME il étoit de mon Devoir d'informer Sa Majesté de l'Etat du Pays , & que je le pouvois faire plus commodément par le retour du Courier que je renvoyois , je lui mandai , que si le Roi d'Angleterre pressoit les Etats-Généraux de faire une Alliance , je ne pourrois me servir des mêmes Menaces que j'avois employées autrefois pour l'empêcher. Les Etats avoient crû alors , qu'ils s'attireroient infailliblement la Guerre , s'ils concluoient un Traité de Ligue avec l'Angleterre ; qu'à cette heure ils n'apprehendoient pas la Guerre , & même qu'il ne craignoient pas , quoique je pusse dire , qu'elle s'en ensuivit pour cela , & que je ne ferois que commettre Sa Majesté , si je tenois une pareille conduite.

QUE je croyois bien , que Messieurs d'Amsterdam s'opposeroient fortement à une Alliance avec l'Angleterre , & qu'autant qu'on pouvoit juger de l'avenir dans une République , le Prince d'Orange ne les y feroit pas consentir : mais , qu'il étoit à craindre qu'il ne la fît conclurre à la pluralité

des voix , si les Provinces de Frise & de Groningue entroient dans ses sentimens ; que celle de Groningue ne le feroit pas ; mais qu'on ne pouvoit répondre que le Sieur Picard , Pensionnaire des Ommelandes , ne les rebroüillât de nouveau avec la Ville , & ne rendît caduque la voix de cette Province : que pour ce qui étoit de celle de Frise , je n'en pouvois rien dire de certain , ceux qui en avoient la Régence ne s'accordant que pour chasser le Ministre Vandervaye , & pour refuser de consentir à l'accord fait entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau : qu'ils étoient fort divisés sur tout le reste depuis cet accommodement. Que d'ailleurs le motif de la Religion , dont le Prince d'Orange se servoit auprès d'eux , avoit fait quelque effet dans cette Province-là ; & que comme on croyoit en Hollande que le principal sujet de l'envoi du Sieur Fucks regardoit la Religion , j'appréhendois beaucoup son arrivée.

QUE je tâcherois d'être encore plus particulièrement informé des sentimens de Messieurs d'Amsterdam sur la présente conjoncture , & de savoir ce qu'on pouvoit attendre d'eux ; mais que je ne le pouvois de quelques jours. Qu'il ne m'étoit pas fiaisé d'avoir une correspondance réglée avec eux , parce que Van-Buning s'y opposoit , & que Heude , qui avoit le plus de crédit dans cette Ville-là , étoit d'une timidité extraordinaire : de sorte qu'il n'auroit osé hasarder d'avoir aucun Commerce , & j'étois obligé de me servir de beaucoup de détours pour entretenir une correspondance.

QU'IL m'étoit assez aisé de faire savoir à Mrs. d'Amsterdam les intentions de Sa Majesté : & ce n'étoit pas peu d'avoir fait consentir le Sieur Heude à cela ; que je pouvois aussi apprendre , quoiqu'avec peine , leurs sentimens ; mais que c'étoit par ceux d'entr'eux , qui étoient les plus zélés pour la Liberté du Pays , & les mieux intentionnés ; que je n'avois encore pû parvenir à en être in-

formé de la part de la République, & en son nom, comme ils avoient fait lors de la levée de seize mille hommes, & du tems de la Négociation de la Treve. Van-Buning s'étoit alors rangé à l'avis de toute la Ville; ainsi, étant tous d'accord, ils ôserent communiquer avec moi : c'est le seul bien que fît Van-Buning, quoique ceux qui n'étoient pas bien informés lui en attribuaissent davantage, & beaucoup plus qu'il n'en méritoit; car, même à peine fut-il engagé dans ces Affaires, qu'il s'en repentit.

LORSQUE le Sieur Damerongue alla à Amsterdam, ce fut dans le dessein de raccommo-
der Van-Buning avec le Prince d'Orange : il étoit Ami intime de ce Bourguemestre, & n'étoient ni l'un ni l'autre Amis du Pensionnaire Fagel. Le Sieur Damerongue trouva Van-Buning entièrement disposé à rechercher, par toutes sortes de voies, les bonnes-graces du Prince d'Orange. Van-Buning lui déclara que son sentiment étoit que les Etats devoient s'unir étroitement à l'Angleterre, en sorte qu'ils n'eussent que le même intérêt. Qu'il falloit, quand cela seroit fait, renouer avec les autres Princes les dernières Alliances qu'ils avoient contractées par les Traités d'Association; & qu'il promettoit au Prince d'Orange que s'il vouloit quelque chose de plus, il entreroit dans tous ses desseins, & seroit dorénavant attaché à ses intérêts.

DAMERONGUE convint, qu'il lui manderoit fidèlement ce que le Prince d'Orange répondroit à ces avances, & vint à la Haye en rendre compte à ce Prince: mais quoiqu'il le pressât extrêmement, & qu'il lui remontrât fortement ses intérêts, le Prince d'Orange ne voulut point écouter aucune Proposition d'accommodement à l'égard de Van-Buning; & ne fit d'autre Réponse, si-non qu'il étoit un faquin, & qu'il ne vouloit jamais avoir Affaire à lui. Damerongue ne jugea pas-à-propos de rendre cette Réponse; de sorte que Van-Buning s'impatienta, & envoya Hemskerk, son neveu, pour demander au

Sieur Damerongue ce que le Pr. d'Orange lui avoit dit : alors , Damerongue l'apprit au Sieur Hemskerk.

LE Prince d'Orange ne se montra pas en cela fort politique ; car , s'il avoit eu Van-Buning dans ses intérêts , quoiqu'il ne pût pas pour cela engager les Bourguemestres d'Amsterdam à entrer dans ses sentimens , il les auroit embarrassés , du moins il les auroit fatigués par tous les Raisonnemens de Van-Buning , qui peut-être en auroit persuadé quelqu'un , & auroit mis par ce moyen la Ville d'Amsterdam hors d'état de se soutenir , que très-difficilement , contre le Prince d'Orange.

JE mandai au Roi , que le Duc de Montmouth , ^{10 Mai} le Comte d'Argile , Mylord Gray , & les Anglois ^{1685.} de leur Parti , avoient fretté trois Bâtimens à Amsterdam ; que Mylord Gray s'étoit déjà embarqué dans l'un des trois , pour aborder en quelque endroit des Côtes d'Angleterre. Que le Comte d'Argile devoit incessamment s'embarquer dans le second , qui étoit de dix-huit pièces de canons , pour aller dans quelque Isle , sur les Côtes d'Ecosse. Le troisième devoit aussi aborder en Angleterre , par un autre endroit ; qu'ils portoient beaucoup d'armes en Angleterre ; qu'ils avoient fait faire quantité de casques d'un rouge couleur de pourpre , & qu'ils prétendoient faire un Soulevement en trois lieux différens , c'est-à-dire en Ecosse , & en deux endroits d'Angleterre. Qu'ils étoient persuadés , que , quoiqu'ils fussent en petit nombre au commencement , bien des gens se joindroient à eux , & que cette Affaire devoit eclater dans le dernier de Mai.

LE Sieur Skelton envoya un homme à Amsterdam , pour les avertir que M. de Montmouth avoit au Texel deux Bâtimens chargés d'armes , qu'il vouloit faire porter en Angleterre , pour exciter des Soulevemens contre le Roi de la Grande-Bretagne ; qu'il les en avertissoit , afin qu'ils y donnassent ordre , puisque tout étoit encore dans

leur Port, & qu'ils étoient Maîtres de l'empêcher. Messieurs d'Amsterdam répondirent à cet homme, qu'ils n'avoient aucun Pouvoir hors de leur Jurisdiction; qu'elle ne s'étendoit pas jusqu'au Texel, & que cela dependoit des Etats-Généraux, à qui M. Skelton devoit s'adresser. Il reçut le huitième Mai au soir cette réponse, & alla en même-tems trouver le Président des Etats-Généraux, lui demanda un Ordre pour faire arrêter ces Bâtimens: le Président des Etats-Généraux lui témoigna, qu'il n'avoit pas ce Pouvoir de son chef, mais qu'il en feroit le rapport le lendemain à l'Assemblée des Etats-Généraux, si le Sieur Skelton vouloit lui en donner un Mémoire. Il ne le voulut pas faire, & se tint fort offensé de ce Refus.

MESSIEURS d'Amsterdam, & le Président des Etats, lui avoient dit vrai dans leurs Réponses; mais, c'étoit à prendre les choses à la dernière rigueur; car, il est constant, que s'ils avoient voulu effectivement obliger le Roi d'Angleterre, il auroit suffi, pour y mettre ordre, qu'ils en eussent été informés, sans même que M. Skelton les en eut averti, & encore moins sans qu'il eut été obligé de leur en donner un Mémoire.

UN des principaux Motifs de l'envoi du Sieur Fucks en Hollande, étoit pour unir l'Electeur de Brandebourg avec le Roi d'Angleterre & les Etats-Généraux.

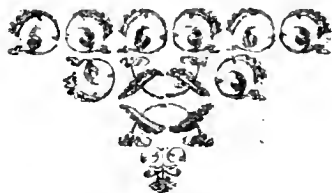
LE prétexte du voyage du Sieur Fucks étoit pour demander la Satisfaction aux Etats sur le Mémoire que M. l'Electeur de Brandebourg avoit donné au Sieur Damerongue à son départ de Berlin. Il contenoit trois Chefs: le premier regardoit les arrérages des subside dont M. l'Electeur de Brandebourg demandoit d'être payé, ainsi que l'avoient été les Evêques d'Osnabruck & de Munster, jusqu'au jour que les Etats avoient fait la Paix avec Sa Majesté, & que les Etats ne prétendoient payer que jusqu'à la fin de 1676. Le second con-

si étoit dans le Dédommagement , que les Etats devoient à l'Electeur de Brandebourg , en vertu de leur Traité , des pertes que le Duché de Cleves avoit souffertes pendant la dernière Guerre. Le troisième regardoit aussi le Dédommagement que prétendoit M. l'Electeur de Brandebourg , pour les Etats de la Poméranie , qu'il avoit été obligé de restituer à la Suede.

LE Sieur Silverkroon , autrefois Résident de Suede en Hollande , & qui , depuis trois ans , a presque toujours été en Suede , ou dans le Duché de Breme , est de retour ici depuis trois ou quatre jours. Il m'est venu voir aussi-tôt après son arrivée ; & dès la première visite qu'il m'a rendue , il s'est expliqué à moi du dessein qu'a le Sieur Oliverkrans , qui a été Ambassadeur à Nimegue. Il a commencé par me demander , si je croyois que Votre Majesté n'eut point d'agréeable que le Sieur Oliverkrans , qui étoit allé à Rome trouver la Reine Christine , repassât par la France , & si je pouvois disposer les choses afin qu'il y fût agréablement reçu. Je lui témoignai , que je n'avois pas besoin de prendre beaucoup de mesures pour le faire recevoir avec toute l'estime qu'on devoit à une personne de son mérite : que M. le Marquis de Croissy l'avoit bien connu , & qu'il l'avoit toujours estimé & considéré. J'ajoutai à cela beaucoup de choses obligeantes pour le Sieur Oliverkrans , qui en effet étoit très-bien intentionné , comme je l'avois reconnu par les discours , & encore plus par la conduite du Sieur Cantenstern , son gendre , qui avoit été Résident quelque tems à la Haye. Le Sieur Silverkroon me témoigna une extrême joie de ce que je lui disois au sujet du Sieur Oliverkrans ; & , autant que j'en puisse juger , il vouloit avoir cette assurance avant que de s'expliquer à moi , comme il fit incontinent après ; car , il me dit qu'on avoit donné beaucoup d'Impressions au Roi son Maître , qui

sans doute étoient très-fausſes ; que M. Oliverkrans étoit bien aise de s'en éclaircir ; qu'il ſouhaitoit fort auſſi de voir quelles pouvoient être les Diſpoſitions de Sa Majeſté pour le Roi de Suede. Que le Sieur Oliverkrans étoit peut-être le plus habile homme qui fût en Suede ; qu'il avoit pris une Affection pour la France , qui n'étoit pas imaginable. Qu'il connoiſſoit la néceſſité indiſpenſable où étoit la Suede , d'être unie à la France. Qu'il n'avoit aucun ordre de rien propoſer ; que peut-être même ne ſeroit-il pas en état de profiter incontinent après ſon retour en Suede , des éclairciſſemens qu'il avoit pris en France ; mais que ce qui ne ſe faiſoit pas en un mois ſe faiſoit en deux ; qu'en un mot , il avoit pouvoir de me dire , mais dans le dernier ſecret , & pour Sa Majeſté ſeulement , que c'étoit de l'aveu & du conſentement du Roi de Suede , que le Sieur Oliverkrans devoit paſſer en France , & avoir l'honneur de faire la Révérence à Sa Majeſté , ſi Elle lui en donnoit la Permiſſion. Il ne ſouhaitoit pas que le Sieur Lillieroot eut connoiſſance que le Roi de Suede avoit approuvé ou ſû ce Voyage.

Fin du Tome Quatrième.





Cleaned & Oiled

